

**CENTRE D'ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
DE LA DEFENSE**

***EXPERIENCES OPERATIONNELLES
DANS L'ARMEE DE TERRE***

UNITES DE COMBAT EN BOSNIE (1992-95)

Tome I - Contextes politiques, militaires et tactiques

André THIEBLEMONT

Novembre 2001

*Ce document constitue le rapport final de l'étude commanditée à
monsieur le colonel (H) André Thiéblemont par le C2SD,
CCEP 1998 - 41/SOC, Conv DEF/C2SD 1998 n° 14*

SOMMAIRE

TOME 1 : CONTEXTES POLITIQUES, MILITAIRES ET TACTIQUES

AVANT- PROPOS

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE

LES CONDITIONS POLITIQUES ET MILITAIRES DE L'ENGAGEMENT
DES BATAILLONS

- I L'échec européen et les incidences des accords de cessez-le feu en Croatie
- II L'engrenage humanitaire et la conférence de Londres
- III Les bataillons français dans les conflits locaux
- IV L'année 1993 - les bataillons français dans Sarajevo
- V L'année 1994 - L'extension du dispositif de la Forpronu à Sarajevo et
l'offensive bosniaque sur les monts Igman
- VI Printemps 1995 - le drame et sa réparation
- VII Le tournant de l'été 1995

DEUXIEME PARTIE

LES CONDITIONS TACTIQUES DE L'ENGAGEMENT

- I L'organisation tactique des bataillons
- II L'engagement : un écheveau de contraintes

**TOME II : CONDITIONS DE VIE, PRATIQUES TACTIQUES,
TECHNIQUES ET SOCIALES, LES SENTIMENTS**

PREMIERE PARTIE
CONDITIONS DE VIE DES UNITES

- I Les paysages de la guerre
- II Le temps qu'il fait
- III Le Campement
- IV La nourriture
- IV Les problèmes d'eau
- V Tensions et détente

DEUXIEME PARTIE
PRATIQUES TACTIQUES ET TECHNIQUES

- I organisations et pratiques de commandement
- II Pratiques et techniques opérationnelles

TROISIEME PARTIE
SOCIABILITE ET PRATIQUES SOCIALES

- I Manifestations de sociabilité dans les unités
- II Rapports avec les belligérants et avec les populations

QUATRIEME PARTIE
LES SENTIMENTS : PAIX ET GUERRE

- I Entre paix et guerre
- II La guerre révélatrice

TOME III : BIBLIOGRAPHIE, ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS

L'ETUDE D'EXPERIENCES OPERATIONNELLES D'UNITES DE COMBAT DANS LA PERIODE CONTEMPORAINE

Des unités de combat l'Armée de terre ont opéré parfois dans des conditions difficiles en Bosnie et en Croatie de 1992 à 1995. Cette étude décrit et analyse les expériences opérationnelles vécues dans certaines de ces unités. Elle s'attache à des conditions de vie, à des formes d'organisation tactique, à des pratiques techniques et tactiques, à des rapports sociaux qui se sont établis dans ces unités ou avec les belligérants et les belligérants, à certains sentiments exprimés par des combattants en casques bleus.

Cette étude pourrait se suffire à elle-même. Elle peut aussi s'inscrire dans une perspective plus large : celle d'une recherche comparative sur les expériences opérationnelles vécues dans l'Armée française – et/ou dans les armées européennes – dans les conflits contemporains. Cet avant-propos expose l'état de notre réflexion méthodologique sur l'intérêt, l'objet, les méthodes et les techniques d'une telle entreprise, une réflexion qui est nourrie par les errances et les difficultés qui ont accompagné la réalisation de cette étude.

RICHESSSE ET DIVERSITE DES EXPERIENCES OPERATIONNELLES DE L'ARMEE FRANCAISE

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les unités de combat de l'Armée française ont été engagées sur des dizaines de théâtres d'opérations dans des contextes géographiques, politiques, stratégiques, tactiques, culturels et avec des types d'organisation tactique rarement identiques. Pratiquement, deux ou trois générations de soldats, du grand père au petit fils, ont été éprouvées par toutes les formes d'adversité et d'engagement identifiables dans la période moderne : opérations de guerre classique (Corée, batailles du Tonkin, Suez, Bizerte, le Golfe, Kosovo, etc.), actions de contre guérilla, de guérilla, de subversion et de contre-terrorisme (Indochine et Algérie), de « pacification » ou de maintien de l'ordre (Algérie, Nouvelle-Calédonie et maintenant le Kosovo), protection ou évacuation de ressortissants français en milieu hostile (Kolwezi, Gabon, Congo), multiples formes de secours à des populations en détresse, parfois assorties de luttes contre des bandes de guerre (Somalie), opérations dites de

« maintien de la paix » menées au Liban, au Cambodge ou en ex-Yougoslavie, etc.

Sur cette période, l'Armée française a sans doute accumulé dans ses rangs et dans ses mémoires vivantes un stock d'expériences qui sont parmi les plus variées et les plus riches dans le monde. Leurs caractéristiques risquent fort de se retrouver dans les engagements à venir. En effet, qu'elles aient été vécues hier en Indochine ou aujourd'hui dans les Balkans, elles furent tramées par des phénomènes socio-politiques et culturels que bien des auteurs évoquent lorsqu'ils traitent des guerres futures : la « panne des Etats » et les diverses formes d'affrontements intra étatiques qu'elle provoque, la crise de la décision politique dans nos sociétés occidentales et les difficultés dans les rapports du militaire au politique qu'elle entraîne, les pièges potentiels qui résultent de l'indistinction entre combattants et non combattants de la croyance à la supériorité technologique ou de la méconnaissance des cultures politiques et tactiques des forces adverses, etc. (cf. notamment, Delmas, p.204 et suiv., Delpech, p. 130 et suiv.).

Ces parentés entre le passé récent et un futur probable, du moins à moyen terme, devraient inciter à fouiller méthodiquement dans ce stock d'expériences pour y appréhender les cas de figure les plus significatifs, pour les confronter et les comparer méthodiquement après les avoir mis en contexte, en vue d'y rechercher des continuités ou des changements dans le temps et des variations liées à un contexte d'engagement.

« Par ce temps de reconstitutions, de réorganisations militaires, peut-être n'est-il pas hors de propos d'étudier sur le vif l'homme dans l'action du combat, et de faire du combat lui-même (.) une étude sincère et sérieuse (.) ». Voilà plus d'un siècle, Ardant du Picq ouvrait par ces lignes ses « Etudes sur le combat » (Ardant du Picq I p.1, Ardant du Picq II, p.65). Il prétendait alors s'appuyer sur les expériences du passé pour raisonner le combat de demain. La prétention est d'actualité. Dans *La guerre parfaite*, Thérèse Delpech laisse entrevoir que la technologie peut modifier certaines conditions du combat mais qu'elle ne dissipera pas le « brouillard de la guerre » et que les facteurs d'échec ou de succès d'hier seront encore ceux de demain.

L'ampleur de cette recherche est considérable. Elle ne se réduit pas à des applications au domaine militaire. Raymond Aron notait que l'étude des structures sociales pourrait être renouvelée « si l'on voulait bien se souvenir que la manière dont les hommes se sont combattus a toujours été aussi efficace pour déterminer la structure de ladite société que la manière dont les hommes ont travaillé. » (Aron, p. 311). Un contexte opérationnel, quel qu'il soit, crée des situations extrêmes où tous les aspects d'une réalité sociale s'exaspèrent. C'est vrai aussi de tout contexte où des groupes humains, des collectivités concrètes – des collectivités territoriales, des villages et des quartiers, des entreprises, etc. – se trouvent en situation de crise, de pénurie, de catastrophe, en un mot dans

des situations extrêmes. En observant des hommes au combat ou en situation opérationnelle, on observe des groupements humains en situations extrêmes.

L'OBJET : LE NIVEAU MICROTACTIQUE

Cette recherche devrait observer et comparer ce qui se passe aux plus bas niveaux de la vie opérationnelle sur chacun des théâtres ou des secteurs d'opérations les plus caractéristiques de la période contemporaine. On objecte, c'est la vie opérationnelle au niveau micro tactique. Trois arguments justifient le choix de placer l'investigation à ce niveau.

En premier lieu, si l'on considère en particulier l'Armée de terre, on ne connaît guère ce qui se passe effectivement dans des groupes ou dans des équipages de combat, dans des sections ou des pelotons (*i.e.* dans des *petites unités de combat*), dans des compagnies, des escadrons, des batteries (*i.e.* dans des *unités de combat*¹) sinon au travers de relations historiques, journalistiques, romanesques, de témoignages que déforme la mémoire. Les activités, les rapports sociaux qui s'y nouent ou les idées qui y circulent restent opaques.

En second lieu, le *point de vue* que procure la réalité intime de la vie opérationnelle, celui qu'adoptait Ardant du Picq dans ses *Etudes sur le combat* est éclairant. Il donne une vision beaucoup plus problématique de l'action et il révèle crûment les implications des décisions politiques, stratégiques ou tactiques. En effet, il n'est guère possible de rendre compte de la vie opérationnelle de ces petites unités sans la rapporter à des contextes géopolitiques, stratégiques, tactiques. C'est la perspective que choisit l'historien John Keegan dans son ouvrage remarquable, *L'anatomie de la bataille*. C'est encore celle qu'adopte Serge Bruge dans un ouvrage récent, *Les hommes de Dien Bien Phu*. Il décrit les séquences successives de la bataille en entrant dans le détail des conditions de vie et de l'action des unités engagées. Il met en situation les faits relatés, analyse un enchaînement de facteurs qui placent telle compagnie ou telle section dans une situation intenable, conduisent telle autre à échouer dans une contre-attaque ou à devoir abandonner un point d'appui. Il révèle ainsi une vue chaotique de la bataille, où des facteurs externes – contradictions politiques, stratégiques ou de grande tactique, lacunes logistiques, etc.– s'entrechoquent avec des facteurs internes – ambiguïtés de certains choix tactiques, rivalités de chefs au PC du camp retranché, distorsions dans l'interprétation des comptes rendus, improvisations, défauts de coordination ou de liaisons, etc. : tous ces petits riens très humains, toutes ces « innombrables petites difficultés » qui constituent ce que Clausewitz appelle des « forces de friction » et qui, selon lui, sont engendrées par des

¹ Ce sont les deux termes génériques que nous utiliserons dorénavant.

« phénomènes imprévisibles » (Clausewitz p. 109 et suiv.). A défaut d'être prévisibles, ces phénomènes peuvent être repérés et pressentis plus ou moins confusément. Cela exige de mieux appréhender les terrains humains qui en favorisent l'émergence.

Une troisième justification réside dans une approche qui se veut *totale*. Jusqu'à présent, la sociologie militaire en France, outre qu'elle ne s'est guère préoccupée du militaire en opération, a plutôt abordé la « chose militaire » selon ce que Georges Gurvitch nomme une méthode « systématisante et analytique ». Celle-ci poursuit généralement des buts pratiques. Ne s'intéressant qu'à une seule nature de problèmes – organisation, ressources humaines, règles de droit, économie, etc. –, elle les détache des autres dimensions de la réalité sociale, pour rechercher une plus grande cohérence dans un cadre social donné (Gurvitch 1, p. 21). Ainsi, sous l'impulsion de J.P.H. Thomas, la sociologie militaire en France s'est-elle plutôt orientée vers une sociologie de l'organisation s'attachant à certains dysfonctionnements. La plupart des travaux qui en relèvent ne prennent pas ou peu en compte d'autres dimensions de la réalité militaire – rapports de pouvoir et dynamiques culturelles au sein de l'institution ou dialectique des rapports avec la société globale, etc. – qui infèrent sur les organisations militaires.

Or, la vie en opération est faite de moments intenses où se produisent dans un temps limité des interactions entre des phénomènes de toutes natures. Pour être analysés et compris, ces moments ne peuvent être ainsi découpés en types de problèmes. Ils doivent être saisis dans leur complexité, dans leur enchevêtrement, dans leur *totalité*.

Cela implique d'embrasser le corps militaire en action : cela ne peut se faire qu'en observant des unités et des petites unités de combat, là où peuvent être appréhendées toutes les dimensions de la vie opérationnelle dans leurs implications mutuelles, là où au goulot de l'entonnoir opérationnel se déversent et se télescopent les incidences d'événements, de facteurs géographiques, socioculturels, techniques, etc. ou de décisions politiques, économiques, stratégiques, tactiques, etc.

LE CONCEPT DE *TOTALITE*

Ce concept de *totalité* mérite un développement, d'autant qu'il crée une parenté qui s'ignore entre la pensée sociologique et la pensée stratégique ou tactique.

Marcel Mauss en formule la teneur en conclusion de son *Essai sur le don* consacré à l'étude des systèmes complexes de prestations et d'échanges dans les sociétés archaïques. « Les faits que nous avons étudiés sont tous (.) des faits sociaux totaux (.) : c'est à dire qu'ils mettent en branle dans certains cas la totalité de la société et de ses institutions (.) Tous ces phénomènes sont à la fois

juridiques, économiques, religieux, et même esthétiques, morphologiques, etc.
(.) Ce sont donc plus que des thèmes, plus que des éléments d'institutions (.) Ce sont des tous, des systèmes sociaux entiers dont nous essayons de décrire le fonctionnement (.) C'est en considérant le tout ensemble que nous avons pu percevoir l'essentiel, le mouvement du tout, l'aspect vivant (.) Dans les sociétés, on saisit plus que des idées ou des règles, on saisit des hommes, des groupes et leurs comportements [c'est nous qui soulignons]. On les voit se mouvoir (.) Nous apercevons des nombres d'hommes, des forces mobiles (.) L'étude du concret, qui est du complet, est possible et plus captivante et plus explicative encore en sociologie. Nous, nous observons des réactions complètes et complexes de quantités numériquement définies d'hommes, d'êtres complets et complexes (.) Le principe et la fin de la sociologie, c'est d'apercevoir le groupe entier et son comportement tout entier. » (Mauss, p. 274-76).

On le voit, ce concept de « phénomène social total » a profondément marqué la sociologie française. Il a été enrichi notamment par les apports de Georges Gurvitch. Celui-ci l'utilisera et y combinera sa vision dialectique du réel pour définir le travail sociologique. Pour Georges Gurvitch, la réalité sociale « s'affirme d'abord et avant tout dans les phénomènes sociaux totaux ou totalités en marche », « dans des sociétés, des groupes et des groupements humains, des communautés, des Nous en mouvement », « ces foyers d'ébullition volcanique, ces réservoirs de jaillissement des actes et des efforts collectifs, qui ont perpétuellement à lutter contre des obstacles externes et internes et par lesquels les Nous, les groupes et les sociétés se créent et se modifient (.) » (Gurvitch 1, p. 20-23).

On le voit à ces expressions qui traduisent l'effervescence du social : s'il est un domaine de l'activité humaine qui justifie une telle démarche sociologique, c'est bien celui de la guerre, du combat, de la catastrophe, ces moments paroxystiques de la vie collective où s'exaspèrent des tensions, où tous les éléments d'une situation s'entrechoquent, où une société, une communauté doit lutter pour survivre face à des « obstacles externes et internes », où la rareté et l'adversité « mettent en branle » des forces sous-jacentes de mobilisation ou de démobilisation.

Cette vision « totale » du réel est plus ou moins latente, plus ou moins conceptualisée dans la pensée tactique ou stratégique militaire. Elle transparait dans les *Etudes sur le combat* d'Ardant du Picq et débouche sur une méthode d'observation du combat. « Il ne peut être rien de sagement ordonné dans une armée – constitution, organisation, discipline, tactique, toutes choses qui se tiennent comme les doigts d'une main [c'est nous qui soulignons] – sans la connaissance exacte de l'instrument premier, de l'homme (.) en cet instant définitif du combat (.) Etudions donc l'homme dans le combat, car c'est lui qui fait le réel » (Ardant du Picq II p. 3-4). Evoquant l'action des corps de troupe et celle des soldats qui « restent enveloppés d'un nuage de poudre » dans les

réécrits des historiens comme dans leur réalité, il note : « Et cependant, il faut les saisir toutes deux, car leur accord mutuel est la justification et le point de départ de toute méthode de combat (.) » (idem, p. 59 et 65). De là découle sa démarche, assez innovante pour l'époque : l'« étude sincère » – on dirait aujourd'hui « objective » – de « l'homme dans le combat et du combat lui-même » doit s'appuyer sur « l'irrécusable autorité des faits » en s'efforçant de recueillir et de comparer « un ensemble de détails caractéristiques, très aptes à montrer, d'une manière saisissante, irréfutable, ce qui se passe forcément, nécessairement à tel ou tel instant d'une action de guerre (.) dans un bataillon, dans une compagnie, dans une escouade (.) » (idem, p. 226).

On pourrait glisser dans les textes écrits par Ardant du Picq à la fin du siècle dernier les formules que Marcel Mauss inventera quelques dizaines d'années plus tard. Recherchant « l'irrécusable autorité des faits » dans l'observation d'une unité au combat, Ardant du Picq tente « l'étude du concret qui est du complet ». Observant ce qui se passe « irréfutablement » dans une unité au combat, il cherche à « apercevoir le groupe entier et son comportement tout entier. »

Lorsqu'il traite du phénomène social que constitue la guerre ou qu'il théorise l'art de la guerre, la réflexion de Clausewitz se veut aussi *totale* (Clausewitz, p.58, 65, 123 et suiv.). Il tente d'embrasser un domaine de « l'existence sociale » (idem, p. 145) pour lequel « la partie et le tout doivent être considérés ensemble » (idem p. 51). L'utilisation fréquente de termes tels que « connexions », « enchaînements », « actions réciproques », « rapports », « imprégnations mutuelles » ne fait que conceptualiser l'expérience et l'observation de phénomènes qui s'impliquent mutuellement dans « (.) un tout indivisible dont les parties (les résultats particuliers) n'ont de valeur que dans leur rapport à ce tout. » (idem, p. 675).

Dans la période contemporaine, on retrouve cette démarche intellectuelle dans la méthode de raisonnement élaborée par les officiers du Centre de prospective et d'évaluation du ministère de la Défense au début des années 1960 pour construire le modèle stratégique de dissuasion nucléaire. La méthode tentait alors d'embrasser *totalemment* et de hiérarchiser les données d'une évolution ainsi que les processus décisionnels d'une « logique de l'agir » en situation de conflit, selon l'expression du général Lucien Poirier. Enfin et plus prosaïquement, c'est bien encore ce concept de *totalité* qui sous-tend les méthodes modernes d'analyse stratégique ou tactique couramment utilisées dans les armées pour raisonner toutes les interactions entre les facteurs d'une situation donnée.

Ces quelques notations suggèrent bien des connivences entre ces deux démarches intellectuelles, celle du stratège ou du tacticien et celle du sociologue. Certes, la première est finalisée, tournée vers l'action. Elle est normative. Elle instrumentalise la connaissance du réel en vue d'un pouvoir d'action et par là,

elle a tendance à ne pas approfondir cette connaissance quand elle ne la détourne pas. Dans la pratique, la vision *totale* du stratège ou du tacticien s'applique plus à son projet d'action qu'à l'analyse du réel. La seconde n'a qu'une fin, la connaissance du réel. Mais comment ne pas voir que la seconde commande la première et que la partie analytique de tout raisonnement stratégique – ou tactique – n'est rien d'autre qu'une analyse sociologique tentant d'intégrer la *totalité* d'une situation.

Pourtant, ces deux natures de pensée ont cheminé parallèlement sans jamais se rencontrer. Elles se sont ignorées et s'ignorent encore. Citons à l'appui de ce constat un texte du général Lucien Poirier. En avant-propos de ses *Essais de stratégie théorique*, il critique l'idée d'une « stratégie pure » coupée des « déterminations concrètes » qui infèrent sur l'action et il écrit : « Nous agissons et pensons notre action (.) comme si les vertus d'une démarche intellectuelle et d'un langage démarqué de la méthode scientifique autorisaient à poser qu'un objet stratégie peut être découpé dans la totalité englobante des activités sociopolitiques (.) Postulation audacieuse, encore qu'elle soit celles des sciences dites sociales. » (Poirier, p. 7-8). C'est là méconnaître la pluralité des approches des « sciences dites sociales ». L'auteur fait bien peu de cas d'une tradition sociologique française qui, justement, s'assigne de saisir tout phénomène social en évitant de l'isoler « plus ou moins artificiellement de la totalité » qui l'englobe (Gurvitch 1, p. 20 et 21).

Tout se passe comme s'il existait en France un hiatus profond entre la pensée militaire et les avancées déjà anciennes de la pensée sociologique. Les raisons sont profondes, historiques, idéologiques, épistémologiques. Mais c'est là un autre propos.

LA PRISE EN COMPTE DE CONTEXTES

Une seconde question méthodologique est à considérer. Elle tient aux exigences de cette méthode comparative sans laquelle il n'est guère possible de distinguer le changement de la continuité ou de ses variations. Pour être comparées, les expériences opérationnelles des unités de combat doivent être situées dans leur contexte politique, idéologique, tactique, etc. Cette mise en perspective du contexte fait apparaître des variables au regard desquelles s'interprètent le changement ou la continuité.

A considérer par exemple le comportement d'unités de combat en Bosnie de 1992 à 1995, le praticien ou l'observateur averti de l'art de combattre s'étonnera. Constatant des postures de non combat qu'adoptent des unités de la Forpronu ou encore de la reddition sans combat de casques bleus lors de la crise des otages en mai 1995, il aura tendance à conclure hâtivement sur une régression de leur valeur opérationnelle.

Le contexte de l'engagement en Bosnie n'a rien de classique. Comme nous le verrons, on ne peut comprendre ces postures si l'on fait abstraction d'une conjoncture politique et idéologique et tactique très particulière dont les diverses incidences conduisent les soldats français à de telles attitudes sans que pour autant leur valeur soit en cause. Si de telles attitudes se reproduisaient dans des contextes différents cette conclusion aurait quelques fondements.

Or la difficulté est de pouvoir isoler des critères de contexte ou des combinaisons de critères – donc des variables exogènes qui infèrent sur tel ou tel aspect de l'activité opérationnelle des unités. Un peu comme dans les méthodes de tests comparatifs ou de sondage, la comparaison prendra tout son sens lorsqu'il sera possible de disposer d'un échantillon d'expériences opérationnelles dont les critères de contextes varieront de façon à obtenir des contextes relativement semblables ou très différents. Tout cela mérite discussion et nous sommes loin de ce stade méthodologique. Provisoirement, il serait possible de construire une typologie approximative de contextes opérationnels à partir de quelques grands critères, ce travail pouvant par ailleurs suggérer des hypothèses ou interrogations.

L'époque – Ce critère renvoie à différents états des conditions de vie, des techniques, des armements, des matériels, des tactiques et des mentalités. En moins d'un demi-siècle, des années 1950 aux années 90, la France est passée d'une économie paysanne à une économie industrielle puis post-industrielle avec ce que l'on nomme couramment « la révolution technologique ». Des pratiques sociales, culturelles et techniques en ont été profondément transformées. De telles évolutions ont sans doute produit des différences dans les conditions de vie des combattants, dans leur appréhension du combat ou dans les pratiques opérationnelles entre hier et aujourd'hui. Mais au-delà de ces mutations, n'y a-t-il pas des continuités ? Quelles que soient les avancées du progrès, le combattant n'est-il pas appelé à vivre sur les champs de guerre modernes – au moins momentanément – d'une manière aussi rustique que les générations précédentes ? A l'inverse, en quoi les évolutions techniques posent-elles ou poseront-elles sur le terrain des problèmes qui n'existaient pas naguère² ?

Les contextes socio-politiques – A l'exception de la guerre du Golfe, les expériences opérationnelles de la période considérée se sont déroulées dans le cadre de conflits intra étatiques, sous autorités politiques nationale, multinationale ou internationale. Sur le terrain, les unités de combat ont eu à faire à des adversaires dont le statut juridique et politique a différé en fonction des théâtres

² On pense en particulier à la diffusion récente des appareils télévisés sur les théâtres d'opérations. En Bosnie, il n'est guère de postes isolés qui n'ait été équipé d'une télévision, d'une manière ou d'une autre.

d'opérations, a varié ou évolué sur un même théâtre d'opérations. Ce fut un ennemi classique, désigné et reconnu politiquement dans le Golfe et au Kosovo. En Indochine et en Algérie, il était « hors la loi » ou « rebelle » au début du conflit, pour devenir le partenaire de négociations politiques alors que les combats se poursuivaient. Au Liban ou en Bosnie, les unités de combat se trouvèrent juridiquement face à des « belligérants/partenaires », lesquels pouvaient devenir « objectivement » amis ou ennemis en fonction de situations locales, etc. On a donc là une de nombreuses variables socio-politiques et juridiques, qu'il est nécessaire de prendre en compte pour inférer des variations, des évolutions ou des permanences.

On fait grand cas aujourd'hui de l'opinion publique. Or, ces expériences opérationnelles ont été vécues dans son ignorance ou dans son indifférence, avec son approbation tacite, sous ses regards admirateurs, sous son opprobre et sa condamnation. Voilà donc bien des situations contrastées dont les effets seraient à comparer.

Les modes de constitution des unités – Des contextes socio-politiques, dérivent directement ou non des formes de recrutement et d'organisation tactique : les unités de combat ont été composées de troupes de métier, d'engagés, peut-être de « malgré nous » si l'on pense aux unités indigènes, de supplétifs, d'appelés volontaires ou non, d'un mélange de ces formes de recrutement ; elles ont été mises sur pied à partir de formations organiques – endivisionnées ou non, constituées ou non en groupements tactiques –, de bataillons de marche ; elles ont formé des maquis, des harkas, des groupements de commandos, etc. Ces différentes formules de mise sur pied des formations de combat ont donné lieu à de nombreux cas de figure, avec des échecs et des réussites que les rapports et récits minimisent ou amplifient. Elles font l'objet de présupposés, mais en réalité on ne connaît pas grand chose des conditions de ces échecs et de ces réussites.

Les modes de constitution des forces adverses – L'Armée de terre a été opposée à des adversaires dont les formes d'organisation politico-militaires couvrent un large éventail : organisations militaires classiques et/ou politico-militaires constituées en divisions, brigades, régiments, bataillons, katibas, etc., possédant ou non une logistique autonome, petites unités de guérilla agissant sur un secteur, sur une zone (commandos zonaux), milices sédentaires urbaines, néo-urbaines, territoriales recrutées selon des réseaux politico-maffieux, selon un clientélisme local, etc., soutenues ou non par un réseau logistique et de renseignement s'appuyant sur les populations, bandes organisées par des « seigneurs de la guerre » recrutées dans une ethnie guerrière (Somalie, Kolwezi, ex-Yougoslavie), etc. On notera que pratiquement dans tous les conflits de la période dans lesquels l'Armée de terre française a été engagée – à l'exception de

la guerre du Golfe –, il a été souvent difficile de distinguer les combattants des non combattants, ce qui sera probablement un caractère dominant des conflits futurs, comme nous l'avons vu précédemment.

La géographie physique, humaine et les cultures – Les opérations ont été menées en zones, tropicale, équatoriale, désertique, continentale, en montagne, en plaine, en delta, sur de hauts plateaux, en rase campagne ou en zone urbaine, etc., d'où de nécessaires adaptations de la logistique et de la vie des unités. Mais il n'y a pas de logistique qui puisse être totalement adaptée aux besoins des unités, ici et maintenant. En tout temps et en tout lieu, celles-ci seraient contraintes de « bricoler » pour installer du confort dans l'inconfort. Quels principes, quels mécanismes sociaux régissent ces « bricolages » ?

La question du terrain culturel n'est pas la moindre avec sa double barrière, celle de la langue mais aussi celle moins évidente des organisations et des pratiques sociales et culturelles. Au cours de ces quarante dernières années les unités de l'Armée de terre ont uniquement opéré sur des territoires, au milieu de populations et face à des adversaires dont les cultures étaient en partie (Algérie, Liban) ou totalement étrangères (Indochine, ex-Yougoslavie) aux soldats français. Quelles ont été les incidences de ces différences culturelles : représentations de l'adversaire selon des critères ethnocentriques entraînant des sous-estimations de ses capacités opérationnelles, des erreurs tactiques, des incompréhensions, des interprétations erronées de pratiques, de coutumes, etc., mais aussi découvertes fascinantes d'autres cultures provoquant des échanges, des emprunts, des innovations techniques et tactiques ?

Les contextes tactiques – Enfin les petites unités ont opéré dans des contextes tactiques très différents : combats classiques ou relativement classiques, offensifs ou défensifs, en camps retranchés, avec un ennemi frontal – blindé, motorisé (Le Golfe, Tchad), rustique (batailles du Tonkin, barrages tunisien et marocain) – opérations mobiles ou sédentaires de contre guérilla, de pacification, de maintien de l'ordre, d'interposition au Liban ou en Bosnie menées sur zones ou sur fronts, à partir de bases arrières ou de postes, etc. A quelles évolutions, adaptations, innovations ces variations de contexte ont-elles donné lieu et au delà de ces variations, quelles sont les continuités observables ? En particulier, les « principes fondamentaux » de la tactique sont-ils remis en cause par les conditions nouvelles d'encadrement juridique de l'emploi de la force armée intervenues de puis le début des années 1980 (cf. à ce titre Bachelet, p. 21) ?

LA NATURE DES SOURCES D'OBSERVATION

Une question essentielle réside dans les techniques d'observation. En l'absence d'enquêteur accompagnant les unités en opération et enregistrant *in situ* ce qui se fait et ce qui se dit dans la communauté combattante, il est nécessaire de recourir à des témoignages. Les mémoires, souvenirs de guerre et témoignages oraux rédigés ou recueillis après les événements sont à éviter dans la mesure du possible. Comme le notent les historiographes de la Grande Guerre, ils témoignent « davantage pour une relecture de la guerre dans l'après-guerre que sur la manière dont avait été appréhendée la guerre moment de l'événement » et installent « un écran d'une subtile opacité » entre le chercheur et la réalité de l'expérience vécue (Audin-Rouzeau p. 46). Les témoignages doivent donc être recherchés directement aux sources, dans des écrits ou dans des documents rédigés ou réalisés sur les lieux de combat, « sur le vif ». Ces sources directes, écrites ou visuelles, sont de plusieurs natures.

Journal des marches et des opérations (JMO) – Sous cet intitulé réglementaire, se présentent des documents officiels, bien connus des historiens, périodiquement déposés au Service historique de l'Armée de terre (Shat). Tenus obligatoirement par les régiments, en temps de paix ou en opération, ils sont impersonnels, mentionnent essentiellement le tableau des effectifs et des matériels, l'état des pertes d'un régiment ainsi qu'un historique succinct des événements survenus. De tels JMO sont tenus par des groupements tactiques, bataillons de marche et autres détachements qui ont été spécialement constitués pour la durée d'une opération extérieure et qui seront dissous à l'issue, mais aussi par des unités élémentaires (compagnies, escadrons) détachées de leur régiment pour la durée d'une intervention. Ces documents ne permettent guère d'accéder à l'intimité de petites unités. Ils sont cependant utiles pour contextualiser des expériences opérationnelles ou recueillir des observations sur l'activité de sections ou de pelotons dans le cas d'un JMO d'unités élémentaires. Ces sources, au contenu anodin pour la plupart, sont malheureusement couvertes par la réglementation propre aux archives nationales et sont difficiles d'accès par la voie du Shat. Il en existe des copies plus facilement consultables dans les régiments ou dans les archives de certains chroniqueurs militaires.

Journal de marche et des opérations d'unité et de petite unité – Cet intitulé légèrement différent du précédent et surtout une rédaction informelle, souvent manuscrite, sur registre ou sur papier libre, annoncent un type de document beaucoup plus intimiste rédigé par des commandants d'unités ou par des chefs de section ou de peloton opérant détachés ou avec leur régiment. Le style est encore impersonnel. La destination peut être double : le document peut servir à rédiger le JMO du régiment, il peut être aussi destiné à être reproduit et remis aux cadres, voire à l'ensemble des personnels dans le cas d'une section ou d'un peloton. C'est alors un document-souvenir : le rédacteur emploie quelquefois le

« nous » collectif, se voulant en quelque sorte le rapporteur subjectif d'une expérience partagée, telle qu'elle a été vécue par la collectivité, avec ses anecdotes savoureuses relatées quelquefois de manière ésotérique. Il faut noter dans ce genre l'existence de documents réalisés par de jeunes officiers, où sont relatés les moments intenses et l'activité de leur unité, le tout assorti d'une monographie sommaire du territoire d'engagement avec cartographie, d'organigrammes, d'informations techniques, d'une riche iconographie, d'articles de presse, etc.

Journal intime, agenda – Le journal intime peut avoir un intitulé identique au type de document précédent lorsque le rédacteur est un chef de détachement. Ce qui le caractérise est l'emploi de la première personne. Parmi les combattants, il y a des mordus de la plume. A toute heure du jour et de la nuit, dès qu'ils ont un moment de repos, ceux-ci relatent leur journée, des faits anodins, des conditions de vie, des sentiments au jour le jour avec parfois une procédure méthodique : météo, repas, événements, conditions physique et morale, ambiance du groupe ou de la section, etc. Ces documents sont rédigés le plus souvent « pour soi ». Au retour, beaucoup seront enfouis au fond d'une cantine et ne seront pas lus par les proches : comme si l'expérience vécue ne pouvait être partagée !

L'agenda est rare, sans doute jeté ou oublié après emploi. Il s'agit d'un carnet sur lequel un chef de détachement note quotidiennement les tâches à accomplir, les points à traiter, des comptes-rendus de réunion, des préoccupations relatives à ses responsabilités, des contacts, etc. Difficile à déchiffrer (sigles, abréviations, idéogrammes, etc.), c'est pourtant une source d'observation précieuse : on y lira la multitude des choses auxquelles un chef de section ou de peloton en opération doit penser, le détail et la diversité des petits matériels qu'un chef de petit élément prévoit lorsqu'il se prépare à relever un poste isolé, etc.

Correspondances – Pour recevoir du courrier et des colis, il faut écrire. La diffusion de l'usage du téléphone ne paraît donc pas nuire à l'entretien de correspondances avec les proches. Mais sauf à pouvoir recueillir la totalité d'une correspondance au cours d'une opération, ces écrits présentent beaucoup moins d'intérêt que les précédents parce que les relations qui y sont faites sont parcellaires et ne présentent pas ce caractère continu et global du journal quotidien.

Notes, directives, rapports, dossiers, bulletins d'unités, etc. – A côté de ceux que nous venons d'évoquer, il existe une multitude de documents divers, rédigés sur le terrain par des officiers et parfois des sous-officiers. Les uns sont officiels : directives, rapports et comptes-rendus classiques, notes au commandement posant un problème particulier. Ils ne présentent guère d'intérêt pour observer

la vie d'une petite unité mais ils ont là aussi leur importance pour contextualiser une expérience opérationnelle. D'autres ont un caractère informel. Très souvent manuscrits, ils ne seront pas archivés mais seront conservés eux aussi comme documents-souvenir par leur rédacteur : relation d'une journée particulièrement intense ou d'un événement, ordres tactiques, rapports de mission, fiche de renseignement local, dossiers rassemblés sur un problème particulier, dossiers de postes isolés, etc. Ces documents sont certes parcellaires mais contiennent néanmoins de précieuses données sur le détail d'actions tactiques que l'on ne retrouvera pas ailleurs.

Iconographies et documents audiovisuels – Des documents graphiques, photographiques, audiovisuels constituent de précieuses sources complémentaires. Des caricatures et des dessins humoristiques glissés dans les journaux de marche ou intimes, rassemblés dans des albums traduisent crûment la perception de l'action par le combattant ou rendent compte d'incidents qui l'ont émaillée et ont marqué les esprits. Le développement de la photographie et de la vidéo offre par ailleurs la possibilité de constituer des corpus d'images sur différents aspects de la vie opérationnelle : vues de postes, de bivouacs, de travaux quotidiens, de groupes attablés, au contact de populations, etc. On notera à ce titre l'opportunité d'exploiter les nombreux documents vidéo qui ont été tournés en opération, au niveau des régiments mais aussi d'unités détachées – notamment à l'intention des familles –, dont la plupart sont stockés dans les vidéothèques régimentaires.

LA QUÊTE ET L'EXPLOITATION DES SOURCES

La quête et l'exploitation de ces sources posent néanmoins quelques problèmes techniques et humains. Les documents privés qui constituent l'essentiel de ces sources seront d'autant plus accessibles que l'expérience opérationnelle se situe dans un passé lointain : pour les guerres d'Indochine et d'Algérie par exemple, les fonds privés du Shat ou des musées de tradition de l'Armée de terre détiennent de tels documents déposés par les détenteurs ou par leur famille lors de leur décès, de sorte qu'il est aisé de constituer un corpus³. En revanche, s'agissant d'interventions plus récentes, sa constitution est beaucoup plus problématique.

³ Rien qu'en s'appuyant sur les archives détenues par le musée des Chasseurs de Vincennes, il est possible de constituer un corpus de plus d'une dizaine de documents privés sur des petites unités de chasseurs durant la bataille de l'Aisne en 1940 ou opérant en Kabylie durant la guerre d'Algérie.

En effet, ces documents privés sont dispersés chez des détenteurs qu'il faut détecter, ce qui réclame une organisation méthodique des contacts à nouer. Une publicité de la recherche n'a guère d'effets. Il faut faire du bouche à oreilles et procéder comme pour une enquête policière, en s'appuyant sur un réseau d'« indicateurs » : contacts personnels au sein de l'Armée de terre, chroniqueurs militaires, journalistes et écrivains, amicales et associations d'anciens, officiers de tous grades ayant eu des responsabilités opérationnelles sur le secteur d'opération concerné, etc. L'introduction dans un régiment, par la voie officielle, par celle de l'un des officiers du régiment ou de l'officier chargé de la communication est susceptible de faire boule de neige. Toutefois elle peut être délicate à manier, du fait de la solide méfiance que l'on peut rencontrer çà et là vis-à-vis de l'intrus.

Une fois le contact pris avec des détenteurs, il faut installer la confiance. Le chercheur doit être conscient qu'il pénètre une intimité. Il doit se considérer en dette de cette intimité livrée. De plus, se vérifie cette « subtile opacité » qui s'est installée entre hier et aujourd'hui. Dans notre quête de tels documents, nous nous sommes fréquemment heurtés aux hésitations – exceptionnellement à des refus – de rédacteurs ne souhaitant pas confier leurs écrits tels quels : « Je dois revoir ce que j'ai écrit », « corriger », « avec le recul, mon point de vue s'est modifié ».

Une fois recueillis, les journaux de marche, journaux intimes, agendas, etc., souvent manuscrits, réclament un déchiffrement – passages illisibles, emplois d'abréviations, de sigles, allusions ésotériques. Des précisions sur tel ou tel fait relaté ou évoqué sont nécessaires. Il faut rencontrer longuement les rédacteurs. Ce sera facile si le document recueilli a été obtenu de leur propre main. Les entretiens sont longs, intimistes mais d'une extrême richesse, forcément porteurs d'affectivité. Ils s'appuient sur ce qui a été écrit. L'« opacité » de la mémoire disparaît : un événement noté a pu être oublié, mais à la relecture ou à l'évocation des notes, la mémoire se réveille et les récits deviennent prolixes.

S'agissant maintenant de l'organisation de ces sources, la faiblesse d'un corpus d'écrits rassemblés n'est pas un problème en soi du moment qu'il s'inscrit dans un contexte opérationnel très circonscrit. Deux ou trois écrits comportant des notes factuelles sur un paysage, sur un climat, sur des pratiques alimentaires, sur des pratiques et des gestes techniques ou tactiques, sur des rites festifs, cérémoniels, etc. peuvent suffire à rendre compte de certains aspects de la vie opérationnelle d'une petite unité dans un espace-temps délimité. Les notes plus subjectives se rapportant à certains événements, à des personnes, à l'expression de sentiments, à défaut d'être représentatives des perceptions de l'ensemble d'un groupe, peuvent donner lieu à des interrogations ou à des hypothèses.

Le chercheur peut compléter ses données sur tel ou tel aspect d'une expérience opérationnelle donnée par des entretiens *ad hoc* avec d'autres personnes l'ayant vécu mais n'ayant rien noté rien noté. L'entretien ne se fait pas à l'aveugle : les

écrits déjà compulsés sur cette expérience procurent des repères et une certaine familiarité avec ce qui a été vécu ce qui autorise un questionnement précis. Là aussi, les notations des écrits détenus permettent d'exciter la mémoire de la personne interrogée, de faire émerger des faits oubliés ou de corriger le témoignage.

Avant qu'elles puissent être exploitées, comparées ou confrontées, les données recueillies sur la vie de petites unités dans un ou plusieurs contextes donnent lieu à un classement. Ce classement s'effectue à partir d'une grille sans cesse réadaptée à la nature des informations mais dont le principe est de découper la réalité opérationnelle en différentes dimensions ou aspects. Georges Gurvitch parle de « paliers en profondeur », de « niveaux », de « plans étagés » (Gurvitch 1, p. 127) : une sorte de plongée dans la vie collective. Elle part de ses aspects les plus matériels, les plus visibles, les plus manifestes – espace de vie, mode d'hébergement, pratiques alimentaires, etc. –, elle s'attache ensuite aux phénomènes d'organisation, aux pratiques tactiques, techniques, sociales, hiérarchiques, rituelles, à tout ce qui touche à l'environnement humain du combattant et de son groupe, etc., aux conduites individuelles ou collectives, pour enfin saisir l'invisible, les sentiments, perceptions, représentations et attitudes dominantes, etc.

Ayant découpé le *tout*, il faut le recomposer, le reconstruire en établissant des relations, des implications mutuelles entre les faits rapportés, entre leurs perceptions, entre des phénomènes pour tenter de mettre à jour par approximations successives cette *totalité* qui structure en profondeur l'expérience observée, telle ou telle de ses dimensions. C'est alors un travail incessant d'assemblages de phénomènes, toujours trop partiel, toujours insatisfaisant, jamais achevé.

C'est une telle démarche que nous avons appliquée dans cette étude, non sans difficultés, non sans errances.

INTRODUCTION

Cette étude repose sur l'observation de ce qui s'est passé et de ce qui a été ressenti dans de petites unités de combat opérant sur le théâtre d'opérations bosniaque⁴ de 1992 à 1995 et plus particulièrement sur les secteurs de Sarajevo et de Bihac. Elle s'appuie essentiellement sur des écrits rédigés au jour le jour par des casques bleus français.

Initialement, son objet, ses méthodes et son champ étaient relativement différents. Aux termes de la convention signée avec le Centre d'études en sciences sociales de la Défense (C2SD) en novembre 1998, le contrat avait pour objectif de mener l'étude comparative « des conditions de vie, des pratiques techniques et tactiques, des attitudes et des représentations de *combattants* français dans les opérations de maintien de la paix, à travers une analyse d'écrits de combattants complétés par des entretiens ». L'étude devait couvrir les principales interventions sur la période 1980 -1996.

Les difficultés d'accès à des sources inhabituelles, la nature de leurs informations ainsi que la diversité et la dispersion des situations opérationnelles qui avaient été vécues au cours de la période considérée avaient été mal appréciées. Nous avons dû approfondir en conséquence notre problématique et revoir notre projet initial tout en conservant ses finalités et sa perspective comparative.

REMISE EN CAUSE DU PROJET INITIAL

Nous estimions au démarrage du projet pouvoir rassembler dans un délai d'un an une trentaine de carnets de route personnels et de correspondances couvrant les interventions les plus marquantes : les opérations *Diodon* et *Manta* dans Beyrouth et au Tchad au début des années 1980, celles menées en Somalie, au Rwanda, en ex-Yougoslavie. A cet effet, nous avons notamment mis en place un dispositif de publicité de notre recherche : annonces, articles et communiqués dans la presse militaire et associative, affichettes apposées dans des formations de l'Armée de terre, etc.

⁴ Pour des facilités d'exposé, nous utiliserons dorénavant cette expression pour désigner les opérations menées en Croatie et en Bosnie à partir de 1992, plutôt que d'employer celle de « théâtre d'opérations de l'ex- Yougoslavie » ou « balkanique » qui peut prêter à confusions si l'on ne précise pas les dates (Bosnie puis Kosovo).

Le recours à cette publicité a constitué un relatif échec⁵. C'est essentiellement par des contacts personnels que furent collectés les premiers écrits. A l'été 1999, une vingtaine de documents avait été péniblement rassemblée : certains avaient été rédigés durant la guerre du Golfe, au Cambodge, au Tchad en 1988, en Croatie ; la plupart couvraient l'intervention en Bosnie entre 1993 et 1995. Les officiers (chefs de section ou de peloton, commandants d'unités élémentaires) étaient surreprésentés. Nous ne détenons aucun document provenant d'unités de la Légion étrangère ou rédigés au début des années 1980 dans Beyrouth ou au Tchad.

Aux vues de ce corpus initial et après de premiers entretiens complémentaires, le choix de constituer un corpus à partir d'écrits rédigés sur le vif plutôt que d'entretiens s'avérait pertinent : richesse des données contenues dans ces écrits, abondance d'informations se référant à des situations précises livrées lors des entretiens complémentaires, faits discrets ou sentiments profonds qui relèvent de l'indicible, etc.

Toutefois, l'exploitation de ce corpus nous amenait à plusieurs constats. En premier lieu, les écrits détenus livraient une trop grande richesse d'informations sur la vie et sur les activités collectives pour qu'elles ne soient pas exploitées. Notre objet d'étude s'en trouvait modifié. Il ne s'attachait plus seulement au quotidien du combattant. Il devait s'étendre à la vie collective en opération d'unités et de petites unités de combat en opération. C'est autour de la notion *d'expériences opérationnelles* vécues dans *des unités de combat* que se réorganiserait la recherche.

En second lieu, les écrits rédigés ailleurs qu'en ex-Yougoslavie étaient rares. Isolés, ils ne pouvaient que rendre compte très partiellement de la vie combattante sur chacun des théâtres d'opérations couverts. En revanche, ceux rédigés en Bosnie, dans la poche de Bihac, sur les monts Igman, dans Sarajevo ou sur son aéroport révélaient des situations disparates et forts contrastées dans l'espace et dans le temps, qu'il s'agisse des conditions de vie, des situations tactiques, des rapports avec des belligérants ou avec des populations, etc. Entre le moment où les unités de la Forpronu prennent pied sur les monts Igman en août 1993 et 1995, les conditions de vie dans cette zone se révélaient très différentes. En 1994 et 1995, les expériences vécues dans cette région étaient d'une autre nature que celles vécues dans Sarajevo à la même période et celles vécues dans la poche de Bac différaient encore des deux précédentes.

⁵ A trois exceptions près. Suite à une annonce parue dans Tarn Information, un capitaine d'un régiment d'infanterie, procédant à la dissolution de son unité et vidant ses greniers m'expédia un ensemble de documents sur le séjour de son unité au Cambodge qu'il s'appropriait à jeter. Tardivement, en fin d'enquête, une autre annonce m'a valu la réception d'un nouvel écrit et surtout un contact avec un chroniqueur militaire, Monsieur Roux (pseudonyme) qui m'ouvrit généreusement ses abondantes archives.

Le constat conduisait à une nouvelle modification du projet initial : celui du champ de la recherche. Plutôt que de couvrir aléatoirement plusieurs théâtres d'opérations, la recherche se concentrerait sur le seul théâtre d'opérations bosniaque avec ses situations contrastées dans l'espace et dans le temps. Les techniques propres à la méthode comparative étaient conservées. La richesse et la diversité des premières informations recueillies fournissaient déjà matière à couvrir toutes les facettes d'expériences particulièrement intenses pour certaines, avec des différences et des évolutions de contexte pouvant faire apparaître des variables et des constantes. Le cas échéant mais non systématiquement, cela n'excluait nullement des regards comparatifs sur d'autres théâtres d'opération en fonction de données déjà détenues dans le corpus.

Une autre raison militait pour la concentration de l'étude sur ce théâtre d'opérations. Des situations d'ordre tactique évoquées étaient insolites, voire aberrantes. Une simple mise en situation historique et politique serait trop réductrice pour comprendre pourquoi un élément pris pour cible par le Serbe ou par le Bosniaque ne réagissait pas ou assistait passif aux tirs de snipers sur des civils. Il était nécessaire d'analyser les enchaînements de cause et d'effets qui créaient de telles situations, sous peine de faire des contresens dans leur interprétation. Il nous fallait établir de manière relativement précise des relations entre des macro phénomènes d'ordres politique, juridique, idéologique, voire culturel et les situations observées. La même difficulté pouvait être rencontrée sur d'autres théâtres d'opérations de la période récente (Cambodge, Somalie, Beyrouth, etc.) ce qui donnerait alors au projet une ampleur à laquelle il était difficile de faire face dans les délais de l'étude. En fait le souci du contexte et ce qu'il peut apporter de compréhension à l'observation nous conduisait à abandonner le parti pris initial de l'étude comparative extensive au profit d'une étude intensive.

Ce choix méthodologique – analyse comparative et intensive de l'expérience opérationnelle d'unités de combat sur un théâtre d'opérations – débouchait donc sur une étude dont la densité était à la mesure de la complexité de ce nouveau conflit balkanique et des problèmes de tout ordre que des unités de l'Armée de terre avaient pu y rencontrer. Mais il appelait alors d'autres études du même type. C'est le sens de notre avant-propos.

LE CORPUS

Ce théâtre d'opérations a présente deux périodes très tranchées, selon que l'on se situe avant ou après l'automne 1995. Un autre climat politique et militaire s'installe progressivement à partir de la fin de l'été 1995. Les belligérants trouvent alors intérêt à cesser les combats ou y sont contraints. Il ne s'agit plus

pour les petites unités de combat d'intervenir erratiquement au milieu d'un champ de guerre ou de cessez-le feu provisoires mais de faire appliquer un plan de paix, y compris par la force : le passage de la Force de protections des Nations Unies (Forpronu) à l'Implementation Force sous commandement de l'Otan (Ifor) marque institutionnellement ce changement. Nous avons donc décidé de concentrer l'étude sur la période antérieure à l'automne 1995, sur laquelle nous avions un grand nombre de documents et dont les contextes et les situations étaient les plus caractéristiques de ce théâtre d'opérations.

Il nous fallait compléter notre corpus en conséquence, y compris par des témoignages oraux là où les écrits faisaient défaut (notamment sur le Batinf 2 assurant la protection de l'aéroport de Sarajevo). En définitive, à l'automne 2000 le corpus rassemblé comportait les matériaux suivants de première main :

	Entretiens bataillon	Journaux intimes et de marche	Dossiers de bataillons
Forpronu Bosnie et Croatie	5	26	3
Ifor		5	
Autres théâtres 1979-1999	2	12	

On voit apparaître 2 entretiens et 17 documents ne portant pas sur le champ de recherche arrêté définitivement (Forpronu). Il s'agit de paroles ou d'écrits recueillis au cours de notre quête initiale ou ultérieurement, soit que nous ne les ayons pas recherchés, soit que nous souhaitions avoir un regard aussi parcellaire soit-il sur d'autres interventions. L'exploitation de ces documents hétérogènes a été faite au regard du cas bosniaque. Ils ont ou non été exploités, offrant ou non l'opportunité de suggérer tel aspect constant de la vie opérationnelle, de fournir une anecdote, un détail de vie, confortant, nuanciant l'analyse.

S'agissant du corpus principal relatif aux opérations menées de 1992 à 1995 par la Forpronu, les journaux intimes et de marche incluent trois ouvrages publiés tirés de carnets de route : *Appelé en ex-Yougoslavie* par Jacques Lorentz, *Paris-Bihac* par Marc Benda et Francis Crémieux et *Bosnie Hiver 94-95* par Thomas Goisque. Quinze entretiens complémentaires de plusieurs heures avec des rédacteurs

ayant opéré en Bosnie entre 1992 et 1995 s'ajoutent aux données recueillies. Sous l'appellation *dossiers de bataillon* sont regroupés trois ensembles de documents divers relatifs aux activités de trois bataillons français de la Forpronu : notes et fiches à usages internes quelquefois manuscrites, ordres d'opérations, rapports, extraits de JMO de bataillon, etc., qui nous ont été confiés par des rédacteurs, ou qui ont été tirés des archives de monsieur Roux (pseudonyme), chroniqueur militaire. Enfin nos contacts ont également permis de recueillir des cartes, des documents privés, des caricatures ou des croquis dont certains apparaîtront en accompagnement de notre texte.

On trouvera en annexe 1 le tableau de la distribution de ces matériaux par nature de recueil de données écrites ou orales, par secteur d'opération, par arme, subdivision d'arme ou ensemble interarmes. Les divers écrits collectés y sont différenciés et seront référencés dans le texte selon la terminologie présentée en avant-propos. Elle distingue les *journaux intimes*, les *journaux de marche* de petite unité et d'unité et les *journaux des marches et des opérations* officiels (JMO).

La représentativité du corpus final sur les unités de la Forpronu présente quelques faiblesses. En effet, comme nous l'avons noté en avant-propos, la constitution d'un corpus serré est longue et difficile. Recherchant à compléter notre corpus initial en fonction des nouvelles orientations, nous avons détecté l'existence d'une douzaine d'autres écrits en dehors de ceux que nous avons rassemblés. Mais nous n'avons pu les recueillir pour des raisons diverses : impossibilité de retrouver la personne signalée, difficulté de harceler un détenteur d'écrit qui promet d'adresser son écrit et qui omet de le faire malgré plusieurs relances, militaires en intervention extérieure ou dont le journal est enfoui au fond d'une malle inaccessible, refus, délais, etc.

Le corpus final est en conséquence un peu déséquilibré. Les divers contextes d'opération et périodes du conflit ont été couverts, mais on constatera la faiblesse des données sur les petites unités du bataillon ayant opéré en Croatie.

Nous ne possédons que deux journaux de marche de compagnie rédigés sur l'aéroport de Sarajevo et aucun écrit intime provenant des régiments de Légion étrangère qui l'ont tenu à trois reprises. Nous avons dû compléter cette lacune par quatre entretiens complémentaires. Les documents recueillis sur des unités de génie sont des JMO de compagnie : leurs relations sur le quotidien sont assez pauvres. A l'exception d'un ensemble de documents très riches portant sur les activités du bataillon du génie stationné à Kakanj en premier mandat et malgré le temps consacré à leur recherche – notamment dans un régiment de génie de la Légion étrangère – nous n'avons aucune donnée écrite sur la vie quotidienne d'une petite unité du génie ayant opéré en Bosnie.

Enfin, les sensibilités des sous-officiers et de la «troupe» sont sous-représentées. En effet, pour le seul théâtre d'opérations bosniaque, le corpus de 26 journaux intimes et de marche ne comporte que 3 documents rédigés par

des sous-officiers – dont 1 appelé – et 5 rédigés par des engagés ou par des appelés. L'un de ces documents est néanmoins constitué d'une dizaine de témoignages, très courts, écrits par des appelés sur les monts Igman au cours de l'hiver 1994-95 qui nous ont été remis par Thomas Goisque.

A l'expérience, il semble que de telles faiblesses dans la constitution d'un corpus de cette nature doivent être acceptées et qu'il ne faille pas s'acharner sur une représentativité toujours soumise à quelques biais comme nous l'avons fait. Le temps vainement passé à rechercher cette représentativité a été perdu au détriment de l'interprétation et de la mise en forme des données. La richesse des écrits intimes surtout est telle, que leur exploitation et l'organisation de sa rédaction réclament beaucoup plus d'efforts qu'il n'en faut pour traiter un nombre équivalent d'entretiens, fussent-ils de quelques heures. Il faut prendre ce qui vient.

PRESENTATION DES DONNEES

La rédaction s'est heurtée à une difficulté apparemment mineure mais qui revêt à nos yeux une certaine importance, compte tenu de nos choix méthodologiques. Le souci du chercheur qui travaille sur le temps présent et de conserver l'anonymat de ses sources : il s'y réfère par des initiales. Or, nos données ont été situées dans l'espace et dans le temps. Des rédacteurs d'écrits sont mis en situation. Il peut donc être aisé de les repérer grâce à leurs initiales. Cela ne prête guère à conséquences dans la plupart des domaines traités. S'agissant pourtant de faits et de phénomènes relatifs aux modalités d'engagement d'unités ou à des problèmes de commandement, il nous est apparu nécessaire de protéger au maximum l'anonymat de ceux qui s'exprimaient, même si aucune des personnes qui nous ont accordé leur confiance n'a éprouvé ce besoin. A cet effet, nous avons codé – et surcodé pour certains qui s'expriment quelquefois sans détours – les références aux écrits ou aux témoignages oraux cités. Les références en clair de ces sources ont été conservées par-devers nous. Toutefois, les casques bleus de tout grade qui se sont exprimés publiquement sur le sujet ou dont l'action relatée par la presse est tombée dans le domaine public sont référés en clair. De même, ont été codés certains des documents de service qui nous ont été remis personnellement et qui constituent les *dossiers de bataillon*. Les extraits de JMO de bataillon qui figurent dans ces dossiers sont référés sans autre mention. Ceux qui ont pu être consultés au Shat.

On conçoit que rendre compte de la *totalité* d'expériences opérationnelles contraint à des choix plus ou moins arbitraires quant à la nature des données présentées, quant à leur regroupement et à leurs articulations. Par ailleurs, les phénomènes et les faits observés s'impliquant mutuellement comme des cercles

sécants, on constatera que de mêmes données apparaissent à plusieurs reprises, parce que traitées sous des angles différents. Cela pourra donner une impression de redondance.

Les deux premières parties constituent un ensemble cohérent : elles articulent des situations observées avec le contexte politique et militaire de l'engagement des unités (1^{ère} partie), puis avec ses conditions tactiques, qu'il s'agisse de la préparation et de l'organisation des bataillons ou des contraintes tactiques pesant sur cet engagement (2^{ème} partie).

La troisième partie organise et analyse les données sur les conditions de vie. Ce qui relève plus particulièrement des organisations tactiques des unités et petites unités ainsi que de leurs pratiques tactiques et techniques constituent une quatrième partie. La cinquième partie traite des pratiques et des rapports sociaux, qu'il s'agisse des rapports et relations internes à la communauté militaire, de ceux qui s'établissent avec les belligérants, avec les populations civiles. L'étude se conclut sur les sentiments contrastés qu'éprouvent ces casques bleus auxquels on a dit qu'ils étaient des « soldats de la paix » : ils ne font pas la guerre mais ils sont dans la guerre et pour certains on leur fait la guerre.

HOMMAGES

Nous tenons enfin à adresser nos affectueux remerciements aux personnes qui nous ont accordé leur confiance. Au cours de notre recherche, nous nous sommes souvent entendu dire ironiquement : « Moi, je n'avais pas le temps d'écrire mes états d'âme, j'étais bien trop occupé ! ». Ceux qui écrivaient sur leurs genoux, dans un Vab, sur un coin de table n'étaient pas moins occupés. Cela pose au passage la question de leur représentativité : qui sont-ils ? Au regard de leurs écrits, sans doute appartiennent-ils à cette race de soldat qui s'investissent totalement dans leur action, mais qui ont trop de sensibilités pour ne pas avoir le besoin d'exprimer profondément ce qu'ils vivent et ressentent ? Le papier est le seul confident qui soit à la mesure de leur sensibilité. C'est en pensant à chacun d'entre eux que cette longue étude a été rédigée. Des pensées particulières partent vers ce sergent et vers ce caporal qui m'ont permis d'accéder à la vie quotidienne du casque bleu sur les monts Igman, vers monsieur Roux et vers ses cartons empilés à la va comme je te pousse, vers ceux qui m'ont accueilli dans des régiments de Légion étrangère et des Troupes de marine, vers ceux qui m'ont longuement parlé de leurs péripéties à Kakanj, à Krupac, au col de Javorak ou sur le Bjelasnica, dans Sarajevo à Zetra, à Vogosca, à Verbanja, au PTT Building ou sur l'aéroport, dans la poche de Bihac pérégrinant entre *Nordistes* et *Sudistes* ou partant séparer le Croate et le Serbe. Que cette étude les salue !

PREMIERE PARTIE

LES CONDITIONS POLITIQUES ET MILITAIRES DE L'ENGAGEMENT DES BATAILLONS FRANÇAIS

Dans cette partie comme dans la suivante, nous voulons relier concrètement les situations observées à des contextes événementiels et décisionnels politiques ou militaires : en quelque sorte, établir certaines des implications du macro sur le micro. Il nous faut pour cela nous appuyer sur les données et les analyses existantes sur le conflit balkanique du début des années 1990 ⁶ ainsi que sur divers documents de première main recueillis. Bien des situations sur lesquelles nous n'avons pas d'observations et donc bien des aspects de ce conflit seront passés sous silence. Mais, au moins, dégagerons-nous dans ses grandes lignes la trame des incidences politiques, idéologiques, militaires, etc. qui ont conditionné l'engagement des unités de combat françaises en Croatie et en Bosnie et le caractère politico-militaire particulièrement original de ce théâtre d'opérations.

Nous suivrons une chronologie, celle de l'arrivée des bataillons français sur les territoires croate et bosniaque, puis celle de certains événements qui ont marqué leurs actions. Chemin faisant, des organisations, des événements, des lieux, des organisations, des personnages dont il est fait état dans le cours de l'étude seront évoqués et situés. Nous n'aurons pas à y revenir.

I L'ECHEC EUROPEEN ET LES INCIDENCES DES ACCORDS DE CESSEZ LE FEU EN CROATIE (cf. carte annexe II-1)

En juin 1991, la proclamation d'indépendance de la Croatie entraîne le déclenchement des hostilités entre les forces armées gouvernementales croates et l'Armée fédérale yougoslave qui appuie les milices constituées par les organisations politiques séparatistes représentant les populations serbes de Slavonie et de Krajina. En septembre, les forces croates sous-équipées ont pratiquement cédé le tiers du territoire de la Croatie. Vukovar tombe en

⁶ Ce conflit a fait l'objet de nombreux colloques et d'une abondante littérature. Dans la plupart des cas, les auteurs défendent une thèse, de sorte que rares sont ceux dont les travaux répondent à une certaine objectivité historique.

novembre et tous les territoires de la Croatie où résident en majorité des populations serbes sont alors sous contrôle serbe. La partie croate de la côte dalmate est coupée en deux à hauteur de Zadar. Le pont de Maslenica – par ailleurs détruit – qui enjambe le Planinski Kanal et relie Zadar à Senj et Rijeka est contrôlé par les séparatistes serbes (Stark, p. 29).

Depuis août 1991, la Communauté européenne tente de rééditer dans ce conflit serbo-croate les méthodes diplomatiques qui ont permis de mettre fin un mois plus tôt aux hostilités entre l'Armée fédérale yougoslave (Jna) et la résistance slovène (accords de Brioni). Mais pour Belgrade, les enjeux du conflit croate sont d'une autre portée (sur ce point, cf. Stark p. 27 et suiv. et Debié I p. 51 et suiv.). A la conférence de La Haye qui s'ouvre en septembre, les négociateurs européens proposent une succession de solutions politiques. Ni Franjo Tudjman, le président croate qui redoute qu'un arrêt des combats ne gèle les conquêtes serbes, ni Milosevic, le président la fédération yougoslave qui est en voie d'atteindre ses objectifs territoriaux n'ont encore intérêt à négocier.

Une intervention militaire est envisagée pour imposer un cessez-le-feu. La définition de ses objectifs politiques et de son organisation militaire achoppe sur les désaccords latents portant sur la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) et sur la politique militaire européenne. Le débat exaspère ces désaccords. La conférence de La Haye échoue. Le pragmatisme de la construction européenne et le souci de maintenir la cohésion des Douze – notamment l'entente franco-allemande – est en arrière-plan de cet échec : la gestion de cette première crise européenne, sa complexité, mettent trop crûment à jour les discordes des Douze sur deux volets essentiels de la construction européenne pour qu'une conduite commune puisse se dégager. L'intervention militaire en ex-Yougoslavie pose notamment la question des rôles respectifs de l'UEO et de l'Otan dans l'organisation militaire européenne.

A partir de là, les Douze s'effacent devant l'Onu et les engrenages politiques successifs qui vont peser sur l'engagement des casques bleus en Bosnie se mettent en place (Debié I p.53 et 54).

On peut d'entrée de jeu noter un premier point essentiel. Ce qui vaut pour la Communauté européenne vaudra par la suite pour les différentes instances internationales qui au nom des Nations Unies tenteront de trouver une issue à ce conflit. Comme l'a bien montré Frank Debié, loin d'être rejetée *a priori*, la voie de l'opération militaire sera envisagée à plusieurs reprises. Mais jusqu'en 1995, en l'absence d'un leadership politique, les puissances impliquées dans cette crise ne parviendront pas à dégager un consensus sur les objectifs politiques d'une telle opération. « Force est malgré tout de constater – écrit Frank Debié – que si un accord était possible en ce qui concerne le principe d'une intervention, le consensus était presque impossible à dégager sur les objectifs qu'elle devait poursuivre et les moyens militaires à mettre en œuvre. » (Debié II p. 271)

De la complexité de la question balkanique, des pesanteurs historiques et culturelles qu'elle porte, des divergences d'intérêts et de points de vue qu'elle suscite, va donc naître un climat politique et militaire très particulier. L'impossibilité de déterminer des objectifs politiques communs orientant des objectifs militaires sera à l'origine d'un enchaînement de processus diplomatiques, de sanctions et de dispositions minimales, « obéissant au principe du plus petit dénominateur commun » (Debié II p. 272) : une « recherche de la paix à tout prix » qui a « retardé des mesures préventives, des sanctions économiques ou militaires (...) exacerbé les tensions, aiguisé les appétits territoriaux et finalement nourri le conflit » (Debié I, p. 50).

Mais pour ce qui concerne plus particulièrement notre propos, ce climat politique particulier donnera naissance à une rhétorique de la négociation comme substitut à l'action de force (cf. sur ce point Canivez p. 201 et suiv.) : instaurée comme unique moyen de gérer la crise à tous les niveaux de la décision, cette posture de négociation, avec la neutralité qu'elle implique, sera épousée par des chefs militaires français, au point de construire autour de l'« art de la négociation » une sorte de nouvel édifice doctrinal légitimant une action militaire dépourvue des moyens de sa force⁷.

La voie diplomatique européenne ayant échoué, Cyrus Vance, médiateur américain et représentant personnel du Secrétaire des Nations Unies, prend la main. Contrairement aux Européens, il ne recherche pas directement une solution politique. Sa méthode éprouvée au Moyen-Orient passe par un accord préalable sur la cessation des combats et par la mise en place d'une force d'interposition qui gèle une situation et donne le temps de rechercher une solution politique. Cette méthode a une faille. On observera les effets, y compris sur le plan local, tout au long du conflit. Elle est un pari sur les logiques et les rationalités des adversaires. Elle suppose que les parties adverses « préfèrent la paix à la guerre et le dialogue à la violence » (Chenu, p. 66) ou encore que le cessez-le-feu ne soit pas une opportunité offerte pour conforter une stratégie de conquête ou, inversement, pour donner le temps à une stratégie de reconquête de se développer.

A la fin de l'année 1991, Cyrus Vance propose les modalités d'un cessez-le-feu aux belligérants. Les évolutions rapides du rapport des forces sur le terrain favorisent son plan. En novembre 1991, Milosevic a pratiquement atteint ses objectifs territoriaux en Croatie. Les villes croates de la côte dalmate sont

⁷ Au début des années 1990, on peut observer la confusion intellectuelle qui s'installe dans l'esprit de certains chefs militaires. « L'art de la négociation » ou du « contact » qui avec l'expérience coloniale s'était de fait imposée comme une incidence du métier des armes devient une nouvelle « compétence opérationnelle » : les cadres militaires sont appelés à devenir des « experts en résolutions de conflit », « des diplomates en uniforme ». Ils doivent être tout à la fois soldats, politiques et diplomates (cf. notamment, Cesdn, *Métamorphose des missions ?* Efros et Fouilleul, p. 178 et 179).

bombardées par les canons serbes. Un cessez-le-feu offre au président Tudjman un temps de répit, d'autant que l'offre de Cyrus Vance s'accompagne d'une perspective de reconnaissance internationale. L'accord de cessez-le-feu intervient le 2 janvier 1992. Il est assorti de gages aux Serbes de Croatie qui à plusieurs reprises ont refusé la cessation des combats : l'Onu s'engage à protéger les populations serbes dans les régions où elles sont majoritaires, en échange de quoi l'Armée fédérale accepte de se retirer de ces territoires.

Trois « zones protégées » (Znpu ou Unpa) sont ainsi délimitées en Slavonie occidentale et orientale et en Krajina du sud. Cette disposition aura de fortes incidences politiques et militaires. En effet, la notion de « zone protégée » s'applique à des territoires croates à majorité serbe qui sont tenus par les séparatistes serbes. Elle favorise le maintien de leur contrôle sur ces territoires jusqu'à la constitution d'entités politiques comme la « république serbe » autoproclamée de Krajina (Debié I p. 62).

Sur le terrain, cela se traduit en particulier par l'éclosion de points de contrôle (check points) tenus par les forces séparatistes à l'entrée de leur territoire « protégé », par le prélèvement de droits de passage, y compris sur l'aide humanitaire, par un ensemble de procédures qui gêneront considérablement les mouvements de la Forpronu et ainsi que ceux des convois du Haut commissariat aux réfugiés (Hcr). En octobre 1992, à Karlovac, ville située sur la ligne de front à 60 kilomètres de Zagreb, il faut franchir trois contrôles – serbe, Forpronu et croate – pour passer de la « zone protégée » en territoire croate (Lorentz, p. 85). Un an plus tard, assurant l'évacuation de malades et de blessés civils de la poche de Bihać vers Zagreb, et devant pour cela traverser la Slavonie occidentale, un territoire en principe « protégé » par la Forpronu mais contrôlé par les Serbes séparatistes, le lieutenant R fait la relation suivante, difficilement compréhensible si l'on a pas les clés de cette situation :

*8.00 – Passage du CP [check point]⁸ bosniaque de Maljevac (.) 08.10
Passage du CP serbe de Maljevac (.) Arrivée à Vojnic. Je me dirige vers l'hôpital
serbe où le médecin serbe doit (.) délivrer une autorisation de passage. En fait, ce
n'est qu'un prétexte pour récupérer un pécule au passage (.) Enfin nous arrivons
au CP serbe de Turanj, où d'après les papiers une erreur a été commise par les
Serbes puisque le médecin [un médecin bosniaque qui accompagne les
blessés] n'a pas l'autorisation de passage en Croatie (.) On nous refuse le
passage (.) Je retourne alors sur Vojnic pour tenter de parlementer avec le général
Pabic, ministre de la Krajina [c'est nous qui soulignons] (.)
Malheureusement, je ne pus être reçu que par son adjoint (.) Rien n'y fit (.) Je*

⁸ Dans ces paragraphes en retrait, les citations de texte seront en italique et leurs références en lettres normales. Nos précisions, nos relations d'événements à partir de documents détenus seront en lettre normale, les références étant alors en italique.

résolus de laisser le médecin à la maison du DL [détachement de liaison de l'Onu] et de continuer sur Zagreb.

Cet officier franchit alors sans problème le check point serbe de Turanj sur la ligne de front mais il est arrêté au check point croate. A nouveau arrêté, il négocie, il passe, dépose ses blessés à Zagreb et effectue immédiatement le mouvement retour qui sera pratiquement aussi difficile que l'aller. Il arrive en fin de soirée dans la poche de Bihac. Il aura effectué 220 kilomètres en douze heures (d'après journal intime Int R).

On voit à cette relation certaines des incidences pratiques du plan amorcé par Cyrus Vance : il conforte le séparatisme des Serbes de Croatie ; il leur permet de contrôler et de taxer les mouvements sur les territoires qu'ils ont conquis, y compris ceux de la Forpronu censée les protéger et de constituer des gouvernements dont les membres sont de fait reconnus par les officiers des Nations Unies.

Le 21 février 1992, le Conseil de sécurité vote la résolution 743 sur l'envoi de 14000 casques bleus en Croatie. En avril, un premier bataillon français formé à partir du 2^{ème} régiment d'infanterie de marine (Rima) est déployé en Krajina du sud entre les contreforts sud-est du massif de Pljesivica au Sud de Bihac et la presqu'île de Zadar (cf. carte annexe II-1). Le PC du bataillon est implanté à Graçac. Le dispositif coiffe une position stratégique : le pont de Maslenica. Quelques mois plus tard, c'est une compagnie composée d'appelés volontaires qui tient cette position, interposée entre forces serbes et croates.

Les bataillons de la Forpronu reçoivent pour mandat le contrôle du respect du cessez-le-feu, la vérification du retrait de l'Armée fédérale yougoslave des zones de conflit, le désarmement des forces paramilitaires dans les Znpu. Ils doivent en outre favoriser le retour des réfugiés. Autant de « tâches » plutôt que de missions qui, pour certaines, ne pourront être que partiellement remplies. Bien plus, plongées dans une situation politico-militaire ambiguë, certaines unités de casques bleus font objectivement le jeu du séparatisme serbe. C'est le cas en Krajina du sud.

Le tracé de la Znpu ne correspond pas aux lignes de front lorsque la Forpronu arrive à pied d'œuvre : les forces séparatistes serbes ont dépassé de plus d'une dizaine de kilomètres ce tracé. D'où une « zone rose » (« pink zone ») sur laquelle les Serbes de Croatie cherchent à étendre leur contrôle, « bien au delà des limites de zone à majorité serbe » les seules pour lesquelles il était envisagé d'appliquer un statut spécial (Debié I p. 62). En se déployant dans les « zones roses » et en tentant de les démilitariser, le bataillon français va consolider les acquis territoriaux des Serbo-croates et se heurter aux volontés de reconquête des Croates. Il est, malgré son statut de neutralité, l'allié objectif des Serbes. Les notes rassemblées par le commandant Y à l'occasion d'un séjour de trois mois au bataillon traduisent cette situation :

Au bout de deux mois, il a fallu tenir compte des zones conquises par les Serbes entre la ZNPU et la ligne réelle de front (.) La mission (.) d'observateurs non armés dans ce qu'on appelle les « zones roses » (.) réussit à débloquer la situation (.) Mais seuls les Serbes ont accepté ces groupes d'observation (.) [On serait tenté d'ajouter, « et pour cause ! »] (Notes du cdt Y p. 24).

(.) Notamment dans les « zones roses » depuis le 2 juin (1992), des mesures de confiance ont été mises au point pour garantir la sécurité des zones démilitarisées par les deux parties. Un début de retrait des armes lourdes (.) est engagé depuis le 7 juillet (.) Ce retrait et ce désarmement partiels ont été obtenus grâce à la confiance accordée à nos marsouins à la fois par les forces serbes et par la population. La présence du soldat français est la garantie du respect des accords (sic) (Ibidem, p 26).

Au détour d'une observation, cet officier fournit un indice confirmant la reconnaissance de fait par la Forpronu du contrôle des séparatistes serbes sur les « zones roses » :

En poste à Pozgradina, en zone rose n° 3, le sergent T. (.) est chef d'un poste d'observation comprenant 9 personnels. Son correspondant est un lieutenant serbe, commandant de compagnie à Novigrad et responsable de trois villages sur une surface de 150km². (Ibidem, p 25).

Par ailleurs, alors que son mandat implique de favoriser le retour des réfugiés, la situation est telle que le bataillon français est contraint au contraire d'évacuer des réfugiés. Des Croates habitant sur des territoires à statut de Znpu sont contraints par des organisations miliciennes serbes de quitter leurs maisons. Ne s'y opposant pas, la Forpronu aide au départ ces populations chassées de leurs territoires. Les notes du commandant Y et l'ouvrage de Jacques Lorentz font état de telles évacuations. A deux reprises, en décembre 1992 et en janvier 1993, celui-ci participe à des convois transportant sous contrôle serbe des Croates de la région d'Obrovac en Znpu vers le poste de Ravanska et vers la Croatie :

Le spectacle fut poignant : il y avait ceux qui parlaient, ils étaient Croates, et ceux qui restaient, ils étaient Serbes. De déchirantes séparations noyées par les larmes des hommes qui s'embrassaient sur la bouche dans une détresse infinie (.) Au poste de milice de Ravenska, l'absurdité de la guerre me parut totale lorsque certains réfugiés croates descendirent des camions pour embrasser une dernière fois leurs amis de longue date : les miliciens serbes (Lorentz, p 121-122 et 128-129).

Le cessez-le-feu est rompu à plusieurs reprises au cours de l'année

1992. En janvier 1993, à quelques jours de l'ouverture des négociations du plan Vance-Owen pour la Bosnie, les Croates qui ont reconstitué leurs forces reprennent l'offensive. Le plan Vance-Owen propose un découpage ethnique de la Bosnie (cf. plus loin). Ce qui vaut pour la Bosnie risque de valoir pour la Croatie. Mieux vaut s'asseoir à une table de négociations en situation de force. Le 22 janvier la compagnie d'appelés stationnée autour du pont de Maslenica est prise sous les feux d'artillerie des Croates et des Serbes qui ont récupéré leurs canons. La compagnie voisine perd deux hommes. Le 24 janvier, les Croates prennent pied sur la rive nord du Kanal et investissent le PC de l'unité. Le 25 janvier la compagnie de Maslenica abandonne ses positions aux Croates :

Maslenica, dimanche 24 janvier (.) Depuis presque trois jours, je sentais comme une boule dans mon estomac. C'était sûrement ce stress imposé par ces obus qui sifflaient lors du survol du motel (.) A moins de trois cents mètres, c'était la fusillade en direct (.) Soudain, une alerte générale plongea toute la section dans l'abri (.) Dans cet abri, nous n'étions plus rien ; plus rien (.) malgré nos armes et nos six chargeurs (.) Nous étions prisonniers comme des rats, à la merci des miliciens les plus téméraires (.) Les Croates venaient de partout. Ils étaient bien quatre-vingts à braquer nos sentinelles (.) Dix minutes plus tard, l'ordre tant attendu résonna (.) « Tout le monde dehors cria le capitaine. Vous avez dix minutes pour rassembler vos affaires dans les camions (.) ». Tout le monde courait dans les couloirs (.) Au bout de quinze minutes, mon camion chargé, prêt à partir, fumait d'impatience. Vivement qu'on se casse de ce putain de bled, songeais-je (.) (Lorentz, p. 137 et suiv.).

Au cours de l'année 1993, des combats vont se poursuivre entre les forces croates et celles des « républiques » serbes de Croatie autoproclamées. En septembre, les forces croates effectuent une percée de 15 kilomètres dans le front des Serbes de Krajina, entre Gospic et Médak au nord de Zadar. En réaction, les forces de la République serbe de Krajina (RSK) lancent sur Zagreb des missiles Frog. Un accord de retrait est négocié sous l'égide de l'Onu. L'Armée croate accepte difficilement cet abandon d'un territoire reconquis. Les unités croates emploient tous les moyens de pression pour retarder le repli. C'est un bataillon canadien qui reçoit la mission d'interposition (Maisonneuve, p. 321 et 322). Il est renforcé de deux compagnies d'infanterie française, dont l'une prélevée sur le bataillon qui a été implanté dans la poche de Bihac à la fin de l'année 1992 (cf. plus loin). Cette compagnie est composée d'appelés. Les 17 et 18 septembre, elle progresse en tête du bataillon et se heurte à plusieurs reprises aux résistances croates, jusqu'à en venir au corps à corps pour désarmer les Croates. En se repliant, ceux-ci « ont pratiqué un massacre systématique de tout ce qui était vivant » (Journal intime Int R). Le terrain est infesté de mines. Le 17 septembre, le Vab d'un chef de section est touché par

l'explosion d'un engin piégé. Le chef de section est grièvement blessé aux deux jambes. Le 25 septembre en fin de soirée, un groupe de déminage d'une section de génie qui renforce la compagnie manque à l'appel. Au soir, le chef de groupe est retrouvé « criblé d'éclats de mines bondissantes après avoir rampé pendant des heures dans un champ de mines » (Idem). Son Vab avec son équipage a sauté au milieu d'un champ de mines. L'un de ses hommes, un caporal chef est plus loin, à pied, blessé. Le chef de groupe a juste le temps de désigner la direction du Vab avant de s'évanouir. Le lieutenant R est chargé d'ouvrir un cheminement dans le champ de mines et de récupérer l'équipage :

Il est 21h, il fait nuit (.) je fais rapidement déployer le lot de sondage balisage, et avec le groupe du sergent P., je fais ouvrir un cheminement vers le Vab qui a sauté. Les soldats, qui ne sont que des appelés, manquent totalement d'expériences (.) De plus, le temps manque, et nous entendons en permanence crier l'équipage du Vab. Je décide donc d'ouvrir le cheminement moi-même avec le sergent P.(.) Arrivés aux abords immédiats du Vab, nous récupérons les personnels (.) Vu l'état physique et psychique des personnels, nous les portons afin d'être sûrs qu'ils ne marchent pas hors du cheminement étroit (.)

Le caporal chef n'a pas été retrouvé. La section du lieutenant R reste sur place durant la nuit :

(.) Au moment où nous sommes seuls sur le terrain et qu'aucun bruit ne se fait entendre, nous percevons des cris en français, qui a priori sont ceux du caporal chef démineur. Rapidement, je fais procéder à une sorte de triangulation en faisant déplacer mes autres groupes (.) Il est maintenant une heure du matin (.) La section du génie étant hors d'usage, nous partons à 6, pour tenter de récupérer le caporal chef : un officier canadien, 2 soldats canadiens, deux infirmiers et moi-même. Durant toute la nuit, nous ouvrons un cheminement, dans un terrain couvert par des herbes à éléphants, nous arrivant à la taille (.) Nous sommes obligés d'avancer dans le noir le plus total, éclairés par nos seules lampes individuelles. Au passage, nous sommes amenés à faire sauter plusieurs mines bondissantes. Au petit matin, alors que le jour se lève, nous arrivons sur lui. Celui-ci est toujours vivant, criblé d'une multitude d'éclats de mines bondissantes sur la totalité du corps. Alors que nous pensions qu'il serait vidé de son sang, force est de constater que tous les éclats ont pénétré dans son corps et ont aussitôt cautérisé les plaies (.) Le petit gars a vraiment fait preuve de beaucoup de courage. Je dois reconnaître qu'il m'a impressionné par sa résistance. On voit que c'est un gars du sud-ouest, un rugbyman (.) Vers huit heures, quand je reviens à mon Vab, nous pouvons constater que nous avons eu à franchir quelque mille mètres [de zone minée]. Je suis totalement fourbu et vidé (Journal intime du lnt R)

II L'ENGRENAGE HUMANITAIRE ET LA CONFERENCE DE

LONDRES

Le plan Vance ne prévoyait aucune disposition pour la Bosnie. Pourtant, dès l'automne 1991, les Bosno-serbes avaient engagé un processus de séparation, créant de « zones autonomes serbes ». En octobre 1991, des forces de l'Armée fédérale, agissant à partir du territoire bosniaque pour soutenir les offensives serbes en Croatie, avaient attaqué et incendié des villages bosniaques ; des forces paramilitaires bosno-serbes s'étaient livrées à « des actes de violence ciblés » sur des villages non-serbes (.) » (Chenu p. 108 et 109). Au printemps 1992, le territoire de Bosnie-Herzégovine est embrasé, l'effort des Bosno-serbes se portant sur la Bosnie occidentale (Banja Luka) :

(.) Au niveau du bataillon, nous avons récupéré plusieurs familles musulmanes fuyant les massacres de Prijedor et de Boganski Petrovac en Bosnie. Les témoignages sont hallucinants tout en tenant compte de l'exploitation de rumeurs et de l'imaginaire (Notes du cdt Y, juill. sept. 1992).

En juin 1992, le bataillon français de Graçac intervient sur la frontière croato-bosniaque face à des forces serbes pour protéger des centaines de Bosniaques musulmans évacués de la petite ville de Kulen Vakuf au Sud de Bihac qui tentent de traverser l'Una pour gagner la Croatie.

(D'après les notes du cdt Y et l'ouvrage du cdt Franchet - anonyme - p. 12 et suiv.). Le petit village de Kulen Vakuf, 4 à 5000 personnes en majorité musulmane, est situé au fond de la vallée encaissée de l'Una. A l'ouest de l'Una, on est en Croatie, à l'est en Bosnie. Une route franchit l'Una : elle relie le village à Bihac au nord et à Donji Lapac en Croatie, au sud. Le village vivait jusqu'à présent en bonne entente avec les Serbes de Bosnie et de Krajina. La situation se dégradant, des musulmans s'arment en autodéfense. Le 10 juin 1992, les milices de Krajina et les forces serbes de Bosnie se mettent en place sur les sorties nord et sud du village. Un ultimatum est adressé au maire du village exigeant la remise des armes le même jour avant 20h00. Des familles se regroupent. Vers 16h00, elles tentent de franchir l'Una en barques pour, semble-t-il, tenter de rejoindre Bihac par le versant ouest de la vallée, les accès à Bihac par l'est étant contrôlés par les Serbes de Bosnie. Refoulées par les tirs des Serbes, elles fuient vers le nord par le versant est de la vallée. Le 11 juin, le village est bombardé au mortier, les tirs provenant de la « zone protégée » en Croatie. Dans la vallée, des maisons brûlent. Le même jour au soir, les fuyards « arrivent en vue d'Orasac, gros bourg musulman » à dix kilomètres au nord de Kulen Vakuf pour tenter de franchir à nouveau l'Una.

«Orasac est aux mains des Aigles blancs serbes (.) dont les blindés ont mitraillé (.) les Musulmans qui tentaient de franchir l'Una». Le 12 juin, les villageois bosniaques de la vallée sont signalés dans la montagne au nord d'Orasac. Depuis 48 heures, la compagnie de marsouins du bataillon français basée à Donji-Lapac, en limite de zone Onu, a déployé des patrouilles pour rechercher et recueillir les réfugiés. Le 12 juin dans l'après-midi, ceux-ci sont repérés franchissant l'Una par une étroite passerelle, à Strbacki Buk, à une vingtaine de kilomètres au nord de Kulen Vakuf, en limite de la « zone protégée » de l'Onu. Selon Franchet, les Serbes – « des troupes régulières et des Aigles blancs » – tiennent les deux rives. Ils contrôlent le passage « au compte-gouttes » et sont menaçants. Une compagnie du bataillon français est déployée. Le commandant du bataillon est sur place, « qui se voit contraint de donner l'ordre (.) d'effectuer un tir d'intimidation ». Selon le commandant Y, « toute la nuit, par petits groupes, les réfugiés ont franchi le pont ». Plus de 3200 réfugiés sont récupérés par le bataillon, acheminés par camions vers Donji-Lapac. A Kulen Vakuf, dans la vallée, le bataillon récupère des villageois qui n'ont pas fui. « Un peu partout des fumées (.) Certaines maisons sont déjà pillées par les Serbes ». Après de longues négociations, les réfugiés récupérés sont « en trois jours et trois nuits » acheminés vers Bihac, non sans que des miliciens tentent de bloquer les convois. Tous les fuyards n'ont pu descendre de la montagne vers la passerelle dont l'accès est interdit du 13 au 16 juin par « des tirs de canons de 20mm serbes ». Selon le commandant Y, à hauteur de la passerelle, sur la rive est, une cinquantaine de soldats serbes sont déployés. En face, sur la rive ouest, « une section de trois Vab surveille (.) les coteaux est, à la recherche des Musulmans qui voudraient tenter leur chance ». Le 13 au soir, les marsouins observent dans leur OB50 [*lunette de vision nocturne*] une colonne d'une quarantaine de Musulmans nus et attachés de l'autre côté de l'Una. Un cri déchire le silence suivi immédiatement de longues rafales. Le lendemain, un cadavre est repéré sur la berge (.) ». Plus personne ne franchira la passerelle. Le commandant Y ajoute : « Le pillage se poursuit sous nos yeux impuissants car la Forpronu ne peut pas intervenir en Bosnie. Les civils serbes de Strbacki Buk et de Donji - Lapac rapportent chez eux des charrettes remplies de leur butin : mobilier, appareil hi-fi, vaisselle (.) »

A partir de 1992, l'ampleur des besoins d'assistance aux réfugiés et aux populations assiégées en Croatie et en Bosnie devient telle, que les moyens déployés par les organisations humanitaires, notamment par la Croix-rouge et

par le Croissant vert, n'y suffisent plus. Le Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies (Hcr) intervient alors en force et organise un gigantesque programme d'aide aux populations. L'action humanitaire se heurte toutefois aux difficultés des mouvements sur un territoire en guerre. Elle repose en particulier sur un pont aérien humanitaire : la sécurité de l'aéroport de Sarajevo doit être assurée. Sur la pression du Hcr, le Conseil de sécurité vote en juin 1992 la résolution 758 élargissant le mandat de la Forpronu à la Bosnie Herzégovine et autorisant le déploiement de 1000 casques bleus pour lever le blocus de l'aéroport de Sarajevo et pour assurer la protection de convois humanitaires à partir de l'aéroport.

1. L'aéroport de Sarajevo (cf. croquis annexe II - 3)

C'est à un second bataillon français d'infanterie que cette mission est confiée. En juillet 1992, un groupement tactique composé d'unités des Troupes de marine et renforcé d'éléments du génie et de commandos de l'air arrive sur l'aéroport de Sarajevo, pour assurer le premier mandat⁹ du *Batinf 2*, appellation courante (pour 2^{ème} bataillon d'infanterie français) qui sera donnée quelques mois plus tard à la formation qui tient l'aéroport lorsque d'autres bataillons arriveront en Bosnie.

L'une des caractéristiques tactiques de la situation en Bosnie est la complexité du contour des fronts qui se sont progressivement constitués à partir de la conquête ou de la défense de portions de territoires. C'est le cas pour l'aéroport de Sarajevo situé au sud-ouest de la ville, dominé par les contreforts des monts Igman et jouxtant un axe à grand trafic reliant Sarajevo à la côte dalmate par Mostar. L'aéroport est enclavé dans des lignes de front. Le front serbe est pratiquement continu. S'appuyant sur Ilidza au nord-ouest et sur Lukavica au sud-est, il forme autour de l'aéroport un arc de cercle tendu vers le nord. La partie nord, étroite, s'intercale entre l'aéroport et les quartiers sud-ouest de la ville contrôlés par les Bosniaques. Le front traverse Dobrinja dont les premières maisons sont à trois cents mètres de l'aéroport : la partie est de l'agglomération, jouxtant Lukavica est tenue par les Serbes. Au sud de l'aéroport, c'est le front bosniaque avec notamment l'agglomération de Butmir.

Du seul fait de la présence du *Batinf 2*, la zone de l'aéroport qui, avant son arrivée était un enjeu à conquérir ou à défendre, devient un espace hybride : une zone retranchée, un confinement où s'entassent casques bleus, personnels civils, de l'Onu, des Ong, etc., mais aussi un espace au-dessus, à travers, au moyen duquel les belligérants, poursuivant leurs objectifs de guerre,

⁹ En ex-Yougoslavie, les formations qui constituent les bataillons français de l'Onu se relèveront tous les six puis tous les quatre mois. Le mandat désigne la période qui s'écoule entre deux relèves.

échangeront des coups et des paroles sous l'égide de l'Onu, effectueront des transits et des trafics ouverts ou clandestins de populations, d'armes et de marchandises.

Par dessus l'aéroport, des feux de tout calibre s'échangent entre belligérants. Involontairement – tirs de réglage, erreurs de quelques millièmes – ou volontairement, ces feux atteignent les positions des casques bleus. Le 16 décembre 1992, un marsouin en faction reçoit une balle dans le ventre. Deux jours plus tard, un capitaine qui commande l'une des compagnies du bataillon est touché d'une balle au thorax. A la fin de l'année 1992 et au début 1993, les combats sont particulièrement violents entre Serbes et Bosniaques autour de Sarajevo. Le 27 janvier 1993, 2000 obus tombent sur Sarajevo. Les mouvements des organismes et des forces de l'Onu stationnés alors dans la ville, ceux du Batinf 2, ceux de la compagnie de quartier général (Cqg) qui assure la protection et les servitudes du PC de secteur de la Forpronu implanté depuis quelques mois en plein centre ville dans l'immeuble des Postes (*Ptt building*) sont fréquemment harcelés par les tirs des belligérants quand ils ne sont pas contraints de traverser une zone battue par les tirs de mortiers ou d'artillerie. La situation est telle sur tout le théâtre des opérations que, de France, est envisagée l'évacuation du contingent français en ex-Yougoslavie. A Sarajevo, les plans d'évacuation sont préparés (d'après journal de marche cne NO). Le 11 février 1993, l'aéroport qui est maintenant tenu par un bataillon formé à partir du 2^{ème} régiment étranger de parachutiste (Rep) est pris dans d'intenses échanges de feux entre Serbes et Bosniaques :

Journée du 11 février 1993 6h30 (.) bruits de combats violents, tirs d'armes automatiques et tirs d'artillerie échangés entre Ilidža et Butmir (.) 10h à 12h (.) La situation est de plus en plus tendue dans la zone du Batinf 2, en raison de très violents bombardements sur Airport (.) Nedarići, Stup et Dobrinja (.) 13h15 4 obus tombent à proximité immédiate de la zone vie des douanes, 2 obus (.) dans la zone vie du bataillon. Le bilan de cette journée (.) est très lourd : 1 légionnaire décédé suite à ses blessures, 2 légionnaires blessés (.) 1 parachutiste légèrement blessé (.) (Dossier Batinf 2, pièce 11293).

Deux des légionnaires touchés, dont celui qui décèdera, par arrêt du cœur, le corps criblé d'éclats, sont évacués vers l'antenne chirurgicale de *Ptt building* dans un état critique. Les parachutistes de la compagnie de quartier apprennent la nouvelle :

(.) Les deux blessés sont du groupe O⁺ et demandent du sang. Les donneurs de la compagnie (.) paras et légionnaires (.) se précipitent à l'infirmerie dès la nouvelle connue et avant même que j'ai le temps de donner l'ordre (Journal de marche cne NO).

Les bâtiments de l'aéroport sont en zone neutre. Au cours des mois qui vont suivre, ils seront propices pour l'organisation par la Forpronu de négociations entre les parties – les *High Level Meetings*. Ces *meetings* – selon l'expression qu'emploient les casques bleus – exigeront du Batinf 2 la mise en place fréquente d'un dispositif de protection des parlementaires.

La piste de l'aéroport constitue un *no man's land*. C'est aussi pour les Bosniaques non combattants et combattants la seule voie de passage dans ce secteur des combats qui permette d'entrer et de sortir de la ville en évitant les lignes bosno-serbes : d'où un incessant transit nocturne de civils, de soldats ou de miliciens quittant ou rejoignant Sarajevo et tentant de franchir la piste. Une mission « sale » – selon le terme utilisé par le colonel de Richouffzt dans son ouvrage *Pour qui meurt-on ?* – va échoir au Batinf 2.

Aux termes d'un accord passé entre les Bosniaques et les Serbes, ceux-ci tolèrent « un franchissement de nuit (.) sous réserve qu'il se limite à une frange de la population, réduite et sans armes (.) Si les engagements devaient être transgressés, alors les forces serbes ouvriraient le feu ». Ils seront transgressés et les Serbes ouvriront le feu. Le Batinf 2 va alors devoir mettre en place un dispositif astreignant et surtout moralement éprouvant pour les casques bleus de surveillance et d'intervention sur la piste de l'aéroport, le *crossing*. Dès qu'un passage est repéré, les Vab foncent, interceptent les transfuges, se mettent en protection face au char serbe embossé à quelques centaines de mètres, les transfuges sont fouillés, embarqués dans les Vab et « retour à la case départ ! ». Lorsque le franchissement échappe à la vigilance de la surveillance, « la mitrailleuse de bord du char [serbe] entre en action. Une courte rafale claque dans la nuit (.) ». Elle fauche les Bosniaques qui ont tenté de s'engager sur la piste. Les casques bleus se transforment alors en brancardiers : « Un jeu dangereux et inique qui nourrit rancœur et haine durable et pèse sur le moral », un jeu « révoltant », car au retour « à la case départ », il faut dédommager des passeurs (de Richouffzt, p. 201 et suiv.).

« A cette époque là, nous haïssions profondément la Forpronu », déclare quelques années plus tard un Bosniaque à Rémy Ourdan, journaliste au *Monde*. « C'était la haine, la colère ». En juillet 1993, les Bosniaques établiront « la jonction entre les quartiers de Dobrinja et de Butmir » grâce à un tunnel souterrain passant sous la piste de l'aéroport. Selon Rémy Ourdan, l'existence du tunnel était connue des Serbes. Il n'aurait pas été détruit en raison des trafics clandestins qu'il abritait : la manne financière dont ils faisaient l'objet profitait aux Serbes (*Le Monde* du 4 décembre 1996).

Le Batinf 2 était mandaté pour protéger un dispositif humanitaire. Ses commandants successifs auraient pu s'en tenir là et adopter une posture minimale. Il n'en sera rien. Disponibles et bien organisés à défaut de disposer des effectifs et des moyens suffisants, les formations françaises qui assureront

tour à tour les responsabilités de ce bataillon vont attirer sur elles les demandes successives des organismes qui utilisent directement ou non l'espace de l'aéroport : celles des négociateurs de la Forpronu, du Chr, des Ong, des belligérants, etc. Les commandants de bataillon vont chaque fois y répondre. Au fur et à mesure, ils accumuleront sur leurs unités une diversité de missions et de tâches éparses dont certaines, comme le *crossing*, n'auront rien d'humanitaires. En outre, certains d'entre eux, recherchant des marges et des espaces de manœuvre, vont eux-mêmes être à l'origine de nouvelles missions dont ils transmettront les contraintes à leurs successeurs. Sans directives qui les orientent, les hiérarchisent et les sélectionnent, les activités de ce bataillon vont se développer au gré des demandes de son environnement et des initiatives de tel ou tel commandant de bataillon, jusqu'à mettre ses unités en surcharge. Tout cela n'ira pas sans bricolages pour inventer les moyens de ces missions. Il faut revenir ici au vieil adage du soldat français : « un chef, une mission, des moyens ». Il a son pendant : un chef sans mission et sans moyens les invente. Peu ou prou, ce qu'il adviendra au Batinf 2 sera le lot des autres bataillons débarquant sur le territoire bosniaque.

2 La Conférence de Londres – Août 1992

En janvier 1992, le Président Izetbegovic demande le déploiement de casques bleus à titre préventif . Il lui est refusé. En revanche, les Européens et les Nations Unies développent au milieu de l'année une intense activité diplomatique. Le Conseil de sécurité ne ferme pas les yeux et prend une succession de résolutions qui s'inscrivent dans l'arsenal coercitif du chapitre VII de la charte, jusqu'à menacer les Serbes d'une opération militaire (Debié II, p. 271). En août 1992, la résolution 770 ouvre la voie juridique à cette opération : elle appelle les Etats membres à prendre, à titre national ou dans le cadre d'organisations régionales, toutes les mesures nécessaires pour sécuriser des zones ou des corridors humanitaires. A la fin du mois d'août, la Conférence de Londres va surseoir à cette solution militaire. Elle réunit les cinq membres du Conseil de sécurité, les Douze et les représentants des anciennes républiques yougoslaves. Elle débouche sur un programme commun d'action : les belligérants « s'engagent à travailler ensemble pour concrétiser un cessez-le-feu (.) Ils promettent de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire, de démanteler les camps et d'assurer le retour des réfugiés ». Les parties adverses acceptent de négocier : l'option de l'intervention militaire est donc encore une fois ajournée. Il s'agira seulement de renforcer la Forpronu pour soutenir et protéger les actions humanitaires massives du Chr (Debié I, p. 68-69). Aux vues de ce qui s'est passé par la suite, cette conférence illustre bien ce jeu politique – que l'on peut qualifier de « bonne guerre » – qui se dessinait en

Croatie et qui se déclinera en Bosnie à tous les niveaux de l'action : la négociation et les accords proposés par une tierce partie dépourvue d'arguments de puissance sont instrumentalisés par les belligérants pour poursuivre respectivement leurs objectifs de guerre, qu'il s'agisse de conquérir ou de conserver des territoires pour les Serbes ou de les reconquérir pour les Croates et pour les Bosniaques.

L'opération militaire, méthodique – avec tout ce qu'elle suppose de renseignements et d'analyse d'une situation, d'anticipation, de planification et de coordination de l'action des forces –, n'aura pas lieu. En revanche, des bataillons vont être jetés isolément dans la guerre dans une toute autre logique, celle d'actions de secours à des populations en détresse : en somme, l'action militaire est conçue comme un gigantesque plan Orsec à l'échelon international.

III . LES BATAILLONS FRANCAIS DANS DES CONFLITS LOCAUX.

Suite à la Conférence de Londres, le Conseil de sécurité adopte à l'automne 1992 les résolutions 776 et 778 qui autorisent la constitution d'une force de 6000 casques bleus destinée à assurer la protection de l'acheminement de l'aide humanitaire et à faciliter ses mouvements (Res. 776), y compris par « l'usage de la force en dernière extrémité » (Res. 778). Deux autres bataillons français arrivent en Bosnie à la fin de l'année 1992.

Dans le cadre juridique de ces résolutions, une division Bosnie-Herzégovine est créée, placée sous le commandement du général Morillon. Initialement, elle comporte quatre bataillons dont un bataillon français dit « d'escorte » qui sera déployé dans le secteur de Bihac – le Bataillon d'infanterie de Bihac (BiB) – et une grosse compagnie du génie, fortement équipée, fournie également par la France qui prendra l'appellation de Bataillon du génie de Bosnie-Herzégovine (BgBH).

1. Le BG BH dans l'affaire de Kakanj (cf. carte annexe II-2)

Débarquant sans préparation sur un territoire en guerre, les bataillons de la Forpronu doivent faire face à d'énormes difficultés pour s'implanter et se déployer. Il n'y a pas d'infrastructures pour les accueillir. Tout est à créer sur un terrain politique et culturel complexe qui échappe au rationalisme du soldat français. En 1992 et 1993, lorsque les premières unités de la Forpronu arrivent en Bosnie, les conflits sur le territoire bosniaque ne sont pas stabilisés. Ils sont en voie de propagation. Tout laisse à penser que l'installation matérielle de la Forpronu est un enjeu dans les luttes politiques, économiques ou armées que divers pouvoirs engagent sur le territoire bosniaque pour étendre leur influence.

Méconnaissant les conditions politiques locales, les fronts en voie de constitution, les militaires, dans l'urgence, acceptent telle ou telle offre locale. Et c'est le piège.

Le cas de l'implantation du BgBH à Kakanj est caractéristique de ces situations délicates dans lesquelles bien des casques bleus vont se trouver, du fait des improvisations auxquelles donne lieu leur engagement.

Ce bataillon du génie a pour mission de maintenir deux itinéraires ouverts en période hivernale. Il est pour cela très fortement équipé, plus d'une centaine de véhicules et d'engins dont de gros moyens de déneigement. Mais pour des raisons qui tiennent aux errances de sa montée en puissance sur lesquelles nous reviendrons dans la partie suivante, les effectifs et l'état-major de ce bataillon sont très restreints.

Le commandant du bataillon accompagné d'un détachement précurseur débarque à Split le 2 décembre 1992. Aucune disposition n'a été prise de métropole ou sur place par le commandement de la Forpronu pour accueillir cette formation du génie qui doit débarquer huit jours plus tard et pour préparer son implantation. Cet officier du grade de commandant ne connaît pas la Bosnie et n'a aucune expérience des interventions extérieures. Durant plus de quinze jours, il va devoir par ses propres moyens rechercher une aire de déploiement initiale pour une centaine de véhicules et engins sur la côte dalmate, puis un lieu d'implantation – à proximité de Kiseljack où stationne l'état-major de la division – qui lui permettent de déployer et de coordonner l'action de ses unités en Bosnie occidentale.

Il va et vient, reconnaît des emplacements, négocie, échoue – emplacements inadaptes, refus d'autorités militaires locales, prix de la location des lieux exorbitant, etc. Simultanément, il lui faut reconnaître la viabilité des itinéraires que devra emprunter le convoi une fois la zone d'implantation déterminée. Le temps presse. Le 11 décembre 1992, son bataillon a débarqué à Split et attend dans l'inaction. En définitive, le 19 décembre, le choix s'arrête sur une solution bâtarde. Le bataillon s'implantera autour de Kakanj, petite agglomération située dans la moyenne vallée de la Bosna à une cinquantaine de kilomètres de Sarajevo. Ses véhicules, ses engins, son PC et l'une de ses unités seront parkés et installés à Catici, à deux kilomètres de Kakanj, dans une centrale thermo électrique. Le restant du bataillon sera logé dans une école proche. La centrale est une propriété croate : elle dépend d'une entreprise minière dont le siège est à Zagreb. Ses bâtiments sont partiellement occupés par le Hvo¹⁰. Le 26 décembre, le bataillon est enfin en mesure d'engager ses premiers chantiers (d'après « Journal de bord » BgBH/I et journal intime RD).

Le BgBH est mandaté pour des missions humanitaires. Le choix de Kakanj va

¹⁰ Force para militaire soutenue et armée par Zagreb, constituée dès novembre 1991 à partir du parti politique qui représentait les Croates de Bosnie, la « Communauté démocratique croate »(Hdz).

le placer de fait dans une situation dramatique d'interposition. Dans un article publié par la revue *Histoire et Défense*, Jean-Luc Cotard, officier adjoint du BgBH, décrit la situation du territoire de Kakanj puis rapporte les événements dans lesquels cette formation, complètement isolée, sans directives, a été plongée au premier semestre 1993.

L'opstina¹¹ de Kakanj est un territoire où en 1992 coexistent encore une population à majorité musulmane et une minorité de Croates « essentiellement regroupés dans la petite vallée de Catici ». Elle est administrée alors par « un conseil de guerre mixte dans lequel les deux communautés principales » sont représentées et où siègent les chefs militaires locaux de l'Armée bosniaque et ceux du Hvo. Cela ne va pas sans tensions que nourrissent des incidents ou les événements extérieurs :

(.) Opstina calme au départ, la ville de Kakanj ne pouvait rester longtemps éloignée des combats entre Musulmans et Croates qui avaient lieu (.) à moins de quarante kilomètres de là (.)».

En effet, les événements qui vont se produire dans cette partie de la vallée de la Bosna en juin 1993 sont étroitement liés aux dynamiques internes du conflit bosniaque et aux combats qui se déclenchent durant l'hiver 1992 entre Bosniaques et Croates. Au cours de l'année 1992, la politique de Franjo Tudjman s'est orientée vers la recherche d'une partition de la Bosnie. Mata Boban, partisan d'un séparatisme croate en Bosnie a pris la présidence du parti représentant les Croates de Bosnie, la « Communauté démocratique croate » (HDZ). En juillet 1992, avec la proclamation de l'organisation autonome croate en Bosnie, l'« Herzeg-Bosna », s'ouvre un processus politique qui aboutit l'année suivante à la création de la République croate d'Herzeg-Bosna et aux accords entre Serbes et Croates sur la partition de la Bosnie annoncés à Genève le 16 juin 1993. A la fin de l'année 1992, sous l'impulsion de Mata Boban, les forces du Hvo abandonnent les positions qu'ils tenaient avec les Bosniaques face aux Serbes pour concentrer leur action en vue du contrôle de la Herzégovine peuplée en majorité de Croates. Plusieurs fronts opposant Croates et Bosniaques se créent, dans la vallée du Vrbas entre Mostar et Bugojno, plus à l'ouest autour de Krupes, autour des villes de Vitez, de Busovaca à quelques dizaines de kilomètres de Kakanj (Bougarel p. 64 et Stark p. 32).

A leur arrivée, les officiers du bataillon ont une vue simple du conflit : Croates unis aux Bosniaques face aux Serbes. Devant la montée des tensions, pendant les premiers mois de leur implantation, il leur faut chercher à comprendre ce chaudron local dans lequel ils doivent mener leurs missions. « Vivant dans une région mixte du point de vue ethnique, il a fallu apprendre à effectuer des

¹¹ Entité administrative, du type « communauté de communes » qui administre le territoire sur lequel résident des communautés de cultures différentes.

différences et comprendre les nuances, non seulement dans la vie quotidienne mais aussi dans le domaine militaire ». Le bataillon ne peut donc se satisfaire de ses missions techniques. Sans autres moyens que des sections de travaux occupées sur divers chantiers, ses cadres doivent rester au contact des deux communautés, rechercher du renseignement pour tenter d'anticiper l'explosion d'un conflit local dans lequel le bataillon serait forcément imbriqué. En juin 1993, alors que la relève est proche, les événements se précipitent.

La situation locale est de plus en plus tendue. Des rumeurs courent. La présence de moujahidins de la Légion verte qui est signalée dans la région n'arrange rien. Compte tenu de ce qui se passe en Herzégovine, la méfiance respective monte dans les deux populations : les Croates sont inquiets de la présence d'extrémistes parmi des unités bosniaques et de leur côté les Bosniaques redoutent les brigades du Hvo. « Inexorablement, les positions se sont durcies, la confiance réciproque a disparu (.) » note Jean Luc Cotard.

Le 9 juin, des « unités musulmanes » venant de Visoko attaquent et incendient des villages croates de la vallée. Les officiers du bataillon apprendront plus tard, qu'un diplomate iranien en uniforme et armé a été tué sur le lieu des combats. Ceux-ci opposent Hvo et brigades bosniaques. Ils s'étendent dans la vallée et autour de l'usine où est stationné le bataillon. Le même jour, le responsable civil du Hvo menace de tirer au mortier sur l'usine si la Forpronu n'intervient pas pour faire « cesser l'agression du peuple croate par les musulmans ». La contre menace qui lui sera adressée le calmera. Le 11 juin, des tireurs bosniaques entourent le bataillon et prennent à partie les réfugiés croates qui affluent vers le drapeau de l'Onu. Des obus de mortiers tombent de plus en plus près du dispositif du bataillon, atteignent les installations de la centrale électrique où sont stationnés les sapeurs. Le 13, les combats s'intensifient puis, brutalement, le calme. Le soir, les Hvo locaux « demandent à se rendre en présence des Français qui, seuls, à leurs yeux peuvent les sauver du massacre (.) ».

Depuis le 9 juin, les quelque 300 sapeurs du bataillon ne connaissent ni jour ni nuit. Ils étaient sur le point d'être relevés, regroupés à la base arrière avec les matériels. Depuis six mois, ils étaient sur la brèche, s'acharnant dans le froid ou la boue à rendre viable une piste de montagne sans cesse défoncée par les charrois des convois humanitaires, rétablissant des ponts, élevant des merlons de terre dans Sarajevo sous la menace des snipers, etc. Durant ces quelques jours, ils sont mobilisés pour faire un travail de fantassin, de cavalier ou de soldat de l'Armée du salut.

De sa propre initiative, ne recevant ni directives ni soutiens de l'extérieur, le commandant du bataillon engage tous ses moyens pour tenter de peser sur une situation qui menace son unité. Il multiplie les contacts avec les belligérants, pour organiser des négociations, des cessez-le-feu. Vainement d'ailleurs : c'est le rapport des forces qui décidera de l'issue des combats et non la diplomatie. Mais il faut préparer, organiser ces rencontres, en assurer la protection. Tous les

moyens blindés du bataillon ainsi que ses moyens sanitaires sont sur le terrain pour observer l'évolution des combats, pour porter les premiers secours aux blessés – parfois sous la menace des Bosniaques –, pour rassurer et secourir des habitants restés dans les villages incendiés. Dans le même temps, il faut assurer la défense des sites du bataillon et surtout, faire face à l'afflux des réfugiés. Les enceintes de l'Onu n'étaient pas autorisées à accueillir des réfugiés. Le bataillon prend sur lui d'en accueillir jusqu'à 750 : il les héberge, les nourrit, les soigne, organise une nursery..., faisant appel à ses relations au sein du Chr – qui fournira 10 tonnes de vivres –, de la Croix-rouge ou d'organisations humanitaires.

Après la cessation des combats, les sapeurs continuent à œuvrer : il faut encore rassurer les Croates restés dans les villages et leur porter secours, faire rentrer chez eux les réfugiés qui sont sur les routes, contrôler les lieux de détention des prisonniers, tenter vainement de s'opposer au pillage des maisons abandonnées : « On commence à enlever les vivres, puis l'électroménager, puis les draps. En final pour ne pas laisser de trace, la bonbonne de gaz explose. » En même temps, des négociations difficiles ont lieu pour traiter le problème des réfugiés. Après les combats, « dix à quatorze mille Croates se sont réfugiés à Varès¹² », mais plusieurs centaines se sont dirigés vers le bataillon, venant des villages proches.

Leur ravitaillement en eau mais aussi la sécurité posent problèmes : sans compétence en matière de police, les cadres du bataillon sont dans l'angoisse d'incidents pouvant survenir dans cette foule rassemblée devant l'usine, incidents qui conduiraient à une situation incontrôlable. Comment évacuer ces réfugiés, l'Onu se refusant à des transferts de populations ? Le commandant du BgBH doit justifier auprès des instances de l'Onu les décisions qui ont été prises dans l'urgence et qui lui sont maintenant reprochées : « (.) Pourquoi avoir accueilli autant de Croates ? N'y avait-il pas risque d'accusation de partialité ? Mais pouvions-nous laisser ces gens sous les tirs de snipers ? Devions-nous les repousser (.) leur tirer dessus pour éviter d'être submergés ? (.) » Quatre mois plus tard, quatre cents Croates attendaient encore leur évacuation (Jean Luc Cotard, p.65-79).

2. La poche de Bihac (cf. carte en annexe II -1)

La « poche » de Bihac est alors – et restera – un réduit de 2000 km² tenu par le V^{ème} Corps de l'Armée bosniaque, enclavé entre les territoires conquis par les Serbes de Croatie et ceux contrôlés par les Bosno-serbes en Bosnie occidentale. Arrivant sur sa zone en novembre 1992, le BiB implante un PC opérationnel,

¹² Petite ville à plus de mille mètres d'altitude situé dans l'une des hautes vallées qui affluent vers la Bosna entre Sarajevo et Kakanj, où réside alors une forte communauté croate.

une compagnie et un escadron blindé pratiquement au centre de la poche à Coralici, une compagnie à Bihac au sud, une base logistique et une compagnie à Velika Kladusa au nord : là, le bataillon est cantonné dans une usine pharmaceutique en voie de construction que Fikret Abdic, directeur de la puissante entreprise agroalimentaire Agrokomerc, a mis à sa disposition. Plus tard, celui-ci louera à prix d'or cet emplacement à la Forpronu. Avec le personnage de Fikret Abdic, la Forpronu va être indirectement mêlée aux aspects maffieux du conflit bosniaque.

Premier employeur d'une région où il est très populaire, ancien notable rouge de la Ligue des communistes de Bosnie, Fikret Abdic est à l'origine d'un scandale financier qui éclate en 1987 et lui vaut un emprisonnement (Bougarel, p.43). Rival politique du président Itzebegovic, il s'oppose dès 1992 à la ligne dure du gouvernement de Sarajevo qu'il qualifie de «belliciste» et engage au cours de l'année 1993 un mouvement de sécession. En septembre 1993, l'indépendance de la «province autonome de Bosnie occidentale» est proclamée. Fikret Abdic en est le président. Sa puissance économique et sa popularité lui permettent de mobiliser les populations musulmanes de la poche et de lever une milice de quelques milliers d'hommes. En octobre, les premiers affrontements ont lieu entre cette «défense populaire» (*Narodna odbrana*) qui tient le nord de la poche et le V^o Corps bosniaque qui tente d'en reprendre le contrôle. Fikret Abdic s'appuie sur les Serbes de Croatie et de Bosnie et sur le Hvo de Mata Boban avec lesquels il passe un accord de non agression et un traité commercial en octobre 1993. Les combats s'achèvent le 21 août 1994 après la prise de Velika Kladusa par le V^o Corps bosniaque. Les unités du BIB y assistent en spectateurs. Fikret Abdic et ses miliciens deviennent à partir de là «un simple appendice mercenaire» des forces serbes (Bougarel, p. 66-67 et 114, Benda et Crémieux p. 174 et suiv.).

Il est probable que les objectifs de Fikret Abdic se sont inscrits dans une logique maffieuse «musulmano-croato-serbe» exploitant le conflit pour étendre des pouvoirs économiques. Dans sa remarquable analyse de ce nouveau conflit balkanique, Xavier Bougarel, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques, observe que «dans la période 1992-94 (.) Velika Kladusa devient le carrefour de tous les trafics entre la Croatie, les républiques serbes et l'enclave musulmane de Bihac» (Bougarel, p. 128). Dans le journal de marche de son unité stationnée à Coralici, le capitaine A fait état plusieurs fois de comptes rendus de sections observant la nuit des mouvements de contrebande entre Bosniaques et Serbes des Krajina. Dans son ouvrage, *Casque bleu pour rien*, le commandant Franchet, dont les relations corroborent les analyses de Xavier Bougarel, décrit longuement le jeu politico-commercial de Fikret Abdic qui tente de s'appuyer sur la Forpronu pour mener son entreprise. En vain. Il n'en reste pas moins selon Franchet, que ce personnage – dans lequel, naïvement, les Français voient

« un grand patron paternaliste, un peu sur le modèle des grands maîtres de forges du XIX^e siècle » –, devient « l'interlocuteur officiel des casques bleus français (.) en tant que plus haut responsable politique de la région » (Franchet, p. 61-86). Xavier Bougarel va jusqu'à évoquer son « patronage politique » par la Forpronu et le « soutien » que lui apporte « le contingent français » (Bougarel, p.157). En effet, en tant qu'« autorité politique » de la poche de Bihac, Fikret Abdic bénéficie de soutiens de la Forpronu : des casques bleus protègent ses négociations avec les Serbes, l'escortent lorsqu'il quitte la poche.

(Journal intime lnt R) Samedi 10 juillet 1993 (.) Départ 0845 avec 3 Vab et le Vbl du commandant (.) Il s'agit de faire sortir Abdic de la poche avec 3 de ses « fidèles » accompagnés de « très grosses valises » (.)

En décembre 1993, alors que les combats se sont déclenchés entre les forces miliciennes de Fikret Abdic – les *Nordistes* – et le V^e Corps bosniaque – les *Sudistes* – et que les miliciens *nordistes* tentent de s'opposer aux livraisons de ravitaillement vers le sud, un commandant de bataillon réunissant ses commandants d'unité déclare selon l'un de nos documents : « Aucun indice ne permet de condamner le Nord ou le Sud » (Journal de marche cne A).

Parmi les soldats français stationnés à Velika Kladusa, la situation dans laquelle le bataillon s'est mis en acceptant l'offre de Fikret Abdic semble connue. « Nous voilà déambulant dans une base de l'organisation mondiale, dont le terrain et les immeubles appartiennent au seigneur de la guerre locale, qui est, en réalité, un affairiste plus qu'un homme d'affaire. Cet homme avec lequel traite l'Onu est un trafiquant de devises (.) », écrivent Marc Benda et François Crémieux, avant de consacrer un long développement au personnage. Et de conclure : « Un seigneur de la guerre local – qui passe alliance avec les Serbes de tous bords pour maintenir son commerce – et une armée régulière – l'armée d'un pays, la Bosnie Herzégovine, qui est membre de l'organisation dont nous sommes les soldats –, sont mis sur le même plan » (Benda et Crémieux, p. 78-80).

Dès l'automne 1993, un nouveau front s'ouvre donc à l'intérieur de la poche de Bihac entre les forces séparatistes de Fikret Abdic et l'Armée bosniaque :

(Journal de marche de compagnie, cne A) 3 novembre 1993 (.) Les casques bleus appellent les troupes et milices du V^e corps de Drakovic : les Sudistes, ceux d'Abdic, les Nordistes. Une ligne de front sépare les deux camps. Elle passe à proximité d'Ops1 [base opérationnelle de Coralici], au niveau du col de Škokovi où les véhicules de l'Onu doivent être accompagnés.

A la fin de l'année 1993 et en 1994, le BiB, initialement bataillon d'escorte de convois humanitaires, est ainsi contraint de mobiliser des effectifs sur quatre ou

cinq fronts : il lui faut couvrir son dispositif et pouvoir intervenir sur les itinéraires empruntés par les convois pour en libérer l'accès. Au centre de la poche, il suit l'évolution des combats entre *Nordistes* et *Sudistes*. Aux périphéries nord-est, nord et ouest de la poche, il est en observation face aux milices croato-serbes de Slavonie orientale, occidentale et de Krajina, avec notamment une mission de contrôle d'une zone démilitarisée en Bosanska-Bojna, au nord-est de la poche. Aux périphéries sud, il est également en observation, voire en interposition, entre le V^o Corps bosniaque et les Serbes de Bosnie. En 1993, on peut ainsi relever l'existence de plus d'une dizaine de postes fixes. La plupart des postes d'observation, baptisés PO 10, 11..., 21, 22..., 51, 52..., en référence au numéro des compagnies qui les ont créés. Ils sont tenus par des groupes ou des sections à partir de Velika Kladusa, Coralici ou Bihac : des effectifs supérieurs à ceux d'une compagnie sont ainsi hypothéqués. En 1994, le dispositif paraît allégé encore que conséquent.

Parallèlement à ce dispositif éclaté, il faut assumer les charges du mandat, l'escorte de convois humanitaires. C'est pratiquement chaque jour que l'une des compagnies d'appelés basée à Coralici en 1993 et 1994 accompagne des livraisons de ravitaillement dans des dépôts ou dans des quartiers de Bosna-Krupa – « ville dévastée et désertée » sur le front sud entre le V^o Corps bosniaque et les Bosno-serbes où survivent malgré tout « 25000 Bosniaques vivant cachés » –, d'Otoka, de Buzim, de Cazin, etc. Ces escortes ne sont pas sans risques : soudain, des tirs se déclenchent sur les véhicules. Elles sont quelquefois éprouvantes en raison des conditions climatiques et d'un terrain difficile où les véhicules s'enlisent et s'embourbent : « Des PL [*poids lourds*] et Vab mettent près de 5 heures pour faire l'aller et retour entre OPS1 [*Coralici*] et Buzim par la rocade dans le massif. Distance environ 60 km » (D'après journal de marche cne A). A cela, s'ajoute une diversité de sollicitations auxquelles répond le commandement local de la Forpronu, telles des escortes de personnalités qui n'ont qu'un rapport lointain avec l'action humanitaire. Au cours de ces deux années, à plusieurs reprises, les unités du bataillon sont prises sous les feux involontaires ou volontaires des milices serbes, du V^o Corps, des milices d'Abdic. En mouvement, elles se heurtent aux check points des différentes factions, les *Nordistes* d'Abdic tentant notamment de bloquer les convois humanitaires en direction du sud et d'y prélever leur dîme :

Vendredi 26 novembre 1993 (.) *La tension monte entre le Bataillon, l'UNCHR et le Nord d'Abdic. Celui-ci a décidé de couper le ravitaillement UNCHR du sud pour une durée de 10 jours* (Journal de marche cne A).

Enfin, comme pour le Bat 2, la neutralité officielle du BIB en fait une organisation assurant la logistique et la protection de négociations entre Serbes et Bosniaques, entre *Nordistes* et *Sudistes* mais aussi entre *Nordistes* et leurs alliés

serbes, avec parfois des situations ubuesques :

*(Journal de marche de compagnie, cne A) Lundi 08 novembre 1993 (.)
La section a pour mission de couvrir une réunion entre Nordistes et Serbes
concernant l'enclave de Bosanska en contrôlant les mouvements du sud à partir de
Crvarcac.*

*(Journal de marche de peloton major R.E.) 18 août 1994 0845 (.)
Ouverture de l'axe Bihac-Ripac sous des pluies torrentielles. Après le déminage
des Bosniaques puis des Serbes, nos Sages se placèrent en position de tir pour
assurer la sécurité des deux parties. Cette réunion a eu lieu dans un restaurant
détruit (.) dans le no man's land. Dès la fin de la réunion, après le départ des
autorités locales, remimage des Serbes puis des Bosniaques, sous notre protection. Il
pleut toujours...*

Pour se rencontrer, les belligérants déminent un itinéraire qu'ils avaient eux-mêmes miné. Ils le reminent à l'issue de la rencontre, sous la protection de la Forpronu : en d'autres termes, celle-ci protège les parties adverses de sorte qu'après avoir négocié elles puissent de nouveau se livrer à l'épreuve de force ! En octobre 1994, après la chute de Velika Kladusa, alors qu'une offensive serbe sur la poche de Bihac est attendue, la France retire son bataillon de la poche de Bihac.

IV L'ANNEE 1993 – LES BATAILLONS FRANCAIS DANS SARAJEVO

1. Les incidences du plan Owen (cf. carte en annexe II-3 et 4).

En 1993, les négociateurs de l'Onu et européens présentent trois plans de paix successifs – plans Vance-Owen, Owen-Stoltenberg et Juppé-Kinkel – qui vont agir « à la manière du vitriol (.) exacerber les tensions sur le terrain » et entre les alliés. Les deux premiers plans, parce qu'ils proposent une partition de la Bosnie excitent les appétits territoriaux des belligérants, relancent les combats et rendent ainsi encore plus difficile la tâche des casques bleus (Debié I, p.70 - 77). Le premier plan aura pour incidence indirecte un nouveau renforcement de la Forpronu et l'arrivée d'un nouveau bataillon français à Sarajevo.

Cyrus Vance et Lord Owen proposent en janvier 1993 un plan dit « des dix provinces », qui comporte un « découpage ethnique de la Bosnie ». Le plan ne satisfait aucune des parties. Il donne aux Croates de Bosnie le contrôle d'un territoire en Herzégovine qui s'étend bien au delà de la ligne de front qu'ils ont établie face aux Bosniaques après l'autoproclamation de la « Communauté croate d'Herceg-Bosna » en juillet 1992, mais il ne prévoit aucune disposition

pour la Croatie. Les Croates réagissent les premiers pour prévenir le gel du *statu quo* en Krajina et « s'assurer par avance les territoires que leur attribue le plan Vance-Owen » (Debié I, idem). Comme on l'a vu précédemment avec l'épisode du pont de Maslenica, ils reprennent l'offensive en Krajina du sud le 22 janvier 1993 et durcissent leur action en Bosnie, sur Mostar, sur Vitez, sur Busovaca. En Bosnie orientale où le plan Vance-Owen leur est peu favorable par rapport au front qu'ils tiennent, les Serbes resserrent leur étau sur les villes assiégées de Srebrenica, Gorazde, Zepa (Stark, p.32).

L'échec définitif du plan Vance-Owen est consacré le 5 mai 1993 lorsque le parlement des Serbes de Bosnie qui siège à Pale, petite bourgade à l'est de Sarajevo, le rejette. Pourtant, pour faire pression sur les Serbes, le Conseil de sécurité a multiplié les résolutions : interdiction du survol aérien de la Bosnie en mars, menace de blocus économique de la Serbie, Srebrenica érigée en « zone de sécurité » en avril puis extension de cette notion à Sarajevo, Tuzla, Zepa, Gorazde et Bihac le 6 mai. Le 23 mai, les gouvernements américain, russe, français, britannique et espagnol, prenant acte de la position des Serbes mais en désaccord sur l'usage de la force, s'accordent sur un plan dit « de compromis » consistant à assurer la protection de ces zones de sécurité. A cet effet, le 18 juin, le Conseil de sécurité vote la résolution 844 autorisant l'envoi de forces supplémentaires en Bosnie (Debié p. 74-76).

C'est dans le cadre de cette résolution qu'un nouveau bataillon français arrive dans Sarajevo en juillet 1993, le Bataillon 4. Le 21^{ème} Régiment d'infanterie de marine (Rima) constitue le corps support¹³ du premier mandat de ce bataillon. La directive n°1 du commandant de bataillon datée du 30 juillet 1993 laisse entrevoir le vide stratégique et tactique dans lequel cette formation a été jetée.

(Dossier Bataillon 4/93/1^o mandat – Directive 1). (.) *La décision d'envoi du Bataillon à Sarajevo est avant tout une décision politique. En conséquence, l'opinion française, le monde politique et médiatique mais aussi depuis peu la hiérarchie militaire, espèrent que notre arrivée provoquera des changements pour Sarajevo (.) Dans l'esprit de tous les observateurs, l'action de l'Onu en ex-Yougoslavie et surtout à Sarajevo, se limite avant tout à assurer sa propre protection, sa propre logistique, escorter quelques convois humanitaires et prodiguer de bonnes paroles (.) Nous avons affaire, dans Sarajevo à une population épuisée, résignée, désespérée, lassée des discours stériles et qui n'attend plus rien de personne et surtout pas de nous. La liberté d'action du Bataillon est extrêmement limitée – par les règlements de l'Onu – par un rapport de force défavorable(.) – par notre manque de connaissance du milieu (.)*

La directive se poursuit en indiquant les lignes de force de l'action :

¹³ Ce terme de « support » qualifie le régiment chargé de fournir l'ossature d'un mandat (cf. 2^e partie).

Assurer avant tout notre sécurité et ramener tout le monde à la maison car nous ne sommes pas venus ici mourir pour la Bosnie – Redonner la confiance à la population – Imposer le respect aux belligérants – (.) Compliquer au maximum les actions de guerre sur les zones habitées.

Cette directive parle d'elle-même. On insistera pourtant sur l'absence de mission donnée au bataillon. « Provoquer des changements pour Sarajevo » au regard de cette triple abstraction – l'opinion, le politique, les médias – qui gouverne à l'époque l'Armée française, est – semble-t-il – le seul et vague objectif que cet officier ait pu identifier dans les attentes des responsables politiques et militaires qui l'ont expédié dans les décombres de Sarajevo.

Dépourvu d'une mission précise, le bataillon commence à œuvrer en tout sens, cherchant à répondre à la multiplicité des demandes qui lui sont adressées ou à les devancer. Il assure des escortes de convoi (80 avaient été effectuées en novembre), il ouvre et démine deux axes : la route de Visoko au nord-ouest et celle de Pale à l'est où il installe à Lapiniska un check point. Dès le début du mois d'août, il remplit une variété de tâches assimilables à celles d'une entreprise de services publics : distributions d'eau, de médicaments, assistance médicale, ramassage des ordures, nettoyage de la voirie, rétablissement des réseaux de gaz ou d'électricité, etc. La protection des populations appelle l'invention de missions ponctuelles et dangereuses : déminages et surtout les missions anti-snipers qui seront systématisées par la suite (Doss. Batinf 4/93/I-pièce n°1).

Comme le Batinf 2, le Batinf 4 est confronté à un problème d'espace tactique. Son implantation à La Skenderija, dans les infrastructures de l'ancien centre olympique, n'a pas été préparée et s'est effectuée dans l'urgence. Cet emplacement se trouve « au cœur de la vieille ville, à 200m de la ligne de front au fond d'un cul de sac délimité par la rivière Miljaka et une falaise tenue par les forces serbes » : encore un espace piégé. Le 7 juillet, deux heures après son arrivée à La Skenderija, le détachement précurseur du bataillon est pris sous les tirs de snipers. Un conducteur est grièvement touché à la mâchoire et à la gorge. Les mois suivants, ces tirs ne cesseront de gêner les mouvements des casques bleus dans cette enceinte.

Le premier souci du commandant de bataillon est de desserrer son dispositif et de rechercher de l'espace pour assurer une meilleure sécurité à ses 900 hommes, à leurs matériels et aux quelques tonnes de munition en réserve. Il parvient au bout de quelques semaines à occuper trois autres emprises dans la ville, dont Zetra, l'ancien stade de glace olympique où l'une de ses unités s'implante le 25 juillet « saluée par un tir d'artillerie serbe de 68 obus » et l'immeuble de la télévision ou « Youssouf building », le long de la fameuse « Sniper's avenue » (Doss. Batinf 4/93/I, idem).

Les tirs qui visent directement les marsouins du Batinf 4 à La Skenderija sont le fait de Bosno-serbes mais surtout de miliciens bosniaques. En effet, ce site est situé dans un quartier de Sarajevo tenu depuis peu par la 10^e brigade de montagne de l'Armée bosniaque : en fait une milice politico-maffieuse dirigée par Musan Topalovic dit Caco. Celui-ci pratique dans son secteur un système de racket et de terreur auquel l'implantation d'une unité de la Forpronu fait sans doute obstacle. Le n° 13 de *Canal 21*, le bulletin de liaison du 21^e Rima daté du 5 novembre 1993, rapporte que Caco sera arrêté puis exécuté en octobre 1993 «dans le cadre d'une vaste opération visant à débarrasser Sarajevo de ses éléments maffieux». «Depuis – ajoute l'article – les tirs de snipers qui s'abattaient sans cesse sur le parking de La Skenderija ont pratiquement cessé».

2. La prolifération des forces armées politico-maffieuses

Cette présence de milices politico-maffieuses parmi les forces gouvernementales bosniaques fait illustrer la complexité de la situation sociale, politique et économique à laquelle les unités de la Forpronu sont mêlées pratiquement jusqu'à la fin du conflit. L'ouvrage très fouillé de Xavier Bougarel, *Bosnie-Anatomie d'un conflit*, éclaire cette situation. Il permet de mieux comprendre le processus de déstructuration sociale et politique qui se produit sur le territoire bosniaque à partir des élections de 1990.

La société bosniaque est structurée par le « communautarisme » : « un ordre politique et idéologique distinguant au sein de la population d'un même espace politique plusieurs communautés distinctes (.) et inscrivant cette distinction dans les institutions politiques » (Bougarel p.50). Ce « communautarisme » a toujours alimenté des forces centrifuges. Dans le passé, elles ont été neutralisées, contrôlées ou dépassées par des pouvoirs centraux, par des idéologies dominantes, par des organisations politiques (Empire austro-hongrois, Yougoslavie de Tito, idéologie communiste, Ligue des communistes, courants modernistes). En 1990, la victoire électorale des partis nationalistes libère ces forces centrifuges. Elle conduit à une coalition gouvernementale entre ces partis mais aussi à un partage des pouvoirs étatiques et locaux entre représentants des communautés serbes, croates et musulmanes. Il va en résulter des luttes entre élites politiques de chaque communauté pour le contrôle de ressources et pour l'extension de leur pouvoir au sein et au delà de leur propre communauté. Ces luttes sont exploitées par les pouvoirs de Belgrade et de Zagreb. Elles s'appuient en interne sur les pratiques communautaires traditionnelles – népotismes et clientélismes, corruption, captation de ressources, etc. – et débouchent sur « un véritable démantèlement de l'appareil d'état » bosniaque, sur une économie de prédation et sur « une criminalisation

croissante de la vie économique et politique » (Bougarel p. 49).

En l'absence d'un pouvoir fédérateur, la déstructuration politique et sociale ainsi produite et les luttes de pouvoir qui l'alimentent vont favoriser la mise sur pied de factions armées : les une se constituent pour la défense d'un territoire ou d'intérêts politiques et économiques, d'autres s'organisent autour de chefs charismatiques – des « entrepreneurs miliciens » selon l'expression de Bougarel – qui cherchent à vivre de la guerre et par la guerre. De là l'existence de trois types de formations armées dont les rapports sont d'une grande fluidité.

Aux armées nationales – Armée populaire yougoslave (Jugoslovenska narodna armija ou Jna) rebaptisée Armée yougoslave en mai 1992, Armée croate et Armée de Bosnie-Herzgovine (ABiH) – s'ajoutent celles que constituent les entités politiques séparatistes : en Croatie, l'Armée serbe de Krajina, en Bosnie l'Armée de la république serbe (Vojska republike srpske, les Français utilisant les sigles Vrs ou Bsa) et le Conseil de défense croate (Hrvatsko vijeće odbrane ou Hvo) créé par la communauté démocratique croate (Hrvatska demokratska zajednica ou Hdz) qui deviendra l'Armée de la république croate (Herzeg-Bosna).

Mais, qu'il s'agisse de survivre dans le cas de l'Armée yougoslave (« épuisement de la conscription », « désertions », « éclatement du corps des officiers selon des clivages ethniques », etc.) ou de monter en puissance dans l'urgence, ces armées ont toutes recours à des milices politico-maffieuses et soutiennent l'organisation de milices locales.

Les premières se constituent à partir de militants des partis nationalistes et de membres de la criminalité organisée : « Garde des volontaires serbes de Zeljko Raznjatovic dit Arkan », « Forces de libération croate de Dobroslav Paraga », bérets verts du mouvement clandestin de la Ligue patriotique, etc. Les secondes sont mobilisées en Croatie et en Bosnie par des pouvoirs locaux pour assurer la défense et le contrôle d'une localité ou d'un territoire. Ces formations miliciennes échappent à tout contrôle et peuvent selon les cas s'imposer à des autorités politiques locales (Bougarel, p. 101-118).

Les gouvernements croates et bosniaques tarderont à mettre en place une économie de guerre. La République serbe de Bosnie n'y parviendra pas, le parlement de Pale s'y opposant en raison des intérêts prévaricateurs de la plupart de ses membres. De la sorte, au moins jusqu'en 1994, les Armées nationales et les factions armées pratiquent une « économie de prédation », visant à assurer la subsistance de combattants ou à fournir des subsides aux organisations politico-maffieuses. Cette prédation peut prendre la forme de rackets ou de pillages. Elles exploitent les enclavements de territoire – *i.e.* la territorialisation du conflit – que produisent les luttes armées en jouant sur des demandes pressantes et localisées de biens de consommation courante et d'armements : prélèvement d'une dîme aux check points sur le trafic entre territoires enclavés, trafics de marchandises contrôlés par les différentes armées

aux portes de Sarajevo et dans le tunnel clandestin de l'aéroport, ventes d'armement à prix d'or entre factions en lutte, blocage de l'aide humanitaire pour maintenir les prix du marché noir, prélèvements de toute nature sur cette aide à des fins logistiques ou maffieuses, etc. :

(Journal de marche cne KC) Lundi 17 octobre 1994 (.) Un convoi Unchr transportant du fret humanitaire de l'organisation World Health Organization a été arrêté sans clearance sur le check point . En fin d'après-midi, il est finalement détourné vers Blazuj où le fret est débarqué et récupéré par les forces serbes (.) Après une montée en tension sur le check point (arrivée de soldats en armes avec Rpg) (.)

(Dossier Batinf 2/93/I – Fiche de renseignement manuscrite sur l'organisation de l'Armée bosniaque.) Dans cette base [logistique] on trouve – une cellule alimentation qui transforme les rations de l'aide alimentaire en nourriture adaptée aux goûts locaux, elle achemine cette alimentation sur le front (.) – une salle de couture (30 machines à coudre) qui transforme l'aide humanitaire en habillement pour les combattants (.)

L'aide humanitaire alimente la guerre. D'après Xavier Bougarel, « entre 1992 et 1994, 30 à 50% de l'aide humanitaire aurait été ainsi détournée par les différentes forces armées » (Bougarel, p. 125-129). Selon lui, l'insertion de l'aide humanitaire dans cette économie du conflit explique en partie « les offensives limitées (.) pour le contrôle (.) des axes routiers, ou les longues batailles diplomatiques autour des aéroport de Sarajevo et de Tuzla » (Bougarel, p. 127). Face au développement de ces « systèmes rentiers et maffieux dont les logiques contournent, voire contredisent, la configuration générale du conflit » et plus généralement face au système milicien qui menacent leur légitimité, les Etats bosniaque et croate engagent à partir de l'automne 1993 un processus de militarisation des forces armées et de passage à une véritable économie de guerre. Ce ressaisissement politique contribuera notamment à assainir considérablement le climat qui règne à Sarajevo.

C'est dans le cadre de ce rétablissement du pouvoir d'état en Bosnie, engagé en octobre 1993 à la suite d'un profond remaniement du gouvernement bosniaque¹⁴, qu'a lieu dans la nuit du 26 au 27 octobre cette « opération visant à débarrasser Sarajevo des ses éléments maffieux » dont fait état le numéro 13 de

¹⁴ Haris Siladzic est nommé Premier ministre avec un programme de rétablissement de l'Etat. Il place en résidence surveillée le chef de l'Armée bosniaque, Sefer Halilovic. Celui-ci, « ancien officier de l'armée yougoslave originaire du Sandjak et principal responsable militaire de la Ligue patriotique » avait choisi de s'appuyer sur le réseau sandjakois du SDA – le « Parti de l'action démocratique » à la tête l'appareil gouvernemental – pour contrôler l'Armée. Musan Topalovic dit Caco appartenait à ce réseau. Halilovic est remplacé par le général Rasim Delic (Bougarel, p 68, 111-114).

Canal 21, le bulletin du 21^o Rima. Caco qui, selon Xavier Bougarel, avait établi « un système de prédation et de terreur » sur le centre de la ville et sur les collines nord, ainsi que Ramiz Delic dit « Celo II », un autre commandant de brigade maffieux, sont neutralisés avec leurs milices et exécutés (Bougarel, p.68, 111-114 et 128-132).

Or, au début des années 1990, les officiers français dont la culture positiviste et ethnocentrique est peu ouverte sur d'autres modes de pensée et d'action que le leur¹⁵ se trouvent quelque peu démunis intellectuellement pour aborder la complexité de ces configurations politiques, économiques et militaires du conflit. Ils perçoivent les belligérants et interprètent leurs attitudes à travers leur propre filtre de lecture. Comme on l'a vu plus haut, Fikret Abdic est assimilé selon le commandant Franchet à un « patron paternaliste ». Le rédacteur du numéro 13 de *Canal 21* qui relate la disparition de Caco fait bien état des « rançonnements » ou des « trafics » auxquels il se livrait. Mais il assimile le personnage aux héros populaires de la mythologie française : « La population, même si elle regrette un peu la mort de Caco qui était considéré comme une sorte de Robin des Bois, résistant de la première heure [c'est nous qui soulignons], ne cache pas cependant son soulagement ». Le Batinf 4/I établira d'ailleurs des contacts avec le personnage¹⁶.

D'après l'ensemble des documents émanant d'officiers français que nous avons recueillis, les attitudes hostiles ou versatiles de belligérants ne sont pas interprétées généralement en fonction de leurs logiques d'action et de stratégies circonstanciées, mais à travers la grille de présupposés culturels ou idéologiques. On peut ainsi identifier trois types de schéma : celui de la « tracasserie administrative » – évoqué à propos des difficultés rencontrées aux check points – celui de l'« éducation communiste » ou « de pratiques marxistes » qui conduisent au « fractionnement de l'action et au cloisonnement des cellules, à « l'art de la dialectique », au « goût du mensonge », celui enfin d'une représentation manichéenne des peuples qui voit dans le Slave du sud un homme « sans pitié », « essentiellement malhonnête ».

A la complexité du contexte dans lequel doivent agir les unités de la Forpronu, se combine l'ethnocentrisme de leurs chefs : ce qui est de « bonne guerre » de la part des belligérants, ce qui nécessiterait de se mettre en situation de force ou de ruser comme le feront certains chefs de section, est considéré pratiquement comme une pathologie du comportement au regard des critères de la culture

¹⁵ Sur ce thème d'une culture « close sur elle-même » qui ne raisonne l'Autre qu' « au filtre de sa propre rationalité », cf. A. Thiéblemont (dir.), *Cultures et logiques militaires*, Puf, 1999, notamment p. 46 et suiv.

¹⁶ « () Le bataillon a réussi à établir des contacts avec tous les commandants de brigades bosniaques opérant dans sa zone de responsabilité et même () avec le fameux Topalovic Caco » (Doss. Batinf 4/93/I, pièce n°1).

militaire française.

Nous reviendrons sur ce point dans notre cinquième partie. Contentons-nous de soulever ici une question : celle du repérage des systèmes politico-maffieux et du traitement qui doit leur être réservé en cas d'intervention sur des territoires où les structures politiques sont effondrées ou en voie d'effondrement. Dans un tel contexte, inéluctablement, d'une manière ou d'une autre, des unités de combat ont à faire à ce type d'organisations diffuses.

3. La montée sur les monts Igman (cf. carte en annexe II-4 et 5)

En août 1993, le Batinf 2 puis le Batinf 4 mettent en place sur les monts Igman un dispositif d'interposition dont l'extension et les missions seront assumées à partir d'avril 1994 par un cinquième bataillon d'infanterie français, le Batinf 5.

Les monts Igman font partie des Alpes dinariques, cette chaîne de plateaux montagneux qui découpe la majeure partie de la Bosnie et de l'Herzégovine selon une orientation générale nord-ouest/sud-est : un relief karstique de vallées d'effondrement ou *polje*, de buttes et d'arêtes aux versants abrupts, de blocs déchiquetés, de galeries souterraines et de cavernes, dont la nature favorable aux infiltrations à pied sera sous-estimée par le commandement de la Forpronu.

Large d'environ 20 km sur 15 km de profondeur, l'ensemble du massif que les casques bleus appellent communément « le » ou « les » monts Igman, domine les périphéries sud-ouest de Sarajevo. A son nord-ouest, un axe à grand trafic conduit vers Mostar et Split ; à son nord-est, il est en partie pénétré par la route de Trnovo qui s'enfonce vers la haute vallée de la Neretva. Ces deux axes étant contrôlés par les Vrs aux approches de Sarajevo, une « piste logistique » a dû être tracée à travers la partie nord-ouest du massif : elle détourne le trafic de l'axe Mostar-Sarajevo pour plonger dans la vallée de la Bosna à hauteur d'Hrasnica, agglomération tenue par les Bosniaques au sud de l'aéroport.

Cette piste logistique a joué un rôle déterminant durant le siège de la capitale bosniaque, véritable couloir d'approvisionnement maintenu ouvert (.) Piste de tous les dangers car longue échancreuse claire et visible dans le vert de la végétation. Salaire de la peur à chaque déplacement, de jour comme de nuit, à vue directe des canoniers serbes. La roulette russe pour nombre de conducteurs et équipages (.) qui, bien souvent, n'arriveront pas au terme de leur équipée (de Richoufftz, p. 86).

Sur une direction sud-ouest à partir de la ville, on grimpe un premier étage aux pics très boisés – la dénivelée est de près de 1000m sur 3 à 5 kilomètres – pour atteindre une première ligne montagneuse – le mont Igman proprement

dit – avec les sommets de Crni vrh ou du Viénac à près de 1500m puis on tombe dans la dépression de Malo Polje. Celle-ci est parcourue par une route qui pénètre le massif longitudinalement (nord-ouest/sud-est) à partir d'Hadzici sur l'axe Sarajevo-Mostar et qui relie d'anciens sites olympiques : Malo Polje, l'hôtel Igman, le village de Babindol. La « piste logistique » croise cette route à Malo Polje. A l'est, une mauvaise pénétrante nord-sud se détache de la route de Trnovo à partir du village de Krupac pour rejoindre cette route longitudinale entre l'hôtel Igman et Babindol. Par cette pénétrante, à partir de Babindol on franchit un second étage également boisé pour arriver au col de Javorak surplombé à quelques centaines de mètres par le sommet du Bjelasnica (2066m). Le col donne accès au sud-ouest à une sorte de « cirque lunaire » avec des buttes arasées s'élevant à plus de 1500m, un paysage steppique recouvert de neige de novembre à avril, boueux aux premières averse, où peut souffler un vent glacé, le *bora*. A l'est du col, une ligne de crête sinueuse et boisée se prolonge vers le sud. De ses pentes, à 4 kilomètres au sud, part un torrent, la Rakitnica, coulant vers l'ouest puis vers le sud-ouest et entaillant profondément cette partie du massif.

La montagne est pauvre. L'habitat y est rare, dispersé en hameaux qui se densifient à proximité de l'eau, notamment sur la Rakitnica ou sur les hauteurs surplombant le torrent : petits villages de Sabici, Rakitnica, Brda, Umojani, Lukomir, etc. C'est le bout du monde :

Une fois Babindol passé (.) la piste empierrée, au-dessus des ruines calcinées des hôtels monte vers le col de Javorak (.) Le col franchi, nous descendons vers la zone occupée par les Serbes de Bosnie (.) La blancheur pâle des versants abruptes qui enchâssent cette longue plaine lui donne un aspect lunaire (.) La piste continue sinueuse vers notre destination : Lukomir (.) On ne passe pas par Lukomir, on va à Lukomir (.) Au pied du dernier mamelon (.) apparaissent les maisons de pierre du hameau (.) L'image qui nous vient (.) à l'esprit est celle de ces illustrations (.) de nos livres d'histoires au chapitre du Moyen Age (.) Le temps a fait halte à Lukomir (.) Entre les masures aux toits de bois s'insinuent quelques ruelles fangeuses (.) Les maisons basses, au plain-pied de terre battue sont éclairées chichement par le rai que laissent pénétrer de minuscules lucarnes barrées en croix d'une grille de fer (.) Sur le pas des portes ouvertes (.) les femmes filent entre leur doigt des quenouillées de laine teinte de couleurs vives (.) (Canal 21, n°12 du 5 octobre 1993).

On conçoit l'importance que revêt pour les belligérants le contrôle des monts Igman. En juillet 1993, alors qu'à Genève de nouvelles négociations s'engagent autour du plan Owen-Stoltenberg, les forces de la Vrs prennent pied sur le mont Igman sans toutefois parvenir à contrôler tout le massif. Sarajevo reste « assiégée mais non totalement étranglée » : les unités bosno-serbes s'emparent

à l'est d'« une partie des crêtes dominant Sarajevo – les hauteurs de Vienac et (.) une surface importante des monts Bjelasnica » mais ne peuvent faire leur jonction avec celles qui à l'ouest tiennent les contreforts du massif à partir d'Illidza et d'Hadjići (de Richoufftz, p. 115). Les Bosniaques conservent le contrôle de la piste logistique.

Durant la première quinzaine d'août 1993 cette situation nouvelle conduit le général anglais Briquemont, commandant la Forpronu en Bosnie, à engager de sa propre initiative, semble-t-il, une succession de rencontres avec les chefs de l'ABiH et de la Vrs pour leur proposer un cessez-le-feu sur les monts Igman qui serait contrôlé par la Forpronu. Ces négociations se déroulent dans les bâtiments de l'aéroport de Sarajevo.

Le Batinf 2 est alors constitué par un groupement tactique organisé essentiellement à partir des unités du 2^{ème} régiment étranger d'infanterie (Rei). La relève a eu lieu en juillet. Le nouveau commandant du Batinf 2, le colonel de Richouffzt se sent à l'étroit dans l'espace de l'aéroport. Son raisonnement recueilli quelques années plus tard tient tout autant d'une vision tactique que d'une « culture légionnaire » :

(Entretien Cdt Batinf 2/93/ 3^o mandat, juillet 2000) (.) Je ne vais pas rester six mois sans bouger sur l'aéroport... Le moral de mes légionnaires n'y tiendra pas...Il faut que je bouge vers les crêtes. Il faut que je tienne les hauts (.) La défense de l'aéroport suppose que j'ai des éléments à l'extérieur pour intervenir à mon profit (.) Il me faut aussi stabiliser les populations pour éviter le crossing!¹⁷(.) Comment faire autre chose ? Il faut que je provoque des coups de poing. Ce sont mes capitaines qui vont les faire.

Au gré des opportunités qui vont se présenter et parallèlement aux tâches et missions que son bataillon assume, le colonel de Richouffzt va rechercher de sa propre initiative le mouvement et le désenclavement de son dispositif. A plusieurs reprises des unités du bataillon ouvrent l'axe routier Sarajevo-Mostar sous contrôle serbe. Un poste y est implanté à Dupovci, à une vingtaine de kilomètres de l'aéroport :

(Entretien chef opération Batinf 2/93/III, avril 2000) F. est parti avec sa compagnie, a fait une jonction sur Mostar. L'objectif était d'ouvrir l'axe à partir de Sarajevo plutôt que de s'emmerder par la piste logistique. La voie ferrée n'avait jamais été bombardée. Il [le commandant de bataillon] voulait ouvrir la voie ferrée (.) On veut mettre des points de contrôle sur l'axe pour prendre les Serbes à revers au cas où ils nous empêchent de sortir de Sarajevo. On arme

¹⁷ Cf. plus haut le paragraphe consacré à l'aéroport de Sarajevo.

Dupovi ce qui permet de sécuriser l'axe (.) Il voulait à tout prix dégager ses compagnies (.) obnubilé par l'idée de ne pas y laisser des plumes... « Moi, je me donnerai tous les moyens pour assurer la sauvegarde de mes hommes », disait-il.

Dans la perspective de prendre pied sur les monts Igman, l'état-major du Bataillon 2 suit de près les négociations engagées par le général Briquemont. Un accord est enfin obtenu peu avant le 15 août : « Une partie de bras de fer – ou de poker menteur ? –, se poursuit une nuit durant, mémorable, entre les parties prenantes dans les locaux du 2^e bataillon d'infanterie. L'accord est obtenu non sans mal : les Serbes consentent à se retirer des positions qu'ils contrôlent sur les monts Igman, sous réserve que la Forpronu se place en interposition (.) entre Bosniaques et Serbes... » (de Richouffzt, p. 116). Pendant cette ultime négociation, l'état-major du Bataillon 2 prépare la manœuvre qui doit permettre la mise en place du dispositif d'interposition :

(Entretien chef opérations Bataillon 2/93/III, juin 2000) On mettait systématiquement à la porte un garde du corps [un légionnaire d'origine serbo-croate trié sur le volet] qui avait pour mission de nous dire ce qui se disait dans la partie serbe, bosniaque (.) L'entrevue a dû commencer sur le coup de 15h00 pour finir vers 02h00 du matin. A la fin nous avons planché sur cette montée.

Bien des aspects de cette négociation sont obscurs. Quelle logique pousse le général Briquemont à envisager une interposition aussi délicate sur un terrain difficile, alors qu'il n'a à sa disposition que des moyens militaires relativement réduits ? Quelles sont les logiques politiques, tactiques – ou maffieuses si l'on prend en compte le développement précédent¹⁸ – qui poussent les Bosniaques à concéder un retrait partiel de positions conquises de vive force ?

Quoiqu'il en soit, dès le 13 août à l'aube, un sous-groupe tactique blindé constitué d'une compagnie de légionnaires, de l'escadron du bataillon (1^{er} rég. de hussards parachutistes - RHP) et d'un détachement du Génie de la Légion prend pied sur les monts Igman. La manœuvre n'est pas sans risques. Le terrain est miné. Avec un effectif relativement faible, il faut occuper face aux Bosniaques les diverses positions que les Serbes abandonnent, non sans

¹⁸ Selon Xavier Bougarel, citant le témoignage du général Rasim Delic au quotidien *Ostobodjenje*, les unités spéciales bosniaques qui tiennent alors les monts Igman, « plus préoccupées par leurs rivalités et leurs trafics avec l'Armée serbe que par le désenclavement de la ville » auraient été « jusqu'à vendre leur position » lors de l'offensive serbe (Bougarel, p. 128). On peut donc se demander si cet accord n'est pas le résultat d'une entente maffieuse entre forces bosniaques et serbes, d'autant qu'en 1994, après la reprise en main de l'ABiH (cf. plus haut), les unités françaises placées en interposition constitueront une sorte de masque à l'abri duquel les forces bosniaques manœuvreront, pour à la fin de l'année 1994 reconquérir le terrain perdu.

détruire ou brûler les installations olympiques de Babindol, de Bjelasnica. Les unités bosniaques tentent de progresser au fur et à mesure du retrait serbe. Au nord-ouest du massif, au carrefour de Brezovaca, sur la transversale qui part d'Hadzici pour rejoindre la dépression de Malo Polje, la section du lieutenant Y est prise à partie par les Bosniaques ; elle est contrainte de se dégager en ouvrant le feu et de se replier sur une position qui constituera par la suite l'un des postes d'interposition (entretien lieutenant Y juillet 2000). Le 16 août, le Batinf 2 est relevé par le Batinf 4.

En définitive, une zone démilitarisée aux contours complexes sera créée au centre du massif, maintenant les Bosno-serbes à l'est d'une ligne Krupac, Javorak, Sabici et au nord du carrefour de Brezovaca, laissant aux Bosniaques le contrôle des approches de la piste logistique et de la partie sud-ouest des monts Igman. Près d'une vingtaine de postes d'observation ou de check points seront progressivement implantés dont certains, comme nous le verrons, au contact des lignes serbes ou bosniaques : des postes qui vont constituer des « aberrations tactiques » selon l'expression d'un jeune lieutenant.

Durant quelques mois, ce dispositif sera tenu essentiellement par le Batinf 4, le Batinf 2 maintenant un poste à Brezovaca. A partir d'avril 1994, les missions du Batinf 4 sur Sarajevo seront telles, qu'un cinquième bataillon d'infanterie français devra être constitué, pour prendre en charge le contrôle de cette zone démilitarisée, le Batinf 5.

V. L'ANNEE 1994 : L'EXTENSION DU DISPOSITIF DE LA FORPRONU A SARAJEVO ET L'OFFENSIVE BOSNIAQUE SUR LES MONTS IGMAN (cf. cartes annexes II-3- 4 et 5).

Au début de l'année 1994, une crise dans la communauté croate – consécutive à la reconquête de territoires concédés aux forces du Hvo par l'Armée bosniaque réorganisée et à l'exode de plus de la moitié de la population croate de Bosnie – se combine à une contestation de l'opposition en Croatie et à la pression américaine pour amener Franjo Tudjman à changer de politique. Le 1^{er} mars, à Washington, sont signés les accords sur la constitution d'une Fédération croato-musulmane¹⁹. En Slavonie orientale et en Herzégovine, les forces serbes ont subi leurs premiers revers. Au cours de la même année 1994, la communauté serbe est elle même affaiblie par de fortes tensions économiques et politiques. Selon Bougarel, « alors que l'Etat bosniaque arrive (.) à réorganiser son économie, celles de la « république serbe », de la Serbie (.) sont asphyxiées (.)

¹⁹ Cela se traduit sur le plan militaire par la coopération entre armées, le Hvo repris en main par le général Ante Rosso, ancien légionnaire, passant sous contrôle croate mais conservant son organisation distincte (Bougarel, p. 70-72 et 114).

par les sanctions économiques décrétées par le Conseil de sécurité (.) en mai 1992 (.) En « république serbe », cela se traduit par la désagrégation de l'appareil d'Etat au profit de réseaux informels et maffieux, par l'épuisement matériel et moral de l'armée (.) ». Des dissensions régionales déjà apparues en 1993 (mutineries de militaires à Banja Luka) et des affrontements entre les politiques de Pale et la hiérarchie militaire s'exacerbent. En Serbie, Milosevic, soucieux d'obtenir une levée des sanctions, prend ses distances vis-à-vis de séparatistes serbes de Croatie et de Bosnie et décrète un embargo économique contre la « république serbe » de Bosnie qui sera plus ou moins effectif mais qui n'en aura pas moins des conséquences sur le potentiel militaire des « républiques serbes » (Bougarel, p. 71-75).

C'est sur cet arrière-plan de recomposition et de décomposition des forces politiques et militaires en présence qu'à Sarajevo se produit en février 1994 un événement dont les effets vont entraîner une nouvelle excoissance du dispositif des bataillons. Ses vulnérabilités vont s'accroître.

Dans la ville, à ses périphéries comme sur les monts Igman, le dispositif de la Forpronu va devenir un *objet* du champ de bataille à l'abri duquel, avec, sur et à travers lequel les belligérants vont poursuivre leurs objectifs de guerre.

1. L'ultimatum de février 1994 : un nouvel engrenage

Commentaire [T1]: A revoir

Le 5 février 1994, à Sarajevo, un tir de mortier sur le marché de Markthalle tue 66 civils. Sur la demande pressante d'Alain Juppé et de François Léotard, une réunion d'urgence du Conseil de l'Otan est convoquée. Le 9 février, un accord de cessez-le-feu est obtenu des belligérants et un ultimatum leur est adressé : les armes lourdes doivent être retirées au delà d'une zone d'exclusion de 20 kilomètres autour de Sarajevo. L'ultimatum expire le 21 février. Son non respect serait sanctionné par des frappes aériennes de l'Otan. A Sarajevo, des officiers sont inquiets. Un problème qui va devenir lancinant se pose : en cas de frappes, qu'en sera-t-il des casques bleus au sol, tant le dispositif de la Forpronu est vulnérable ? Dans son journal intime, le capitaine TO, un officier appartenant à l'état-major du secteur de Sarajevo, écrit le 18 février :

Nous sommes à deux jours de l'ultimatum (.) De chaque côté, malgré les discours officiels, on avance doucement. Tout est très tendu. Que va-t-il se passer ? (.) Car en cas de frappe, utile s'il en est, qu'avons-nous seulement pour faire face. Pas grand chose si ce n'est notre volonté et notre détermination ?

Le 10 février, les unités de la Forpronu commencent leur déploiement sur les lignes de cessez-le-feu. Les jours suivants, rien n'est très clair dans les attitudes

des belligérants mais après bien des atermoiements, l'ultimatum est respecté. Néanmoins, sous différents prétextes, des armements lourds des Bosno-serbes n'ont pu être évacués. Ils font l'objet d'une clause de regroupement sur des positions déterminées – les points de regroupement de l'armement lourd (PRA ou WCP en anglais) – sur lesquels les unités de la Forpronu devront contrôler qu'ils ne sont pas utilisés : ils sont placés sous « la garde des unités de la Forpronu ». L'expression est utilisée devant la presse par le général Soubirou, commandant le secteur de Sarajevo²⁰. Le 15 février, ayant assisté à un point de presse, le capitaine TO présent note :

Quel spectacle ce soir au point de presse. Rien de ce qui se passe concrètement n'est dit. Pourquoi. Quel jeu la communication joue-t-elle ? Tout devient irréel (.)
(Journal intime cne TO).

D'après les notes de cet officier, rien ne correspond au discours officiel. La visite par la presse des positions tenues par les casques bleus sur les PRA ou sur les points d'interposition entre les lignes du cessez-le-feu se heurte à toutes sortes d'obstacles opposés par les belligérants. Le 19 février, le capitaine TO parvient à accéder sur deux PRA :

Visite de deux pts de regroupement. Celui de Sopotici n'est pas crédible. Tout est en position. La section ne peut rien faire au cas où. Elle n'est pas en possibilité de remplir sa mission de contrôle. L'Unmo [observateur de l'Onu] m'a dit que sa mission était de trouver un emplacement, mais quid de la mission réelle ?

L'interrogation de cet officier est fondée. Selon plusieurs témoignages, les accords sur le regroupement des armements lourds n'auraient pas été assortis de clauses précises sur les conditions de leur contrôle, sur lesquelles il règne le plus grand flou. Selon Michel Maisonneuve, officier canadien alors chef du bureau des opérations de la Forpronu, le lieutenant-général britannique Sir Michael Rose qui commande la Forpronu en Bosnie, aurait devancé l'ultimatum et engagé des négociations sur le retrait des armes lourdes. Elles auraient abouti à un accord qu'il aurait décidé « de ne pas faire signer, mais de garder oral » (Maisonneuve, p. 325). La parole des Serbes aurait suffi²¹. Dans son rapport de fin de mandat, le colonel Eric Sandhal, qui, lors de la crise des otages en mai 1995 commandait le Batinf 4, confirme ce point. Il signale les conditions dans lesquelles les missions de contrôle des WCP étaient assurées, plaçant « objectivement nos hommes en position d'« otages virtuels » et il ajoute :

²⁰ *Le Monde* daté du 22 février 1994.

²¹ Dans son journal intime, le capitaine TO relate une conversation banale qu'il eut en mars avec le lieutenant-général Rose : « 11.3 (.) Pot avec gal Rose de façon informelle. Il m'a entre autre expliqué que pour lui, demander un ordre écrit est une insulte en Angleterre. »

« Cette éventualité est d'ailleurs évoquée de façon explicite dans les *Standard Operating Procedures* [SOP] du secteur de Sarajevo. Mieux, la SOP 220 relative aux *Rules of Sarajevo Total Exclusion Zone* indique qu'aucun accord concernant les règles de gestion des WCP n'a été signé et précise que *ces règles sont non écrites mais connues et généralement appliquées par toutes les parties concernées* (.) » (Doss. Batinf 4/IV s/d Verbanja). Dans un article publié en 1997, cet officier reprend les termes de son rapport. « Le contrôle exercé par nos unités dépend par conséquent du bon vouloir de belligérants qui n'ont signé aucun accord formel ! En cas de violation, la SOP220 stipule que la seule réaction efficace est de menacer la partie belligérante en cause d'une action aérienne (.) » Il poursuit en exposant les conditions que le rédacteur de ce document estime nécessaires pour assurer la mission de contrôle et la sécurité des casques bleus : elles ne seront jamais réalisées. Il ajoute enfin qu'« aucun plan d'ensemble n'a été préparé pour permettre à nos unités de s'exfiltrer ou pour les dégager par la force si nécessaire » (Sandhal, p. 38).

La situation des casques bleus sur les WCP est donc connue et acceptée par le commandement militaire de la Forpronu. Seize mois plus tard, des dizaines d'entre eux seront capturés par les Serbes.

Quelques observations tirées de l'ouvrage de Frédéric Pons, *Les Français à Sarajevo*, donnent un aperçu plus factuel de la mise en place du nouveau dispositif. « L'une des premières conséquences de ce cessez-le-feu du 9 février est la prise de contrôle de points clé (.) L'ambition du général Soubirou est de s'installer aussitôt sur les lieux où ont été observés les combats les plus durs. Rien de moins », écrit-il. Sur le sommet de Vidikovac au sud de la ville, « (.) l'adjudant Lozacmeur (.) trouve que les Serbes, à vingt mètres, et les Bosniaques, à cinquante mètres de la position française, sont un peu trop près. » Sur le cimetière juif également au sud, « une crête ravagée par les combats (.) les tranchées serbes et bosniaques se font face à quelques dizaines de mètres. » Les Serbes accueillent les soldats français dans une ambiance de liesse : « Grâce à vous, les Français, les avions ne viendront pas nous bombarder... (.) » Sur le PRA de Poljine, un officier du bataillon du Batinf 2, faisant l'inventaire des armes regroupées, « s'aperçoit très vite que les Serbes mettent à profit ce regroupement (.) pour remettre en état leur matériel ». A propos « des dizaines de chars, de mortiers, de canons » serbes regroupés dans les dépôts d'armement, Frédéric Pons cite la lettre d'un jeune marsouin : « Et qu'est-ce qui les empêchera de reprendre tout cela quand ils voudront. On n'est pas assez nombreux pour tout garder et, en plus, on vit au milieu d'eux, sous la tente dans un hangar de leur caserne. » « Sa lettre n'est pas arrivée en France – note Frédéric Pons – que le 20 février, à 20h30, les Serbes viennent récupérer (.) sept canons et cinq véhicules armés ! » (Pons, p. 191-95).

De son côté, dans l'article cité précédemment, Eric Sandhal, décrivant le dispositif du Batinf 4 lorsqu'il en prend le commandement un an plus tard,

observe que « les postes sont plus imbriqués dans les lignes de confrontation qu'interposés ». Les belligérants sont au mieux, à moins de 100 mètres de nos positions ; à Hotonj , casques bleus et Bosniaques occupent le même bâtiment » (Sandhal, p. 35).

De la sorte, en sus des tâches et missions qu'ils accomplissent déjà, les bataillons de la Forpronu doivent maintenant tenir des postes de surveillance d'un cessez-le-feu problématique imbriqués entre les lignes de front et contrôler l'immobilisation d'armements lourds sur différentes positions dans des conditions qui les mettent à la merci des belligérants. Pour autant, le dispositif de la Forpronu sur le théâtre d'opérations n'est pas réaménagé en fonction des nouvelles données : les missions nouvelles se sédimentent sur les précédentes et aucun moyen de renforcement à terre n'est consenti, si ce n'est celui d'un bataillon russe.

L'engrenage est double. Alors qu'en janvier 1994, le général Briquemont « épuisé » a demandé son rappel, alors que le général Cot, commandant de la Forpronu en ex-Yougoslavie, a réclamé un contingent complémentaire de casques bleus et qu'en France un débat s'est ouvert sur l'opportunité de maintenir les casques bleus français ²², paradoxalement, les mesures d'application de l'ultimatum entraînent une extension nouvelle et sacrificielle du dispositif de la Forpronu.

Alors que les mois précédents, les débats sur les frappes aériennes tournaient autour des représailles que risquaient de subir les soldats sur le terrain, l'extension de ce dispositif ne fait qu'accroître considérablement ces risques.

Depuis des mois déjà, les deux bataillons français redoutaient d'être pris dans le piège de leur dispositif. Le 15 août 1993, le JMO du Batinf 4 en premier mandat mentionne « la mise au point d'un plan de desserrement et de mise à l'abri des véhicules et d'un plan permettant la sortie en force de Sarajevo ». « En effet – poursuit le texte – devant l'incapacité de réaction de l'Onu et le risque d'un bombardement massif de nos positions par les Serbes en représailles à des frappes aériennes de l'Otan, il apparaît de plus en plus que nous ne devons compter que sur nous-mêmes et que le seul moyen de survivre sera d'attaquer les lignes serbes au nord de Zetra, en profitant de la complicité éventuelle des forces bosniaques » (JMO Batinf 4/I sources Shat). A partir de février 1994, le thème des « représailles » va obséder le quotidien des casques bleus.

Au cours de l'année 1994, après une courte période d'accalmie, les violations de l'accord intervenu sur le contrôle des armements et sur le cessez-le-feu du 9 février, scrupuleusement comptabilisées par les casques bleus, sont innombrables.

Mardi 7 novembre 1994 (.) Embrasement de la zone Illidža – Butmir -

²² Cf. notamment *Le Monde* daté des 6, 12 et 28 janvier.

Nedarići - Dobrinja (.) 10000 violations du cessez-le-feu entre 20h30 et 21h 30 (Journal de marche cne KC).

Sur les PRA et les PO, les belligérants jouent avec la présence des détachements de la Forpronu : cela va du tir à tuer ou d'intimidation sur des soldats français à toute une gamme de procédés dont certains traduisent très précisément l'état du rapport de force entre la Forpronu et les belligérants :

(Journal de marche, cne KC) Mercredi 10 août 1994 A 12 h00, les Serbes bloquent le point d'observation de Nedarići et interdisent tous mouvements dans la zone hormis sur le point d'observation. C'est suite à une exigence d'être payés pour la location de ces lieux [c'est nous qui soulignons] qu'ils ont décidé de bloquer tous les Français présents dans des endroits en « territoire serbe ». Ils veulent être payés en argent ou en gas-oil (.) Problème à Dobrinja est. Des Bosniaques occupent l'immeuble des parachutistes de la 1^ocie et y ont approvisionné une MIT [mitrailleuse]14,5mm face aux lignes serbes.

En avril 1994, après les échecs successifs des plans Owen-Stoltenberg et Juppé-Kinkel, une nouvelle instance internationale de négociation se constitue – « le groupe de contact international » – qui fait entrer sur le devant de la scène diplomatique les Etats-Unis et la Russie aux côtés de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. Les Cinq proposent des modalités nouvelles de partition du territoire bosniaque en entités autonomes. Des menaces de « sanctions massives » sont brandies en cas de refus des belligérants. Elles ne seront pas exécutées lorsque le plan sera rejeté par les Bosno-serbes. Comme précédemment, les négociateurs sont en désaccord sur la politique à suivre et leur pression sur les belligérants n'est assortie « d'aucune menace crédible d'intervention militaire » (Stark, p. 42).

« L'échec du plan du Groupe de contact (.) incite les Bosniaques à dégager par la force l'étau autour de Bihać, de Sarajevo (.) Les plans changent, s'affinent (.) mais le scénario reste (.) le même : aggravations des tensions sur le terrain, dissensions (.) entre les « alliés », vagues-hésitations des belligérants pour grappiller de nouvelles concessions (.) », écrit Frank Debić (Debić I, 81). En effet, pendant l'été 1994, les combats s'intensifient autour de Sarajevo. En octobre, les Bosniaques déclenchent une puissante offensive sur les monts Igman balayant la zone démilitarisée tenue par les soldats du Batinf 5 (cf. plus loin). En décembre 1994, la Vrs resserre son étau autour de Sarajevo. Les approvisionnements de la ville et de la Forpronu sont taris, l'aéroport de Sarajevo est bloqué. De nouveau, le retrait des casques bleus est envisagé²³. A Sarajevo, sur les monts Igman, on en discute et des mesures préparatoires

²³ *Le Monde* daté des 13 décembre, 14 décembre 1994

paraissent avoir été prises. Cette éventualité produit de la contestation dans les rangs des soldats français :

(Journal intime cal REI) *Le 06.12 1994 (.) La situation est de plus en plus dure, il n'y a aucun appro (.) Le 07.12 (.) Il faut se préparer à dégager en vitesse avec le minimum d'affaires. Les choses semblent s'accélérer et les discussions sur un éventuel départ sous le feu vont bon train (.) Le 08.12 (.) La situation ici est nulle à chier (.) Je ne sais vraiment pas ce qui va se passer dans les prochains jours qui viennent, je n'ai vraiment pas envie de faire la guerre, je me fous de devenir un héros. Mais il est clair que si je suis obligé de le faire pour sortir de cette merde, je le ferais, c'est pour sauver ma peau de toutes façons (.)*

(Journal intime, sgt EU) *Mardi 6 décembre 1994 (.) Ce soir aux infos, ils ont encore parlé d'évacuer les casques bleus de Bosnie (.) L'idée même me fait froid dans le dos. Mais la France peut-elle se permettre un tel aveu d'impuissance ? Un déshonneur ! Une honte même ; je ne veux pas être l'acteur malgré moi d'une lâcheté nationale (.) Fuir et laisser le pays au proie des flammes, de la violence et de la mort (.) ? Nous ne voulons pas y croire ici (.) Non, ce n'est pas possible. Et pourtant (.) L'ordre a été donné de garder en permanence dans les véhicules de quoi faire 200 km qui nous séparent de Split (.) Je vois dans ma tête les terribles images de l'évacuation de Saïgon en avril 1975 ou encore le texte du commandant Denoix de Saint-Marc sur le cruel départ du Tonkin en 1954.*

(Interview d'un officier français par Rémy Ourdan, *Le Monde* mardi 13 décembre 1994 – « Les casques bleus humiliés ») *Les Serbes choisissent pour les Occidentaux. Eux seuls vont décider si les « casques bleus » restent dans ce pays ou pas. Si jamais Pale (le fief des séparatistes serbes) décide que nous devons quitter Sarajevo, et que nous recevons cet ordre de Paris, alors je n'aurai plus d'états d'âme pour dire ce que je pense depuis quelques jours : que j'ai honte de la France, et honte d'appartenir à une armée commandée par des lâches.*

2. Sur les monts Igman

Au début du mois d'octobre 1994, les forces bosniaques qui tiennent les contreforts des monts Igman au nord, à l'ouest et au sud-ouest de la zone démilitarisée créée par le général Briquemont (cf. carte annexe II - 5) développent une attaque en vue de s'emparer des lignes de crêtes tenues par les Bosno-serbes, à l'est et au sud-est. L'attaque, précédée ou accompagnée de violents échanges d'artillerie et de tirs de mortier de 120mm prend en écharpe la zone démilitarisée dans sa partie nord. Celle-ci est infiltrée de toutes parts par les Bosniaques agissant sensiblement sur une direction ouest-nord-ouest, est-

sud-est. Le Batinf 5, constitué alors à partir du 7^{ème} bataillon de chasseurs alpins (Bca), essentiellement composé d'appelés volontaires, est dépassé dans tous les sens du terme. La compagnie qui tient le sommet du massif montagneux du mont Bjelasnica au thalweg de la Rakitinica est aux premières loges. Ses postes sur le col de Javorak, à Sabici, à Gradina, etc., au contact des lignes serbes ou bosniaques sont sous le feu des belligérants.

(Journal intime, lnt E) Samedi 1^{er} octobre 1994. 05h00 Combat entre musulmans et serbes sur la piste entre Babindol et Siljacke (.) 5 coups de mortiers à environ 300 m de ma position, sur la crête juste en face. Violente attaque musulmane sur toute la zone. Le Lnt Duric et Sacha viennent à ma rencontre aux environs de 17h00 (.) Ils m'apprennent que la grande offensive musulmane sur Igman s'appelle « Liberté 94 ». Ils pensent que les musulmans veulent s'emparer de Bjelasnica, qui est un de mes postes de section (.)

(Journal intime sgt EU) Samedi 1^{er} octobre 1994. (.) Sur les crêtes où sont installés les postes de combat et les pièces d'artillerie, de grandes gerbes de poudre et de poussière signalent les arrivées des coups. Le canon gronde et résonne dans les falaises de l'immense cirque rocheux qui nous entoure. « Ca défouaille » (.) De l'autre côté de la colline, un petit village bosniaque où vivent 40 seuls civils de la zone (.) L'obus explose (.) au milieu du village. La gerbe de poussière et de rocaïlle s'élève dans un fracas étourdissant (.) Dans les clairières nous apercevons la progression de l'infanterie bosniaque qui tente vraisemblablement de prendre des pitons (.) pour contrôler la route d'approvisionnement.

Ce sergent appelé fait allusion au petit village de Gradina à proximité duquel est installé un PC et un camp de repos bosniaques. A 300m devant ces positions, un poste est tenu par une section de chasseurs. En quelques minutes trois obus tombent autour du poste. Les chasseurs se précipitent dans les abris. « Pour la 1^{ère} section, c'est le début d'une longue journée terrés dans les abris ». Le poste de Sabici plus au sud, adossé quant à lui aux lignes serbes, est également encagé par des tirs d'artillerie. Le lendemain matin, un dimanche, « de violents tirs de 122 D30 serbe » tombent en pleine zone Onu, encadrant la position d'un groupe de chasseurs située sur un piton rocheux. En début d'après-midi, les Serbes avertissent qu'ils vont pilonner les positions de Gradina. C'est la course contre la montre ! Les chasseurs n'ont plus qu'à évacuer la position avant les premiers tirs d'efficacité. Il est 15h 22. Les premiers tirs arrivent sur la position. Le dernier VAB de la section vient de quitter Gradina. D'en bas, dans la vallée, « pas rasés, bien crades » après quelques dizaines d'heures passées sous les abris, les chasseurs assistent à l'explosion des obus sur leur ancienne position. Un des obus explose au-dessus du poste : « A cette hauteur, c'est sûr, affirme le chef de section, des éclats mortels ont traversé mon poste. Ah, les salauds... Ils en ont rien à foutre ! ». 38 arrivées d'obus seront comptés sur Gradina (d'après les

journaux intimes du lnt E et du sgt EU).

Quelques jours plus tard, le 6 octobre, les Bosniaques attaquent la position serbe de Siljack à proximité du col de Javorak. Plusieurs centaines de Bosniaques sont maintenant infiltrés dans la zone démilitarisée. Dans la nuit, un coup de main a été effectué sur le PC serbe de Klococevic au-dessus de Babindol : « 18 morts, 3 blessés, parfois atrocement mutilés » :

(Journal intime du sgt EU) Jeudi 6 octobre (.) Les Bosniaques tentent de s'emparer des pitons et dans la forêt, la bataille fait rage. Du VBL, nous percevons clairement les tirs d'armes automatiques en sous bois à moins de 200m. de nous. Le sergent D et son groupe sont appelés en renfort au côté d'une Sagaie pour essayer de contrôler un chemin découvert. Un obus de mortier tombe à 80m devant lui (.) Partout la mitraille l'entoure. L'adjutant ne tient plus sur place. Il est prêt à tirer. La confusion est totale (.) L'ordre est donné de quitter la zone (.)

Face à cette situation, le Batinf 5, figé dans un dispositif statique de 22 postes et emprises, sans appuis d'artillerie ou de mortiers, sans moyens réservés au niveau du bataillon ou du secteur, est dans l'incapacité d'organiser l'interdiction de la zone démilitarisée. Le commandant de bataillon s'est porté sur la zone dès l'annonce du coup de main exécuté par les Bosniaques ; il se lance à la poursuite du commando bosniaque en direction de Babindol avec deux groupes de chasseurs. Il arrive sur l'hôtel Igman occupé par deux cents combattants bosniaques... Haute tension... Avec sa vingtaine de chasseurs, il menace les Bosniaques qui évacueront l'hôtel. Il remonte au col de Javorak et sur le sommet du Bjelasnica où depuis quelques jours, en pleine zone Onu, un groupe de chasseurs est face à face à un élément bosniaque qui stationne dans une ancienne station radar détruite et refuse d'évacuer la zone. Il fait ouvrir le feu à la roquette anti-char sur la station. Les Bosniaques quittent les lieux²⁴ (D'après journaux intimes du lnt E, du sergt EU et témoignages écrits Igman 94-95).

Autant d'actions ponctuelles, erratiques, courageuses sans doute, qui auront des effets mobilisateurs certains sur le moral des chasseurs mais qui n'auront guère d'incidences sur la situation.

Le calme revient sur la zone le 8 octobre. Cette attaque a-t-elle échoué ou

²⁴ Il est vraisemblable qu'une galerie naturelle ou percée dans le relief karstique débouchait dans cette station, favorisant les infiltrations bosniaques. En effet, quelques semaines plus tard, le 26 octobre, le caporal REI note dans son journal intime : « (.) Visite du bunker anciennement peuplé par les Bosniaques et détruit par nos soins. Nous avons trouvé une réserve de bois secs, 1 matelas neuf et trois couvertures intactes, alors que ce que la totalité de ce qui était à l'intérieur était carbonisé d'après les autres patrouilles. De plus, nous avons trouvé l'entrée d'un tunnel et d'un réseau de galeries souterraines orientation plein ouest. Nous n'avons pas poussé la recherche plus loin qu'1 km de profondeur car peur des piègeages comme des rencontres. Il y a cependant d'autres étages et des choses à éclaircir ».

s'agissait-il de tester les réactions de la Forpronu ? A l'issue, les positions des Bosno-serbes ne paraissent pas avoir été modifiées. A la fin du mois, une nouvelle attaque est déclenchée par les Bosniaques :

(Journal intime du cal REI) 29.10 1994 (.) Aujourd'hui, importante offensive bosniaque dans notre zone soi-disant démilitarisée (.) Alerte rouge (.) Tir d'artillerie sur poste Sierra (serbe), ligne de crête Lukavac, Siljac, postes au-dessus de Javorak et en direction de Babindol. A 08h30 attaque d'infanterie bosniaque sur la ligne de crête Siljack et Lukavac en direction du PC Sierra. Intrusion de troupes par Sabici (.) Ce matin, bombardement de Javorak (.) nombreux dégâts sur le site (.) La TV parle d'impuissance de l'Onu, elle est évidente car nous n'avons pas le droit de nous servir de nos armes et inutilité de celles-ci pour un tir d'artillerie. Risque pour nous d'évacuation héliportée (.) Je suis dans la guerre et je fais la guerre ; enfin, on me fait plutôt la guerre.

Les positions serbes au-dessus du col de Javorak sont prises sous des feux d'artillerie de 06h15 à 20h30. Toute la journée, les Bosniaques pénètrent la zone démilitarisée, jusqu'à y mettre en place des appuis feux. Les relations de cette journée donnent à nouveau une impression d'impuissance. On court à droite et à gauche pour tenter d'observer, de faire respecter une zone démilitarisée :

(Journal intime du sgt EU) (.) Samedi 29 octobre 1994 (.) Sur la piste de Sabici, le colonel se poste pour intercepter une éventuelle infiltration, puis nous nous rendons à Ratinička où des combats violents semblent se dérouler (.) Le problème est que les tirs bravo [bosniaques] partent de la DMZ et nous apprenons maintenant qu'ils arrivent dans la DMZ, à moins de 50 mètres du VAB de... C'est la panique. Les obus tombent sur les casques bleus (.) Nous nous rendons à Orlovac d'où les coups partent (.) Les canons ont été camouflés à l'approche des deux VBL. Un groupe de Bosniaques arrive tranquillement. Le colonel explique clairement « Vous êtes en zone UN et en plus, vous tirez sur les casques bleus (.) » Les mortiers ont été activés (.) prêts à tirer... Les palabres durent encore longtemps (.)

Là haut sur le poste de Bjelasnica, dans la neige, sans véhicule pour évacuer le site, les chasseurs sont angoissés devant l'ampleur des combats. Mais ils ne manquent pas d'humour. L'avant-veille, le ministre de la Défense est venu à Sarajevo encourager les soldats français. Ses formules convenues sont parvenues dans la solitude du poste.

(Journal intime cal REI) 29.10 1994 (.) Nous ne sommes pas assez pour défendre le site si offensive infanterie, de plus nous n'avons pas de véhicule au cas où notre nouvelle position serait prise pour cible à cause du risque de neige (.)

30.10 (.) *Des centaines d'obus sont tombés sur à peu près 10 km carré ; nous sommes quasiment en guerre car bon nombre d'obus tombent sur nos positions à 100 et 50 autour. A midi, le Colonel (.) est venu manger chez nous, il craint une attaque sur notre position. Léotard a déclaré que notre mandat était le plus dur et la mission de la compagnie une mission très délicate pour laquelle nous avions besoin du plus grand professionnalisme, tout en soulignant que la France, l'Onu et l'Otan étaient derrière nous ! (où ça ?) (.)*

Le poste de Bjelasnica ne sera pas attaqué, mais les jours suivants, l'offensive bosniaque se poursuit, notamment autour de Siljak. Le 6 novembre, le front s'est stabilisé. Les Bosniaques se sont emparés des crêtes qui surplombent à l'est le col de Javorak et la Rakitnica et ont pris pied sur les positions bosno-serbes. Le poste Onu du col de Javorak qui était hier au contact des Serbes est maintenant au contact des Bosniaques. La zone démilitarisée des monts Igman est devenue une fiction, au moins dans cette partie : elle sépare les Bosniaques des Bosniaques. Pourtant, les missions de la compagnie ne changeront pas. On tente toujours d'intercepter les mouvements bosniaques à l'intérieur de la zone. En vain :

(Journal intime cal REI) 04.11 1994 (.) Je suis sur un mamelon (.) Un canon de 152mm (152 D20 russe) est à 300 ou 400m de nous et balance des pélos gros comme un gosse de 4 ans et fait trembler la terre et notre Vab. Il y a au moins 300 personnels bosniaques dans la zone en face de nous.

VI. PRINTEMPS 1995 : LE DRAME ET SA REPARATION

Après le premier succès obtenu en 1994 par les accords de Washington et la création de la Fédération croato-musulmane, la diplomatie américaine devient de plus en plus présente dans le conflit. « A l'appel de Radovan Karadzic, l'ancien président américain Jimmy Carter obtient pour le Nouvel An un cessez-le-feu de quatre mois » (Bougarel, p.152). Pas plus que le précédent ce cessez-le feu n'est respecté. Sans doute, permet-il aux belligérants d'hiberner et de reprendre quelques forces. C'est le sentiment d'un commandant de bataillon qui écrit dans un rapport de fin de mandat :

Depuis ma prise de commandement du Bataillon 4, le 15 janvier 1995, le cessez-le-feu n'a jamais été respecté par les belligérants (67 violations en moyenne par jour). Il n'y a pas d'illusion à se faire sur sa validité : il s'agissait bien pour chaque partie de refaire ses forces, se réorganiser (.) à l'abri et aidé par la Forpronu. En revanche la mission et les tâches dévolues au Bataillon ont été souvent rendues inopérantes par l'attitude des belligérants et des Serbes en particulier (.)

1. Otages potentiels

Ce commandant de bataillon poursuit en résumant la situation de son bataillon à la fin de l'hiver 1994-95 et au début du printemps 1995.

(.) L'interposition : excepté pour deux de mes PO, elle n'est réalisée nulle part. Nos positions sont imbriquées dans le dispositif bosniaque, ce que nous reprochent les Serbes.

Contrôle des points de regroupement de l'armement lourd (WCP) : là, au mieux, nous faisons du comptage comme à Poljine (.) et rien comme à Lukavica où les Serbes ne nous laissent voir ce qu'ils veulent nous montrer. Un véritable contrôle est illusoire, une opposition à l'utilisation de cet armement est encore moins envisageable.(.)

Cet officier en vient donc à « rappeler » à sa hiérarchie un principe tactique fondamental : « la protection en général (.) doit être associée à certaines mesures tactiques sur le terrain permettant de contrôler une zone minimale de sécurité autour de nos postes. Ce n'est pas le cas actuellement ». Détaillant la situation pour chacune de ses positions, il note en particulier :

6131 WCP de Lukavica

(.) Difficultés rencontrées – La nature de la mission place la section en posture inconfortable : - le poste est au cœur d'une caserne serbe à proximité de l'Etat-Major du 1^o Corps - les Serbes contrôlent (limitent ou interdisent) tous les mouvements de la section (.) – Le contrôle de la présence des matériels s'effectue en général dans de mauvaises conditions (interdictions d'accès à certaines zones, limitations pour d'autres) (.) – Le retrait de la section reste lié au bon vouloir de Serbes qui peuvent prendre la section en otage [c'est nous qui soulignons] dès qu'ils le veulent. Le plan d'extraction actuellement retenu ne propose pas de solution réaliste (Dossier Batinf 4/95/IV, pièce 1)

Il ne se contente pas d'alerter, il propose. Dans une note adressée au général commandant le secteur de Sarajevo datée du 19 mars 1995, il suggère et analyse plusieurs actions de force « visant à montrer notre détermination à l'égard de la partie serbe » qui pourraient être menées au niveau du bataillon : sabotages, piégeages des armements dans les WCP, minages de zones dans ces WCP, coups de main pour récupérer un véhicule volé par les Serbes, exécution d'un « fourneau » (puits de mine) sur une piste entravant le trafic logistique serbe, etc. (Doss. Batinf 4/95/IV, pièce 2). Enfin une fiche datée du 21 avril traitant de la « sécurité des postes du bataillon » est introduite par cette phrase prémonitrice à propos des PRA ou WCP : « Sur les WCP, outre la position d'otages potentiels et de boucliers humains encourue par les personnels, la

menace essentielle est celle de la récupération de l'armement lourd par les forces BSA [bosno-serbes]. Il propose diverses mesures visant à soustraire ces postes «aux risques d'infiltration ou d'accolement»: «le durcissement des toitures», «l'autorisation de miner, sinon de piéger, les abords immédiats», etc. (dossier Batinf 4/95/IV, pièce 3). Ces propositions n'auront guère de suite.

Ces critiques et ses suggestions n'ont rien d'exceptionnelles. Le général Bachelet qui prendra le commandement du secteur de Sarajevo en août 1995, écrit en commentant la crise des otages survenue en mai: «(.) depuis des mois, il n'était pas de chef de corps de retour de Sarajevo qui ne dénonçât un dispositif imposé par des tractations diplomatiques qui se traduisait par la mise en place de véritables otages potentiels» (Bachelet, p.14).

En avril 1995, dans le secteur de Sarajevo, il existe ainsi plus de 40 positions françaises – points d'observation du cessez-le-feu, check points ou Pra –, plus ou moins imbriquées dans les lignes de front ou implantées au milieu des Serbes, tenues ou occupées par des sections ou des groupes de combat. Cela représente au moins 500 combattants dispersés, soit 45% de l'effectif combattant des bataillons, le reste étant mobilisé par d'autres missions: gardes de l'aéroport, des PC et bases arrière de compagnie ou de bataillon, escortes de convois, *crossing* sur l'aéroport, protection des populations contre les tireurs isolés serbes ou bosniaques, unités en alerte, aides de toute nature aux habitants de Sarajevo, etc.

2. Le drame

Début mai, à l'expiration de la trêve de quatre mois, à Sarajevo, la violation des accords de février 1994 n'est plus larvée, elle est flagrante. En France, devant des échanges de tirs d'armement lourd qui justifient la sanction de frappes aériennes, la question de la vulnérabilité de la Forpronu dans l'état actuel de son dispositif est posée publiquement. Claire Tréan écrit dans *Le Monde* daté du 17 mai: «On ne peut plus imaginer aujourd'hui de frappes aériennes, ni même de menaces de frappes, sans une réorganisation de la Forpronu».

La relève du Batinf 4, assurée par un groupement tactique mis sur pied essentiellement à partir d'éléments du Régiment d'infanterie et de chars de marines (Rimc) et du 3ème Rima, s'est achevée le 16 mai. Le même jour, la situation dans le secteur du bataillon s'aggrave soudainement avec des «affrontements à l'arme lourde depuis la 14,5mm jusqu'au mortier de 120mm», notamment autour des postes du bataillon situés dans les quartiers sud (Doss. Batinf 4/V JMO). Les jours suivants, les combats s'intensifient avec l'appui de pièces d'artillerie ou de chars serbes censés se trouver sur les PRA sous «la garde de la Forpronu». Le poste de Poljine est l'un de ces PRA. Situé

au nord de Sarajevo, il a été construit spécialement à l'issue des accords de février 1994. Il jouxte un PC de batterie, un dépôt de munition et un cantonnement serbe ; les armements lourds – notamment, 5 canons de 105mm et de 122mm, 6 canons anti-aériens Bofor 40mm, 6 mortiers de 120mm et 3 chars – sont regroupés sur trois positions à environ 1 à 2 km du poste. Celui-ci est tenu par un peloton blindé de l'escadron du Batinf 4, lequel est stationné à Zetra, dans Sarajevo, à 5 ou 6 kilomètres. Le chef de peloton, censé contrôler les armements serbes sous contrôle serbe, note dans son journal de marche :

Lundi 22 mai 1995. Ce matin entre 03h30 et 04h30 (.) les Serbes ont profité de la brume pour extraire le 122D30 et le canon de 105 qui étaient sur P1. De plus, il semblerait que les 2 chars de P3 fassent régulièrement mouvement pour tirer sur la ville. Malgré quelques vaines négociations, je n'aurai que peu d'explications, d'autant plus que tous mouvements à l'extérieur du poste nous sont dorénavant interdits (Journal de marche Int C).

Dans *Le Monde* daté du 19 mai, Rémy Ourdan écrit ces lignes sévères: « A l'absurdité du mandat confié aux « casques bleus » par le Conseil de sécurité des Nations Unies s'ajoutent les erreurs accumulées par les commandements successifs de la Forpronu (.) Des "points de contrôle des armes lourdes" (.) ont permis aux Serbes de conserver leur artillerie dans la zone d'exclusion de 20 kilomètres autour de Sarajevo. Ces derniers jours, des canons ont d'ailleurs servi au bombardement de la capitale, sous les yeux de "casques bleus", sincèrement désolés mais muets (.) »

Le 24 mai, la Forpronu délivre un ultimatum aux belligérants dont les Serbes ne tiennent pas compte. Le 25 en fin d'après-midi, un raid aérien de l'Otan frappe un dépôt de munitions serbe sur Pale, à l'est de Sarajevo. En réaction, les villes assiégées sont bombardées – 48 morts et 150 blessés à Tuzla – ainsi que certaines positions de la Forpronu à Sarajevo. A Poljine, le peloton du Ricm est sous tension :

(Journal de marche, Int C) Jeudi 25 mai (.) A 16 heures, le peloton est mis en alerte préventive en prévision des frappes aériennes de l'Otan aux environs de Sarajevo.

(Doss. Batinf 4/95/V, extraits du JMO) 6 juin 1995 (.) Déclaration (.) du sergent-chef X sur les conditions de sa capture sur le site de Poljine le 26 mai dernier (.) Le 25 mai vers 16h00, ayant été prévenu de l'imminence d'une frappe aérienne, le personnel du poste s'est mis en dispositif d'alerte, embarquant dans les véhicules et prenant position dans les postes de combat. Suite probablement à ce changement de posture, les Serbes ont réagi immédiatement prenant position à 40 mètres autour du poste, armés entre autre de 4RBR 80. La situation est restée figée pendant 3 heures. Vers 18h30, l'alerte

a été levée, mais la situation est restée tendue toute la nuit, le Cne Drago, commandant la batterie serbe de Poljine (.) interdisant tout déplacement hors de l'enceinte du poste.

Dans la nuit, une opération d'« extraction » du peloton est préparée au bataillon. Les ordres sont transmis. Les événements iront trop vite. Le 26 mai, un nouveau raid aérien est exécuté sur Pale vers 10h30. Il semble que le secteur de Sarajevo n'en ait pas été prévenu²⁵. Dès la fin de la matinée, sur des PRA comme Lukavica, Bare, Osijek puis Poljine ou sur des postes d'observation comme Krupac ou Rajdlovac, mais aussi à Gorazde ou à Banja Luka, des casques bleus français, ukrainiens, britanniques, canadiens, etc. sont encerclés par des forces serbes, sommés de se rendre sous diverses formes de pression : tirs de roquettes ou d'armes légères sur leurs positions, capture du chef de détachement menacé de mort devant ses hommes, etc. Le soir du 26 mai, au moins deux cents casques bleus dont plus d'une centaine de soldats français ont rendu les armes ou sont encerclés.

Dans la caserne de Lukavica, en fin de matinée du 26, une section d'infanterie et un peloton blindé sont bloqués dans leur zone respective et refusent de se rendre. Dans le courant de l'après-midi, le peloton subit des tirs d'armes légères, son bungalow et l'un de ses véhicules sont détruits. Vers 19h00, un officier de liaison français « auprès de l'Etat-major du 1^{er} corps Romanija » de la Vrs, donne l'ordre aux casques bleus de « cesser toute résistance » (JMO Batinf 4/95/V). Et c'est la fameuse image du drapeau blanc apparaissant sur les chaînes de télévision.

Sur le PRA de Poljine, le lieutenant, chef de peloton est capturé par surprise en début d'après-midi. Frappé, menacé de mort si son poste ne dépose pas les armes, il résiste quelques heures. La tension monte, il voit son poste subir deux tirs de roquette. Un couteau sous la gorge, il décide d'ordonner la reddition du poste en fin d'après-midi.

(D'après journal de marche Int C – Entretien 10/5/2000 avec Int C – Doss. et JMO Batinf 4/95/V). Dans la matinée du 26, la sortie du poste est interdite par les Serbes. Il n'y a pas de menace directe sur les soldats français. C'est par le flash de 11h00 sur Europe1 que le lieutenant chef de peloton apprend la nouvelle de la seconde frappe : « Cela nous sera confirmé par le bataillon, tout aussi surpris, quelques minutes plus tard (.) », note le lieutenant dans son journal. A 14h10, un soldat serbe vient le prévenir que le commandant de batterie

²⁵ Le 10 avril 1994 à Gorazde, plusieurs raids aériens furent effectués de 16 à 19h00 sur l'artillerie serbe. Ce jour là, le cne TO, appartenant à l'état-major du secteur de Sarajevo, couche cette remarque dans son journal : « Journée irréaliste où l'info sur les frappes n'a été connue qu'au moment où elles se produisaient. Etonnant ! ».

souhaite le voir, « une procédure tout à fait habituelle », note-t-il encore. Il n'est pas alors au courant des faits qui sont en train de se dérouler sur d'autres positions. « Sans méfiance », il sort du poste accompagné d'un caporal. Ils sont aussitôt entourés de « 6 à 7 soldats serbes » et désarmés. Un officier supérieur serbe annonce au lieutenant que son peloton doit déposer les armes « sous peine de destruction du poste ». Durant ce temps, un soldat serbe « portant le PA du lieutenant » vient signifier au sous-officier adjoint du peloton que le lieutenant serait abattu « 5 minutes plus tard si la garnison du poste ne se regroupait pas au dehors en laissant les armes à terre ». Ni l'officier, ni le sous-officier ne cèdent. Ce dernier a déjà fait prendre les postes de combat dans des bunkers aménagés à cet effet. En particulier, un tireur d'élite est « en mesure d'abattre l'autorité serbe, sur ordre » si la situation l'exige. La liaison radio est maintenue avec l'escadron et le bataillon. Une patrouille aérienne survole la zone et un peloton blindé a été mis en place à 1500 m du poste. A l'extérieur de celui-ci le lieutenant « négocie » avec ses interlocuteurs serbes. Ce n'est pas son premier incident de cette nature. En avril 1994, lors d'un premier séjour, il avait été bloqué 17 jours dans la caserne de Lukavica : « le jeu du chat et de la souris... J'ai trouvé cela logique...Ma première réaction...C'est le même bordel qui recommence...Pourvu que cela ne dégénère pas »(Entretien). Le lieutenant est frappé à plusieurs reprises et menacé de mort. Devant sa résistance, les Serbes tirent à plusieurs reprises sur le poste à la roquette, au mortier. A 17h15, le commandant de batterie serbe, « totalement hors de lui » se saisit de l'officier français, lui pointe « un couteau sur la gorge et une arme dans le dos » et l'amène à 30 mètres du poste. Le caporal qui accompagnait le lieutenant subit le même sort. « Il exprime son intention de nous tuer sur-le-champ en cas de nouveau refus, puis de destruction totale du poste » écrit le lieutenant. A ce moment une cinquantaine de soldats et miliciens bosno-serbes entourent le poste. A 17h30, le lieutenant donne l'ordre à son peloton de déposer les armes. Il entre alors en liaison radio avec son commandant de bataillon et lui rend compte de sa décision en précisant qu'il en assume « la pleine responsabilité ».

« J'estime que nous avons été mis dans une position indéfendable », déclare ce lieutenant quelques années après le drame. Dans son rapport de fin de mandat cité plus haut, le précédent commandant du Batinf 4 écrivait. « Le caractère sacré de la mission est une notion qu'il faut oublier ici (.) » Plus loin, il observait combien « il est difficile d'être affirmatif sur la bonne attitude à avoir lorsqu'on a 2 PA braqués sur le ventre et sur la tempe » (doss. Batinf 4/95/IV, pièce 1).

Cette journée du 26 mai donne tout leur sens à ces deux observations.

En accumulant les expériences séculaires du combat, la mémoire collective militaire a sublimé la mission et le sacrifice. Elle a transfiguré ou occulté ce qui se vit réellement dans des situations paroxystiques : un débat primitif, intense entre survivre et mourir. Dans la fulgurance de tels moments, la pensée est confuse. Ceux qui se sentent charnellement responsables des leurs, petits chefs mais aussi soldats de tous grades *attachés* à ceux qui les entourent avec lesquels ils ont vécu des moments forts, font-ils la distinction entre leur propre survie et celle du groupe, celle de tel ou tel copain ? La mission ou les *miens* ? Le mythe a pour fonction de trancher le débat : sa puissance symbolique impose de choisir la mission. Mais cette puissance a ses limites : elle décline quand la mission n'est qu'un faux-semblant, quand elle devient absurde ou quand ses conditions en font une tâche aux finalités obscures. Reste alors la survie : « Vous ramener tous à la maison ! » Les marsouins du lieutenant qui s'est rendu à Poljine lui ont écrit un poème. Il commence par ces lignes : « Ce jour là, mon lieutenant, vous avez été grand ».

Dans des conditions sensiblement différentes, à Bare, à Illidza, Sumarska, Kasindolska dans la zone du Batinf 2, des postes encerclés mais conservant l'intégrité de leurs forces résistent aux pressions des Serbes. A Krupac, sur les contreforts des monts Igman, un poste totalement isolé va « tenir » plus de quinze jours jusqu'à ce que son blocus soit levé. Là aussi, le chef de poste va avoir un débat entre la mission et la mort, mais d'une autre nature :

(D'après journal de marche Int Krupac). Suite aux accords négociés par le général Briquemont en 1993, un dispositif de trois postes a été mis en place à proximité du petit village de Krupac sur la pénétrante qui, partant de la route de Trnovo, grimpe vers Babindol. Ce dispositif est tenu au moment des événements par un peloton blindé renforcé, détaché de l'escadron du Batinf 5 dont le PC est à Malo Polje (cf. carte annexe II-5 et 8). Le chef de peloton vit avec une dizaine d'hommes sur le poste de Krupac 1 – KC1 – tout près du village, pratiquement au milieu des lignes serbes. Surplombé à son ouest par un mouvement de terrain tenu par les Bosno-serbes, KC1 – en cours de fortification – est organisé autour d'un chalet situé au bord de la route sur laquelle vont et viennent les soldats serbes. « Enclavé, peu protégé, pas renseigné, faiblement équipé », ce poste est « essentiellement symbolique », note le chef de poste. Celui-ci n'a aucun pouvoir d'action hors de son enceinte de 50m sur 15m, aucune visibilité, aucun champ de tir, aucun espace de sécurité permettant d'anticiper une menace.

Les 25 et 26 mai, il n'a pas été informé des frappes aériennes. Le 26 mai vers 13 h00 tout bascule. Des mines anti-char ont été placées sur la route par des soldats serbes y circulant comme à l'accoutumée et la

valeur d'une grosse section d'infanterie prend position autour du poste. Le chef de poste est sommé de se rendre. Il refuse. L'extérieur du chalet est sous les feux de la section d'infanterie de même que la seule *Sagaie* alors en service à KC1. Il ne peut que regrouper les casques bleus dans le chalet mieux protégé pour éviter une prise d'otage. Il en organise la défense. Il perd de la visibilité : deux officiers serbes accompagnés de quelques soldats franchissent carrément l'enceinte du poste, s'approchent du chalet, empoignent le lieutenant qui se dégage et arme « ostensiblement » son Famas. Nouvel ultimatum des officiers serbes qui quittent le poste. Le lieutenant rend compte à son escadron, reçoit l'ordre de « tenir » et se prépare à recevoir les premiers tirs serbes. En l'air, un patrouille aérienne se met en place pour « faire une passe canon » sur les lignes serbes « 4 minutes après le déclenchement des feux ».

Il note dans les commentaires de cette journée qu'il a « toujours pensé que les Serbes allaient ouvrir le feu à l'arme individuelle (.) pour nous intimider ». Tant que les choses en resteraient là, il « tiendrait » et riposterait. « Au delà, j'aurai demandé l'autorisation de me rendre ». Les Serbes n'en arriveront pas à la solution extrême. A 16 heures, ils allègent leur dispositif. Manifestement, une sorte d'affrontement sans ouverture du feu va alors se jouer. Le lieutenant maintient ostensiblement à la porte du chalet un sous-officier ou un soldat aux vues des Serbes et à 18h30, il parvient en négociant à reprendre le contrôle de l'ensemble du poste, toute sortie du poste lui étant interdite.

Jusqu'au 30 mai, KC1 va rester dans cette situation, avec des moments de tension. « Je suis persuadé que c'est une guerre des nerfs », écrit le lieutenant le 29 mai. Le 30 mai, à 22 h00, il reçoit l'ordre de se préparer à une exfiltration à pied avec ses seuls moyens, une attaque de l'aéroport par les Serbes étant attendue. Dans la nuit, il donne ses ordres pour « un passage en force », récupère le drapeau français qui flotte sur le poste, et c'est l'attente. Rien ne vient. « Au petit jour nous remontons les couleurs ». Le poste reste bloqué jusqu'au 12 juin, se rationnant en eau potable, en vivres.

Les réflexions et les commentaires que ce lieutenant couche dans son journal de marche à propos de son action révèlent un autre aspect du débat entre la mission et la mort, mais qui est propre au contexte ambiant. Il est prêt à combattre « en riposte », mais il est inhibé par la pensée d'avoir à « verser le premier sang ». Le 30 mai au soir, il a donné ses ordres pour un « passage en force » : un choix qui implique d'« ouvrir le feu en premier » en cas de résistance des Serbes. L'exfiltration n'aura pas lieu. Dans ses notes

quotidiennes, cet officier éprouve le besoin de commenter et de justifier cette attitude agressive et, par la suite, il ne cessera de s'interroger sur sa pertinence. Commentant les dispositions qu'il prend au matin du 31 mai, alors que la tension est retombée, il écrit : « Nous redevenons des soldats de la paix, ce que nous avons cessé d'être pendant la nuit quand il fallait échapper aux Serbes. Il faut tenir le poste par le dialogue (.) et surtout ne pas verser le premier sang [c'est nous qui soulignons] ». Quelques années plus tard, il revient sur son attitude lors d'un entretien :

(Entretien du 21 mai 1999) Si on provoque le tir, on provoque la riposte. J'avais l'impression que l'intention des chefs, c'était un problème de pertes. Si jamais j'ouvre le feu... est-ce que c'est bien ce qu'on attend de moi. Si j'ai des pertes, où est-ce que je m'arrête. Ce n'est pas clair, c'est difficile à cerner... On me dit « tenir ». « Tenir », d'accord, c'est dans les manuels. On était dans une logique de renoncement. Est-ce que c'était bien la volonté des chefs ?

L'attitude et la réflexion de cet officier illustrent un phénomène qui pèse profondément sur l'engagement de la force en Bosnie, jusqu'au niveau microtactique. Alain Joxe voit dans ce phénomène une « peur de la guerre » : non pas une peur physique mais un « (.) un choix qui conduit » à ne pas recourir « à la mise en œuvre risquée » de la manœuvre de force pour lui substituer « l'évitement tactique ou la soumission stratégique, considérées comme solutions virtuelles toujours présentes dans un conflit » (Joxe, p.100). Dans l'imbroglio bosniaque où transpire cette « logique de renoncement » dont cet officier fait état, bien des petits chefs sont dans cette posture d'évitement face à une menace avérée : surtout ne pas « ouvrir le feu en premier », sous peine d'une déflagration entraînant la mort du soldat français. De célèbres phrases comme « ne pas ajouter la guerre à la guerre » entretiennent cette logique que récuseront d'ailleurs certains officiers en déclarant a contrario, « on tire ou on se tire ! »

« Dissuader », « négocier », « tenir », « interdire », « intimider » sans prendre le risque de déclencher des feux qui par rétroaction tueront les miens : tel est l'état d'esprit qui explique en partie les avatars des casques bleus français en Bosnie. Sans doute, ceux qui, en face, pensaient et agissaient selon l'ancestrale logique de la guerre, ont-ils compris cette attitude et en ont-ils joué ?

Devant ces situations d'encerclement ou de prises d'otages de leurs unités, certains chefs militaires ont éprouvé sans doute quelque malaise. Au regard de la faiblesse du système de défense de Krupac I décrite par son chef de poste, une lettre d'un officier supérieur du secteur de Sarajevo publiée dans *Ancre d'or*, la revue des Troupes de marine, témoigne de ce malaise par une affirmation qui ne manque pas d'aplomb. Commentant ces événements en souhaitant mettre au point des présentations par les médias qui ne reflètent « pas toujours, ou mal, la

réalité », cet officier explique ce qu'était la situation dans les PRA qui sont tombés. Et il poursuit : « Les Français placés sur ces postes n'avaient pas les moyens de se défendre. Mais si tous les PRA sont tombés, il en a été autrement des autres types de poste (.) que nous avons aménagés en point d'appui ²⁶ [c'est nous qui soulignons] permettant de mener une défense; c'est le cas, chez nous, à Krupac 1 (.) » (*Ancre d'or*, juil.-août 1995).

3 La réparation

Le 27 mai 1995 vers 09H00, un poste situé dans Sarajevo près du pont de Verbanja (cf. croquis annexe II - 7) est repris de vive force moins de cinq heures après que des éléments bosno-serbes « revêtus d'uniformes Onu » s'en soient emparés et aient capturé les casques bleus français qui le tenaient. Cette action aura un retentissement symbolique qui contribuera à la remobilisation des casques bleus français.

(D'après document cne Lecointre, doss. Batinf 4/95/V/Verbanja - Enseignements, JMO Batinf 4, journal de marche du cne Z, journal intime Int N). Le pont de Verbanja, pratiquement au cœur de Sarajevo, franchit la Miljacka et relie les quartiers serbes de la rive gauche (sud) à la vieille ville et au centre administratif. Sur la rive gauche, à quelques dizaines de mètres à l'ouest du pont, une avenue débouche sur le quai qui longe le torrent. Cette avenue sépare le front bosno-serbe à l'ouest et le front bosniaque à l'est. Le poste de Verbanja a été aménagé sur ce quai entre le débouché de cette avenue et le pont. « Le tout se présente de l'extérieur comme un véritable bunker de sacs à sable et de bastions, de l'intérieur comme un dédale de couloirs étroits, de recoins et de renforcements sombres, de boyaux (.) » A son sud et à son ouest, il est surplombé de grands immeubles. Plein sud, le long du quai, *Union Invest* est tenu par les Bosniaques. Ceux-ci y accèdent par « un fossé d'écoulement des eaux » qui longe le quai; à trente mètres au sud-est de l'entrée du poste, située à son extrémité. A l'ouest du poste, deux autres immeubles – *Prisunic* et *Central* – sont tenus par des miliciens serbes fortement armés, avec notamment trois mitrailleuses de 14,5mm. Sur le côté sud-est du poste, une enceinte de bastions surmontés de barbelés sert de parking. Le poste comporte une zone vie et deux

²⁶ Dans le langage tactique, le « point d'appui », généralement tenu par la valeur de la compagnie, est une position solidement organisée pour la défense, avec réseaux minés, barbelés battus par des feux, plan de feu et positions de combat enterrées.

postes d'observation, l'un à l'est qui commande l'entrée du poste, l'autre à l'ouest baptisé « la redoute ouest » par les casques bleus.

Le 27 mai à 04h50, le capitaine Lecointre, commandant la compagnie dont dépendent les éléments qui tiennent Verbanja, n'a plus de contact radio avec le poste. Il s'y rend avec le sergent Taupaka. Dans la pénombre d'un boyau d'entrée, il tombe sur un « casque bleu en gilet pare-balles de l'Onu qui braque » un dragounov sur sa poitrine et lui intime l'ordre de rendre son arme en anglais : c'est un Serbe. Le capitaine Lecointre n'en tient pas compte, fait demi-tour, quitte le poste. Le Serbe ne tire pas. Il poursuit le capitaine. Il est brutalement stoppé par le sergent Taupaka qui couvre son officier et plante le canon de son Famas sur le visage du Serbe. Vers 05h45, de retour à La Skenderija, le capitaine réveille le colonel Sandhal, son commandant de bataillon. Il a déjà en tête la reprise de son poste. Le colonel Sandhal réunit son chef opération, le médecin chef, les commandants d'unité concernés dans la salle opération du bataillon. Une « opération de reconquête » est aussitôt préparée. Ambiance fiévreuse. Les premiers ordres préparatoires ont été donnés. Reste à concevoir l'opération elle-même : « Voilà ce qu'on envisage, qu'en pensez-vous ? ». La conception de la manœuvre est collégiale. Le général commandant le secteur est appelé au téléphone. C'est le capitaine Lecointre qui lui rend compte de la situation, puis le colonel Sandhal prend le combiné et lui propose l'opération. Le général approuve, donne l'ordre oral de reprendre le poste. Le colonel insiste : « Vous me confirmez cet ordre, mon général ? » Le général confirme. L'ordre écrit suivra. Il est 06 heures 45.

L'opération est délicate. On agira en zone urbaine : le terrain de l'action est encaissé entre les immeubles, il y a peu de visibilité, les champs de tir sont réduits. Il y a le problème des otages. L'hypothèse la plus défavorable est retenue : « le poste peut être tenu et défendu, tout ou partie des otages y étant encore détenus ». La manœuvre des appuis est capitale.

Les immeubles *Prisunic* et *Central* qui surplombent le poste offrent aux Serbes des possibilités de tir sur le poste et sur ses approches : ils peuvent interdire le débouché de l'assaut. Ils doivent être battus par des feux, mais ceux-ci ne peuvent être déclenchés à priori comme dans un assaut classique : on risque de toucher des otages. Les feux ne seront déclenchés que sur des objectifs repérés, précis, se dévoilant, en riposte. La mise en place du dispositif d'assaut et d'appuis devra donc être discrète. Les officiers du bataillon sont devant tout un contexte qui nécessite des choix et ceux-ci ne sont pas forcément classiques (cf. sur ce point notre 4^{ème} partie).

Le bataillon n'a pas d'unité réservée : il a fallu rapidement monter un sous-groupement tactique de bric et de broc à partir de sections et de pelotons disponibles qui sont toutefois accoutumés à opérer ensemble.

A 08h00, tout est paré. A 08H45, les appuis sur la rive droite, au nord du pont, sont en place. La section d'assaut commandé par le lieutenant Helluin s'est infiltrée par la rive gauche et par l'est à travers les positions bosniaques. Elle est sur sa base d'assaut : dans le fossé d'écoulement des eaux, à l'est de l'immeuble *Union Invest*, en vue de l'entrée est du poste. Le capitaine Lecointre est avec l'élément d'assaut pour guider les tirs d'appui rapprochés sur le poste et pour « cadencer » l'action. Tous les éléments sont sur le même réseau radio. Sur la rive droite, à quelques centaines de mètres à l'est du poste, le commandant de bataillon avec un PC tactique coordonne l'ensemble : le mouvement et les feux appliqués sur les immeubles *Prisunic* et *Central*.

L'assaut est lancé. Un puis deux groupes d'assaut sont fixés par des tirs croisés de tous calibres provenant du poste et des immeubles *Prisunic* et *Central*. Cinq marsouins sont touchés. Aussitôt les Vab canon de 20 et les engins blindés *Sagaie* au nord, une 12,7mm au sud à partir d'un poste tenu par l'une des compagnies du bataillon ouvrent le feu sur le poste, sur *Prisunic* et sur *Central*, les deux objectifs étant répartis entre ces différents appuis. Un troisième groupe emmené par le chef de section et suivi par le capitaine Lecointre pénètre en deux bonds successifs dans le poste par son entrée est. « Les Serbes refluent vers la zone vie en laissant un tué derrière eux ». La progression s'engage d'est en ouest dans le dédale des bastions. Sur la rive nord de la rivière à moins de cent mètres, un Vab appuie au plus près des éléments de tête au canon de 20. La zone vie est atteinte, grenadée. Le lieutenant Helluin est blessé d'un éclat. Il « perd conscience ». La section a déjà un mort et plusieurs blessés. Les chefs de groupe, les sergents Le Couric, Hohmann et le caporal chef Dupuch ont rejoint avec leurs hommes valides la zone vie dont le contrôle est pris. Sous l'appui du Vab canon au nord et de « ce qui reste » du groupe Dupuch, le capitaine Lecointre reprend la tête de l'assaut. Il avance mètre par mètre dans un couloir qui mène à la redoute ouest : « les défenseurs tentent de nous repousser, blessant encore deux autres » marsouins. « Nous les forçons à reculer, tuant encore un des leurs, en blessant un dernier gravement ». Le petit élément d'assaut atteint l'entrée de la redoute ouest. Entre les blessés, les marsouins en appui, ceux qui contrôlent « les zones reconquises et gardent les blessés », le capitaine Lecointre n'a plus que cinq hommes

avec lui « pour investir le dernier réduit ». Ils vont s'élancer. Des Serbes apparaissent alors, poussant devant eux deux casques bleus français appartenant à la section qui tenait le poste lorsqu'il fut investi par les Serbes. Ils braquent une arme sur leur nuque.

Le combat cesse à l'intérieur du poste. Des immeubles tenus par les miliciens serbes, partent encore des tirs de mitrailleuse sur les éléments en appui. Il est 09h08.

Le bataillon a 2 morts et 17 blessés, essentiellement dans la section d'assaut qui a fait quatre prisonniers. Les Serbes ont deux morts et un blessé. Dans la redoute ouest cinq soldats serbes sont bloqués et détiennent deux casques bleus. Un lieutenant et neuf marsouins capturés lors de la prise du poste de Verbanja sont détenus dans l'immeuble *Prisunic*. Une longue et difficile négociation prise en compte par l'état-major du secteur de Sarajevo sera engagée pour un échange de prisonniers. En final, la redoute sera évacuée par l'élément serbe la nuit suivante et le poste de nouveau entièrement contrôlé. La négociation, semble-t-il, n'aboutira pas.

Nous reviendrons dans le corps de cette étude sur différentes facettes de cette action. Pour en rester à notre propos actuel, notons que c'est au niveau du bataillon que l'action de « reconquête » est initiée. Sa conception collégiale et surtout la rapidité de réaction ont probablement forcé la décision politique de reprise du poste : l'ordre écrit du secteur de Sarajevo confirmant l'accord oral du général sera reçu par le bataillon à 08h30 alors que l'action est déjà lancée. Le retentissement que cet assaut aura en France et sur le théâtre d'opérations est à apprécier au regard de ce contexte de « renoncement » que ressentent nombre de casques bleus. A Krupac, la nouvelle va permettre au chef de peloton de justifier sa volonté de tenir le poste : « J'ai dit à mes hommes quelque chose comme ... Maintenant qu'on a combattu et que des copains sont morts..., on n'a plus le droit de perdre notre poste...Cela a légitimé notre action » (Entretien, mai 1999). Comme le déclare un lieutenant, « il y a eu l'avant et l'après Verbanja ! ».

VII. LE TOURNANT DE L'ETE 1995

1. Les premiers signes du durcissement de l'action internationale et les retournements de la situation militaire

Le 3 juin, sur l'incitation du nouveau Président de la République et probablement en accord avec les Britanniques, les ministres de la Défense de l'Otan réunis à Paris décident la constitution d'une « Force de réaction rapide »

(Frr) : une sorte de réserve d'intervention de la Forpronu. Le 15 juin, le Conseil de sécurité de l'Onu entérine la décision. Dès le 8 juin, la France fait hélicopter une section de mortiers lourds de 120mm (Sml) servie par les légionnaires du 2^{ème} Rei sur les contreforts nord des monts Igman : cet acte tactique qui met enfin des appuis lourds à la disposition du secteur de Sarajevo constitue aussi un acte symbolique, dans la mesure où il traduit concrètement sur le terrain le début d'une réorientation de l'action internationale. Le 22 juin, les premiers éléments motorisés et blindés français de la Frr débarquent à Ploce, petit port croate de l'Adriatique au débouché de l'axe Sarajevo-Mostar. A la fin du mois, une base est installée entre Tomislavgrad et Trebicevo à environ 200 km au sud-ouest de Sarajevo.

Des ambiguïtés pèsent sur l'emploi de la Frr. En particulier, des prises de position politiques ont cherché à rassurer les Serbes sur son emploi. Or, le 18 juin, l'ABiH a lancé une offensive pour dégager Sarajevo (*Le Figaro* des 23 et 24 juin 1995). Il n'y donc guère de chances que les Bosniaques accueillent à bras ouvert cette nouvelle force, qui, compte tenu des expériences passées, risque de geler leur offensive. Jusqu'en septembre 1995, elle n'aura pas plus de liberté de mouvement sur le territoire bosniaque que n'en avaient les forces de la Forpronu. En venant de Trebicevo et en montant sur Sarajevo, ses détachements se heurtent au mauvais vouloir des Bosniaques, notamment sur le check point bosniaque de Jablanica – à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Sarajevo – qui marque une sorte de frontière entre les territoires tenus par les Croates de Bosnie et ceux sous autorité bosniaque : des détachements et des convois y sont temporairement bloqués, d'autres sont contraints de faire demi-tour, tel chef de section réussit à passer le check point en recourant à un stratagème (D'après JMO II/6^{ème} Reg/95 et entretien Int S mars 2000 – cf. aussi IV^{ème} partie).

Durant l'été 1995, les combats entre les forces serbes et les forces croates et bosniaques se concentrent principalement autour de trois enjeux stratégiques : les villes assiégées de Bosnie centrale et orientale, la poche de Bihac et la reconquête par les Croates des territoires consentis aux Serbes séparatistes. Le 11 juillet, en fin d'après-midi, Srebrenica tombe aux mains des forces de la Vrs. A 14h15, un raid tactique Otan a effectué un bombardement sur une concentration de véhicules serbes. A partir de 16h00 le même jour, des postes Onu dans Sarajevo sont soumis à des tirs d'artillerie, de mortier, de lance-grenades. Le 25 juillet, les forces bosniaques abandonnent la défense de Zepa. En accord avec les Serbes et les Bosniaques, des convois sont organisés par la Forpronu pour évacuer des blessés des deux camps et des civils bosniaques. Il règne dans la ville une grande confusion. La population « se croyant abandonnée » bloque un convoi sanitaire escorté par le Batinf 4 (JMO du Batinf 4 en date du 27 juillet). Le 21 juillet à Londres, le « Groupe de contact » a adopté un plan de frappes aériennes massives en cas de nouvelle attaque serbe

contre les « zones de sécurité ». Mais là encore, les divergences de point de vue sur les modalités d'application de ces frappes – qui posent notamment le problème des représailles sur les casques bleus – ont abouti à un compromis : Zepa et Bihac, les villes les plus immédiatement menacées, ont été exclues du plan de frappe mais une « ligne rouge » a été fixée en ce qui concerne Gorazde et Sarajevo.

Les forces armées des « républiques serbes » de Bosnie (Vrs) et de Krajina (Svk) sont en effet aux portes de Bihac : un nœud de communication dont la chute menacerait directement la Croatie, car elle permettrait d'établir une continuité entre les territoires serbes de Croatie conquis par la Svk et ceux contrôlés en Bosnie occidentale par la Vrs. C'est l'un des tournants décisifs de la guerre. Au début du mois d'août, ayant précédemment reconquis ses territoires en Slavonie, l'Armée croate, conjuguant ses forces avec celles de l'ABiH, pénètre dans la poche et y bouscule les forces serbes. Quelques jours plus tard, par l'opération « Tempête », elle reconquiert les territoires de Krajina concédés en 1991. Simultanément, l'ABiH lance des offensives en Bosnie occidentale.

Les soutiens américains apportés aux forces croates ou la rupture entre Belgrade et Pale en 1994 n'expliquent que partiellement ces revers militaires : ils résultent aussi de la crise interne évoquée plus haut que connaissent alors les communautés serbes, crise qui va être amplifiée par les migrations des réfugiés Serbes de Krajina vers les territoires sous contrôle serbe (d'après Bougarel p. 75-78, Stark p. 34-36 et 44, JMO Batinf 4/95/V).

2. Le siège de Sarajevo à son paroxysme

À l'été 1995, la Vrs est épuisée démographiquement et démoralisée. Selon des estimations officielles croates, en 1995, elle aligne 83 soldats par kilomètre de front contre 132 et 127 pour le Hvo et l'ABiH. Les estimations d'un expert croate indépendant que rapporte Bougarel vont dans le même sens. En revanche, elle conserve une supériorité en blindés, canons et mortiers qui entretiennent une menace permanente sur les villes assiégées (D'après Bougarel p. 160).

De juin à septembre, le siège de Sarajevo et l'épreuve psychique que subissent les casques bleus atteignent sans doute un paroxysme. Les tirs d'artillerie et de mortiers bosno-serbes harcèlent la ville. Intra-muros, les combats sont sporadiques, avec de brutales montées de tension qui n'épargnent pas les postes français. L'usage de gaz irritants par les belligérants est observé et certains postes sont atteints par les retombées. Les positions et les mouvements de la Forpronu sont fréquemment pris à partie indirectement, mais aussi directement, au canon de char, au mortier, à la mitrailleuse. Le 22 juillet, « plusieurs obus de 120mm VRS » atteignent l'enceinte de Zetra où est stationné l'escadron du Batinf 4. Le médecin capitaine Eric Dorléans est blessé

mortellement. Le même jour, à Butmir, un embouteillage de convois montant et descendant sur la piste logistique est pris sous des tirs mortier serbes. Un officier français est tué.

L'aéroport est fermé. La piste logistique des monts Igman est le seul lien qui relie la ville à l'extérieur. Deux de ses tronçons sont sous le feu des canons serbes. Le ravitaillement de la ville et de la Forpronu est de nouveau tari. Le 1^{er} juillet, le lieutenant N note dans son journal : « Les patrouilles arrêtent faute de carburant ». Le 20 juillet, le Batinf 4 n'a plus de réserves de gas-oil, il possède 3 jours d'essence, 3,5 jours de rations et 4,5 jours de vivres frais, ce qui, compte tenu des réserves à conserver en cas d'évacuation, le met dans une situation critique (JMO Batinf 4/95/V).

Plus généralement, les casques bleus vivent dans un climat d'angoisse. Sans doute les capacités de réaction des Bosno-serbes sont-elles surestimées : on craint l'escalade, des rétorsions que leurs unités pourraient exercer à l'encontre de la Forpronu, en réponse aux tirs de la Sml, aux actions éventuelles de la Frr, aux raids aériens, aux offensives bosniaques... Les alertes « rouges » et les descentes aux abris se multiplient. A plusieurs reprises, le JMO du Batinf 4 revient sur cette préoccupation latente. « Les inquiétudes dues à l'incertitude de la situation se lisent sur les visages », lit-on dans le journal de marche du capitaine Z à la date du 12 juillet. Cette angoisse est particulièrement ressentie dans les postes isolés : tout se passe comme si l'ampleur des prises d'otage survenues en mai avait brutalement révélé la vulnérabilité de ces postes à ceux qui pouvaient encore croire aux vertus de la négociation. Au voisinage immédiat d'un belligérant qui est maintenant objectivement un ennemi, on redoute son attaque nocturne. Pour se prémunir face à une telle attaque, pas de distance ni de « sonnette »²⁷ pour voir venir, pas de mines, quelques sentinelles, des sacs de sable et le gilet pare-balles. Seule, la pleine lune rassure un peu. C'est le cas à Vogosca, un poste au nord de Sarajevo tenu par l'escadron du Batinf 4, un ancien check point en bord d'une route où plus personne ne passe. Il voisine avec une unité de Bosno-serbes installés à quelques dizaines de mètres, sur l'autre bord d'une petite rivière franchie par un pont (cf. Annexe II-6). De l'autre côté de la route, les lignes bosniaques, un garage où de temps à autre stationne une unité bosniaque en déplacement. Le lieutenant N a tenu ce poste plusieurs fois avec son peloton :

J'ai eu très peur. J'ai eu un gros creux au mois de juillet. Qu'est-ce qu'on fout ici ? J'ai eu l'obsession de ramener mes hommes vivants. Mois qui fume une cigarette par semaine, je fumais un paquet et demi par jour. A Vogosca, je ne dors quasiment pas de façon à ne pas me faire choper, je suis sans arrêt sur le qui vive (.) La pleine lune c'était très important, on y voyait bien. On avait des coups au

²⁷ Ce terme imagé désigne un petit poste avancé qui alerte et se replie en cas d'attaque.

moral lorsque l'on prenait Vogosca sans lune (Entretien Int N, mai 2000).

Pourtant les postures de la Forpronu deviennent plus combatives. Le 15 juin, le secteur de Sarajevo se constitue enfin une réserve d'intervention conséquente : un sous-groupement tactique aux ordres du capitaine commandant l'escadron du Batinf 4, « prêt à intervenir au profit des 2^{ème} et 5^{ème} bataillon ». Le 14 juillet, les tirs conjoints de canon de *Sagaie* et des mortiers de la Sml détruisent 3 canons bosno-serbes qui venaient de prendre à partie un convoi sur la piste logistique : pour la première fois, semble-t-il, la Forpronu riposte aux harcèlements des convois (d'après JMO Batinf 4/V, journal de marche cne Z, journal intime Int N). Le 18 juin 1995, le JMO du Batinf 4/V fait état de la diffusion du message suivant :

(.) Journée très agitée sur zone Batinf 4. Postes nord ont été sévèrement touchés. Vous rappelle : (.) Secundo En cas de prise à partie, si origine des tirs avérés, riposte immédiate autorisée avec moyens AC [anti-chars] appropriés (.)

« Après Verbanja, les règles d'engagement de l'Onu n'ont pas été modifiées, elles ont été appliquées » (Entretien Int N mai 2000). Pourtant, ce message de « rappel » d'un bataillon indique bien qu'un mois après Verbanja, de petites unités ont encore quelques scrupules à prendre l'initiative d'une riposte par le feu, même lorsque toutes les conditions sont réunies. Les mois suivants, cette autocensure du feu va effectivement disparaître. En août, le Batinf 4 détruit deux chars T54/55 bosno-serbes « pris en flagrant délit » et des chefs de petites unités agressées déclenchent plus fréquemment des feux sans attendre une autorisation de tir. Ils se cantonnent toutefois dans une nature de riposte proportionnée à l'agression : au fusil de précision Mac Millan de calibre 12,7, à la mitrailleuse, au canon de 20mm. Néanmoins, dans le cas de situations d'imbrication dans les lignes des belligérants, leur débat reste entier : « en cas de prise à partie », dit la note du bataillon, mais qui est « pris à partie », moi ou le voisin d'à côté ? Dans le doute ils s'abstiennent, soignent et évacuent leurs blessés. A la fin du mois de juillet, l'arrivée de la Frr sur les monts Igman ne changera rien à l'affaire, du moins jusqu'à la fin du mois d'août.

Certes, ses canons de 155mm français et de 105mm anglais, renforçant les feux de la Sml, procurent maintenant au secteur de Sarajevo des appuis terrestres conséquents aux réactions plus rapides et plus souples que les appuis tactiques aériens de l'Otan. Mais les contradictions politiques et tactiques de ce théâtre d'opérations engluent ses moyens motorisés et blindés comme elles engluent les unités de la Forpronu.

Au delà d'un débat franco-anglais à mots couverts sur les effets attendus de cette force de réaction²⁸, son emploi se heurte à un problème tactique très classique qui n'a guère été anticipé lors de sa création et sur lequel les différents commandements de la Forpronu achoppent depuis le début de l'engagement. Encadrées dans les lignes de belligérants, les petites unités de la Forpronu en sont les captives. Tant qu'elles n'ont pas rompu le contact direct, physique, avec les lignes de front, toute manœuvre visant à les appuyer, à les soutenir, à les dégager ou à répondre à une agression des belligérants en un point du théâtre d'opérations risque de prendre ces unités dans sa nasse ou d'attirer sur elles des représailles. C'est notamment une crainte exprimée dans le JMO du Batinf 4/V en date du 5 juillet :

L'annonce de la menace faite par les Bosno-serbes de nouvelles prises d'otages (.) est prise très au sérieux par le bataillon, notamment pour ses postes les plus exposés et imbriqués (.) A cet égard, le bataillon réitère sa demande de mines. La menace ira très certainement croissante au fur et à mesure que la FRR se rapprochera du théâtre des combats de Sarajevo.

En définitive, du fait de l'absence d'une conception d'un dispositif qui autorise la Frr à manoeuvrer sans dommages pour les unités de la Forpronu, ses moyens motorisés et blindés ne constituent qu'un renfort plus symbolique que tactique. L'incident survenu à Krupac le 27 juillet 1995 illustre le propos.

(D'après journal intime Int Krupac et Le Figaro du 29-30 juillet 1995). La situation du poste de Krupac 1 ne s'est guère modifiée depuis son encerclement : il est toujours adossé aux lignes bosno-serbes. Le samedi 22 juillet 1995, deux M980 viennent se placer derrière le poste et tirent au canon de 20mm « au ras du toit du chalet » sur les lignes bosniaques. «La situation est inconfortable et dangereuse – écrit le lieutenant chef de poste –, car je ne crois pas aux scrupules des Bosniaques s'ils doivent tirer au mortier. L'évacuation de KC1 et de KC3 [poste situé en face de KC1 et adossé quant aux lignes bosniaques] est très sérieusement envisagée par le bataillon montant et le HQ du secteur de Sarajevo ». Il parvient pourtant à obtenir des Serbes qu'ils choisissent une autre position de tir.

Quelques jours plus tard, le 27 juillet, alors que cet officier vient de passer son poste à son successeur, l'imparable survient, mais cette fois-ci sur KC3. D'après *Le Figaro*, à 17h50, un char serbe ouvre le feu en direction des lignes bosniaques et... touche le poste de KC3.

²⁸ Le débat porte notamment sur l'emploi de cette force : au profit de la sécurité des casques bleus ou comme force réservée au profit de leur mission de protection des populations (cf. Bachelet p.15 qui n'y fait qu'une allusion discrète).

« Une sentinelle française est atteinte à la tête d'un éclat d'obus (.) Deux escadrons de blindés AMX10RC et deux sections de légionnaires partent pour Krupac ». Ils appartiennent à la Frr. Il n'y aura aucune réaction française. Toujours selon *Le Figaro*, l'autorité sur place aurait déclaré : « Il n'est pas certain que l'obus serbe ait délibérément visé le poste français », les Serbes étant « en train de répondre à des mitrailleuses bosniaques ». Apparemment sans aucun humour, le rédacteur de l'article ajoute : « Avant de se replier le colonel [*commandant le détachement de la Frr*] a fait étalage de sa force en faisant défiler devant les lignes serbes ses blindés, particulièrement impressionnants sous leurs couleurs de camouflage. »

Le déploiement de cette force et la couleur vert bariolé de ses blindés n'ont pas eu plus d'effets que l'action de ce petit chef de poste, qui n'en était pas au premier incident de ce genre. Tant que des postes resteront au contact des lignes de front, les capacités de la Frr resteront limitées à des feux lointains d'artillerie ou de mortier appliqués sur des objectifs circonscrits et situés à distance de sécurité des postes Onu.

3. Vers les accords de Dayton

Au début août 1995, le général Bachelet prend le commandement du secteur de Sarajevo. Avant son départ, il a eu un entretien avec le Président de la République. Dans son journal intime, le lieutenant N mentionne l'écho de cette entrevue qui lui est parvenu :

(.) Samedi 12 août (.) Le Prdt de la République l'ayant reçu avant son départ, voici les consignes : « peser sur l'évolution de la situation × sur la résolution du conflit, être respecté », « avoir notre lib. d'action et si on ne peut rien faire il a rajouté texto : « foutre le camp dans l'honneur, ss rien laisser et sans rien demander aux américains ».

Renouer avec les « principes fondamentaux » de l'action militaire, en particulier redonner une liberté d'action aux bataillons pour pouvoir faire face à toute éventualité nouvelle, y compris l'évacuation de Sarajevo par les unités de la Forpronu, et donner une finalité politique à leur action, à savoir la protection des populations bosniaques ou serbes « par la mise en œuvre résolue de la force maîtrisée » : telles vont être les préoccupations qui vont dominer les intentions initiales du nouveau commandant du secteur de Sarajevo (Bachelet, p. 13 et suiv.). Cela suppose, un dispositif plus resserré, moins vulnérable, une

concentration des efforts sur l'aéroport et sur les sorties ouest et sud-ouest de Sarajevo en vue de se ménager une voie de retrait le cas échéant, une capacité enfin de créer un rapport de forces favorable là où la situation l'exige.

Dans la nuit du 20 au 21 août, l'évacuation du poste de Vogosca est réalisée par l'escadron du Batinf 4/V. Il s'agit plutôt d'une *exfiltration* ou d'une *extraction*, pour reprendre le langage opérationnel qui a cours à Sarajevo : des termes qui parlent d'eux-mêmes. L'affaire avait été envisagée depuis le milieu du mois de juillet et le plan « mis au point » le 24 juillet. Depuis cette date elle était préparée en accord avec la brigade locale bosniaque. L'opération se déroule sans incident. Le poste est détruit sous 200kgs d'explosifs. On redoutait une forte réaction des Serbes. Il n'y en aura aucune (D'après JMO Batinf 5/95/V, journaux de marche et intime cne Z et Int N).

Le lundi 28 août vers 11h00, un obus de mortier tombe comme en février 1994 sur le marché de Markthalle et tue plus d'une trentaine de civils. Le tir est attribué aux Serbes. Les répercussions de l'événement vont provoquer l'accélération de l'apurement du dispositif de la Forpronu, une évolution décisive de la situation militaire, précipiter la crise politique au sein de la « république serbe » et en définitive, conduire à la conclusion d'un accord que Richard Holbrooke – médiateur américain agissant au nom des Etats-Unis – négociait depuis deux mois – « en huis clos » avec chacune des parties (Bougarel p. 152).

La « ligne rouge » arrêtée lors de la Conférence de Londres de juillet est cette fois dépassée. Le 29 août, le « Groupe de contact » décide des frappes aériennes massives sur les infrastructures et sur les concentrations militaires bosno-serbes du théâtre d'opérations. Dans la journée, sans consulter les autorités civiles de l'Onu, le commandement de l'Otan pour l'Europe sud et le commandement de la Forpronu préparent l'opération « Force délibérée ». Sur le secteur de Sarajevo, les frappes aériennes se combineront à un bombardement systématique de positions bosno-serbes par les canons de 105 ou de 155 et par les mortiers lourds de la Frr.

A Sarajevo, on se prémunit contre d'éventuelles représailles des Serbes. A Zetra, on s'installe dans les sous-sols bétonnés du stade de glace. Il y a là les occupants habituels du site – les marsouins du Ricm qui constituent l'escadron du Batinf 4, des personnels civils du Chr, etc. Les organismes de commandement qui stationnaient habituellement dans un immeuble de la ville, *Ptu building*, et notamment l'état-major de la Forpronu pour le secteur de Sarajevo s'y sont réfugiés : tout un monde cosmopolite va vivre ainsi quelques jours entassé. « Les couloirs et les quelques abris ne sont plus qu'un alignement de lits picots de toutes nationalités. La cohabitation se passe bien, excepté avec un colonel espagnol qui (.) a pété les plombs » (Journal de marche cne Z).

Dans la nuit du 29 au 30, entre 2 heures et 3 heures du matin, une dizaine de postes Onu, ceux qui sont le plus imbriqués, sont exfiltrés, dont Hotonj et Betanja au nord, l'un des postes de Krupac, Dupovici sur la route de Mostar..

Les raids aériens de l'Otan débutent à 2 heures sur dix objectifs. A 4 heures l'artillerie de la Frr commence à traiter 23 objectifs bosno-serbes. Elle tirera 1300 obus dans la journée du 30. En début de matinée, une dizaine d'obus serbes tombent sur La Skenderija et sur Zetra, un avion français est abattu au-dessus de Pale. Au milieu de la journée du 30 août, le général Bachelet rencontre les autorités militaires bosno-serbes du secteur sur leur demande et leur signifie un ultimatum qui doit expirer le 4 septembre à 23h00 : « retrait des armes lourdes à plus de 20 km de Sarajevo, ouverture des routes d'accès aux convois escortés de l'Onu (.) ouverture de l'aéroport (.) arrêt de tout tir sur la ville » (Bachelet, p 15 et 16.). Les tirs d'artillerie sont suspendus le 30 au soir. Le même jour, des dispositions sont prises pour parer à une réaction serbe d'envergure : activation des plans de défense des sites, réorganisation du sous-groupe tactique réservé au niveau du secteur et orientation en vue d'une intervention éventuelle sur l'aéroport.

Toute cette agitation n'empêche pas le Batinf 4/V de célébrer sobrement Bazeilles, la fête des Troupes de marine, le 31 août au soir. Les jours suivants sont calmes. Par les observations de ses postes, le Batinf 4/V conclut néanmoins au maintien d'« une certaine activité tactique (déploiements/renforcements) comme logistique » des forces bosno-serbes et continue à redouter leurs réactions. Le 5 septembre, aucun signe tangible de retrait des armes serbes n'est observé. Les raids aériens et les tirs d'artillerie reprennent. A 21 heures, des tirs sporadiques de 120mm tombent à nouveau sur la ville, notamment sur Zetra. Le 8 septembre, un avion Otan est abattu au-dessus de Lukavica. Le 9 septembre, alors que son unité est en cours de relève, le capitaine Z note, pratiquement en dernière ligne de son journal de marche : « L'escadron a appris avec soulagement que les ministres serbes, croates et bosniaques avaient signé un accord à Genève (D'après JMO Batinf 4/95/V et journal de marche cne Z).

Sur le théâtre des combats, en Bosnie occidentale, les forces bosniaques et croates exploitent l'opération «Force délibérée». « En moins d'une semaine, les villes de Doboj, Prijedor, Kljuc, Bosanska Krupa, sont reprises » (Stark, p.37). L'appareil militaire des Bosno-serbes paraît s'effondrer.

Selon Xavier Bougarel cette situation militaire de la fin de l'été 1995 est liée à « l'évolution des configurations politiques du conflit, entre communauté et au sein des communautés » (Bougarel, p. 77). En août, « la république serbe » de Bosnie est en pleine décomposition : le conflit entre son « appareil politique et la hiérarchie militaire éclate au grand jour ». Karadzic limoge le général R. Mladic, commandant la Vrs. Celui-ci refuse de quitter son commandement. Le pouvoir de Pale qui est lié à la criminalité économique et dont les prévarications

sont dénoncées par la presse de Belgrade depuis plusieurs mois perd le contrôle politique des territoires serbes de Bosnie (Bougarel, p.136). Tout laisse à penser que seuls les militaires conservent quelque légitimité et que les politiques de Pale recherchent une sortie de crise qui leur permette de conserver leur pouvoir en s'appuyant sur Milosevic. Dans la journée du 29 août, alors qu'apparemment il n'a pas connaissance de la préparation de l'opération «Force délibérée», Karadzic serait apparu sur la télévision de Sarajevo pour annoncer son acceptation du plan américain proposé par R. Holbrooke (Journal intime, Int N). Le lendemain, les députés serbes de Pale délèguent leur pouvoir de négociation à Milosevic. Celui-ci reprend ainsi en main les destinées de la « république serbe » de Bosnie. Les mois suivants, il s'appuiera sur des dissidences territoriales (« Front patriotique de Banja Luka ») et politiques pour conserver son contrôle sur les Serbes de Bosnie et pour offrir aux Américains ses bons offices en échange de la levée des sanctions économiques qui asphyxient la Serbie (Bougarel, p. 76).

Xavier Bougarel s'interroge sur le jeu des militaires serbes de Belgrade : « (.) l'effondrement territorial des « républiques serbes » traduit un épuisement militaire indéniable, mais a sans doute été amplifié, voire mis en scène par les armées serbes elles-mêmes. L'intervention de l'armée yougoslave aurait probablement rétabli le rapport de force en leur faveur, et l'offensive croate en Krajina n'a, du reste, été déclenchée qu'après que la Serbie a fait savoir qu'elle n'y réagirait pas. Sans indices très sûrs, il ne conclut pas mais n'en constate pas moins que les forces bosno-serbes perdent des territoires qui ne « représentent qu'un intérêt limité dans la perspective » du partage territorial de la Bosnie que propose le plan Holbrooke alors qu'elles tiennent jusqu'en septembre et au delà « sur des points stratégiques et difficiles à défendre » (Bougarel, p.77-79). C'est effectivement le cas au nord, sur le corridor de Brcko qui permet une continuité territoriale entre les parties ouest et est de la « république serbe » de Bosnie, dans la poche de Doboï sur la haute vallée de la Bosna, ou encore à Trnovo.

Les combats vont progressivement cesser autour de Sarajevo. Les hypothèses de Xavier Bougarel peuvent laisser penser que les logiques et les jeux de pouvoir internes à la communauté serbe n'y sont pas étrangers et que ni les avions de l'Otan ni les canons de la Frr n'expliqueraient à eux seuls la levée du siège de Sarajevo. Comme en écho, le capitaine Z note dans son journal de marche le 4 septembre, jour de l'expiration de l'ultimatum : « Les Serbes ont toujours l'alternative de masser leur artillerie suffisamment au nord de la ville pour être hors de portée des batteries de l'Onu, en les mettant sur des contre-pentes boisées protégées par de puissants moyens aériens. Ils auraient ainsi la possibilité de négocier en position de force ».

Quoiqu'il en soit, alors que sur les bases d'un compromis territorial s'engage de septembre à décembre une succession de négociations, à Genève, à New York puis à Dayton qui aboutissent aux accords du même nom signés à Paris, à

Sarajevo, les miliciens et les militaires bosno-serbes lèvent progressivement le siège de la ville. Le 20 septembre, les frappes ont cessé. Dès le 15 septembre, les militaires bosno-serbes ont accepté les conditions du général Bachelet. Le mouvement de retrait des armes lourdes serbes est amorcé, l'aéroport est réouvert et les itinéraires d'accès à Sarajevo sont progressivement ouverts en septembre puis en octobre, notamment l'axe Sarajevo-Mostar contourné par cette piste logistique devenue mythique des monts Igman. Le 8 octobre un cessez-le-feu général sur le territoire bosniaque est signé (Bachelet p. 17).

Tout cela ne va pas sans difficultés. La manœuvre du général Bachelet repose sur un double volet : établissement d'un rapport de force avec les belligérants et simultanément mise en confiance des populations, notamment serbes pour éviter leur exode (Bachelet p. 16 et 17). La réouverture de l'axe Sarajevo-Mostar pose notamment un problème délicat, celui du passage par Hadzici, agglomération à quelques dizaines de kilomètres de Sarajevo à forte concentration de populations et de forces armées serbes. A de nombreuses reprises, les femmes d'Hadzici ont bloqué et assailli des convois de la Forpronu, réclamant la libération de leurs hommes détenus par les Bosniaques. C'est notamment le cas d'un détachement du Batinf 5 qui en mars 1995 aura bien des difficultés pour se dégager (*Ancre d'or*, nov. déc. 1995). La même aventure risque de se reproduire. En outre l'itinéraire est coupé par la destruction d'un pont franchissant une petite rivière.

La « bombe d'Hadzici » va offrir l'occasion de retourner la situation. Deux bombes de 500kgs à guidage laser lâchées sur Hadzici lors des bombardements de l'Otan n'ont pas explosé. L'une « a ricoché sur le sol pour finir sa course au milieu d'un hameau ». Elle est transportée sur un dépôt de munitions serbe en périphérie de la ville. La seconde a pénétré profondément sous une maison située sur les hauteurs d'Hadzici et habitée par un couple de Serbes. Une équipe de sept à neuf sapeurs du 17^{ème} régiment de génie parachutiste (Rgp) – des sous-officiers essentiellement et des militaires du rang en nombre variable selon les travaux – va travailler durant plus de vingt jours à sa délicate extraction. Il faut procéder à une fouille profonde, dangereuse. Au fur et à mesure que la fouille avance, ses parois deviennent de plus en plus fragiles. Il faut sans cesse étayer en raison des éboulements. Enfin, la bombe est là : elle a pénétré le sol sur 7 mètres de profondeur. Le 16^{ème} jour alors qu'une première tentative d'extraction sans succès a été tentée, un nouvel éboulement se produit : deux sapeurs enterrés sont dégagés. Le 27 octobre, après 22 jours de chantier, la bombe est extraite, transportée au dépôt de munitions. Les deux bombes sont détruites. A Hadzici, l'attitude de la population a changé. Le pont détruit a été remplacé par un pont d'assaut. L'axe Sarajevo - Mostar est ouvert (D'après JMO Etat-major du Comgeni [*Commandement du génie*] et Détachement de liaison et de reconnaissance du génie – Bataillon français n°5 sept. Oct. 1995).

Les principaux obstacles à l'action de la Forpronu résident surtout dans l'attitude des Bosniaques. La Forpronu et sans doute l'absence du soutien des Américains les contraignent à cesser le combat²⁹ : ils se voient privés d'une reconquête plus ample des territoires concédés aux séparatistes serbes. A Sarajevo, à la fin du mois de septembre et au début du mois d'octobre, les forces bosniaques harcèlent au mortier les forces serbes contraintes au retrait » (D'après JMO Batinf 4/VI, journées des 21 septembre et 2 octobre 1995). Selon le général Bachelet, le gouvernement bosniaque de son côté tente de retarder le cessez-le-feu : il ne fait d'ailleurs en cela que poursuivre le jeu que pratiquent tous les belligérants depuis le début du conflit, négociant, temporisant ou acceptant un cessez-le-feu en fonction de leurs objectifs de conquête ou de reconquête. Dans le cas d'espèce, il s'agit de gagner quelques délais avant que le cessez-le-feu imposé stoppe les offensives bosniaques et gèle une situation qui va constituer les bases de la négociation en cours. Rien que de normal. Mais pour cette fois, les Bosniaques vont faire les frais du *génie* français. Toujours selon le général Bachelet, les conditions de cessez-le-feu « imposées aux Serbes avaient été très clairement conçues pour ne pas pouvoir être remplies avant plusieurs semaines et donc pour procurer les délais nécessaires à la poursuite de l'offensive en Bosnie occidentale ». « En effet – poursuit le général Bachelet –, ces conditions comportaient le rétablissement de l'électricité et du gaz à Sarajevo. Or le rétablissement de l'électricité est subordonné à la réparation de la ligne d'approvisionnement principale détruite sur 2,5 km dans une zone située au point de concours des lignes serbes, croates et bosniaques » dans la région de Kiseljak. Le terrain est difficile, truffé de mines. « Selon une expertise demandée au bataillon canadien installé à Kiseljak, le délai nécessaire avait été estimé de 4 à 5 semaines » (Bachelet p. 17).

Jean-René Bachelet force peut-être le trait pour mettre en valeur l'action de petites unités du génie français ! En effet les deux détachements de liaison et de reconnaissance du génie (Dlrg) fournis par le 17^eRgp qui opèrent directement au profit du secteur et qui travaillaient sur la bombe d'Hadzici sont alors mobilisés sur cette mission. Après une reconnaissance préalable, les travaux sont engagés le 7 octobre et en fin de journée du 9 la ligne est réparée :

(JMO Etat-major du Comgeni et Détachement de liaison et de reconnaissance du génie – Bataillon français n°5 sept. Oct. 1995)

²⁹ Selon des déclarations récentes faites par le président Izetbegovic à Bernard-Henri Lévy, ce serait un message de Richard Hoolbrooke qui aurait arrêté les forces bosniaques au début du mois d'octobre aux portes de Prijedor et de Banja Luka, la « vraie capitale des Serbes » de Bosnie. Faisant état d'une division blindée de l'Armée yougoslave « de l'autre côté de la frontière, aux portes de Brcko, prête à intervenir », celui-ci aurait signifié au président bosniaque que les Américains ne bougeraient pas au cas où cette division pénétrerait en territoire bosniaque pour contre-attaquer (*Le Monde* daté du 14 octobre 2000).

5 octobre 1995 Le DLRG2 effectue la reconnaissance de la ligne électrique haute tension de Kiseljak-Sarajevo afin d'évaluer les dégâts, leur réparation conditionnant la mise en œuvre (.) du cessez-le-feu. Cette reconnaissance révèle de sévères dommages aux environs de la colline de Kokolska se situant dans un no man's land séparant les Bosniaques, les Croates et les Serbes et parsemé de champs de mines imbriqués (.)

7 octobre L'importance stratégique de la réparation des lignes hautes tensions (.) amène le COMGENI à mettre en place un dispositif urgent (.)

8 octobre Poursuite de l'opération déminage, dépiégeage et réparation des lignes à Kokolska (.)

9 octobre Poursuite et fin de mission à Kokolska. Le bilan de l'opération est le suivant : déminage, dépiégeage et dépollution de plusieurs couloirs dans le no man's land de Kokolska, celui-ci ayant une longueur d'environ 2500 mètres sur une largeur de 500 mètres – réparation et mise en tension des lignes électrique entre cinq pylônes. Cette opération éclair a permis l'alimentation en électricité de Sarajevo dès le lundi soir et a contribué ainsi fortement à la signature du cessez-le-feu.

Les accords Dayton sont signés le 14 décembre 1995. Une force de 60000 hommes est mise en place pour les faire respecter : l'Implementation Force ou Ifor placée sous le commandement de l'Otan. L'aventure des casques bleus de la Forpronu est terminée.

Dominique Efros et Nicole Fouilleul ont réalisé une enquête sur une unité de chasseurs qui, de novembre 1995 à mars 1996, agissant dans le cadre de la Forpronu puis dans celui de l'Ifor, contrôle sur les monts Igman une zone étendue allant de Krupac à Razaslje. Elles s'appuient sur les textes, sur les discours officiels ou sur des entretiens pour mettre en avant une « rupture » entre les missions et les postures de la Forpronu et celles de l'Ifor : d'un côté, « la logique de l'Onu faite de contrainte sans force ou de force sans contrainte », d'un autre côté « l'imposition de la paix dans laquelle la notion de contrainte est explicite » (Efros et Fouilleul p. 113). Elles poursuivent en avançant que « cette rupture s'est également faite sentir dans l'approche du milieu humain, et notamment belligérant » : aller au contact des belligérants pour « se renseigner au maximum sur les dispositifs adverses et l'« ambiance », pour les « convaincre de respecter les accords de Dayton ». Elles citent un chef de section se heurtant « à la mauvaise volonté d'un groupe de Bosniaques armés en pleine ZDS (zone de séparation) : « J'ai dit qu'il n'y a pas lieu de négocier, je suis là pour appliquer, je suis là pour faire respecter la loi (.) je leur ai fait comprendre (.) que j'étais en mesure, si jamais ils ne me rendaient pas les armes, de faire fouiller le village, et éventuellement par la force de les virer ». Et de mettre en avant cette « nouvelle compétence opérationnelle » qui réside dans l'« art de la négociation » : « faire

preuve d'une fermeté suffisante pour ne pas apparaître faible sans tomber dans une excessive rigueur » (Efros et Fouilleul p. 178).

Or, les casques bleus de la Forpronu n'ont pas procédé autrement que leurs successeurs. Sur les monts Igman en 1994, face aux infiltrations des Bosniaques, le colonel commandant le Batinf 5, ses commandants d'unité ou leurs chefs de section ont tenu ou auraient pu tenir le même langage que ce chef de section. Mais le contexte politique et idéologique de l'intervention, l'organisation et le dispositif tactiques qui en découlaient ne leur donnaient nullement les moyens de leur fermeté. En théorie, l'« art de la négociation » suppose effectivement d'en « faire preuve ». Mais quand cette « preuve » n'est pas démontrée par des actes politiques, stratégiques, tactiques et microtactiques ou par un bluff et qu'il ne reste que la bonne parole, la belle « compétence opérationnelle » acquise en école est bien vaine.

La rupture entre la Forpronu et l'Ifor n'est pas dans les missions respectives de ces deux forces. Elle n'est pas non plus dans les postures ou dans les compétences des unités qui les constituent, pas plus que dans des règles d'engagement qui pour la Forpronu comportaient aussi une « notion de contrainte explicite ». Elle tient aux modifications des configurations politiques du conflit, à celles du cadre politique qui oriente l'engagement de ces deux forces, aux conditions tactiques enfin de leur engagement. Ce sont plus précisément les surprenantes conditions tactiques de l'engagement des unités de combat françaises de la Forpronu que nous allons analyser en seconde partie.

DEUXIEME PARTIE

LES CONDITIONS TACTIQUES DE L'ENGAGEMENT

Les difficultés que les unités françaises de la Forpronu ont rencontrées, les situations d'impuissance, pour certaines sacrificielles, dans lesquelles elles ont été placées ne peuvent pas s'expliquer uniquement par des facteurs externes d'ordre politique et juridique. Des facteurs liés à l'organisation et aux moyens de l'Armée de terre au début des années 1990, à la formation et à la sélection de ses élites, à l'état de la pensée militaire et aux rapports des militaires avec la société civile sont aussi intervenus. Au début des années 1990, la pensée militaire est sujette des médias et de l'opinion. Les courants de pensée qui dominent dans la société française secrètent des croyances et des prudences dans les rangs de l'Armée de terre. Sur ce théâtre d'opérations, ses élites, peu rôdées à l'analyse sociale et politique, vont croire à l'efficacité d'une intervention militaire conduite dans une « logique de paix ». Cela les conduira à s'affranchir des principes tactiques fondamentaux qui régissent l'engagement d'une force armée sur des territoires non sécurisés et en définitive à une « peur de la guerre » – cette expression étant entendue dans le sens que lui donne Alain Joxe cité en première partie.

La Forpronu n'est pas *en guerre*. Elle est *dans la guerre*. La nuance a échappé à beaucoup. Ce sont les incidences sur le terrain de ce contexte tactique très spécifique que cette partie tente de mettre en perspectives. Nous y traiterons traitant successivement de l'organisation tactique des bataillons puis des contraintes mentales que les chefs et petits chefs militaires se sont imposés ou qui leur ont été imposées.

I. L'ORGANISATION TACTIQUE DES BATAILLONS

Par organisation tactique, nous entendons les diverses mesures et dispositions qui aboutissent à la constitution, à la préparation, à l'acheminement, le cas échéant à l'implantation d'une formation avant qu'elle puisse être engagée sur un théâtre d'opérations. Dans chacun des régiments désignés pour former l'ossature d'un mandat (régiments *supports*), cette organisation fait l'objet d'une montée en puissance programmée dont les différents aspects, les procédures et

les démarches ont été très bien analysées dans l'enquête de Dominique Efros et Nicole Fouilleul citée précédemment.

Il s'agit plutôt pour nous de restituer par touches la diversité des cadres d'organisation dans lesquels les petites unités observées se sont préparées et ont opéré. Nous considérerons plus particulièrement les différents modes de constitution des bataillons puis l'éventail des dispositions que les bataillons constitués sont contraints ou ont le loisir et l'initiative de prendre préalablement à leur engagement : préparation du séjour, reconnaissances préalables, modes d'acheminement des matériels et des unités, implantations

1 La constitution des bataillons

Les bataillons français d'infanterie ou du génie de la Forpronu sont des formations provisoires. Ils sont constitués spécialement pour le théâtre d'opérations bosniaque à partir d'unités – compagnies d'infanterie, sections ou compagnies du génie, escadrons de cavalerie blindée, organismes divers appuyant et soutenant ces unités – composées d'engagés, d'appelés volontaires ou d'un mixage de ces deux statuts. Comme nous l'avons vu, ils sont couramment désignés par un acronyme ou par un sigle – Batinf 2, 4..., BiB pour le bataillon de Bihac ou BgBH pour le Bataillon du génie de Kakanj. Une division est désignée environ six mois avant le début du séjour pour organiser la mise sur pied d'un bataillon, laquelle est confiée à un régiment d'infanterie désigné comme support.

1.1. La composition des bataillons

La conception initiale de la composition des bataillons qui partent en premier mandat pourrait avoir été assez erratique. Dans deux cas observés, elle est soit inadaptée – celle du BgBH que nous traitons plus loin – soit fluctuante jusqu'au dernier moment. Ainsi, en 1993, la composition du futur Batinf 4 change constamment lors de sa mise sur pied et n'est définitivement arrêtée que deux jours avant l'embarquement du gros du bataillon (doss. Batinf 4/I pièce n°1).

Les cinq bataillons français d'infanterie – le Batinf 1 agissant en Krajina, les Batinf 2, 4 et 5 concentrés sur le secteur de Sarajevo, le bataillon de Bihac ou BiB – sont différemment composés et on constate même des modifications dans un même bataillon de mandat en mandat : deux à cinq compagnies de combat motorisées sur véhicules de l'avant blindés (Vab), avec ou sans moyens blindés (second mandat du Batinf 2), avec une section puis une compagnie du génie, voire deux dont une compagnie d'appui (Batinf 5/IV). Dans tous les

bataillons, une unité de commandement et de logistique ou de soutien (Ucl ou Ucs) au volume et à la composition variable assume les différentes tâches de soutiens administratifs, logistiques ou techniques. Son recrutement pose des problèmes à tous les régiments supports, les postes de spécialité nombreux et variés (mécaniciens, conducteurs d'engins spéciaux, cuisiniers, transmetteurs, etc.) sont difficiles à pourvoir. Les ressources d'engagés ou d'appelés volontaires dans un régiment support ou dans sa division n'y suffisent pas : il faut recruter ces spécialistes ça et là dans toute l'Armée de terre. Selon la période et les missions, ces bataillons bénéficient du détachement de formations spécialisées : commandos de l'air pour l'aéroport de Sarajevo, équipes d'actions spéciales, de recherche du renseignement ou d'écoute radio, équipes de guidage aérien, etc.

Compte tenu du cadre et des conditions politiques d'engagement, les bataillons ne possèdent aucun moyen d'appuis lourds jusqu'en juin 1995 (mortiers lourds de 120mm, artillerie). Les conditions d'engagement conduisent la plupart des régiments d'infanterie supports à se priver des moyens d'appuis dont ils disposent organiquement³⁰ au sein de leur compagnie d'éclairage et d'appui (Cea) : sections de missiles anti-char, de mortier, de canons de 20mm, etc. Dans la plupart des cas, ces compagnies d'éclairage et d'appui sont dissoutes pour la durée du séjour pour être transformées en compagnies de marche.

Alors que tous les escadrons de cavalerie sont composés de quatre pelotons de combat équipés d'engins de reconnaissance (Erc) de type *Sagaie* et d'un groupe porté sur Vab, la composition des compagnies d'infanterie varie en fonction des bataillons : quatre sections de combat dans le cas du BiB/III ou du Batinf4/I, trois sections dans le cas du Batinf 2/V. Compagnies et escadrons disposent classiquement d'un élément de commandement et de soutien.

Les sections d'infanterie sont composées de trois groupes de combat mais leurs effectifs, le nombre et la nature des Vab dont elles disposent varient également : sections d'appelés de 21 à 30 hommes surencadrées avec deux sous-officiers et plus par groupe, groupes portés sur trois Vab dans le cas du BiB/II, sur quatre Vab dans le cas du Batinf5/II, avec ou sans véhicule blindé léger (Vbl) de commandement pour le chef de section ; sections plus classiques de 31 à 35 hommes, dont un seul sous-officier par groupe, portées sur quatre Vab et un Vbl dans le cas des unités professionnalisées. Dans tous les cas, l'un des Vab de section est armé d'un canon de 20mm, les autres d'une mitrailleuse de 12,7mm.

En revanche la composition des pelotons blindés est uniforme et leur puissance de feu relativement impressionnante : 3 engins blindés de reconnaissance (Erc de type *Sagaie*) avec chacun un canon de 90mm, un Vab armé d'une mitrailleuse 12,7 transportant une équipe de protection, un véhicule blindé léger

³⁰ Le terme *organique* et ses dérivés qualifient les formations qui font partie de l'organisation courante d'un régiment, telle qu'elle est définie dans ses *tableaux d'effectifs* ou *de dotation*.

pour le chef de peloton et un camion d'allègement (Trm 2000 ou 4000). Tous ces véhicules sont de plus armés d'une mitrailleuse 7,62 et/ou d'une mitrailleuse 12,7 (Vab et Trm). Le peloton possède en outre un armement antichar : missile (*Milan*), lance roquette de 90mm ou de 112mm (Lrac 90 ou Rac 112) :

Toujours est-il que les trois ERC 90 Sagaie, le VBL, le Vab et le Trm 4000 d'allègement sont sur les routes, avec leur puissance de feu pour le moins intéressante : 3 canons de 90mm pouvant tirer des obus fleche jusqu'à 1600m et des explos jusqu'à 2500m, 6 x 7,62, 1 x 12,7mm, 1 Milan, 1 Lrac de 89, une gamme assez variée pour s'adapter à toutes les situations (Journal de marche major RE).

Dans la plupart des cas, la composition en personnels, en matériels et armements des bataillons est totalement différente de celle du régiment qui est désigné comme support. Leur mise sur pied réclame terre un effort considérable d'organisation de la part des cadres concernés mais aussi de différents niveaux de commandement de l'Armée de terre. On peut se demander si dans certains cas, cet effort ne s'est pas exercé au détriment de la préparation intellectuelle et tactique que nécessitait l'engagement des unités dans un tel conflit.

1.2. La mise sur pied des bataillons

L'un des thèmes sur lequel Ardant du Picq insiste dans ses *Etudes sur le combat* est celui de l'organisation des troupes. Elle doit être raisonnée de façon qu'elle puisse assurer « leur bon esprit, leur solidité, leur confiance, leur solidarité en un mot » « Des soldats, si bien dressés qu'ils soient réunis du jour au lendemain, en compagnie, en bataillon, etc. ne sauraient avoir, n'ont jamais eu cette solidarité qui, du haut en bas, ne peut naître que de la connaissance mutuelle (.) On prévoit que, plus la puissance de destruction par les armes de jet se perfectionne, plus, par la suite, le combat devient éparpillé, échappe à la direction, à l'œil immédiat de son chef suprême et même des simples officiers (.) plus méditée, plus profondément raisonnée doit être l'organisation qui assure entre les combattants la solidarité » (Ardant du Picq II, p. 66-67). Ardant du Picq lie étroitement l'organisation du corps militaire et sa mobilisation. Il fait de l'accoutumance à vivre et travailler ensemble – la « connaissance mutuelle » entre les chefs et les hommes, entre les hommes – un facteur déterminant de cette mobilisation. « Il est nécessaire alors qu'une organisation sagement ordonnée, et c'est par là qu'il faut commencer, place d'une manière permanente les mêmes chefs et les mêmes soldats dans les mêmes groupes de combattants,

de telle sorte que les chefs et les compagnons de la paix (.) soient les chefs et les compagnons de la guerre (.) Et voici paraître la confiance » (idem, p. 53).

Dans l'Armée française, ce principe d'organisation, fondé sur la continuité de l'encadrement et des effectifs d'une unité entre le temps de paix et le temps de guerre, est aujourd'hui une idée reçue qui ne souffre pas de débats. Il n'est guère approfondi et le plus souvent les circonstances conduisent à ne pas l'appliquer.

C'est partiellement le cas sur le théâtre d'opérations bosniaque. En effet la mise sur pied des futurs bataillons d'infanterie de la Forpronu s'effectue soit à partir d'unités organiques professionnalisées constituées d'engagés accoutumés à vivre et à opérer ensemble, soit à partir de petites unités et d'unités dites de *marche*³¹ constituées d'appelés volontaires recrutés dans plusieurs unités d'un même régiment, voire dans plusieurs régiments. Or, on observe que, placées dans des situations délicates, certaines de ces petites unités et unités de marche constituées ainsi de bric et de broc, paraissent ne pas avoir été moins solides et moins solidaires que des unités professionnelles organiques. D'autres facteurs sont donc tout aussi déterminants que la durée, pour créer cette « connaissance mutuelle » et garantir la solidité d'une formation engagée.

L'un de ces facteurs peut résider dans l'intensité de l'expérience que des hommes ne se connaissant pas ont vécu ensemble préalablement à leur engagement sous le feu, aussi courte que soit cette expérience. Ainsi, les camps dit « de cohésion » qui ont été organisés avant le départ pour la Bosnie par la plupart des bataillons, notamment par les bataillons d'appelés, ont pu avoir ce caractère d'épreuve intensive. Pour peu qu'ils aient été organisés dans cet esprit, certains séjours intensifs en camp semblent avoir créé des solidarités entre des hommes qui, quelques semaines avant, étaient des inconnus les uns pour les autres :

(.) Le camp de cohésion est très utile (.) Ici, ce n'est plus comme à la caserne (.) nous découvrons les limites des autres (.) les plus forts, physiquement ou moralement, soutiennent les plus faibles (.) Le camp de cohésion, c'est la confiance qui se crée (.) Là-bas quelle sera notre réaction contre les balles réelles ? (.) Savoir qu'un copain vous aidera dès qu'il arrivera quelque chose (.) Pour n'importe quoi, pour une cigarette...ou si on est blessé par exemple (.) Savoir qu'un copain va pouvoir vous sauver, c'est hyper important, ça va du petit détail à la vie qu'on sauve (.) (Témoignage écrit Igman/1994 – appelé).

En six mois, la complicité et le respect ont eu le temps de se nouer (.) Ce n'est pas vraiment la mission qui est passionnante, mais plutôt la façon dont nous la remplissons (Goisque, p. 78).

³¹ Le terme qualifie une formation constituée pour une circonstance donnée à partir de combattants venant de différentes formations organiques.

Mais d'autres phénomènes sont tout aussi décisifs que la « connaissance mutuelle » pour garantir la solidité d'une unité ou d'une petite unité : la qualité de l'encadrement et la présence d'anciens, le volontariat pour la mission, etc.

Ca a marché parce que les sous-officiers étaient excellents (.). D'ailleurs, c'était une mission de sous-officiers. Les postes étaient tenus par les sous-officiers (Goisque, entretien juin 1999).

(.) Et l'encadrement est excellent. On a tous une confiance totale, ils nous entraînent, ils ont l'expérience, beaucoup ont fait le Liban, certains ont déjà été en Bosnie, donc pas de problème (Témoignages écrits Igman 94 - appelé).

Il est regrettable qu'à l'occasion de cette intervention, ce principe d'organisation édicté voilà plus d'un siècle par Ardant du Picq n'ait pas été actualisé et approfondi. La diversité des modalités de mise sur pied des futurs bataillons offrait un terrain idéal pour une étude qui, en regard des épreuves subies, aurait comparé systématiquement le comportement respectif d'unités dont la composition et les modalités de mise sur pied présentaient différents cas de figure.

Un critère déterminant différencie les mises sur pied des futurs bataillons selon que le régiment support est une formation professionnelle ou une formation à base d'appelés.

1.2.1. Régiments professionnels et groupements tactiques

Dans ce cas tous les personnels peuvent être engagés à l'extérieur de la métropole sans précautions juridiques. La mise sur pied du bataillon s'apparente à celle classique d'un *groupement tactique* : une pratique souple d'organisation tactique observable dans tous les conflits contemporains. Pour une mission déterminée nécessitant l'unité de commandement de différents moyens de combat, une formation interarmes temporaire est constituée par un régiment pilote à partir de ses propres unités et d'unités détachées des régiments de la division qui appartiennent à d'autres armes. Les délais de mise sur pied sont très courts et ne nécessitent pas de réorganisation

Selon sa mission, le groupement tactique est à *dominante* infanterie ou cavalerie et à composition variable. Dans le premier cas – celui qui nous occupe –, un régiment d'infanterie coiffe avec ses propres moyens de commandement (éventuellement renforcés pour la circonstance), une à trois de ses compagnies et des formations qui lui sont détachées par les autres régiments de la division : un escadron de cavalerie, une section ou une compagnie du génie, une batterie d'artillerie, etc. Ce rassemblement temporaire d'unités provenant de plusieurs régiments respecte le principe édicté par Ardant du Picq. Il s'organise autour

d'unités déjà constituées qui sont accoutumées à manœuvrer ensemble : le plus souvent, les cadres se connaissent et ont déjà partagé bien des expériences, ce qui facilite grandement les problèmes de commandement.

Pour autant, dans le cas de la Forpronu, la constitution de ces groupements tactiques n'est pas sans poser quelques problèmes en raison des besoins particuliers du théâtre d'opérations, des charges ou de la faible disponibilité des régiments professionnels de l'Armée de terre, engagés à l'époque dans d'autres opérations extérieures (Rwanda, Cambodge, Tchad, Centre Afrique, etc.).

En 1993, au début de son séjour, le Bataif 2/III est constitué autour de trois compagnies de combat du 2^{ème} Rei, d'un escadron blindé du 1^{er} Rhp et d'une section de combat du génie. La compagnie de commandement et de services du 2^{ème} Rei ne suffit pas à la mise sur pied de l'Ucl du bataillon. Il faut la renforcer pour moitié par des personnels du régiment de soutien de la division. En outre, ce régiment de Légion doit fournir au PC du secteur de Sarajevo deux sections d'escorte sur Vab. La mise sur pied de ces deux sections et de l'une des compagnies du bataillon a dû être réalisée à partir des effectifs de la compagnie d'éclairage et d'appui (Cea) du régiment. Comme nous l'avons vu précédemment, l'emploi de cette grosse unité équipée de moyens de reconnaissance et d'appui n'est pas jugé justifié par le commandement de la Forpronu. Elle est donc dissoute pour la durée du séjour et réorganisée pour former une compagnie de combat et deux sections d'escorte. Il s'agit de formations de marche. Mais dans ce cas, leur mise sur pied à partir de cadres et de légionnaires appartenant à la même compagnie ne pose guère de difficultés : on s'y connaît.

Dès qu'un légionnaire avait un comportement anormal, le cadre allait le voir et percevait l'abcès. Tout le monde se connaissait. Une intonation de voix et on savait qu'il y avait un problème (Entretien Int S., chef section d'escorte, mars 2000).

L'escadron du Bataif 2/III n'est pas fourni par le 1^{er} régiment étranger de cavalerie (Rec), régiment de cavalerie de la 6^{ème} division légère blindée (Dlb) dans laquelle est endivisionné le 2^{ème} Rei. Il provient du 1^{er} Régiment de hussards parachutistes (Rhp) qui appartient à une autre division, la 11^{ème} division parachutiste (Dp). Or, au milieu du séjour, un mouvement se produit. Deux pelotons de l'escadron du 1^{er} Rhp sont relevés par deux pelotons du 1^{er} Rec. Durant quelques mois, l'escadron du Bataif 2/III va donc être constitué de pelotons provenant de deux régiments, le 1^{er} Rhp et le 1^{er} Rec (D'après JMO Bataif 2/III - Shat).

Autre cas de figure. En 1995 à Sarajevo, l'escadron du Bataif 4/IV provient du 1^{er} régiment d'infanterie et de chars de marine (Ricm), un régiment de cavalerie professionnel. Cet escadron n'est pas tout à fait organique. L'un de ses quatre

pelotons encore à l'instruction est remplacé par un peloton provenant d'un autre escadron du régiment. Or, les escadrons du 1^{er} Rcm, fréquemment détachées de leur régiment pour participer à une opération extérieure au sein de groupement interarmes, possèdent chacun une histoire particulière et des pratiques qui leur sont propres : en quelque sorte une « culture d'escadron ». Aussi, l'intégration dans l'escadron du Batinf 4/IV d'un peloton qui lui est « étranger » est-elle source de menus problèmes affectifs. Au début du séjour, le chef de peloton concerné note dans son journal intime : « Relations avec [l'escadron] : le peloton s'isole un peu mais le commandant d'unité ne va pas trop vers les sergents qui en souffrent – Faire attention aux risques de dérapage (.) » Ces états d'âme n'auront pas de suite. Le séjour mouvementé, les solidarités qui de ce fait se créeront dans l'escadron, la confiance que suscitera le commandant d'escadron – « Si on pas pété un boulon (.) c'est qu'on avait une confiance énorme dans nos chefs (.), note ce chef de peloton » – effaceront vite ces sentiments plus ou moins prononcés d'isolement et d'exclusion.

Rien de bien grave dans ces observations ! Pourtant, on constate que même dans le cas relativement simple de groupements tactiques mis sur pied à partir de régiments professionnalisés, la constitution particulière des bataillons de la Forpronu pose parfois des problèmes d'organisation et d'adaptation. Ils sont mineurs. Ils n'en nécessitent pas moins l'attention des cadres sous peine de « dérapages ». Aucune organisation militaire, si souple soit-elle, n'est totalement adaptée aux lendemains qui l'attendent. C'est sur ses chefs que repose cette adaptation.

Ce mode d'organisation par groupements tactiques interarmes soulève par ailleurs une question plus générale qui touche à la coopération interarmes. Elle relève d'une problématique universelle : celle de la coexistence au sein d'une communauté de travail d'éléments qui sont plus ou moins « étrangers » les uns aux autres par leurs techniques, par leurs pratiques, par leur style de vie.

Le Batinf 4/I qui s'implante à Sarajevo en 1993 est constitué essentiellement à partir des compagnies d'un régiment d'infanterie des Troupes de marine. Son escadron est fourni par le 1^{er} régiment de Spahis (RS), un régiment qui possède un style de vie très marqué. À l'arrivée, tout le bataillon s'entasse dans les bâtiments de La Skenderija. Au bout d'une semaine environ, le 29 juillet l'escadron déménage et s'installe dans TV ou *Yousouf building*. Ce jour-là, le caporal-chef T du 1^{er} RS note dans son journal :

Réveil 7h00 pour un départ à 8h00, en direction d'un nouveau bâtiment dans lequel nous allons emménager, puisque nous quittons la patinoire, ce n'est pas un mal car avec le [numéro du régiment], c'était invivable.

Durant la guerre du Golfe, voici le cas d'une section antiaérienne appartenant à un régiment d'artillerie. Les groupes de cette section sont détachés auprès de différents régiments motorisés ou blindés pour assurer leur protection anti-

aérienne. Cette section est équipée de postes missiles anti-aériens de type *Mistral* qui sont portés sur véhicules : cet armement doit être débarqué et mis en batterie à terre pour pouvoir être en mesure de tirer. Ces postes ne peuvent donc pas faire de la *défense d'accompagnement* (en mouvement) et les groupes qui les servent ne se déplacent pas au même rythme que les unités appuyées, plus mobiles. A deux reprises, au cours de manœuvres d'entraînement, ces groupes se retrouvent isolés : les unités appuyées ont changé de position sans tenir compte de la faible mobilité de leurs appuis anti-aériens :

13-11-90 (.) Toute la matinée (.) nous tournons sur les positions Mistral (.) 12h00 Je reçois un message, nous allons changer de position, sur ordre pour bouger (.) 14h00 Nous avons perdu un escadron du (.) Ils ont bougé et nous ne savons pas où. Enfin, un gros bordel, pas de coordination. 14h45 Nous sommes tous seuls en 1ère ligne, il nous faut vite gicler et revenir en arrière. Aucune coordination, personne ne s'occupe de nous. 21.11.90 (.) 8h00 Nous mettons en place le dispositif pour protéger les différents escadrons. 10h00 Enfin, nous devrions bouger. Tous les chars se déplacent sur un autre flanc. Il faut que nous nous replaçions [«Quand les chars partaient, il fallait démonter. Ils ne s'occupaient pas de nous » – Entretien]. Nous sommes très mal employés, ici, et en plus nous n'avons plus de transmission. C'est vraiment de la fumisterie, et en plus, c'est que ce sera idem si nous devons accrocher avec l'ennemi (Journal intime de l'adjudant SE).

1.2.2. Régiments d'appelés et bataillons de marche³².

Fait assez mal connu des Français, depuis le début des années 1980, qu'il s'agisse de forces d'interposition ou de protection agissant au Sud Liban et au Cambodge pour le compte de l'Onu ou de la force multinationale ayant opéré à Beyrouth de 1983 à 1985, l'Armée française a dû recourir au volontariat d'appelés. Ceux-ci sont recrutés dans les régiments quitte à prolonger leur temps de service (volontaires service long ou Vsl) ou préalablement à leur incorporation (appelés volontaires pour les actions extérieures ou Avae). A partir de ce recrutement, des bataillons de marche sont constitués.

Dans le cas de la Forpronu, ces bataillons de marche sont mis sur pied par des régiments d'infanterie du contingent désignés là aussi comme régiments supports. Dans chacun de ces régiments, une, voire deux compagnies de marche sont constituées avec des appelés volontaires recrutés dans le régiment. S'il y a lieu le futur bataillon est complété par des sections ou par des

³² A la différence du groupement tactique, un bataillon de marche est mis sur pied pour un théâtre d'opérations donné et non pas seulement pour une mission

compagnies de marche provenant des autres régiments d'infanterie de la division. Quelquefois, cela n'y suffit pas : il faut alors faire appel à des régiments extérieurs à la division. Ces bataillons sont en outre gros consommateurs de fantassins. Or, des appelés servant dans des régiments de cavalerie ou d'artillerie sont également volontaires. Pour certains mandats, ces cavaliers et ces artilleurs volontaires sont rassemblés pour former des sections, voire des compagnies d'infanterie. Les escadrons, les unités du génie et les postes de spécialité des Ucl de ces bataillons de marche proviennent selon les cas de régiments du contingent ou de régiments professionnels.

A l'exception du Batinf 4 et du Batinf 2 (pour six mandats sur sept dans le cas de ce dernier) tous les bataillons opérant en Croatie ou en Bosnie ont été successivement alimentés par de telles formations de marche à base d'appelés. On conçoit combien cette mobilisation d'appelés volontaires dans toute l'Armée de terre a pu provoquer de bouleversements et de désorganisations dans la vie courante des régiments du contingent.

Selon les périodes, selon les divisions et les régiments supports, selon les effectifs des bataillons, l'hétérogénéité de ces bataillons de marche est variable. En août 1994, la division parachutiste effectue l'un des mandats du Batinf 2 à partir de ses seules ressources et les trois compagnies d'infanterie du bataillon sont uniquement formées d'appelés du 9^{ème} Régiment de chasseurs parachutistes (Rcp) : on est proche ici de la formule du groupement tactique, le 9^{ème} Rcp coiffant, outre ses trois compagnies, des unités organiques professionnelles – escadron, compagnie du génie, etc. – provenant uniquement des autres régiments de la division. D'octobre 1992 à avril 1994, les compagnies d'infanterie du BiB sont pratiquement exclusivement constituées à partir des trois régiments d'infanterie de la 15^{ème} division, les 92^{ème}, 99^{ème} et 126^{ème} régiment d'infanterie (Ri), chacun de ces régiments mettant sur pied au moins une compagnie pour chacun des mandats de la période. En revanche, ailleurs, il faut ponctionner près de 30 régiments ou plus pour mettre sur pied un bataillon, le recrutement des spécialistes des Ucl étant il est vrai particulièrement éclaté. Le cas extrême est celui du Batinf 1 qui opère en Croatie. Il faut pour la plupart des mandats alimenter ses cinq compagnies d'infanterie en appelés. Trois des cinq compagnies du Batinf 1/III sont interarmes ! L'une est constituée avec des sections de fantassins et de cavaliers, les deux autres avec des sections de cavaliers et d'artilleurs. Le Batinf 1/IV est mis sur pied par la division alpine : quatre bataillons de chasseurs alpins (Bca) ont chacun fourni une compagnie, la cinquième a dû être complétée par des appelés de son régiment d'artillerie de montagne. Deux des cinq compagnies du Batinf 1/V sont constituées par des sections de cavaliers (d'après JMO Batinf 1/III, IV, V, Shat).

Cette hétérogénéité peut se retrouver au niveau de petites unités. Tout dépend de la difficulté ou non à recruter des volontaires au sein d'une compagnie ou

d'un régiment ou de la manière dont le régiment support organise son recrutement. Dans la poche de Bihac, le lieutenant R est à la tête d'une section de marche relativement homogène : elle a été recrutée en totalité à l'intérieur de sa compagnie, là aussi, une Cea dissoute temporairement, et les deux tiers de ses appelés proviennent de la section anti-char qu'il commandait dans cette Cea. En octobre 1994, sur le mont Igman le lieutenant E commande une section de chasseurs alpins du 7^{ème} Bca : ce sont en majorité des appelés du contingent de juin, volontaires pour les actions extérieures (Avlae) qu'il a lui-même instruits :

J'étais à la deux du sept. Mon capitaine me dit, « Avec vos cadres, descendez à la Cea...Vous formez la 2ème section [de l'une des compagnies du Batinf 5] (.) La Cea était transformé en compagnie de marche. J'ai emmené 7 ou 8 Vsl de ma compagnie, du contingent 10. Le reste, c'était des Avlae en début de service (.) Sur 32 en Fetta, 21 sélectionnés... Je les ai formés moi-même. Je leur ai fait passer le CP³³.

En revanche, le lieutenant qui coiffe les postes de Krupac en 1995 lors de la prise des otages (Cf. I^{ère} partie) commande un peloton très hétérogène : 5 de ses 17 appelés proviennent de son peloton organique, 8 viennent de divers escadrons de son régiment de char et 4 d'un autre régiment blindé. Il faut noter ici que cette hétérogénéité des pelotons de cavalerie n'est pas le propre des escadrons du contingent. En 1994, dans la poche de Bihac, le peloton du major RE est constitué d'engagés provenant de deux régiments blindés professionnalisés.

De la sorte, de 1992 à 1995, l'Armée de terre a dû mettre sur pied près d'une trentaine de bataillons de marche à dominante infanterie, auxquels il faut ajouter les formations constituées pour les six mandats du Bataillon du génie de Kakanj. Mais en cela, elle n'a fait que s'inscrire dans une continuité.

1.2.3. Les formations de marche dans l'Armée de terre

En effet, que ce soit au début de la Première et de la Seconde guerre mondiale ou au cours des guerres d'Indochine et d'Algérie, l'Armée de terre a toujours eu recours à la constitution de bataillons de marche. La formule est totalement antinomique du principe édicté par Ardant du Picq. Toutefois, les fortunes de

³³ Les sigles *Fetta* (pour formation élémentaire toutes armes) et *CP* (pour certificat pratique) renvoient à deux périodes d'instruction individuelle : une formation de base de deux mois (les « classes ») puis une formation dans une spécialité (conducteur ou pilote d'engin blindé, transmetteur, etc.) ou dans le service d'une arme individuelle ou collective (grenadier-voltigeur, tireur d'élite, au lance roquette, servant de mortier, tireur missile, tireur canon, etc.) à l'issue de la quelles les nouvelles recrues passent le CP et sont considérés alors comme aptes à servir dans une unité opérationnelle.

ces formations furent très diverses. Puisse un jour quelque jeune historien se pencher sur ce type d'organisation tactique et mettre à jour ses facteurs d'échec ou de réussite.

Dans son histoire de la Légion étrangère, Georges Blond fait état de cas de figure très contrastés au début des deux conflits mondiaux. En août 1914, des volontaires étrangers vivant en France, âgés de 18 à 55 ans, sont rassemblés et instruits à la caserne Reuilly par des sapeurs pompiers pour former le 3^{ème} régiment de marche du 1^{er} étranger placé sous le commandement d'un colonel de gendarmerie. En plein hiver, ce régiment sera envoyé dans la boue sur le front de Somme, « exactement ce qui pouvait le moins convenir aux volontaires âgés qui eurent droit à la croix de bois souvent avant d'avoir entendu siffler une seule balle allemande », note Georges Blond. Par la suite, cette formation sera dissoute, certains nationaux ayant regagné leur patrie d'origine. Une autre formation de marche « baptisée légionnaire », mais comme la précédente, uniquement composée de volontaires et non encadrée par des légionnaires, le « 4^{ème} de marche du 1^{er} étranger », sera également dissoute au début de l'année 1915 après avoir eu 429 tués, blessés ou disparus au cours de trois mois de campagne en Argonne. En revanche, des volontaires étrangers rassemblés au camp de Mailly en septembre 1914 sont incorporés, instruits et encadrés par des légionnaires débarqués de Bel-Abbès et de Saïda. Un tri sélectif est effectué. Georges Blond note par ailleurs que « l'élément vieille Légion venu d'Afrique liait cette mixture (.) » Le séjour à Mailly dure plus de sept ou huit mois. En mai, le régiment ainsi formé est engagé dans la bataille d'Artois. Avec un autre régiment de marche formé à l'identique, il combat en Champagne, sur la Somme. Les deux régiments sont fondus en 1916 pour former un régiment d'épopée, le Régiment de marche de la Légion étrangère (Rmle) (G. Blond, p.180 et suivantes).

Même contraste observable en 1940. En septembre 1939, des étrangers appartenant à plusieurs dizaines de nationalités différentes sont hâtivement rassemblés et instruits au camp de Baccarés pour former les 21^{ème}, 22^{ème}, 23^{ème} régiment de marche de Volontaires étrangers, trois régiments qui disparaîtront « sous les piqués des Stukas » ou « écrasés par les chars ». La même année, les 11^{ème} et 12^{ème} régiments étrangers d'infanterie formés à la Vallbonne amalgament des réservistes rappelés et des légionnaires venus d'Afrique du Nord. Bien encadrés, ces deux régiments ont le temps de s'aguerrir sur la ligne Maginot. Après la percée de Sedan, le premier réalisera une belle défense dans la région de Stenay. Encerclé, il tentera vainement de se dégager. Le second « incorporé au dispositif de la défense de Soissons (.) reçut un baptême du feu qui ressembla à un enterrement ». Les survivants réussirent à franchir les lignes ennemies et « livrèrent des combats d'arrière-garde (.) jusqu'à Limoges ». La 13^{ème} demi-brigade de Légion étrangère (13^{ème} Dble) est constituée à la fin de l'année 1939 à Fès et à Sidi-Bel-Abbès à partir de deux bataillons de marche

composés de légionnaires volontaires pour la Finlande. Certains des officiers qui les encadrent sont des figures alors bien connues des légionnaires. Débarqués en France, ceux-ci sont entraînés au camp de Lanzac dans l'Aveyron. Ils sont acclimatés au froid et à la neige dans le Jura. Les deux bataillons de marche débarquent en Norvège en mai 1940 et seront au centre de l'assaut sur Narvik (G.Blond, p.266 et suiv.). La 13^{ème} Dble connaîtra bien des débarquements : l'Erythrée, la Syrie, la Libye et Bir-Hakeim, de l'Italie jusqu'au Danube, le Tonkin et Dien Bien Phu puis le retour en Afrique du Nord et aujourd'hui, Djibouti. Elle porte un nom mythique : « la phalange magnifique ». Georges Blond souligne que dans le noyau initial de cette formation existait, « nouveauté dans la Légion, un fort contingent d'Espagnols exilés politiques (.) disciplinés, endurants, acceptant le dur dressage de Bel-Abbès (.) se tenant les coudes dans une solidarité exceptionnelle ». Ce noyau aurait transformé « le climat légionnaire » (G. Blond p. 279).

De nombreux bataillons de marche groupant gendarmes, pompiers, fantassins, parachutistes, etc. ont été formés au début du conflit indochinois. Roger Delpey dans *Soldats de la boue* a raconté l'aventure du Bataillon de marche du 151^{ème} Ri, « un amalgame d'engagés et de rengagés, issus de la Résistance, de la 1^{ère} Armée et de l'ancien Corps expéditionnaire français d'Italie (.) » Il faut équiper, armer « plusieurs centaines d'hommes (.) qui ont de la guerre des conceptions différentes » (R.Delpey, p. 37). A peine regroupés au camp de Sathonay, ces combattants de fortune embarquent le 14 janvier 1947 et débarquent à Saïgon un mois plus tard. Ils perçoivent leurs matériels, « une avalanche d'armes et d'engins », puis mènent de petites opérations dans les environs de Saïgon. Au début du mois de mars, le bataillon rejoint le secteur de Travinh au sud de Saïgon. Il y sera implanté en postes et participera à la bataille de Cochinchine jusqu'en 1949 aux côtés des légionnaires du 3^{ème} Rei.

Les débuts de la guerre d'Algérie donnent lieu à une profusion de cas : bataillons de marche *Blizzard* formés au début du conflit à partir d'appelés parachutistes ou de chasseurs alpins puis amalgamés à des unités de professionnels pour constituer des régiments de parachutistes, unités du génie ou du train donnant naissance à des compagnies ou à des bataillons de marche, volontaires recrutés parmi des artilleurs sol-air et rassemblés avec des harkis pour former une unité de parachutistes etc., ou encore « groupements opérationnels » de secteur puis commandos de chasse « favorisant l'amalgame des unités (de quartier) et les rendant plus mobiles », etc. (Jauffret, p.84-90).

Ces évocations sont superficielles. Elles suggèrent néanmoins que ce mode de constitution d'une formation de combat, bien adapté à un besoin urgent d'effectifs, doit répondre à certains critères pour que cette formation puisse égaler la solidité et les capacités combattantes de formations organiques : nature démographique du volontariat, degré d'aguerrissement, durée ou intensité d'une épreuve avant le premier engagement, existence d'un noyau d'anciens

transmettant ou imprimant un style, nature, origine, qualité ou notoriété de l'encadrement, etc.

Dans le cas de la Forpronu, la relative rareté de la ressource en volontaires a rendu tout particulièrement complexe la constitution des formations de marche.

1.3. La mise sur pied des bataillons en premier mandat : le cas du bataillon de Génie de Bosnie-Herzégovine

La mise sur pied des matériels nécessaires aux opérations n'est pas non plus une petite affaire. Elle concerne essentiellement les formations engagées en premier mandat. En effet, les munitions et matériels lourds jugés nécessaires pour un bataillon – engins, véhicules, armements, équipements de campagnes, etc. –, certains étant spécifiques au théâtre d'opérations, sont rassemblés puis acheminés sur place par la formation partant en premier mandat, puis passés en compte de mandat en mandat.

Dans la plupart des cas, le régiment support qui doit mettre sur pied la dotation matérielle du futur bataillon ne possède pas la totalité des matériels requis. Ceux-ci doivent être prélevés sur des stocks existants ou sur les dotations d'autres régiments. Cela vaut pour les véhicules et les engins blindés.

Ceux du peloton du major RE qui opère en 1994 au sein du Bib proviennent de diverses origines. Lorsque le Bib est dissout à la fin de l'année 1994, le peloton conduit ses véhicules et ses engins jusqu'au port de Rijeka. Ceux-ci seront transportés sur Toulon où ils seront récupérés par leur formation d'origine. De nombreux régiments ou établissements de l'Armée de terre ont été ainsi ponctionnées de matériels organiques pour la durée des opérations³⁴ :

18 oct. 1994 (.) c'est avec un peu d'émotion que chaque équipage a rendu son véhicule. Une dernière photo, une dernière tape amicale et puis... direction le parking où ils rejoindront soit le 1^{er}Rhp, le 57^oRa [régiment d'artillerie], Eed7 ou l'Erm de Chalons s/Marne [établissements du matériel] (Journal intime major RE).

Les régiments supports pour un premier mandat sont certes soutenus par les états-majors de leur division ou de leur corps d'armée. Toutefois, ils endossent de lourdes charges que n'auront pas leurs successeurs : l'adaptation de la mise

³⁴ Si cette observation se vérifiait dans son étendue, le théâtre d'opérations de la Bosnie représenterait un cas de figure particulièrement original d'organisation tactique : celui d'un théâtre qui sur une durée de plus de trois ans et pour une contribution relativement minime, obère considérablement les capacités opérationnelles de l'Armée de terre, du fait de la dispersion des ponctions en effectifs et en matériels qui ont du être effectuées pour les besoins des formations engagées.

sur pied en effectifs et en matériels du futur bataillon aux fluctuations des conceptions de sa composition, le recueil et la mise condition des matériels, leur affrètement, leur embarquement et leur acheminement vers le lieu d'implantation, la recherche éventuelle de ce lieu d'implantation et la mise en place des infrastructures du futur bataillon.

Les difficultés qu'a posées la mise sur pied du Bataillon du génie de Bosnie-Herzégovine (BgBH) constituent à ce titre un cas d'école. Elles ne sont pas généralisables. Elles permettront néanmoins de comprendre ce qu'a pu être le lot quotidien de certains cadres responsables de ces unités, « jetées » plutôt que « projetées » sur ce théâtre d'opérations et de pressentir combien des énergies consacrées à résoudre les multiples problèmes d'organisation administrative, technique ou logistique d'un futur bataillon ont été sans doute dépensées au détriment de la connaissance du terrain d'engagement et de la préparation opérationnelle de cet engagement.

Nous avons traité dans la partie précédente des errances du commandant de ce bataillon lors de sa recherche d'implantation en Bosnie. Il ne s'agissait que de l'une des séquences de la série d'avatars que l'encadrement de cette formation a connues entre l'annonce de sa création en septembre 1992 et son retour en France en juillet 1993.

C'est, semble-t-il, l'inadaptation de la conception initiale de la composition de ce détachement du génie qui est à l'origine d'une succession d'incidences qui pèseront par la suite sur toute l'organisation. En septembre 1992, rappelons-le, dans le cadre de la Force interalliée – Division de Bosnie-Herzégovine ou Bosnia and Herzégovina Command (BH Command) –, créée suite aux résolutions 776 et 778 de l'Onu pour protéger l'action du Haut commissariat aux réfugiés (Chr) et pour faciliter les mouvements des organismes qu'il coordonne, l'Armée de terre doit mettre sur pied trois formations : le bataillon d'escorte qui s'installera dans la poche de Bihac, un détachement de l'Aviation légère de l'Armée de terre (Detalat) qui stationnera à Split et un détachement du génie. Appelé à rayonner en Bosnie centrale et occidentale, ce dernier doit posséder une autonomie administrative et logistique.

(D'après doss. BgBH 1993 et Cotard, p.51-54). Cette formation du génie a pour mission « d'être en mesure de maintenir deux itinéraires en période hivernale au profit des convois de l'Unchr ». Alors qu'une fois sur zone, ce détachement sera sollicité pour une variété de missions, celle qui lui est confiée initialement est interprétée restrictivement vue de France : elle aurait été raisonnée à partir des normes de la doctrine française d'emploi du génie. Selon ces normes, il suffit d'une section pour assurer le maintien d'un itinéraire sur 20km : deux sections disposant des matériels adaptés suffiront pour remplir cette mission.

La composition du détachement est donc conçue sur la base de celle d'une compagnie du génie fortement renforcée en matériels : une section de commandement, deux fortes sections de combat et une section d'équipement

dotée de nombreux engins et véhicules spécifiques. En effet, le climat continental, le relief accidenté supposant des risques de fort enneigement, les routes pouvant être barrées par des obstacles conséquents – ponts détruits, champs de mines, etc. –, les sections devaient pouvoir disposer de moyens spéciaux qui ne sont pas en dotation courante dans les sections du combat du génie. La section d'équipement est destinée à regrouper et à gérer ces moyens. Enfin, l'autonomie administrative et logistique du détachement – nécessitant notamment des moyens importants de traitement d'urgence et d'évacuation des blessés en raison du danger d'obstacles minés – conduit à renforcer la section de commandement pour en arriver à la création d'une unité de commandement et de logistique (Ucl), formation que l'on retrouve dans tous les bataillons. C'est la création de cette unité qui aurait amené « le changement d'appellation du détachement qui devenait *bataillon* » (doss. BgBH, pièce 214). Une note datée du 5 novembre 1992 émise par un organisme de commandement du génie définit la composition de cette formation :

(.) D'un effectif total de 275, le B.G.B.H comprend :
une équipe de commandement (2.1.2) [c'est à dire 2 officiers, 1 sous-officier, 2 militaires du rang] ;
une unité de commandement et de logistique (10/52/102) ;
une unité d'intervention formée essentiellement de 2 sections de combat (6° RG et 71°RG) et une section d'équipement (72°RG) d'un effectif de 5.19.82.

Cette composition est hybride pour un bataillon. La notion d'« équipe de commandement », pertinente pour une compagnie mais non pour un bataillon, les effectifs de cette « équipe » qui sont sans commune mesure avec ceux d'un état-major de bataillon, semblent bien en effet traduire les errances de la conception initiale. En tout état de cause, cette conception contient en germe les difficultés que le commandant de cette formation et son adjoint vont rencontrer.

Le faible effectif au regard de celui d'un bataillon du génie normal qui est d'environ 700 hommes sera l'objet de méprises sur le théâtre d'opération. Cette formation dénommée « bataillon » mais qui n'en pas les moyens sera sollicitée comme un bataillon : « Il a été difficile de faire comprendre aux officiers de l'Etat-major du BH Command que le bataillon n'avait que 300 personnels et qu'il ne possédait qu'un petit potentiel génie », note le rédacteur du document 214. L'effectif sera progressivement renforcé au fur et à mesure de la découverte des besoins exigés par la situation – équipe de renseignement, section de protection et d'escorte, divers éléments de soutien –, pour atteindre 334 hommes en cours de séjour (doss. BgBH, ibidem).

Une autre difficulté réside dans la faiblesse initiale des moyens de commandement de cette formation à tous ses niveaux de responsabilité,

compte tenu des missions et des problèmes divers auxquels elle va être confrontée, de l'importance des matériels dont il faudra coordonner l'emploi, la gestion et l'entretien.

Ces moyens matériels sont en effet à la hauteur de la mission. Au départ, le détachement possède 110 véhicules et engins « dont 4 (.) perçus auprès du constructeur seulement quatre jours avant l'embarquement » (doss. BgBH pièce 212). En cours de séjour, il atteint un potentiel de 133 véhicules et engins, parmi lesquels 12 Vab, quatre tracto-chargeurs, deux niveleuses, trois bulldozer dont deux télécommandés, deux pelles hydrauliques, quatre camions benne avec soc de déneigement, deux engins spéciaux pour des déneigements de congères, etc. L'hétérogénéité de ces matériels qui vont être très sollicités entraînera de lourdes contraintes logistiques : multiplicité des pièces de rechange, délais d'attente, etc. Par ailleurs, en vue du traitement de première urgence et l'évacuation de blessés par mine sur chacun des deux axes à maintenir, ce petit bataillon dispose de deux postes de premier secours, soit deux fois plus de moyens sanitaires qu'un régiment en métropole (Cotard p. 53).

Or, « l'équipe de commandement » – formée d'un commandant et d'un capitaine achevant son temps de commandement de compagnie (tous deux n'ayant aucune expérience des interventions extérieures), d'un major et de deux secrétaires –, devra les premiers mois cumuler des tâches opérationnelles – anticiper, préparer, planifier, coordonner l'activité des deux sections d'intervention, entretenir les contacts avec les autorités locales, etc. – avec des tâches administratives et de coordination technique nécessaires à la ventilation à la gestion et à l'entretien de ces matériels.

Par ailleurs, cette petite équipe de commandement est directement en prise sur les sections, comme dans une compagnie : l'*unité d'intervention* n'a en effet aucun moyen de commandement pour suivre et coordonner les chantiers des deux sections de combat ou pour gérer et répartir les moyens importants de la section d'équipement. Il en est de même pour l'Ucl. Cette faiblesse sera en partie compensée en cours de séjour par l'arrivée de deux officiers expérimentés. Reste que même renforcée, l'insuffisance des moyens de transmission aidant, le binôme d'officiers qui est à la tête du bataillon sera saturé par la préparation, par le suivi et par la coordination de missions éclatées, en Bosnie centrale et occidentale, voire en Bosnie orientale : aménagement d'une mauvaise piste de montagne de 12km entre Tarcin et Kresevo, travaux de protection à Sarajevo au profit de l'aéroport ou de PIT building (le bâtiment où est implanté l'état-major du secteur de Sarajevo), travaux de pontage sur l'itinéraire Vitez-Tuzla, aide au déploiement du bataillon ukrainien en Bosnie orientale à Zepa, etc. En fin de séjour, elle devra réagir au conflit local qui éclatera sur Kakanj en 1993 (cf. I^{ère} partie) et faire face à l'afflux de réfugiés vers la base du bataillon (doss. BgBH, pièces 213 et 214).

Une dernière difficulté réside bien sûr dans l'organisation de la montée en puissance du détachement puis de l'affrètement et de l'acheminement des matériels. Pratiquement en cinq ou six semaines, il faut rechercher, concentrer, préparer, affréter des matériels dispersés sur toute la France, recruter et sélectionner les personnels de carrière, des engagés ou des appelés volontaires susceptibles de servir des matériels aussi variés.

Au départ, sur un effectif de 275 officiers, sous officiers et militaires du rang, le bataillon comprend 170 appelés volontaires. Il est constitué à partir de la ressource de 27 unités différentes du train, de l'infanterie, du matériel, du commissariat de l'Armée de terre (l'ex intendance). Seulement 63% des personnels proviennent des régiments du génie. La sélection des personnels est hâtive. Certains n'ont pas les qualifications requises et ils seront formés sur le tas. D'autres, y compris parmi l'encadrement, poseront en cours de séjour des problèmes disciplinaires, d'adaptation physique ou psychologique aux conditions du théâtre d'opérations. Même hâte dans la définition et dans le regroupement des matériels roulants qui se révéleront pour la plupart bien adaptés avec néanmoins des sous-estimations et des déficiences : insuffisance de tel type d'engins, véhicules en bout de potentiel, gamme de camions de marques différentes entraînant des contraintes logistiques supplémentaires, etc. Au regroupement de ces matériels s'ajoute celui des équipements lourds nécessaires à la vie courante : soixante conteneurs de pièces de rechanges, de couchages, de tentes collectives, de matériel de loisirs sont embarqués à Toulon pour le port de Split (Cotard p. 53 et doss. BgBh pièces 213 et 214).

Le 16 novembre 1992, le détachement est regroupé au camp de Mourmelon pour un séjour de quinze jours qui précède l'embarquement pour la Bosnie. Il s'agit en principe d'un camp de *cohésion* qui doit permettre la préparation opérationnelle de la mission. En réalité, il est nécessaire de poursuivre la montée en puissance matérielle et administrative du futur bataillon et de parfaire l'instruction technique des personnels. A partir de cette date, Au vu de ses différents carnets de note, l'officier adjoint du bataillon semble être au four et au moulin. Il n'a pas de dimanches. Le terme de « course » revient fréquemment dans le journal quotidien très succinct qu'il tient :

17 novembre 1992 – Le début de la course – Recherche de matériel sur toute la France (.)

18 novembre – La course continue – Ps [Point de situation] avec le gpe [groupe] énergie et épuration

19 novembre – Toujours la même course...

Samedi 21 novembre – Moins de coups de téléphone, rythme plus calme (.)

Dimanche 22 novembre – Instruction mines lnt (.) Conduite Vbl (.)

Lundi 23 novembre (.) Pb de priorité de containers, quoi, quand (.) Pb avec départ VF-VR-VA. Encore beaucoup d'incertitudes (.)

Vendredi 4 décembre (.) Continuation de la course (.)
Dimanche 6 décembre (.) Mouvement sur Toulon (.)
Jedi 10 décembre (.) Course dans Split pour trouver lieu de débarquement pour
le VIA Ligure (.)

Son commandant de bataillon ayant été contraint de partir en précurseur pour rechercher le lieu d'implantation du bataillon (cf. I^{ère} partie), cet officier, assisté seulement d'un major et de deux secrétaires, se trouve en effet devoir achever la montée en puissance du bataillon, préparer et conduire le mouvement sur Toulon puis l'embarquement, rechercher un lieu de débarquement des matériels dans le port de Split...

Durant ces journées – mais aussi par la suite – l'agenda dans lequel il note les questions à régler constitue une sorte d'énumérations à la Prévert : problèmes d'épurateurs d'eau, de citernes et de bacs souples, travail de chancellerie à prévoir – notation des sous-officiers, « prendre feuilles de note, feuilles de citation » –, régler des problèmes financiers de tel sous-officier, mettre ou non les cantines dans les containers, avances de solde, prises de sang, matériels ou équipements complémentaires pour le groupe de déneigement, instruction et lots de déminage, traducteur serbo-croate, procédures transmission à prévoir, traditions du bataillon et rapports avec le Service historique de l'Armée de terre, état des munitions, lots de cirage et de lacets, bougies etc. »

C'est donc dans un état de grande tension que, comme son commandant de bataillon, cet officier arrive à Kakanj en décembre 1992. Au milieu du séjour, il écrit dans son journal : « nerveusement, je craque ». Il en sera ainsi durant tout le séjour, jusqu'à ce point culminant déjà évoqué, lorsqu'en juin 1993 le conflit éclatera à Kakanj entre forces croates et bosniaques.

Les hommes de ce bataillon n'auront peut-être pas connu les épreuves des générations précédentes de combattants. Mais ils rentreront pour beaucoup épuisés physiquement et moralement : « Je n'ai pas eu un instant de repos...J'étais mal dans ma peau. Nous étions tous lessivés. Nous nous demandions ce que nous faisons là. Je n'ai pu vivre une vie de couple normale que six mois après mon retour » (entretien RD, avril 1999).

2. La préparation opérationnelle des bataillons

La montée en puissance quantitative d'un bataillon s'accompagne ou est suivie de sa montée en puissance opérationnelle. On peut distinguer trois phases très diversement respectées ou réalisées par les différents mandats : une phase d'instruction individuelle des personnels visant à adapter la formation des futurs casques bleus aux besoins opérationnels des bataillons tels qu'ils sont

alors estimés, une phase de reconnaissance sur les lieux d'opération et de documentation en vue de la relève, une phase de cohésion ou d'entraînement collectif.

Toutefois, dans le cas des bataillons en premier mandat, ces différentes phases sont inexistantes comme nous venons de le voir pour le BgBH. Le 23 juin, le 21^{ème} Rima est désigné comme régiment support pour le premier mandat du Batinf 4. A peine un mois plus tard, le bataillon, essentiellement constitué d'unités professionnelles de la 6^{ème} Division légère blindée (Dlb), est au complet dans l'enceinte de La Skenderija. D'après le document d'où est tirée cette observation, les cadres de ce bataillon ont dû « travailler jour et nuit » pour mettre sur pied les effectifs et les matériels exigés par la Forpronu (doss. Batinf 4/I pièce n°1). Le journal intime du caporal-chef T (1^{er} RS) qui sert dans l'escadron de ce bataillon débute le 28 juin :

Lundi 28 juin Il est 09h00 du matin quand le capitaine (.) téléphone chez moi et m'ordonne de rentrer au quartier pour mercredi matin, un départ pour l'ex-Yugoslavie s'annonce (.) C'est une joie terrible qui explose en moi (.)

Il reprend son journal trois semaines plus tard :

Dimanche 18 juillet 02h30 du matin les bus et les camions passent les grilles du quartier, nous quittons Valence pour Istres (.) 09h30 L'avion civil de la compagnie A.O.M. atterrit à Split (.)

Le premier mandat du Batinf 5 qui occupe les monts Igman en 1994 rassemble des unités organiques professionnelles provenant d'au moins trois divisions : deux compagnies de combat du 2^{ème} Rima, un escadron du 1^{er} Ricm, une compagnie de combat du 17^{ème} régiment de génie parachutiste (Rgp), une compagnie d'appui de génie Légion du 6^{ème} régiment étranger de génie (Reg). Le 9 mars 1994, la formation du bataillon est annoncée. Six jours plus tard, un détachement précurseur s'envole vers Sarajevo. Transporté par chalands de débarquement en deux rotations avec tous ses matériels, le bataillon débarque à Split les 24 mars et 1^{er} avril (d'après JMO Batinf 5/1 - Shat).

Si les premiers mandats n'ont donc guère le loisir de consacrer un temps suffisant à la préparation opérationnelle, il n'en est pas de même pour les mandats suivants. La durée de cette préparation est variable. Elle paraît s'être allongée de mandat en mandat. Elle est de deux mois pour les effectifs appelés du Batinf /II de Graçac qui sont rassemblés à la fin du mois de juillet 1992, le bataillon arrivant en Krajina au début du mois d'octobre (Lorentz, p.53 et 59). Elle est de moins de trois mois pour le BiB/III qui arrive dans la poche de Bihac en novembre 1993 (journal de marche du cne A), de quatre mois pour le BiB/IV en 1994 (Benda et Crémieux) ou pour le Batinf 4/IV qui occupe La Skenderija à partir de janvier 1995 (doss. Batinf 4/IV). En revanche, dès 1993, le 2^{ème} Rei consacre plus de six mois à la mise sur pied puis à la préparation

opérationnelle du Batinf/III qui opérera sur l'aéroport de Sarajevo de décembre 1992 à juillet 1993 : « Je suis revenu du Tchad en novembre 1992. J'envisageais le départ à la fin du premier semestre 1993. A partir de là, j'ai demandé carte blanche » (Entretien, col. de Richouffzt, août 00).

2.1. La phase d'instruction individuelle

La préparation opérationnelle débute par l'adaptation de la formation des personnels engagés ou appelés aux besoins des unités constituées. Les compétences et les qualifications acquises ne correspondent pas toujours à celles que vont exiger les missions des futurs bataillons :

Les nouveaux professionnels que nous devenons doivent acquérir des qualifications particulières. Certains doivent devenir opérateurs radio, d'autres conducteurs Vab (.) d'autres tireurs d'élite ou tireurs Lrac [lance roquette anti-char] (Benda et Crémieux p. 59).

Les besoins en conducteurs sont importants. Jacques Lorentz, l'auteur de *Appelé en Yougoslavie*, est devenu au cours de ses premiers mois de service un excellent tireur de missile anti-char (*Milan*), mais il partira comme conducteur poids lourd (PL) et devra passer un permis en conséquence.

Quand les délais le permettent, la plupart des commandants de bataillon et d'unité font un gros effort sur la formation individuelle des futurs casques bleus, notamment sur le tir et l'accoutumance aux bruits du champ de bataille :

Ces appelés ordinaires doivent être transformés en des militaires maîtrisant complètement les armes à feu. De fait nous tirons régulièrement pendant ces quelques mois, beaucoup plus que lors d'un service national (.) Un adjudant nous confie un soir que peut-être n'apprenons-nous pas véritablement à tirer, mais que l'objectif est plutôt de nous habituer à une atmosphère guerrière (.) Dans quelques semaines, lorsque les tirs de kalachnikovs fuseront au-dessus de nos têtes et que nous constaterons notre indifférence, nous nous rendrons compte que la peur est effectivement inversement proportionnelle au nombre de tirs de balles entendus (Benda et Crémieux, p. 58-59).

Certains estiment que, là-bas, le rôle individuel du combattant est capital et réside notamment dans sa maîtrise des armes et dans sa discipline de feu. Ils savent que les casques bleus agissent dans une ambiance confuse, où l'ouverture du feu n'est autorisée qu'en cas d'agression flagrante et où elle doit s'appliquer en zone habitée. Dans des unités de combat, qu'elles soient composées d'appelés ou de professionnels, en sus de l'intensification de l'entraînement classique au tir et de la formation de tireurs spécialisés – tireurs d'élite au fusil de précision Mac Milan de 12,7mm, tireurs au canon de 20mm ou à la

mitrailleuse de 12,7mm qui équipent certains véhicules et engins – , on durcit les formations acquises dans le domaine du tir aux différentes armes en les adaptant au contexte particulier du théâtre d'opérations : en ambiance urbaine, dans des situations d'interposition où les objectifs doivent être très précisément repérés, en tirant à partir des Vab. On insiste non seulement sur la maîtrise de l'arme dans diverses circonstances mais aussi sur la précision de l'observation des tirs adverses et des comptes-rendus, sur le repérage et la désignation précise de l'origine des coups, sur l'application tout aussi précise des feux, de façon à ne pas causer les fameux « dégâts collatéraux » : « Sur tel immeuble, troisième fenêtre au troisième étage en partant de la gauche... !S'il tire à côté, il risque de tuer une femme enceinte... » (entretien de Richouffzt, juil. 00).

La polyvalence des personnels est recherchée par des commandants de bataillon ou d'unité anticipant les difficultés qu'ils vont rencontrer. Ils tentent de donner aux futurs casque bleus des doubles qualifications. Sur les mauvaises pistes de Croatie ou de Bosnie où les escortes de convois peuvent essuyer les tirs des belligérants, mieux vaut avoir dans le groupe ou dans la section un ou plusieurs conducteurs de rechange. De même, doit-on pouvoir aisément remplacer les tireurs à la mitrailleuse 12,7mm ou au canon de 20mm qui équipent les Vab. Francis Crémieux qui était employé aux services techniques de son régiment est formé à la fois comme pilote de Vab et comme tireur 12,7. « Tout le monde était formé au canon de 20mm », déclare quelques années plus tard le commandant du Batinf 2/III (entretien août 00). Le capitaine A dont la compagnie stationnera dans la poche de Bihac forme deux de ses sections de combat au tir de mortier de 81mm et les deux autres au tir de missile anti-char *Milan* : l'outillage du poste de tir *Milan* avec sa caméra thermique s'est en effet révélé bien adapté en Bosnie pour l'observation des zones de front, de jour comme de nuit.

L'organisation de l'instruction individuelle varie selon les régiments. Nous avons pu relever notamment trois types très différenciés. Dans le premier, c'est ou ce sont la ou les compagnies, qu'elle(s) soi(en)t organique(s) ou de marche, qui prennent à leur compte l'instruction individuelle de leurs personnels (instruction du tir aux armes légères, au mortier de 81mm, anti-char, à la mitrailleuse 12,7mm, etc.). Dans le second type, c'est au niveau du régiment que l'instruction s'organise. Chaque compagnie est spécialisée dans une technique : l'une en conduite sur les divers véhicules et engins en service sur ce théâtre, la seconde dans le tir aux armes légères, la troisième dans le tir aux armes lourdes. Le 2^{ème} Rei, régiment support du Batinf/III adopte ce type d'organisation. Rapportant quelques années plus tard sa conception de la préparation opérationnelle de son bataillon, le colonel de Richouffzt insiste sur l'idée qu'il se faisait alors de l'action qu'il allait devoir mener et sur ce qu'elle impliquait dans la formation de ses légionnaires : « une autre forme de combat » qui nécessite de revenir systématiquement sur l'instruction de base :

(.) On ne voit pas, on n'entend pas, on ne sait pas d'où partent les coups...Il faut réaménager toute l'instruction de base (.) J'ai cassé le régiment. J'ai fait des packagings d'instruction. J'ai formé à nouveau les spécialistes par compagnie de A à Z. Chaque compagnie faisait une sorte de formation élémentaire dans une spécialité par séquences de huit jours (.) de façon à avoir une instruction homogène par spécialités. Les légionnaires revenaient dans leur compagnie pour l'entraînement au combat en zone urbaine (entretien de Richouffzt août 00).

A côté de ces deux types d'organisation, un troisième, assez atypique, est évoqué par le lieutenant E, chef d'une section d'appelés du Batinf 5/II sur les monts Igman. Son régiment, le 7^{ème}Bca, est désigné comme régiment support du Batinf 5/II au début de l'année 1994 pour un départ en octobre. Il doit mettre sur pied une compagnie de marche. Plutôt que de constituer cette compagnie uniquement à partir de volontaires en cours de service, le colonel commandant le régiment et le futur bataillon aurait fait appel aux bureaux du service national pour, dès l'incorporation, drainer vers son régiment de jeunes garçons volontaires pour la Yougoslavie. Des sections de recrues, volontaires pour la Bosnie, auraient été ainsi constituées. Après sélection, ces recrues auraient formé les sections « Yougo » avec un renfort de volontaires plus anciens, en cours de service. Ils auraient alors poursuivi leur cycle d'instruction (formation des spécialistes conduisant au certificat pratique) en fonction des conditions et des exigences des futures missions, encadrés par les officiers et les sous-officiers qui les conduiront sur les monts Igman. Ces données d'entretien n'ont pu être recoupées. En tout cas, la section du lieutenant E est ainsi constituée et formée. Vers juin 1994 pour un départ en septembre, cet officier prend le commandement d'une section de 21 volontaires en début de service, sélectionnés à partir d'un effectif initial de 32 volontaires. L'encadrement de sa future section de marche l'accompagne. Il formera entièrement les chasseurs qu'il conduira en Bosnie :

J'ai été vraiment impressionné par les chasseurs que j'avais. Il est vrai que j'avais eu la chance de les former. Au début, on ne laissait rien passer (.) J'ai donné à mes chasseurs au moins une double spécialité (.) Je n'ai jamais eu de problèmes à régler (.) On a eu vraiment un recrutement exceptionnel (.) (Entretien Int E mars 00).

Ce sont cette section et cette compagnie de chasseurs du 7^{ème} Bca dont nous avons rapporté en première partie la situation particulièrement difficile au moment des offensives bosniaques d'octobre 1994.

2.2. Reconnaissance préalable et recueil d'informations

Dans une situation de guerre, à quelque niveau que l'on se situe, la relève d'une formation dite *descendante* par une formation *montante*, peut entraîner la désorganisation momentanée d'un dispositif, pour peu que la continuité des missions ne soit pas assurée entre les deux formations. Or en Bosnie, chaque bataillon évolue dans un contexte très particulier, ses missions sont souvent originales (*crossing* sur l'aéroport de Sarajevo, missions anti-sniping dans Sarajevo, etc.), ce qui réclame des organisations, des savoir-faire et des qualifications adaptées : la situation et l'action du Bataillon 2 sur l'aéroport de Sarajevo diffèrent sensiblement de celles du Bataillon 5 contrôlant la zone démilitarisée des monts Igman ; celle du Bataillon 5 dans la poche de Bihac est encore différente. Lorsque les délais l'autorisent, une connaissance précise de ce qui les attend est donc recherchée par bon nombre de commandants de bataillons et d'unités qui adaptent leur préparation opérationnelle en conséquence.

Vraisemblablement à partir de l'année 1993, une pratique s'est systématisée, la reconnaissance « sur zone » : quelques semaines avant la relève, une équipe de cadres du bataillon *montant* va prendre connaissance sur place de la situation, du détail des missions et des problèmes que rencontre le bataillon à relever. Comme l'écrit un commandant de bataillon, cette reconnaissance « permet d'appréhender, *in situ*, l'aspect opérationnel mais aussi tous les détails pratiques de la vie quotidienne qui échappent au dossier les mieux fouillés » (doss. Bataillon 4/IV pièce n°1). On tourne une vidéo qui sera exploitée en métropole pour restituer une ambiance, pour rendre compte de la vie quotidienne, pour visualiser les espaces, les lignes de front, etc., comme dans le cas de l'un des mandats du Bataillon 2 :

Les légionnaires savaient exactement à quoi s'attendre (.) Une reconnaissance avait été effectuée deux mois avant. Une cassette vidéo avait été prise avec visualisation de l'aéroport, de l'environnement, où sont les douches, le foyer, des aspects vie en campagne (.) Au camp de..., on a reconstitué la topographie de l'aéroport (.) les douches, le foyer, le tunnel (.) La reconnaissance a été complète (.) On connaissait les bons coups comme les mauvais coups (.) (Entretien chef bureau opérations Bataillon 2, juin 00).

Cette reconnaissance préalable est d'autant mieux accueillie par le bataillon descendant qu'elle signale concrètement la proximité de la relève. C'est à peu près dans les mêmes termes que dans le même escadron du Bataillon 4 stationné à Zetra, deux chefs de peloton font mention dans leur journal de l'arrivée de la reconnaissance du prochain mandat :

Samedi 19 août (.) Visite du colonel M... à Zetra (Cdc [Chef de corps] du 3°Rpima) : cela commence à sentir bon !! Nous apprenons de plus que les

*précurseurs arrivent le 5 septembre (Journal intime Int N).
Samedi 19 août (.) L'escadron reçoit la visite de la reco du 3^oRpima (.) Cela sent
bon le départ (Journal de marche Int C).*

Voilà donc une pratique qui paraît innover par rapport aux procédures courantes utilisées dans l'Armée française : jusqu'à présent, la préparation de relèves délicates sur des théâtres d'opérations extérieurs – le cas de Beyrouth en 1983 par exemple – n'était pas précédée d'une telle reconnaissance.

Celle-ci n'est pas le seul mode de contact pratique entre unités *montantes* et *descendantes*. Des coups de téléphone s'échangent. Les bataillons *montants* sont en possession de dossiers de tâches ou de missions. Nous avons relevé un cas qui n'est peut-être pas unique : un mois avant d'être relevé, un chef de peloton adresse un mémoire de cinq pages à son successeur. Il y décrit la situation à Sarajevo, l'état d'esprit des belligérants, les missions et les postes à tenir, insiste sur les problèmes de vie courante et sur les petits matériels dont son successeur devra se munir en raison des difficultés d'approvisionnement : ampoules, thermos, matériels de bureau, clous et vis, scie à bois, produits d'entretien, etc. (d'après document Int N).

A l'inverse, certains incidents laissent entrevoir que ce souci d'une connaissance aussi précise que possible des particularités d'une situation ou de certaines missions n'a pas été partout partagé. En 1995, un chef de peloton sur *Sagaie* est prévu en réserve blindée de son escadron. Son bataillon arrivant en troisième mandat sur la zone à tenir, il prend ses consignes lors d'un week-end. Le lundi matin à 09h00, « ordre en cours d'action », note-t-il dans son journal : il doit prendre la responsabilité d'un poste au contact des belligérants où il est nécessaire de parler anglais ce qui n'est pas le cas du chef de peloton prévu pour ce poste. Or, ce poste étant dans cette situation depuis 1994, cette particularité n'était pas nouvelle et avait vraisemblablement été mal identifiée par le bataillon *montant*. A 11h00, le chef de peloton est sur sa nouvelle position et découvre une situation très complexe à laquelle il n'était nullement préparé. Ses engins blindés ne lui serviront guère : il aura plutôt à faire à une mission d'infanterie pour laquelle les cavaliers de son peloton n'auront guère été préparés.

2.3. Entraînements collectifs et camp de cohésion

L'exploitation de la reconnaissance et des informations recueillies auprès du bataillon en cours de mandat permet en particulier d'adapter l'entraînement collectif qui suit ou accompagne l'instruction individuelle. Encore faut-il que les délais de montée en puissance permettent de mener cet entraînement. Lorsque c'est le cas, il est conduit au niveau du groupe, de la section ou du

peloton puis de l'unité avec des contenus, une intensité et des modalités très variables selon les bataillons.

Des entraînements à des modes d'action classiques couramment mis en œuvre sur ce théâtre d'opérations sont organisés : postes d'observation de jour et de nuit, conduite de nuit avec appareils intensificateurs de lumière, évacuations de blessés sous le feu, escorte de convois, combat en zone urbaine, coup d'arrêt et contrôle de zone, etc. A côté de cet entraînement classique, on observe le montage souvent réaliste de scénarios élaborés à partir de la connaissance des situations et des missions futures : tenue d'un check point et fouille de véhicules, escortes délicates d'autorité et conduites à tenir à l'arrivée sur un check point de belligérants, tirs effectués à partir de l'habitacle des Vab, manœuvres de force pour dégager un Vab « planté » dans un fossé, un incident courant sur les pistes étroites, chaotiques, boueuses et enneigées de la Bosnie, etc.

Cet entraînement collectif se déroule en garnison, dans des sites industriels désaffectés, en camp. Il culmine parfois dans des exercices régimentaires de grande ampleur (ouverture d'un couloir humanitaire vers Brignolles à partir du Rhône pour le futur Bataillon 2/III, exercice d'une semaine en contrôle de zone dans le massif des Bauges pour le futur Bataillon 5/V) ou dans des séquences particulières lors du camp de cohésion qui clôture la préparation opérationnelle (trois séquences de trois jours au niveau des groupes, des sections puis des unités pour le futur Bataillon 3/III).

Lorsqu'il a lieu, ce camp de cohésion est d'une durée variable et rassemble toutes les unités du futur bataillon. Dans le cas des formations de marche, il est souvent la première occasion de faire travailler ensemble des états-majors, des cellules techniques de l'Ucl, des compagnies de combat agréant des cadres et des militaires du rang appelés venant de plusieurs régiments ou de plusieurs unités dans un même régiment.

La nature des activités est fonction de l'état de préparation du futur bataillon et l'éventail est très large. A une extrémité de cet éventail, le séjour peut être absorbé par l'achèvement de la montée en puissance quantitative du bataillon ou par l'adaptation de l'instruction individuelle d'un effectif dont la mise sur pied est à peine achevée. C'est le cas évoqué précédemment du Bataillon 3/III en premier mandat. Le séjour en camp du Bataillon 4/IV est réduit à trois jours, consacré essentiellement à « la résolution de nombreux problèmes administratifs résiduels », à des remises à niveau, à « faire connaissance » (doss. Bataillon 4/IV pièce n°1). Les circonstances sont toutefois particulières. Ce bataillon est constitué d'unités expérimentées de Troupes de marine et nombre de cadres et de marsouins ont déjà séjourné à Sarajevo. Certaines unités rentrent du Rwanda pour partir en Bosnie : les délais sont particulièrement courts. A l'autre extrémité de l'éventail, le camp de cohésion est exploité au maximum pour tenter de mettre des appelés, mais aussi des soldats

professionnels confirmés, dans l'ambiance qui les attend. On note à ce titre des montages de scénarios très imaginatifs.

Dans leur ouvrage déjà cité, Marc Benda et Francis Crémieux témoignent de « simulations de situations réelles (.) organisées pendant les camps » :

Par exemple, nous participons à des convois, lors d'un camp dit de cohésion du bataillon (.) à Mourmelon (.) : nous sommes censés protéger les camions chargés de farine (.) Un soir de mars, nous simulons avec la section d'un jeune lieutenant la défense d'une Z.M.S. (zone militaire sensible). Vers une heure du matin, la section est attaquée par une autre compagnie chargée de tester notre efficacité. Le lieutenant avait prévu des pièges aux fenêtres, des grenades à plâtre, des mines d'exercice, des tireurs d'élite avec des jumelles de nuit. Mais ceux qui jouent le rôle des attaquants arrivent en simulant une manifestation de civils en colère. Cornes de stade dans une main pour faire plus de bruit, bouteille de vinaigre dans l'autre, ils tentent de pénétrer dans notre Z.M.S. (.) Nous ne savons pas comment nous défendre (.) (Benda et Crémieux p. 61).

Il est vrai que des unités auront à faire à ce type de situation, notamment à Gorazde ou face aux femmes d'Hadjici (cf. I^{ère} partie). Un autre cas d'exploitation originale de ce séjour en camp est fourni par le 2^{ème} Rei qui se prépare à prendre les missions du Batinf 2 sur l'aéroport de Sarajevo. La topographie de l'aéroport de Sarajevo est calquée sur l'espace du camp : les bivouacs des compagnies sont installés selon une localisation qui est identique à celle des points d'appui qu'elles auront à tenir sur l'aéroport ; un champ de tir, une installation, des lieux situés par rapport aux infrastructures du camp comme le sont Butmir, Lukavica ou Stup par rapport aux bâtiments de l'aéroport, sont baptisés *Butmir*, *Lukavica* ou *Stup*. On ne se rend pas à tel champ de tir mais à *Butmir*. La piste de l'aéroport est reproduite sur le camp et le *crossing* est joué en vraie grandeur :

Une section devait faire un tir à CT 2, on lui disait, « Bleu 1 portez-vous sur Butmir »... Quand vous balancez à la radio durant deux semaines des mots que les gars n'ont pas l'habitude d'entendre, plus vous les employez plus les légionnaires assimilent, plus ils situent Butmir par rapport à Lukavica. En arrivant sur l'aéroport, les légionnaires savaient où ils étaient (Entretien chef opérations Batinf 2/III juin 00).

On peut regretter que ce procédé pédagogique simple et concret, sorte de caisse à sable³⁵ en vraie grandeur qui familiarise avec un espace inconnu, n'ait pas été

³⁵ Outil classique utilisé dans la formation tactique fabriqué à partir d'un moulage de carton ou de matière synthétique et restituant en échelle réduite un terrain d'opération avec son relief, ses cours d'eau, ses agglomérations, etc.

objectivement testé dans son efficacité : les dires des officiers qui l'ont inventé ne suffisent pas à en prouver l'efficacité. Quelques années après, le lieutenant Y, chef de section au Batinf 2/III, se souvient parfaitement de ce camp où « l'on avait refait l'aérodrome ». Il n'a aucun souvenir par contre du procédé pédagogique : « C'était sans doute plus présent au niveau des commandants d'unité ! ». Il n'en déclare pas moins : « En arrivant sur l'aérodrome, je n'avais aucun problème de repères, je connaissais le plan par cœur » (Entretien, juin 2000).

Il en a été de la préparation opérationnelle des unités comme de leur constitution : sans doute à quelques exceptions près, elle a été l'objet de grosses dépenses d'énergie. Mais au vu des observations de cette étude, et sous réserve d'un regard plus exhaustif, on a le sentiment d'un décalage entre d'une part, le niveau élevé d'entraînement atteint par des petites unités, et d'autre part, des contextes tactiques qui mettront certaines d'entre elles en situation de subir plutôt que d'agir ou d'être dans l'impossibilité d'en utiliser les atouts (auto censure de l'ouverture du feu notamment). En revanche, cette préparation opérationnelle paraît avoir été mobilisatrice et permis à ces petites unités de s'adapter à des situations ubuesques, dramatiques ou tendues.

Ces capacités d'adaptation sont d'entrée de jeu mises à l'épreuve lorsque certaines petites unités sont confrontées aux aléas de la mise en place des bataillons sur leur secteur d'opérations et à ceux des mouvements de relèves.

3. L'acheminement des troupes sur le théâtre d'opérations et l'exécution des relèves

Jamais aucune [relève] ne s'est déroulée conformément à la planification. Celle du (.) n'a pas dérogé à cette règle malheureuse, car dès la première rotation une partie des personnels a été bloquée à Zagreb pour des raisons soi-disant techniques. Tant que subsistera une rupture de charge à Zagreb, le transit France-Sarajevo sera toujours perturbé. Techniquement, un transit direct est possible, et quelles que soient les raisons qui l'interdisent actuellement, il semble nécessaire qu'il faille y parvenir (Doss. Batinf 4/IV, pièce n°1).

Cette réflexion critique d'un commandant de bataillon sur les relèves rend compte indirectement d'un problème qui a fortement pesé sur le quotidien des petites unités : celui de l'organisation des mouvements logistiques entre la métropole et le théâtre d'opérations et sur le théâtre d'opérations lui-même, qu'il s'agisse du ravitaillement des unités, de l'acheminement du courrier, des départs et retours de permission ou des mouvements de relève de bataillon. Son constat est néanmoins sévère. S'agissant plus particulièrement des mouvements

de relève de bataillon, les problèmes qu'ils posent sont liés tout aussi bien aux contraintes extérieures que les logisticiens doivent surmonter, improvisant et bricolant avec les moyens du bord, qu'aux imperfections de l'organisation logistique de l'Armée de terre.

Les relèves des bataillons s'effectuent tous les six mois puis tous les quatre mois à partir de 1995. On notera au passage le problème que pose le choix de la fréquence des relèves : dans ces situations tendues qu'ont connues en permanence certains bataillons, soit on consent une durée de séjour relativement longue et des attritions en conséquence, notamment psychiques, soit on raccourcit la durée de séjour, quitte à prendre d'autres risques, et en particulier ceux qui résultent des difficultés d'acheminement des troupes sur leur lieu d'implantation.

La mise en place successive en 1992, 93 et 94 des six bataillons et des divers détachements fournis par la France à la Forpronu puis l'exécution planifiée de leur relève – à raison de deux à trois relèves chaque année – ont nécessité une lourde organisation logistique. En 1994, au plus fort de la contribution française à la Forpronu, une relève de l'ensemble de ces formations, certes étalée dans le temps, représente un transport de quatre à cinq mille hommes pour chaque mouvement *montant* et *descendant*. Or, les errances de ces mouvements de relève ne sont pas seulement dues à des défaillances de l'organisation logistique. Il faut faire face à la combinaison de deux contraintes exogènes. En premier lieu, il y a l'insuffisance bien connue des moyens d'imports maritimes et aériens de l'Armée française. En second lieu, notamment dans le cas des formations destinées au secteur de Sarajevo, il s'agit de « projeter » des forces *dans* une guerre et non pas de les acheminer *vers* cette guerre à partir de territoires contrôlés et pacifiés. C'est là une autre caractéristique originale du théâtre d'opérations bosniaque.

3.1. L'acheminement sur le théâtre d'opérations

Les transports sur les secteurs d'implantation des bataillons s'effectuent en combinant ou non les voies maritime, aérienne et terrestre, de sorte que la rapidité de leur acheminement est très variable.

3.1.1. Bataillons en premier mandat

Pour ces bataillons qui ont la charge d'acheminer les matériels lourds, on observe deux cas de figure. Dans le premier cas, matériels et personnels sont transportés séparément jusqu'aux ports de Split – ou de Ploce au sud de Mostar pour la Force de réaction rapide en 1995 –, les premiers par voie maritime, les seconds par voie aérienne. Après débarquement des véhicules et des containers

de matériels, les formations effectuent un mouvement souvent lent et difficile par routes et mauvaises pistes vers le sud Krajina (Bataillon français en Croatie), vers la poche de Bihac ou vers Sarajevo.

En décembre 1992, le BgBH en premier mandat regroupé à Mourmelon descend sur Carpiagne. Le dimanche 6 décembre les véhicules et matériels sont embarqués à Toulon sur un bâtiment civil, le *Ligure*. Les personnels embarquent par avion à Istres le 9 décembre et débarquent le même jour à Split. Comme on l'a vu précédemment, le capitaine qui commande le détachement commence alors sa « course dans Split » pour trouver un lieu de débarquement et de stationnement pour ses matériels. Ceux-ci sont à quai le 11 décembre à 08h00. Dans l'attente de la détermination définitive de son lieu d'implantation, le bataillon ne commence son mouvement vers Kakanj que le dimanche 20 décembre. Ce mouvement s'effectue en plusieurs rames. La dernière rame partie de Split au matin de Noël arrive à Kakanj le lendemain soir. A Split dans l'attente du départ, un officier du bataillon note le 22 décembre : « 19h00 arrivée d'un convoi de Kakanj. Les hommes sont énervés. On dirait qu'ils ont fait le salaire de la peur ». Puis au cours du mouvement sur Kakanj : « Piste Tarcin Kresovo sans difficultés, 2h pour 20km ». Compte tenu de l'attente à Split, le mouvement de Toulon à Kakanj aura duré presque vingt jours (d'après journal intime RD).

En 1993, le détachement précurseur du Batinf 4, composé d'un élément de commandement et d'une compagnie, est acheminé en totalité sur Split par un transport de chalands de débarquement (Tcd), *Le Foudre*. Le restant du bataillon est transporté par voie aérienne en trois rotations – notamment par des avions de la compagnie A.O.M. – et retrouve à Split ses véhicules et ses matériels. Le gros du bataillon met ensuite deux jours pour monter sur Sarajevo et pour parcourir environ 350 kilomètres. Le caporal-chef T quitte Valence pour Istres le dimanche 18 juillet à 02h30. Il arrive à Sarajevo le mardi 20 juillet à 15h00. Au cours du trajet de Split à Sarajevo, ses nuits sont courtes. Il fait immédiatement connaissance avec les bruits du champ de bataille et avec les check points tenus par les belligérants :

Dimanche 18 juillet 1993 02h30 du matin les bus et les camions passent la grille du quartier (.) 9h30 l'avion civil de la compagnie A.O.M. atterrit à Split (.) 10h30 déplacement en bus vers le port de commerce pour récupérer nos véhicules, ici il fait très chaud (.)

Lundi 19 juillet 2h30 du matin départ de Split, les routes sont peu goudronnées, par contre il y a beaucoup de pistes (.) Nous traversons une région montagneuse (.) L'après-midi, un véhicule blindé de type Sagaie est tombé dans un ravin de 25 m, le pilote a dû être aveuglé par la poussière (.) L'équipage en sort indemne (.) Le soir nous faisons une balte dans un camp britannique (.)

Mardi 20 juillet 1h00 : A peine nous sommes couchés, deux obus explosent à

même pas 200m du camp (.) l'alerte est donnée vite fait, on enfle les gilets pare-éclats et casque lourd (.) L'alerte aura duré 1h30 (.) Pendant tout ce temps les Anglais ripostent aux rafales tirées par les combattants (.) Il est 2h45 quand le calme revient.

Départ 7h00 pour Sarajevo (.) Le passage au check point pour passer de la zone serbe à l'enclave musulmane, dure assez longtemps puisque toutes les identités sont contrôlées (.) 15h00 : enfin nous y voilà, nous entrons dans Sarajevo (.) (Journal intime cal chef T).

Le second cas de figure est le transport du bataillon avec ses matériels et ses personnels par voie maritime jusqu'à Split, sans qu'il y ait besoin de recourir à la voie aérienne. C'est le cas du Batinf 5 en premier mandat. Un détachement initial embarque à Toulon le 19 mars 1995 sur un Tcd, *L' Ouragan*. Il appareille le 20 et débarque à Split le 24. Il met quatre jours pour monter sur Sarajevo, bloqué ça et là par les check points des belligérants. Le détachement principal embarque le 29 mars à Toulon, débarque à Split le 1^{er} avril et arrive à Sarajevo deux jours plus tard (d'après JMO Batinf 5/I, Shat). Le bataillon, acheminé en totalité par voies maritimes et terrestres, aura mis néanmoins près de quinze jours pour rejoindre Sarajevo.

Du fait des insuffisances de la flotte maritime et aérienne de transport dont dispose l'Armée française pour « projeter » rapidement un volume significatif de forces sur un théâtre d'opérations méditerranéen, l'organisation logistique de tels transports opérationnels est probablement un casse-tête pour les officiers qui en ont la charge. Elle nécessite adaptations et improvisations, avec des incidences sur les conditions matérielles de transport des troupes, lesquelles peuvent être relativement éprouvantes. Des problèmes identiques s'étaient posés durant la guerre du Golfe.

SE, sous-officier dans une batterie d'artillerie sol-air, embarque avec les hommes de sa batterie le 22 septembre 1990 à Toulon sur *L' Estérel*. Les véhicules et matériels de la batterie ont été embarqués sur un autre bâtiment, *L'Ile de la Réunion* :

22 septembre 1990 (.) 17h30 (.) Nous embarquons enfin dans les cars qui nous emmènent vers le bateau « L'Estérel ». Sur place, il y a encore tout le 2^{ème} Rei qui attend pour embarquer. 20h00 Enfin, nous montons dans le bateau, et surprise, nous sommes parqués comme des bêtes. Il n'y a pas de couchettes, simplement des places assises. Comme d'autres je vais dormir par terre dans le couloir. C'est incroyable pour une intervention française, pas de moyen de pouvoir prendre l'avion (.) 21h30 Nous allons manger, certains attendent déjà plus d'une heure, à la chaîne. Il y a trop de monde. Les cuisines sont débordées (.) 22h15 Enfin, je mange (.)

23 septembre 06h00 Réveil naturel, il y a trop de bruit, je n'ai pas fermé l'œil de

la nuit, car j'ai dormi couché dans le couloir (.) D'ailleurs nous n'avons pas bougé du port de Toulon, il y a encore 800 personnes qui doivent embarquer. Nous allons stocker les armes dans les chenils au fond de la cale (.) 17h00 Rapport (.) beaucoup de restrictions (.) Une douche tous les deux jours (.) Nous montons aussi des lits Picots pour que les hommes puissent enfin dormir correctement. Moi, j'ai réussi à me dégouter un lit dans un compartiment en fond de cale.

Le voyage dans ces conditions dure huit jours « dans une promiscuité aiguë ». Le mouvement retour sur le Foudre s'exécute dans de meilleures conditions ; néanmoins, les modifications dans les prévisions d'embarquement dont ce sous-officier fait état laissent deviner l'existence d'aléas et de réadaptations incessantes dans l'organisation des mouvements de bateaux :

Arabie saoudite (.) 18.03.91 (.) 22h30 réunion avec l'adjudant, nous partons que le 23 et nous embarquons à bord de L'Estérel + un autre bateau pour les véhicules.

Port de Yambu le 21.03 (.) 20h30 Je vais téléphoner et j'ai ma femme. Je lui annonce la mauvaise nouvelle quant à notre départ d'ici. Nous embarquons demain après-midi pour rester 4 jours au bord du quai. Le bateau Le Rabelais pour les véhicules ne part que le 23 de Djibouti et sera là le 25. Et pour nous, départ le 26, en principe...Ca commence à devenir long.

Port de Yambu le 22.03 (.) 09h00 Changement de programme, il faut tout plier, nous partons avec Le Foudre bateau militaire, départ 14h00 (.) 10h00 Embarquement des véhicules (.) L'embarquement est très rapide. 11h30 Tout est terminé (.) 13h00 Embarquement des personnels sur Le Foudre. Tout d'abord les Mdr, ils sont logés à l'arrière du bateau sur des lits Picot à côté des deux cheminées (.) Nous sommes dans des chambres de 18, impossible de placer les sacs qui restent dans les couloirs (Journal intime adjudant S.E.).

3.1.2. Les mouvements de relève

Le transport des formations qui constituent les mandats suivants est limité à celui des personnels et des matériels légers acheminés en frets séparés. Il se fait par voie aérienne seule ou par voies aérienne puis terrestre. Dans le cas des deux bataillons se trouvant en Croatie et dans la poche de Bihac, le transport aérien paraît s'effectuer généralement dans de bonnes conditions directement jusqu'à Split ou Zagreb. Des cars et plus souvent des camions transportent les unités vers leur secteur respectif.

Dans le cas des bataillons destinés au secteur de Sarajevo, les mouvements sont plus ou moins compliqués, plus ou moins lents et difficiles, notamment en raison de la situation autour de l'aéroport de Sarajevo. Dans le meilleur des cas, un bataillon est acheminé directement par voie aérienne de métropole à Sarajevo

en plusieurs rotations. Le Batinf 4/IV est ainsi transporté en huit rotations de 60 à 120 passagers entre le 10 et le 21 janvier 1994.

Mais en raison des combats ou d'actions de rétorsion des Bosno-serbes, la piste de l'aéroport est fréquemment fermée. Des transports par routes et pistes à partir de Split, voire de Zagreb jusqu'à Sarajevo sont alors organisés. Ils sont lents, comme on l'a vu précédemment pour les bataillons en premier mandat, émaillés d'incidents sur les check points : des belligérants contrôlent les convois, vérifient les cartes d'identité Onu des casques bleus.

Un cas limite est offert par le détachement précurseur d'une compagnie du 9^{ème} Rcp qui effectue à la fin de l'année 1992 la relève de la compagnie de quartier général (Cqg) du secteur de Sarajevo. L'aéroport de Sarajevo étant fermé, le détachement a atterri à Split. Rien n'a été prévu pour son transport sur Sarajevo. Le chef de détachement se démène seul. Le 3 décembre, il tente d'embarquer « à bord de l'Antonov 12 du général Morillon » qui va tenter de se poser à Sarajevo. Il échoue faute de places. Le samedi 5 décembre, il parvient à emprunter un camion au détachement de l'Aviation légère de l'Armée de terre (Detalat) stationné à Split et obtient la possibilité de s'inclure dans un convoi du 1^{er} Ricm qui ramène des permissionnaires sur Sarajevo. Le lendemain dimanche 7, le convoi arrive à Kiseljak, à vingt kilomètres de Sarajevo. Les parachutistes ne sont pas en possession de leur carte d'identité Onu : ils sont bloqués au « check point serbe d'accès à Sarajevo ». Ils passent la nuit sur place. Ils arrivent à *Ptt building* le lendemain 8 décembre à 18h30. Entre-temps, ils ont reçu leur carte d'identité mais leur progression dans les faubourgs de Sarajevo a été « ponctuée de nombreux arrêts au rythme des tirs et de l'intensité des combats » qui se déroulent à l'entrée de la ville. Le gros de la compagnie a plus de chances. Il décolle de Toulouse le 15 matin, atterrit à Split où une rame de dix véhicules l'attend. Les parachutistes arrivent le lendemain matin à Sarajevo, ayant roulé toute la nuit, mais ils sont « épuisés, transis de froid » (Journal de marche cne NO).

Lorsque la piste de Sarajevo est ouverte, une rupture de charge s'effectue fréquemment à Zagreb comme le note le commandant de bataillon cité plus haut. Il faut prendre une « correspondance » sur Sarajevo. Cela peut aller vite. Le lieutenant N, en précurseur de son peloton, décolle de Nantes dans un Tupolev bulgare le 15 mai 1994 à 12h30, il arrive à Zagreb à 14h30, décolle par Illioutchine à 16h50 pour arriver à Sarajevo à 18h00 (journal intime Int N). Toutefois, l'envol des Antonov, des Illioutchine etc. au départ de Zagreb est fréquemment retardé, par l'enneigement de la piste, par tel ou tel incident ou encore par les incertitudes qui pèsent sur la sécurité de la piste d'atterrissage Sarajevo : que soudainement les combats se déclenchent autour de l'aéroport et les atterrissages en cours s'effectuent au milieu de trajectoires de balles ou d'obus. A Zagreb, l'embarquement dans les avions à destination de Sarajevo n'est pas toujours évident. Les casques bleus ne sont pas toujours prioritaires.

Là aussi, c'est parfois la débrouille. Le lieutenant E arrive à Zagreb à 13h00 par Transall avec une rotation de son bataillon. Il doit embarquer le lendemain à 08h30, mais à l'aéroport le détachement est refoulé « sauf le commandant de bataillon et son état-major » qui en font partie : « des journalistes sont prioritaires sur nous ». Le détachement parvient à embarquer quelques heures plus tard dans un Illiouchine : « avec nous, le 1^{er} ministre croate » (Journal intime lnt E).

Dans tous les cas observés, l'embarquement en métropole se fait sur divers aéroports civils ou militaires au plus près des garnisons de départ : aéroports de Roissy, d'Istres, d'Aulnat près de Clermont-Ferrand, de Nantes, de Toulouse, etc. La diversité des moyens aériens utilisés au départ de France est frappante : Transall C140 et A 410 du Commandement des transports aériens militaires (Cotam), DC 10 d'une compagnie aérienne islandaise, avions de la compagnie A.O.M., Tupolev d'une compagnie bulgare, Illiouchine, etc. Il en est de même des modes de fractionnement des unités aérotransportées. En 1993, une compagnie d'infanterie est transportée pratiquement au complet de l'aéroport de Metz-Nancy à Split par un DC10. En mai 1994, un escadron destiné à la poche de Bihac est transporté sur Zagreb en trois rotations étalées du 3 au 17 mai. En 1995 un peloton d'une vingtaine d'hommes est transporté de métropole en Bosnie en sept rotations (Journal intime du lnt U). Tout se passe comme si certains mouvements de relève faisaient l'objet d'un « saucissonnage » en fonction des ressources variables de moyens aériens militaires et civils disponibles.

« On fait avec ! » : cette expression courante dans l'Armée française, dont nous retrouverons des illustrations tout au long de cette étude, semble bien s'être appliquée aux mouvements de relève sur ce théâtre d'opérations.

3.2. L'exécution de la relève

Moment de grande vulnérabilité, la relève en situation opérationnelle fait l'objet de procédures réglementées, plus ou moins conséquentes selon le volume des effectifs relevés et les situations. Ces procédures ont d'ailleurs été ritualisées en temps de paix, lorsqu'il s'agit de relever une sentinelle, un poste de garde ou d'effectuer une passation de responsabilité entre une autorité *descendante* et une autorité *montante* : d'où ces cérémoniaux spectaculaires observables par le public, notamment dans les relèves de garde d'honneur.

Une relève d'une certaine importance débute par l'arrivée du détachement *précurseur* de l'unité *montante* qui effectue les reconnaissances nécessaires et prépare l'arrivée des gros. Elle s'achève avec le départ du détachement *postcurseur* de l'unité *descendante*. Entre temps, différentes procédures sont mises en oeuvre : *passations de consignes*, prises en compte d'infrastructures et de

matériels et enfin, *passation de commandement*, souvent solennelle, entre le commandant de l'unité *descendante* et celui de l'unité *montante* qui marque le changement de responsabilité.

Le déroulement de la relève des bataillons, pour ce qui concerne les petites unités, présente deux cas de figure.

La petite unité *montante* arrive au complet. Selon la situation et ce qui a été prévu pour la relève des postes, les casques bleus pourront alors avoir le temps de s'acclimater ou seront très rapidement jetés dans l'action. Le cas du peloton du major RE arrivant dans la poche de Bihac en 1994 est pratiquement idéal : pas de retard dans le mouvement et la situation sur zone permet une mise en action progressive du peloton qui ne remplit sa première mission que six jours après son arrivée :

19 mai 1994 08h00 Décollage en A310 du Cotam via Zagreb - 10h20 Atterrissage en ex-Yougoslavie - 11h20 Déplacement en bus vers Véliska-Kladusa [base logistique du BiB] - 14H00 Le fret est bloqué à un check point serbe. Le peloton reste sur zone, tandis que le major rejoint Coralici [base opérationnelle ou Ops1].

20 mai 10h30 Arrivée du peloton à Ops1. Perception de tous les matériels (armes, munitions, HCCA, véhicules, etc.). Le chef de peloton est en reco de zone pour la journée - 21h00 Ordres et consignes sont donnés par le chef de peloton.

21 mai 08h00 Peloton de Doi³⁶. Fin d'installation et entretien des véhicules - 13h00 Reco des postes : PO10, PO13, PO14 par le chef de peloton et le sous-officier adjoint.

22 mai Peloton de Doi (.)

23 mai (.) Reco des points d'observation (.). Mesure des différents objectifs au Tm18 [télémetre].

24 mai Peloton de Doi.

25 mai 1/2 peloton sur PO10 et 1/2 peloton sur PO14 (Journal de marche du major RE)

En revanche, en mai 1995, lors de la relève du Batinf 4, le peloton de marsouins du lieutenant C rejoint le poste de regroupement de l'armement serbe (Pra) de Poljine le surlendemain de son arrivée. Il quitte la France le jeudi 11 mai 1995, arrive en soirée à Sarajevo après un transit par Zagreb. Le lendemain, à Zetra, le peloton prend en compte ses matériels auprès des prédécesseurs : engins *Sagaie* et véhicules blindés ou d'allègement, armements et optiques de bord, poste *Milan*, munitions, équipements Onu, etc. Ce n'est pas une petite affaire : il faut vérifier sommairement des états de fonctionnement, compter des munitions,

³⁶ Doi ou « disponibilité opérationnelle », terme employé en métropole pour désigner la situation d'une unité réservée, en alerte.

etc. Pendant ce temps, le chef de peloton tente de rejoindre Poljine « dans le but de préparer l'arrivée du peloton ». Les Serbes ne le laissent pas passer. Le samedi à 10h00, la petite unité au complet parvient néanmoins à gagner le Pra. Sur le poste, la prise de consignes avec le peloton descendant dure une heure et à 11h30, « le poste est aux mains du peloton ». Le mardi suivant, le 16 mai, ayant à peine pris la mesure de la difficulté de sa mission, ce chef de peloton est déjà dans une situation difficile. Le journal de marche de son commandant d'escadron, le capitaine Z, mentionne un début d'encercllement par les Bosno-serbes :

Mardi 16 mai (.) A 08h00 le Lnt (.) rend compte qu'un groupe de 12 soldats serbes armés de Kalachnikov, d'une mitrailleuse 7.62 et de deux RBR80 sont postés dans les lisières à 100 m. du poste et lui interdisent tout mouvement à l'intérieur du poste, en particulier les patrouilles sur les sites d'artillerie.

Le même jour et les jours suivants, le peloton subit des tirs de mortier et de missiles bosniaques cherchant à atteindre les armements serbes (d'après le journal de marche du Lnt C). Quelques jours plus tard, le 26 mai, les marsouins, contraints de déposer les armes, seront aux mains des Serbes (cf. I^{ère} partie).

L'étalement des mouvements de relève offre un second cas de figure. Un commandant d'unité ou de petite unité *montante* arrive en précurseur de ses éléments acheminés en plusieurs rotations. Il reste quelques jours en doublure de son homologue *descendant* et la relève s'opère progressivement au fur et à mesure de l'arrivée des éléments de l'unité *montante*.

Le lieutenant E arrive à Sarajevo le 14 septembre 1994 en précurseur des groupes de sa section qui doivent rejoindre en trois rotations. Du 15 au 19 septembre, sur les monts Igman il fait « le point des matériels » à percevoir, reconnaît la zone qu'il aura à contrôler et prend en compte les postes qu'il devra tenir. Deux groupes de sa section arrivent le 20 septembre. Le 21 septembre, tous les éléments de la section relevée ont quitté la zone à 8 heures. Le lieutenant ne dispose de sa section au complet que le lendemain 22 septembre. Il a eu le temps de se mettre dans l'ambiance. Ce n'est pas le cas de ses hommes : dès leur arrivée sur la zone, ils prennent la relève des postes.

Ce fractionnement parfois extrême du mouvement des unités et petites unités *montantes* peut poser des problèmes plus ou moins graves. Ici, le retard d'un élément d'une unité *montante* est compensé par le maintien sur la zone de son homologue *descendant*. L'escadron du Batinf 4/V (1^{er} Ricm), est aérotransporté en mai 1995 sur Sarajevo en quatre rotations. Lorsque le mardi 16 mai, à Zetra, le capitaine Z prend la responsabilité des postes de sa zone, il est au trois quart de ses effectifs combattants : la dernière rotation avec le quatrième peloton a été détournée sur Zagreb en raison d'une interdiction de l'aéroport de Sarajevo. La situation est tendue. Sur Poljine, l'un de ses pelotons, celui du lieutenant C

est déjà en difficultés avec les Serbes. Le poste de Vogosca est encore tenu par les légionnaires de l'escadron *descendant* du 1^{er} régiment étranger cavalerie (Rec). Il faut maintenir cet élément en attendant l'arrivée du peloton retardataire. Celui-ci arrivera à Zetra le jeudi 18 mai et dans la soirée, à peine arrivés, les marsouins devront rejoindre Vogosca pour relever les légionnaires.

Ailleurs, le fractionnement excessif du mouvement *montant* combiné aux aléas du transport peut entraîner une rupture dans la continuité des missions et créer des vulnérabilités momentanées dans le dispositif. En mars 1995, le lieutenant U avec un peloton constitué de personnels provenant de deux régiments doit prendre la responsabilité des trois postes d'interposition situés sur Krupac et sur ses environs. Il est renforcé pour cette mission par un groupe de combat. Celui-ci est détaché de l'une des compagnies du bataillon et relevé périodiquement, ce qui ne simplifie pas sa tâche. Il arrive sur sa zone de responsabilité le 20 mars avec un sous-officier et deux hommes qui prennent aussitôt la garde dans l'un des postes. « La mise dans l'ambiance est pour le moins rapide », note-t-il. Le restant du peloton doit faire le voyage de métropole à Sarajevo en 6 rotations par voie aérienne. La piste de l'aéroport ayant été fermée entre-temps, les rotations suivantes transitent par Split et montent sur Sarajevo par la route. Le 25 mars, le lieutenant U prend le commandement des trois postes. Le peloton relevé ayant amorcé largement son départ, il ne dispose alors que du groupe de renfort, par ailleurs incomplet, et de la moitié de son peloton. La situation avec les Bosniaques est tendue et l'un des postes a subi un tir de mortier. Le 31 mars, alors que les derniers éléments du peloton relevé ont quitté la position, il lui manque encore le tiers de ses effectifs. Deux de ses postes sont à 50% de leur potentiel opérationnel. « La situation des effectifs est très tendue », écrit-il. « La mission ne peut plus être remplie dans ces conditions ». Il faut bricoler le renforcement des postes, prélever sur un autre bataillon les effectifs manquants et attendre le 2 avril pour que le peloton soit au complet. Pendant quelques jours, ce lieutenant commandera un ensemble totalement hétérogène et le dispositif d'interposition sur Krupac sera particulièrement vulnérable.

Pour nombre d'entre eux, qu'ils posent ou non des difficultés d'organisation, ces mouvements de relève n'offrent aucune transition entre paix et guerre. Qu'ils arrivent directement sur l'aéroport de Sarajevo ou qu'ils transitent par Split, les combattants en casques bleus passent en quelques heures d'une ambiance tranquille « où les maisons possèdent des vitres » à une ambiance de guerre, les uns courant sur la piste de l'aéroport pour éviter la mitraille ou la grenaille et se retrouvant le soir même dans un poste isolé entre Serbes et Bosniaques, les autres découvrant après une centaine de kilomètres au sortir de Split les affres d'un convoi sur de mauvaises pistes, l'agressivité de belligérants aux check points et parfois les sonorités inquiétantes et plus ou moins proches du champ de bataille. Il en était déjà ainsi à Beyrouth :

(Entretien caporal-chef NA juill. 00) *A Beyrouth, on attendait la relève (.). Ils sont arrivés par bateau. On est allé chercher au port les premiers paras. Les pauvres types, on les avait pas préparés à cela. Cela tirait de partout. Ils pleuraient. Ils nous tenaient par le paletot. Pour eux, c'était la vadrouille. On se les prenait par binômes et on les embarquait dans les Marmont. On était pour eux les maîtres de guerre (.). Pour nous, au débarquement de l'avion, ça été la même chose. Ça tirait partout. On nous distribuait les munitions à la volée et on courrait se mettre à l'abri.*

Les casques bleus de la Forpronu étaient certainement mieux préparés que les premiers « soldats de la paix » au début des années 1980. Mais dans un cas comme dans l'autre, entraînés ou non, militaires de carrière, engagés ou appelés, nombre de ces combattants ont été à l'épreuve d'un phénomène que les générations précédentes n'ont en général pas connu, l'absence d'un temps de transition vers une ambiance de guerre et la tension résultant d'une mise en action relativement brutale : hier à Paris, à Nantes, à Toulouse ou à Nîmes, aujourd'hui, sur l'aéroport face à Dobrinja, en poste à Vogosca, à Poljine, à Krupac ou sur col de Javorak. Ce brutal passage de la paix à la guerre est sans doute encore l'une des originalités de ce théâtre d'opérations.

II. L'ENGAGEMENT : UN ECHEVEAU DE CONTRAINTES

L'expression « nouvelles missions » est de mode pour qualifier ces opérations dites de « maintien de la paix » ou à buts humanitaires auxquelles l'Armée française participe depuis le début des années 1980 ³⁷. A l'épreuve des faits, cette expression fait quelque peu illusion. Au moins dans le cas bosniaque, ce ne sont pas tant les missions qui ont été nouvelles que les conditions dans lesquelles elles ont du être accomplies.

Sur ce que nous appelons le *théâtre d'opérations bosniaque* par facilité de langage, il n'y a pas d'opérations, au sens stratégique ou tactique donné à ce terme, c'est à dire, une succession de séquences d'actions articulées les unes dans les autres comme des poupées gigogne ou coordonnées, conçues et conduites en fonction d'objectifs militaires tactiques et stratégiques à atteindre en vue d'effets politiques.

Les bataillons de la Forpronu sont *jetés dans la guerre*, sans projet stratégique, pour accomplir séparément un ensemble d'actions limitées, dissociées les unes des autres. Ces actions, conçues en réaction à des événements, ne sont pas généralement raisonnées, conduites et exécutées, en fonction de considérations

³⁷ Voir notamment sur ce point, *Opérations des Nations Unies – Leçons de terrain* ; Efros et Fouilleul, p.52-65.

tactiques. Elles ne constituent que des incidences en chaîne d'un écheveau de contraintes d'ordres politique, juridique, idéologique, jusqu'à placer des unités de la Forpronu dans « des positions intenable » – pour plagier l'expression utilisée par un chef de poste. C'est à examiner plus particulièrement ces contraintes que nous allons maintenant nous attacher : celles qui ont été induites par les règles d'engagement de la Forpronu et/ou par leur interprétation, celles plus insidieuses qui relevaient d'une « logique de paix » conduisant à une « peur de la guerre » (Joxe p. 100), celles enfin induites par des dispositifs tactiquement « aberrant » eux-mêmes adoptés au nom de cette idéologie pacifique.

La distinction entre ces contraintes n'est qu'un artifice d'exposé. L'image de l'« écheveau » doit être conservée à l'esprit, tant les effets de ces contraintes se combinent, s'enchevêtrent, se renforcent et se justifient les uns par les autres pour produire en résultante une inhibition de la force armée.

1. Les règles d'engagement de l'Onu

Le problème de l'ouverture du feu et les incidences de toutes natures qu'il soulève revient dans tous les carnets de route. Il a fait l'objet d'une abondante littérature. Il n'est abordé qu'en termes purement juridiques. Certes le cadre fixé par les règles de l'engagement de la Forpronu a pesé sur l'action des casques bleus. Mais c'est aussi l'interprétation que des responsables militaires ont donné à ce cadre juridique dans des contextes politiques, géographiques, culturels ou tactiques circonstanciés qui permet de comprendre comment on en est arrivé en Bosnie à cette sorte de « castration » de la force armée – encore une expression d'un chef de poste.

1.1. Les règles prescrites par la FORPRONU

Notre analyse s'appuie sur deux documents traduits de l'anglais : la *Directive n°1 du commandant de la Force* sur les règles d'engagement édictée en mars 1992 et sa modification du 19 juillet 1993, intitulée, *Directive permanente n°13 du commandant de la Forpronu* du 24 mars 1992 (modifiée le 19 juillet 1993).

« La force de protection de l'Onu est équipée d'armes à intention purement défensive. L'utilisation de ces armes n'est normalement autorisée qu'en cas de *légitime défense* (.). La *légitime défense* comprend aussi la résistance à des actions de force qui voudraient empêcher la Forpronu de mener à bien la tâche qui lui a été assignée par son mandat.» C'est notamment par ces lignes que ces deux

directives introduisent une suite de principes, de prescriptions circonstanciées et de conventions concernant les règles d'engagement de la Forpronu.

Dans leurs annexes respectives, toutes deux donnent aux notions de *légitime défense* ou d'autodéfense un sens collectif : « action de se protéger ou de protéger son unité lorsqu'on est confronté à une situation grave et urgente ne laissant aucun choix des moyens à utiliser et ne laissant pas le temps de la réflexion (Annexe A Dir. n°1 et n°13).

Les deux directives précisent que « le personnel de la Forpronu peut utiliser ses armes pour se défendre » mais aussi pour « défendre d'autres personnels des Nations Unies ou des personnes ou des lieux sous leur protection et subissant une attaque directe (.) », cette défense s'effectuant « sous les ordres de l'officier ou du soldat le plus gradé présent sur les lieux (.) » L'utilisation des armes est encore permise pour résister aux tentatives qui empêcheraient la Forpronu de mener à bien sa mission – « sous l'autorité (.) exclusive du commandant de la force » précise néanmoins la Directive n°1, une condition qui sera supprimée par la Directive n°13 – ou pour résister à des « incursions délibérées » dans les zones protégées des Nations Unies

On constate immédiatement que la notion de *légitime défense* telle qu'elle est entendue par ces textes rédigés selon le droit anglo-saxon est beaucoup plus large que cette même notion telle qu'elle est utilisée dans la culture juridique française : à la notion de *légitime défense* individuelle, ces textes substituent le droit légitime à une défense collective couvrant les personnes qui sont placées sous la protection du défenseur.

Certes, ces directives n'en restent pas là. La suite perturbe quelque peu leur lecture. Sous forme de règles, elles traitent de diverses dispositions et situations relatives à l'engagement de la force, avec pour chacune d'entre elles différentes options où l'autorisation d'un emploi modulé de la force est accordée ou non. S'agissant de ces règles, la Directive de 1993 modifie sensiblement la précédente.

Elle gradue notamment des situations déterminées et les réponses en conséquence. Les réponses « à des intentions hostiles sans utilisation d'armes à feu » (Règle n°3) vont du retrait « en bon ordre pour préserver ses propres forces », jusqu'au déploiement de force avec menace d'utilisation des armes. En cas d'« action hostile avec emploi des armes » (Règle n°4), les réactions vont des « tirs de semonce » à l'ouverture du feu « sur ordre ». Enfin, la règle n°5 prévoit « qu'à tout moment, en cas de *légitime défense* », il peut y avoir riposte « sans sommation ».

Si ces règles ouvrent largement le droit à l'usage de la force ou à sa menace, elles l'assortissent toutefois d'un autre principe en forme de réserve ou de devoir, fortement affiché, voire répété dans le corps des règles : celui de l'emploi d'une *force minimum* qui soit en rapport avec l'agression ou encore d'une « force proportionnée à l'agression ».

Après l'énumération des règles d'engagement, les deux directives abordent les conditions d'ouverture du feu dans les mêmes termes en interdisant notamment « toute action qui pourrait entraîner des dommages à d'autres personnes que celles concernées ».

Elles reviennent enfin sur « l'ouverture du feu sans avertissement » pour la circonscrire au cas de *légitime défense* – tel qu'il est entendu dans ces textes : elle est autorisée au cas où « l'attaque de l'agresseur est si soudaine qu'un temps de réflexion pourrait entraîner la mort ou de sérieuses blessures pour le personnel des Nations Unies (.) pour des personnes dont la protection est assurée par la Forpronu » et enfin au cas où « une propriété dont la protection est assurée par des hommes des Nations Unies (« en armes » dans la Directive n°1) est attaquée »

Aux modifications près, on se trouve donc devant deux directives qui s'organisent autour d'un principe de *légitime défense*, entendu au sens anglo-saxon, c'est à dire comme un droit à défendre sa propre unité, les personnes, les biens et les propriétés appartenant aux Nations Unies ou placées sous leur protection – avec démonstration de la force, tirs de semonce ou tirs sans avertissement selon la nature de l'agression, son intensité et son immédiateté. De ce droit à défendre, découle le droit à l'emploi de la force pour résister à des tentatives s'opposant à la mission des unités (check points) ou à des incursions dans les zones démilitarisées contrôlées par la Forpronu.

Il est difficile d'attribuer les impuissances de la Forpronu à ces seules directives. Néanmoins, leur contenu comporte des ambiguïtés ou des limitations implicites qui pèseront lourdement sur leur interprétation et sur leurs modalités d'application.

En premier lieu la notion de *force minimum* ou « proportionnée à l'agression » est d'une grande ambiguïté. Son appréciation ne peut qu'être subjective, conditionnée par un contexte général, par les attitudes qui prévalent dans un bataillon, dans un secteur d'opération, par une situation donnée, etc. Il est assez probable par exemple que cette appréciation n'est pas la même avant et après la crise des otages et la reprise du poste de Verbanja en mai 1995. La crainte de ne pas respecter ce principe conduira bien souvent à ne pas utiliser le droit à la défense, au silence des armes, à la bonne parole considérée comme une force suffisante ou à des empoignades avec l'agresseur (Cf. IV^{ème} partie).

En second lieu, implicitement, ces règles d'engagement introduisent par défaut l'interdiction de l'application d'un principe fondamental de la tactique : la défense en profondeur. Elles ne traitent que d'une défense *hic et nunc*, face à des agressions dévoilées, repérées et identifiées. Même les modifications introduites par la Directive de 1993 laissent dans une certaine incertitude des actes de combat qui précèdent une agression : mouvements de troupes, poses de mines, mise en batterie d'un mortier, etc. Ce ne sont que des « intention hostiles ». Les unités de la Forpronu n'ont guère ainsi les moyens de devancer les belligérants

lors de leur passage de « l'intention hostile » à un « acte hostile ». Elles sont cantonnées dans une défense immédiate. De même, si ces directives ouvrent bien un droit à l'ouverture du feu face à un « acte hostile », elle est silencieuse ou ambiguë sur l'attitude à adopter face à des éléments adverses qui sont en mesure d'appuyer ou de soutenir cet « acte hostile ». La manœuvre des appuis lors de la reprise du poste de Verbanja illustre cette ambiguïté. L'assaut sera lancé sans qu'il y ait préalablement des tirs de neutralisation ou de destruction sur les immeubles *Prisunic* et *Continental* qui surplombent le poste et qui sont occupés par des éléments bosno-serbes fortement armés. Certes, la présence éventuelle dans ces immeubles des casques bleus pris en otage suffirait à expliquer cette prudence. Mais, à certains indices, on ne peut exclure que l'ambiguïté de ces règles d'engagement ait subtilement joué sur cette décision (Cf. IV^{ème} partie).

Il reste toutefois que l'une et l'autre de ces directives ouvrent très clairement des possibilités d'adapter les règles édictées à une situation opérationnelle donnée. Dans leur partie introductive, elles mentionnent que les changements des règles édictées « interviendront pour être en accord avec la situation opérationnelle telle qu'elle se présente (.) ». Elles reviennent sur ce point après l'énumération des règles. « Tout changement des statuts des règles d'engagement décrits ci-dessus pour la Force toute entière (ou « pour l'ensemble de la Force ») sera ordonné par le commandant de la Force. Les commandants de secteur sont autorisés à changer ces règles dans leurs secteurs et à déléguer leur autorité aux commandants de bataillon. ». La Directive n°13 restreint toutefois cette possibilité de délégation, la réservant à une situation d'urgence.

Une marge d'initiatives est ainsi laissée aux commandants de secteur en fonction des situations opérationnelles locales.

1.2. Des interprétations restrictives

Cette marge d'initiatives qui aurait pu créer des jurisprudences utiles conformément au droit anglo-saxon ne sera guère exploitée. Bien plus, les interprétations qui seront faites de ces règles d'engagement à différents niveaux iront plutôt dans un sens restrictif.

Un premier niveau d'interprétation observable est celui de l'Etat-major de la Forpronu. En effet, en annexe B de la directive n°13, figure un résumé de ces règles d'engagement « à remettre à tous les personnels de la Forpronu (.) ». Or, ce texte constitue déjà une interprétation restrictive du principe qui structure les règles d'engagement :

Règles générales – 1 – Vous êtes autorisé à utiliser la force (c'est nous qui

soulignons) en cas de légitime de défense. 2 – Dans toutes les situations vous devez utiliser le minimum de force nécessaire. Les armes à feu doivent être utilisées seulement en dernier recours (.)

Ouverture du feu – 5 – Vous ne serez autorisé à ouvrir le feu contre une personne que si elle est sur le point ou en train de commettre un acte susceptible de mettre des vies humaines en danger et qu'il n'y a aucun autre moyen d'arrêter cet acte hostile. 6 – Vous pouvez être amené à tirer sur une personne (.) si : a/ elle essaye de prendre possession, d'endommager ou de détruire une propriété ou des installations dont vous avez la garde. b/ Il n'y a pas d'autres moyens de l'empêcher (.)

En admettant que ce résumé ait été effectivement diffusé à tous les casques bleus, ce qui n'est pas vérifié dans nos écrits ou dans nos entretiens, sa rédaction restreint doublement le champ d'application de la directive de base. D'une part, elle met immédiatement en avant la notion de *légitime défense* sans lui donner la définition extensive que lui donne la directive de base. D'autre part, en cas de *légitime défense*, il ne s'agit plus d'« utiliser les armes » mais « la force ». L'ouverture du feu n'est plus alors liée à la notion de *légitime défense* mais à celle très vague de « dernier recours ». Alors que la directive de base autorise l'ouverture du feu dans les diverses circonstances couvertes par le droit légitime à la défense, ce résumé l'interdit autrement qu'en « dernier recours » ou « s'il n'y a pas d'autres moyens » : deux expressions qui ne figurent dans aucune des deux directives.

Un second niveau d'interprétation observable est offert par les textes d'application rédigés dans les bataillons. Un extrait d'une note provenant du Batinf 2 en second mandat traduit ainsi les règles d'engagement sur l'aéroport de Sarajevo :

10 – Règles d'engagement

Les règles d'engagement sont relativement ouvertes. L'ouverture du feu, sauf dans le cas de légitime défense, est une décision d'autorité et peut avoir de graves conséquences [c'est nous qui soulignons]. *Ces règles d'engagement peuvent se résumer comme suit : si nous sommes la cible des belligérants et que l'agresseur est formellement identifié, nous répondrons par le feu (.)*

Il faut savoir qu'il est particulièrement difficile en milieu urbain de localiser les départs de coup (.) Il faut savoir différencier une agression caractérisée d'un tir d'intimidation ou de fin de trajectoires.

La règle : agression caractérisée, identification de l'agresseur positive à 100%, riposte immédiate (Archives Roux - doss. Batinf 2 pièce n°1).

L'ordre d'opération n°1 du Batinf 4/IV daté du 3 février 1995 définit ainsi les règles d'engagement et les procédures d'ouverture du feu :

1/ Règles générales

11 – L'utilisation de la force est autorisée en cas de LEGITIME DEFENSE.

12 – Dans toutes les situations, il faut utiliser le MINIMUM DE FORCE NECESSAIRE. Les armes à feu sont employées en dernier recours.

Suit un paragraphe sur les sommations puis...

3/ Ouverture du feu

31 – Vous ne pouvez ouvrir le feu sur quelqu'un que s'il est en train de commettre ou se préparer à commettre un acte QUI POURRAIT METTRE EN DANGER VOTRE VIE OU LA VIE DE TOUTE PERSONNE SOUS VOTRE PROTECTION, ET S'IL N'Y A PAS D'AUTRES MOYENS DE VOUS Y OPPOSER. Les actes de ce genre sont par exemple, les suivants :

A – Tirer ou être sur le point de tirer

B – Déposer, faire sauter ou jeter des explosifs (y compris des cocktails molotov) (.)

33 – En cas d'ouverture du feu

Tirer uniquement sur les objectifs repérés (à moins qu'il ne s'agisse de tirs d'avertissement)

Utiliser uniquement les armes individuelles (.)

Respecter en toutes circonstances le principe de la force minimum (.)

34 – L'ouverture du feu pour les canons de 20mm et armes AC est soumise à l'autorisation de la salle d'opérations.

Dans ces deux textes, on voit bien se structurer l'interprétation des règles d'engagement autour des deux principes de *légitime défense* et de *force minimum*. Affichée d'entrée en lettres capitales sans être assortie de sa définition extensive, la notion de *légitime défense* prend immédiatement le sens que lui donne le droit pénal français. Certes, l'ordre d'opérations du Batinf 4 tient compte des extensions données à cette notion, mais il restreint les possibilités d'ouverture du feu qu'elles offrent en reprenant les termes du résumé de la Directive n°13 : en « dernier recours » et « s'il n'y a pas d'autres moyens... » De plus, ce document développe par la suite des conduites à tenir selon des types de situations et d'incidents. Il noie l'essentiel, c'est à dire la *légitime défense* conçue comme une légitimité de la défense. Le lieutenant C qui servait dans ce bataillon déclare en mai 2000 : « C'était tellement compliqué que l'on ne s'y retrouvait pas. Avec l'Ifor, on avait droit au tir de sommation et au tir à tuer dès que l'ordre de feu était donné ». Cette réflexion rend bien compte d'une interprétation restrictive de ces règles d'engagement, car entre l'Ifor et la Forpronu, elles n'ont pas été modifiées.

Par ailleurs, on notera les différences d'interprétation entre bataillons. Alors que le Batinf 2 lie très explicitement l'ouverture du feu à la *légitime défense* – entendue au sens du droit français –, la rédaction du Batinf 4 reprend les termes du résumé de la Directive n° 13 : elle n'autorise pas l'utilisation des armes en cas de *légitime défense*, mais seulement « l'utilisation de la force ». L'ambiguïté devient extrême puisque cette « utilisation de la force » est assortie d'une précaution de *force minimum*.

Dans leur ouvrage, Marc Benda et François Crémieux, faisant preuve d'un sens critique aigu, traduisent très bien ce que porte en germe une telle interprétation des règles d'engagement dont le contenu s'appauvrit au fur et à mesure qu'il se diffuse :

Dès les premiers rassemblement en terre bosniaque, le capitaine vient nous rappeler notre rôle. « (.) A votre niveau, si vous faites votre job, il n'y a que le problème des consignes de tir. Vous n'êtes autorisés à utiliser vos armes que dans un cas : celui de la légitime défense. La légitime défense s'applique lorsque vous êtes individuellement pris à partie, mais aussi lorsque l'un des membres de votre groupe l'est. Mais attention (.) pour riposter, il faut être certain que l'on a véritablement tiré dans votre direction. Prenez comme règle de ne riposter qu'après avoir vu l'impact de la balle (.) »

Et les auteurs de rajouter :

Sur le coup, nous ne réalisons pas que ces consignes sont la traduction concrète de l'impuissance de l'Onu (.) Ce principe se traduit, sur le terrain, par l'interdiction d'utiliser la force pour une quelconque raison autre que la sécurité des personnels de l'Onu, civils ou militaires (Benda et Crémieux p 83).

Or, ce qui est en cause, ce n'est pas l'Onu, même si ses règles d'engagement comportent bien des ambiguïtés, mais bien l'esprit d'extrême prudence à travers lequel des officiers français les traduisent et les appliquent, sans utiliser le droit à l'initiative qui leur est offert. L'ouverture du feu est dramatisée, même en cas d'agression flagrante. Consciemment ou non, des chefs militaires français vont en venir à légitimer leur impuissance en arguant de ces règles d'engagement. On trouve ainsi sous la plume du général Cot, qui commande la Forpronu en 1993 et qui a signé la Directive n°13, le texte suivant :

D'emblée, les mandats donnés par le Conseil de sécurité à la Forpronu se révélèrent presque impossibles à remplir du fait du mélange des genres. Une fois encore, des militaires étaient envoyés sur un théâtre d'hostilités pour, à la fois, y maintenir la paix, intervenir militairement et aider les organisations humanitaires. Or, en Bosnie-Herzégovine, il n'y avait pas de cessez-le-feu à

maintenir (en 1993). *De plus, comment protéger des convois humanitaires sans ouvrir le feu sauf en cas de légitime de défense ?* [c'est nous qui soulignons](.) *Se frayer un chemin par les armes jusqu'aux victimes ne relève pas de l'humanitaire mais du militaire. C'est un acte de sauvetage qui procède d'une décision politique car, pour ce faire, il faut décider d'engager la force* (.) (Cot (dir), p. 153).

Sans doute, y a-t-il confusion des genres. Reste que les résolutions de l'Onu adoptées à l'automne 1992 pour assurer la protection de l'acheminement de l'aide humanitaire et faciliter ses mouvements autorisent « l'usage de la force en dernière extrémité » et que les deux directives de la Forpronu spécifient bien que « le personnel de l'Onu peut utiliser ses armes pour résister (.) aux tentatives utilisant la force afin d'empêcher la Forpronu de mener à bien sa mission ». Au vu de ces directives, on ne discerne pas très bien en quoi l'engagement de la force n'aurait pas été autorisé « politiquement », avec il est vrai toutes ses limitations. Ce sont plutôt les modalités pratiques d'engagement de la force qui posent problème.

Un troisième niveau d'observation est celui du terrain. La dramatisation de l'ouverture du feu que l'on y observe se noue autour de trois principes : ceux déjà analysés de *légitime défense* et de *force minimum*, auxquels se combine un troisième principe, celui qui dans les conditions d'ouverture du feu limite les tirs à des objectifs identifiés et repérés. L'application de chacun de ces principes pris séparément crée des zones d'incertitudes que vont tenter de réduire les petites unités selon des modalités très variables.

1.2.1. *Légitime défense*

Alors que les règles d'engagement autorisent « le personnel de la Forpronu » à « utiliser ses armes pour (.) défendre des personnes ou des lieux sous sa protection subissant une attaque directe » et qu'elles spécifient que « cette défense se fera toujours sous les ordres de l'officier ou du militaire le plus gradé présent sur les lieux », les chefs de petite unité, perturbés par cette notion de *légitime défense*, s'interrogent lorsque dans Sarajevo ou sur ses périphéries des snipers tirent sur des civils placés en principe sous la protection des unités de la Forpronu.

En 1995, à partir d'une position pratiquement au contact du poste Onu de Krupac 3 qui surplombe le village de Krupac et la route de Sarajevo à Trnovo, des Bosniaques tirent fréquemment sur le village ou sur la route sous les yeux des casques bleus. En avril, ils tirent à la mitrailleuse sur un autobus et blessent deux civils. Le 1^{er} juillet le lieutenant U fait le constat suivant :

Samedi 1 juillet (.) KC3 rend compte que les Bosniaques ont aménagé un

*nouveau poste à 100m au nord de KC31 (.)° L'imbrication est complète (.)
Quand les snipers se mettent en place le chef de groupe prend contact avec eux,
pour essayer de les dissuader de tirer sur les civils ; tactique qui peut sembler
dérisoire, mais qui portait ses fruits avant que les Bosniaques ne changent l'unité
qui tient ce mouvement de terrain. Maintenant, ils passent outre, et nous n'avons
pas l'ordre de les empêcher (.) (Journal intime, Int U).*

Dans ce cas l'imbrication des dispositifs (nous y reviendrons) amplifie les interrogations. Dans Sarajevo, le dilemme va être résolu, du moins initialement, par un dispositif en écran : les casques bleus en mission anti-sniping se placent entre agresseurs et agressés. L'incertitude est levée : se plaçant sous la trajectoire du tir du sniper, les casques bleus sont état de *légitime défense* !

L'initiative de ces missions anti-sniping et de ce dispositif sacrificiel reviennent au Batinf 4 en premier mandat. Dans son rapport de fin de mandat, le commandant de ce bataillon éprouve d'abord le besoin de justifier ces missions : il rapporte qu'elles ont été « le plus souvent effectuées à la propre initiative du bataillon qui se trouvait trop imbriqué dans Sarajevo pour ne pas répondre favorablement aux demandes de protection émanant des responsables civils ». Or, si l'initiative mérite un coup de chapeau, était-il nécessaire de la justifier au regard d'une lecture même stricte des règles d'engagement de la Forpronu ? Le commandant de bataillon poursuit en décrivant le procédé utilisé :

Profitant du droit à la légitime défense accordé par les règlements de l'Onu, [c'est nous qui soulignons], le procédé couramment utilisé consistait à placer nos éléments armés sur la trajectoire des snipers (.) [idem] à la sortie des écoles, en protection (.) des équipes de réparation des canalisations (.) en ripostant systématiquement à chaque tir. Par exemple dans le quartier de Kobilja-Glava un blindé Sagaie a été posté durant un mois avec l'ordre d'ouvrir le feu au canon sur la maison d'un sniper serbe qui tirait sur les enfants à la sortie de l'école et avait déjà touché deux d'entre eux, ramassés par un de nos chefs de section. sniper serbe qui tirait sur les enfants à la sortie des écoles et avait déjà touché deux d'entre eux (doss. Batinf 4/I pièce n°1).

Face à une telle situation, le raisonnement de cet officier est comme emprisonné dans sa culture juridique française. Devant ce qu'il considère comme un devoir, au sens noble du terme, cet enfermement lui pose un dilemme. Plutôt que de rechercher une adaptation des règles d'engagement à cette situation – ce que les directives autorisent – il résout le dilemme en faisant fi de la tactique et de la sûreté de ses petites unités et en soumettant leur action au cadre juridique qu'il s'est lui-même forgé dans une lecture étroite des règles d'engagement. Cette pratique sera, semble-t-il, abandonnée par la suite.

On observe par exemple qu'en 1994, des petites unités du Batinf 2/IV n'y ont pas recours et qu'elles tentent de riposter sur les snipers là où elles sont (Journaux de marche des cnes KC et TE).

Même dans les situations où les casques bleus sont les cibles des belligérants, l'application du principe de *légitime défense* n'est pas évident. Une sentinelle, une patrouille, un véhicule de la Forpronu peuvent donner l'occasion à des miliciens serbes ou bosniaques d'une sorte de tir forain sur cibles vivantes. Une subtile distinction va être exigée des cibles en casques bleus : avant de riposter, elles vont devoir distinguer si elles sont l'objet de « tirs d'intimidation » ou de tirs « à tuer », cette exigence se combinant avec la nécessité de repérer précisément l'agresseur, surtout en ville (cf. plus loin). Lors d'un entretien en août 2000, le commandant du Batinf 2 en troisième mandat résume ainsi sa position :

Sur l'aéroport, c'était le commandant de bataillon qui donnait l'ordre d'ouverture du feu...Selon les cas, tir à tuer ou tir d'intimidation... A l'extérieur les compagnies se raccrochaient toujours au socle : on vous tire dessus, vous répondez par un tir à tuer, on vous tire au-dessus, c'est un tir d'intimidation..D'où la formation au tir, la nécessité de ne pas se tromper dans le repérage et dans la désignation des objectifs « Sur tel immeuble, troisième fenêtre au troisième étage en partant de la gauche...S'il tire à côté, il risque de tuer une femme enceinte... En août 93, je redescends des monts Igman et j'entends sur le réseau radio une conversation entre un chef de section et la salle ops... « Je suis pris à parti. Conduite à tenir ?.. ». Je prends le bigo « Ici Roméo, tir à tuer » (Entretien, commandant Batinf 2/III, août 2000).

On voit à ces quelques touches combien se complique l'interprétation pratique de ce seul principe de *légitime défense*. La tendance qui va se dessiner va être l'expectative, le compte rendu et une demande de conduite à tenir qui souvent n'aura guère de réponses.

1.2.2. Force minimum ou minimale

La pesanteur de la notion de *force minimum* est notamment illustrée par l'ordre d'opération n°1 du Batinf 4/IV cité précédemment. Elle est formulée à trois reprises sous une forme ou sous une autre. L'une des formulations l'associe à un danger de mort. Elle incite carrément à ne pas ouvrir le feu même dans un tel cas : « Vous ne pouvez ouvrir le feu sur quelqu'un que s'il est en train de commettre ou se préparer à commettre un acte qui pourrait mettre en danger votre vie (.) et s'il n'y a pas d'autres moyens de vous y opposer (c'est nous qui soulignons). » Une telle phrase, qui ne figure nullement dans l'une ou l'autre des directives de base, témoigne du climat de doute sur l'usage des armes qui enveloppe subtilement l'action des casques bleus, y compris lorsque leur vie est en danger :

Vendredi 22 janvier (.) En faction dans le poste Echo, le caporal W. est pris à partie plusieurs fois de suite par un tireur isolé situé dans l'usine en ruines à notre ouest. Le tireur l'ajuste posément et les coups arrivent directement sur les sacs à terre du poste Echo. Au bout d'un moment, (c'est nous qui soulignons), W., se sentant en danger, réplique par quatre fois au coup par coup. Les tirs ennemis s'arrêtent (Journal de marche cne NO).

A fortiori, qu'est-ce que cette force minimum lorsque la vie des casques bleus agissant en éléments isolés n'est pas immédiatement en danger mais que les belligérants leur interdisent des mouvements nécessaires à leur mission ou que, à l'inverse, celle-ci suppose d'utiliser de la force ? On peut repérer une gradation de réponses à cette question. Tout dépend des situations et de la marge d'initiatives que s'accorde alors un petit chef d'élément, en fonction des ordres reçus, en fonction des enjeux et des risques encourus, etc., un même chef d'élément pouvant prendre des postures différentes d'une situation à l'autre. Une première réponse consiste à subir sans même tenter de riposter en cas d'agression flagrante et à abandonner la mission :

Mardi 26 janvier [1993] (.) Le Vbl FY part vers Rajlovac récupérer un membre de l'UNCHR pris sous le feu ennemi (.) Le Vbl est pris sous le feu d'armes automatique, et bloqué par des mines. Le cne X. part avec un Vab pour appuyer dans sa mission de récupération (.) Après avoir passé deux check points bosniaques, les deux véhicules sont bloqués par un barrage miné et tenu par les Serbes. Ils sont pris sous le feu d'armes automatiques serbes venant de l'avant, et bosniaques venant de l'arrière. Des personnels armés de Rpg 7 interdisent au Vab de tête toute manœuvre. Les deux véhicules sur ordre, repartent en marche arrière sous le feu (.) Arrivée au Ptt building. Les 4 personnels de l'UNCHR (3 autres étaient en attente (.) dans leur entrepôt sont aux mains des Serbes (Journal de marche cne NO).

Samedi 29 octobre 1994 (.) Prise à partie par un tir Ali [armes légères] (origine bosniaque) de la patrouille à pied de Nedarici. Le tir d'intimidation est passé entre l'élément génie et le sergent chef.... Annulation de la patrouille (Journal de marche cne KC).

(Benda et Crémieux, p.93-97) Plus tard dans la journée (.) nous nous retrouvons face à un check point tenu par quelques Serbes. Notre chef tente alors d'expliquer à l'un d'entre eux qu'il n'a pas le droit, dans cette zone démilitarisée, d'avoir sur lui la kalachnikov qu'il tient en bandoulières (.) L'homme (.) souriant mais un peu tendu (.) répond que c'est son chef à lui qui lui a ordonné de prendre son arme. La discussion s'achève aussitôt et nous laissons faire (.)

(.) Brusquement, une vieille Mercedes noire nous dépasse. Quelques hommes armés en descendent et montent une sorte de point de contrôle volant. Ils nous ordonnent

de faire demi-tour, les kalachnikovs braquées vers notre véhicule (.) Nous faisons demi-tour

Une attitude courante est de rendre compte, de se mettre en attente, en position d'évitement de l'incident, quitte à recevoir l'ordre de renoncer à la mission :

19 octobre 1993 (.) Je pars en mission d'escorte sur Buzim (.) La mission de livraison avorte. Etant tombé sur un point de contrôle bosniaque, je reçois l'ordre de ne pas passer en force. Nous retournons par la base logistique, afin d'y décharger les véhicules (.) (Journal intime Int R).

Au cours de mon premier mandat, j'avais 15 Famas et j'étais arrêté par un pégreleux (sic). Je rendais compte et on me disait « attendez » (Entretien Int U, mai 1999).

Ce type de réponse n'exclut pas la négociation qui est pratiquement présente dans tous les affrontements avec les belligérants. A tous les échelons de commandement de la Forpronu, la parole sans démonstration de force est considérée comme une force en soi. Elle peut l'être dans certains cas, elle ne l'est pas dans d'autres. Tout dépend là aussi de l'enjeu et du risque que chaque partie estime encourir, de l'estimation de ces enjeux et de ces risques au niveau supérieur, de la crédibilité de l'autorité casque bleu qui négocie sur le terrain, des menaces qu'il brandit, etc. L'action du Batinf 5/II dans la zone démilitarisée des monts Igman fournit à ce titre des exemples contrastés :

Lors de l'offensive bosniaque d'octobre 1994, dans la nuit du 5 au 6 octobre, un commando bosniaque a effectué un coup de main sur un PC serbe installé à Klococevica au-dessus de la piste qui mène de Babindol au col de Javorak : « Près d'une vingtaine de morts parfois atrocement mutilés » (Cf I^{ère} partie – Sur les monts Igman). Pour effectuer cette action, ils se sont infiltrés dans la zone démilitarisée. La violation des accords est flagrante, lourde de conséquences. « Les Serbes sont énervés contre l'Onu », écrit le Int E. Le commandant de bataillon se rend sur les lieux au matin du 6. Il prend avec lui deux groupes de chasseurs, se lance à la poursuite du commando, descend un thalweg qui conduit vers Babindol. Au cours de la progression, le détachement intercepte des Bosniaques : discussions, sommations, tirs d'intimidation, les Bosniaques sont soit capturés, soit refoulés. Les chasseurs atteignent l'Hôtel Igman où est installé un PC bosniaque : à l'intérieur, quelque 200 combattants... Le colonel pénètre dans l'hôtel : « Où est le chef ici ? Lance-t-il (.) Je ne traite pas avec des égorgeurs, vous avez trahi notre confiance (.) Moi, je vais faire sauter la zone avec des avions. Boum ! Plus d'hôtel ». Une

centaine d'hommes entourent maintenant le colonel et son traducteur : « Ici, c'est ma zone...alors si vous trichez et vous ne respectez pas les accords, moi je tire ». L'hôtel sera évacué par les Bosniaques ! (*D'après journaux intimes lnt E, sgt EU, cal REI*)

1 novembre [1994] (.) Un groupe de Bosniaques a été vu traversant la zone. Nous les découvrons au milieu d'un virage, une longue colonne d'environ 40 hommes (.) Le S/C D. est là avec son groupe, il les a interceptés (.) La discussion est rude, ils veulent absolument traverser la zone pour aller à Kramani où des camions doivent venir les chercher (.) les ordres que nous recevons de Chouca 3 sont clairs, les faire redescendre par Sabici (.) Le lieutenant [bosniaque] est furieux, mais il a bien compris que le capitaine ne le laissera pas passer (.) (Journal intime sgt EU).

Le 17 novembre 1994, toujours dans la zone démilitarisée des monts Igman, un groupe de chasseurs sur Vab bloque deux chars T55 bosniaques et un véhicule blindé pour transport de troupe également d'origine soviétique (BMP1). La valeur d'une section de chasseurs, le commandant de compagnie et une autorité du Batinf 5 se portent sur les lieux. « Pendant que nous attendons les consignes à 300m des chars, une rafale de traçantes est passée à environ 80m de nous au-dessus du Vab de 112. Les Bosniaques étaient bourrés comme des coins », note le chasseur REI. La discussion est violente. « Il nous faut empêcher le passage des chars, mais ne pas en arriver à l'échange de tir », écrit le sgt EU. Elle dure trois heures. On en vient aux mains. Aucune des parties ne cède et le débat est renvoyé aux échelons supérieurs. Les Bosniaques restent bloqués quarante-huit heures sous la surveillance du groupe du sergent N renforcé par un Vab canon de 20mm. Le dimanche 20 novembre, « l'ordre est tombé (.) de laisser passer les 3 blindés ». Le sgt EU note : « Nous recevons l'ordre de faire des photos du Vab bloquant la route aux chars. Nous organisons donc une simulation. N est éccœuré de les laisser passer. Voilà trois jours qu'il se gèle les c... dans le Vab avec ses hommes ». Le même jour, le caporal REI écrit de son côté : « (.) Les 2T55 et le BMP1 sont passés sur zone à 18h00 en défonçant un Vab qui leur barrait la route. Nous n'avons pas eu l'autorisation de tirer car trop de risques (.) » Et plus loin, il ajoute : « Nous étions prêts (FLG AC + RAC 112 [*armes anti-char*]) à cartonner les chars s'ils tentaient de passer (.) Nous n'avons pas eu l'autorisation de tirer » (*D'après journaux intimes sgt EU et caporal REI*).

La négociation comme *force minimum* est d'usage courant lors des franchissements des points de contrôle. Des petits chefs d'éléments

expérimentés ont l'intelligence de l'assortir d'une démonstration de force ou d'y substituer un stratagème. « Et ça passe ! ».

Le 6 août 1994, le major RE, escortant avec son peloton un convoi test, ouvre l'axe Coralici – Sokovi – Velika Kladusa dans la poche de Bihac. Il est bloqué sur un check point par les *Nordistes* de Fikret Abdic, il négocie, il passe. Quelques kilomètres plus loin son Erc *Sagaie* de tête est bloquée par des abattis. Des tirs d'armes légères se déclenchent « *a priori* au-dessus des véhicules ». Le chef de peloton donne aussitôt des ordres de combat : « 3 Uniform (.) à vos 11 heures, la maison au toit rouge, (.) Uniform 4, à vos 5 heures, hausse 600, en mesure de tirer sur ordre...(.) ». Les canons pointent vers leurs objectifs, les engins blindés manœuvrent ostensiblement, ils se placent en défilement de tourelle. Les tirs cessent. Négociations. Les abattis sont dégagés. Le convoi passe.

Le 1^{er} octobre, le même peloton ouvre l'axe Bihac-Ripac : « Discussion animée avec les Serbes (« Si tu me tires dessus, je te fous un coup de canon de 90mm, OK ?) sous la protection de 2 F16 américains », écrit le major. Et ça passe (*D'après journal de marche major RE*).

En septembre 1995, dans le cadre de la Force de réaction rapide (Frr), une section du 2^{ème} Rei escorte un convoi logistique entre Trebicevo et les monts Igman. Le chef de section sait qu'à Jablinica, point de passage sur une ligne frontalière entre les territoires tenus par des forces croato-bosniaques et ceux tenus par les forces bosniaque, il tombera sur un check point bosniaque qui s'oppose au passage des éléments de la Frr. 2 km avant le check point, il met en place son Vab canon de 20mm sur un col qui a des vues sur le check point. Il arrête sa rame et deux Vab à 500m du point de contrôle. Il s'y porte dans son Vbl appuyé par son quatrième Vab. Il obtient le passage pour son convoi mais en même temps réclame celui d'un convoi du génie bloqué par les Bosniaques. Refus. Les Bosniaques mettent en position des tireurs munis d'armes anti-char. La tension monte. Le chef de section estime alors délicat de forcer le passage avec les deux convois qu'il a pris en charge. Toutefois, le dispositif qu'il a adopté lui permet de retourner la situation et de bloquer lui-même l'intense trafic civil de produits et de denrées qu'autorise cet axe reliant les territoires croates et bosniaques. Il installe un point de contrôle en amont du check point bosniaque. « On est resté 13 heures à pisser et à chier sur le bord de la route (.) On avait tout bloqué (.) A la fin, ils ont cédé » (*D'après entretien lnt S, avril 2000*).

Nous reviendrons sur ces cas. Mais on en devine l'intérêt. La posture adoptée par ces chefs d'éléments définit très concrètement ce que peut être la *force minimum* dans de tels cas, conformément aux prescriptions des règles d'engagement : la mise en place ou en scène d'une posture menaçante ou d'un dispositif tel, qu'il contraigne l'adversaire à monter les enchères par rapport à l'enjeu s'il veut continuer à s'opposer. Car en fait, tout montre, au moins au niveau local, que dans la plupart des cas les belligérants cèdent devant la force ou devant une menace crédible. Ils ne tiennent pas au conflit ouvert et jouent à la marge lorsque l'enjeu et les risques sont faibles.

C'est aussi ce type de réponse qu'adopte un sous-officier dans les monts Igman pour s'opposer à une infiltration de belligérants dans la zone démilitarisée : il fait ouvrir le feu sur une ligne à ne pas dépasser :

Nous avions une mission consistant à interdire aux Bosniaques le franchissement d'un carrefour en limite de zones démilitarisées et à les reconduire hors de la zone, la mission « Vade retro » (VD). Au dernier mandat, face à une colonne bosniaque qui s'infiltrait, un chef de groupe sur Vab tire à 200m en avant de la colonne. Ils avancent. Il tire. Un Bosniaque blessé... Tout un foin... Après personne ne voulait prendre la responsabilité de tirer (.) En définitive, cette mission a été abandonnée. On se contentait de comptabiliser les passages (Entretien Int U mai 1999).

Marquant par le feu un espace interdit, ce sous-officier affiche très clairement le risque à prendre pour un enjeu donné. Mais dans ce cas, cette *force minimum* a créé un incident qui a posé problème à quelque autorité de la Forpronu. Ce cas offre une autre définition de la *force minimum*, beaucoup plus courante : c'est le degré de force requis pour résoudre un conflit dans une situation donnée sans poser de problèmes à l'autorité responsable de l'emploi de cette force.

La *force minimum*, ce peut être enfin le choc sans le feu, le choc des matériels et des corps : des blindés de l'Onu se heurtent aux blindés des belligérants carcasse contre carcasse et des casques bleus s'empoignent avec le Serbe, le Croate ou le Bosniaque. La force minimum ramène le fantassin ou le cavalier de l'An Deux Mille à la guerre de Cent Ans. Elle fait de lui un hoplite lourdement harnaché d'un gilet pare-balles, bravant le barbare du regard et de la parole, l'affrontant à coups de poing et de crosse plutôt qu'à coups de feu.

En septembre 1993, en Croatie, une compagnie du BiB participe à une opération conduite par un bataillon canadien visant à s'interposer entre les forces serbes et croates : ces dernières doivent évacuer la portion de territoire qu'elles ont reconquise sur les Serbes de Krajina entre Gospic et Médak au nord de Zadar (cf. I^{ère} partie – L'échec européen et les incidences des accords

de cessez-le-feu en Croatie). La section du lieutenant R est en tête de la progression du bataillon :

16 septembre 1993 (.) De son M113 PC le chef de corps du CANBAT me fait signe d'accélérer et de foncer plus avant. Trois kilomètres plus loin, carrefour de pistes ; un véhicule croate en interdit le passage. Je donne l'ordre d'accélérer, mon Vab bouscule le véhicule et continue sa progression.(.) 17 septembre (.) Alors que nous arrivons au carrefour de Sturnici (.) des fantassins croates sont postés face à la cote 752 (.) Ceux-ci déclenchent des feux sur des civils serbes (.) Le capitaine X donne l'ordre d'empêcher l'infanterie croate de tirer sur les Serbes. La section arrive jusqu'à l'imbrication (.) Les trois groupes débarquent et réagissent avec énergie, désarmant les Croates, en allant jusqu'au contact physique. Les trois groupes sont au corps à corps. Aussitôt les Croates cessent leurs tirs. Aucun blessé n'est à déplorer (.) (Journal intime du lnt R).

Dans certaines de ces situations il faut vaincre la résistance des belligérants en s'interdisant de faire le coup de feu, bien souvent un commandant d'unité, un commandant de bataillon se portent « sur zone ». Il prend la lutte à son compte, sacrificiellement.

Le 16 novembre, en début de nuit sur le mont Igman, un détachement bosniaque accompagnant un canon de 20mm tracté par un camion est intercepté en DMZ à hauteur de Gradina par un groupe de chasseurs. Le commandant d'unité des casques bleus arrive aussitôt sur place. Discussion. Soudain, c'est l'empoignade. Nous avons à faire à Ficrete lui-même, un officier de l'armée bosniaque réputé pour sa brutalité et son indépendance (.) Le camion reçoit l'ordre de forcer le passage (.) Le capitaine se met devant, il est dégagé sans ménagement. Le ton monte, les gardes du corps arment leurs armes, des fusils à pompe, des HK, HP5 et un PPG17. Ficrete lui-même engage une cartouche dans le canon de son fusil à pompe et le braque en hurlant sur le capitaine. Le camion continue à grignoter des centimètre devant le Vab. J'arme à mon tour mon Famas (.) Le capitaine brave Ficrete qui garde son arme braquée sur lui : « OK...Shoot me ! shoot me... ! » Manu militari, le capitaine est écarté de la trajectoire du camion, le chef qui veut intervenir reçoit dans la figure un coup de RPG, quant au jeune chasseur au volant de son Vab, il a un fusil d'assaut braqué sur la tempe. Deux hommes m'entourent (.) avec leur mitraillette. Cela a été trop vite, le camion vient de forcer le passage et descend maintenant vers le sud (.) (Journal

intime du sgt EU).³⁸

1.2.3. « Visuel ! »

« Visuel ! », « J'ai le visuel... », « EMD ! » (pour « être en mesure de » riposter, détruire, etc. ³⁹: autant de termes ou d'expressions qui reviennent fréquemment dans les écrits.

En zone urbaine, les tirs risquent d'atteindre des civils. A Sarajevo, l'imbrication des postes Onu entre des lignes de front qui mettent pratiquement au contact le Serbe et le Bosniaque peut occasionner des confusions entre belligérants et casques bleus ou entre belligérants. Le Bosniaque tirant sur des casques bleus peut vouloir par là provoquer une réaction de la Forpronu sur le Serbe et inversement : comme au billard, il recherche une rétroaction du blanc de la Forpronu sur son adversaire. Les règles d'engagement contraignent donc à repérer et à identifier précisément un objectif avant d'ouvrir le feu. Ce repérage et cette identification ne sont pas aisés.

Cette contrainte est fondée. Mais, de la sorte un élément, en déplacement ou non, atteint volontairement ou non par une rafale de mitrailleuse, par des coups de canon, par des obus d'artillerie ou de mortier ne peut que subir s'il n'a pas le *visuel*, c'est à dire, s'il n'a pas clairement repéré et repéré la provenance précise des tirs :

Vendredi 2 juin [1995] (.) 1° peloton (.) Le 3 à 07h30 une rafale d'arme légère a priori bosniaque est tirée contre une Sagaie. Une balle traverse le caisson arrière gauche de l'engin du lnt B. Aucune riposte car le départ des coups n'est pas observé (.)

Mercredi 7 juin. Appui protection sur le pont de Verbanja. Le sergent P se fait prendre à partie, son Sagaie reçoit une rafale sur le flanc gauche. Pas de riposte (.)

Jeudi 8 juin (.) A 13h30 la Sagaie du sergent R. est prise à partie par une grenade à fusil qui tombe à trois mètres du blindé et une rafale de 14.5 dont 2 balles traversent les caissons arrière de la caisse. Pas de riposte car origine des tirs inconnue (.) (Journal de marche du cne Z).

³⁸ Nous aurons à revenir sur plusieurs aspects de cet accrochage relaté également par le caporal REI. Contentons-nous ici de résumer la suite du récit du sgt EU. « Fikret triomphant » offre le café au commandant d'unité ! Celui-ci refuse, monte dans son Vbl, fonce trois cents mètres plus bas car l'élément bosniaque a été à nouveau intercepté par un Vab, sans doute en couverture. L'officier avec son Vbl bloque le camion et le canon de 20mm par l'arrière. Nouvelles discussions. L'élément bosniaque fait demi-tour. Il est 02 heures du matin.

³⁹ Ici une hypothèse que seule une étude comparée de l'évolution du langage d'action des militaires dans la période récente pourrait valider. Ce sigle pourrait être une construction induite par les conditions d'engagement en Bosnie. Il raccourcit une expression couramment utilisée dans le combat classique : « être en mesure de... » faire mouvement..., d'agir sur telle direction..., etc. En Bosnie, il semble n'être employé que pour l'acquisition du *visuel*.

On comprend la priorité que certains commandants de bataillon ont accordé lors de la phase de préparation opérationnelle à la formation des casques bleus à l'observation, au repérage et à la désignation des objectifs en zone habitée.

Lasses d'être ainsi harcelées, des unités en viendront en à se mettre *en planque*, voire à monter à leur échelon une petite opération, pour prendre des belligérants en *flagrant délit* d'agression :

Mardi 20 juin (.) 1^o peloton – A 03h00 du matin mise en place de 2 ERC 90 et d'un VBL à hauteur du check point bosniaque de Kobilja Glava, en mesure d'intervenir au profit du poste d'Hotonj qui se fait tirer depuis 2 jours au canon de char (.) A 12h30 réception du mot code (Patate jaune) signifiant que le poste d'Hotonj est pris à parti. Les 2 engins montent en position de tir et tirent sur un M18 embossé à 2080 m (3 OFL, 2OE et 1OFUM [obus flèche, explosif, fumigène]). Décrochage immédiat dans un premier temps sur Kobilja Glava puis sur le cimetière de Barre (.)

(.) A 19h45, le sergent R. en poste à Verbanja, en appui de la section, traite à la mitrailleuse coaxiale un tireur RPG7 sur le toit d'un bâtiment, tirant sur le poste français du cimetière juif sud. Puis se remet en position d'attente à l'abri des tirs et des vues (Journal de marche cne Z).

En septembre et octobre 1995, alors que l'opération menée conjointement par l'Otan et le secteur de Sarajevo pour désenclaver la ville est en voie de réussir et que les forces bosno-serbes retirent leur armement lourd au delà de la limite de 20km fixée par les accords de février 1994, des forces bosniaques continuent à tirer au mortier sur les Serbes. Le 3^{ème} Rpima qui assure alors le sixième mandat du Batinf en vient à « mener des investigations » – selon les termes mêmes utilisés dans son JMO – pour surprendre des mortiers de 120 ou de 81mm en *flagrant délit*. L'origine des tirs étant repérée, un élément d'infanterie ou blindé se porte sur place pour, en quelque sorte, *faire un constat* d'agression sur des tubes de mortier « fumant ». Bien sûr, la manœuvre échoue : les mortiers ont eu largement le temps de changer d'emplacement de batterie (D'après JMO Batinf 4/VI, journées des 21 septembre et 2 octobre 1995 – Shat).

Certes, dans l'urgence, soudainement pris violemment à partie, certains petits chefs d'éléments ordonnent immédiatement l'ouverture du feu dans la direction des tirs :

En 1993, avec trois Vab, le Int S. escorte deux cars de « ressortissant serbes » de Ptt building vers Lukavica, des Serbes autorisés à sortir de la ville par les Bosniaques. A hauteur de Dobrinja, les tirs de mitrailleuse sont déclenchés sur les bus : « J'ai vu les traçantes...j'ai tapé sur l'épaule du pilote...Fonces...A la radio, j'ai dit « Tires » à mon sous-officier adjoint dans le Vab au milieu du convoi...Il a aussitôt

ouvert le feu (Entretien Int S. avril 2000).

Mais, en général, cette exigence du *visuel* en vient à obséder des chefs de petite unité, au point d'être hésitants lorsqu'ils sont en difficulté dans une situation pour laquelle cette exigence ne se justifie pas. C'est le cas de ce chef de section accroché très nettement par les Bosniaques en août 1993 lors de la manœuvre que mène le Batinf 2 pour s'interposer sur les monts Igman entre Serbes et Bosniaques :

La conduite à tenir...Riposter que si l'on a le visuel...J'étais section d'intervention. J'ai reçu la mission de monter sur Igman pour contrôler le carrefour de Brezovaca. et en particulier le retrait des Serbes. A 14h00 j'étais en place. Les Serbes avaient accepté de laisser la route, ils devaient se replier et passer derrière notre position. (.) On se fait prendre à partie à l'Ali [arme légère d'infanterie] par les Bosniaques...Je ne savais pas exactement d'où les coups provenaient. J'ai rendu compte mais je n'ai pas eu l'autorisation de riposter. Les tirs se sont fait plus précis (.) J'ai fait riposter à la 12,7. Après avoir riposté j'ai estimé que la situation n'était plus tenable. J'ai à nouveau rendu compte : « au contact, je suis pris à partie, je ne peux tenir la position, j'ouvre le feu » (.) Mes deux groupes sont à nouveaux accrochés. Je me rétablis sur une ligne de crête (.) A partir de ce moment l'affaire s'est arrêtée (.) Je me suis posé un tas de questions. Est-ce que j'aurai du tirer, est-ce que je n'aurai pas du tirer ? Tant que je n'avais pas vu le chef de corps, je n'étais pas sûr. Quand je l'ai vu arriver j'étais soulagé. En fait le chef de corps m'a laissé mener mon action. Il m'a laissé ma responsabilité (Entretien Int Y juillet 2000).

Cette nécessité de circonscrire l'agression, de repérer et d'identifier son origine, renforce les inhibitions de certaines unités. Leurs actions se déroulent dans un contexte mental assimilable à celui que connaissent les forces de police qui, agissant sur la voie publique, redoutent la « bavure ».

C'est dans un climat de double angoisse que des chefs de groupe, de section ou de peloton mènent certaines de leurs actions : celle que provoque l'agressivité d'un belligérant et celle qui résulte d'une incertitude quant à la justesse d'une réaction par le feu. Beaucoup échappent à cette incertitude en rendant compte et en renvoyant leur problème vers le haut ou en esquivant le combat d'une manière ou d'une autre.

A ce point de notre analyse, on voit qu'il n'y a pas de rapport de cause à effet direct entre les règles d'engagement de la Forpronu et les postures prudentes des unités françaises de la Forpronu comme la glose abondante sur ces opérations de maintien de la paix tendrait à le faire accroire. Le rôle des différents niveaux de commandement de la Forpronu qui sont explicitement autorisés à adapter ces règles à des situations opérationnelles, mais aussi

L'adoption de dispositifs imbriqués – nous allons y revenir – interviennent pour produire de telles postures, quitte à les justifier *a posteriori* par un discours convenu arguant d'une « logique de paix ».

Plutôt que de s'appuyer sur un principe de *légitime défense* tel qu'il est compris dans les pays anglo-saxons – à savoir le droit à la *défense* que *légitimement* certaines situations – et de chercher à comprendre l'esprit de ces règles d'engagement ils les prennent à la lettre⁴⁰ : ils y voient un cadre juridique rigide à l'intérieur duquel leurs actions doivent légalement s'inscrire. De la sorte, la tactique s'effaçant devant le juridique, ils sont conduits à placer leurs unités dans des situations semi-suicidaires ou ubuesques.

2. La peur du combat

Un phénomène que l'on peut qualifier de peur du combat découle en partie de ces règles d'engagement. Mais, en même temps qu'elle en découle, cette peur, alimentée par d'autres facteurs, contribue à l'application prudente de ces règles.

Par la peur du combat, nous entendons désigner au niveau tactique et micro tactique un phénomène qu'Alain Joxe analyse au niveau macro stratégique et macro politique et qu'il nomme « la peur de la guerre », une peur qui conduit à la paralysie politique et stratégique de l'Europe lors de cette crise balkanique. Il ne s'agit nullement d'une peur physique. Ce serait « un choix » qui plutôt que de recourir aux « compétences », aux voies et moyens qui existent à une époque donnée pour traiter un conflit, incite « à l'évitement (.) ou à la soumission stratégique, considérés comme des solutions virtuelles toujours présentes dans un conflit » (Joxe, p. 100) : en d'autres termes, « n'ajoutons pas la guerre à la guerre ! » Le contraire de cette peur serait ce que l'on appelle communément le « courage politique ». Au début de la première crise balkanique des années 1990, cette « peur de la guerre » « eut pour corollaire une *absence de stratégie militaire* ». Elle « nia le danger de la guerre ». Elle déboucha sur « l'invention d'une diplomatie sans appui sur des forces militaires », c'est à dire à une « diplomatie sans force » qui « était évidemment vouée à l'échec » (ibidem, p. 108 et 109).

Toutefois, Alain Joxe exempte les militaires français de cette « peur de la guerre ». Il s'appuie sur quelques conversations de popote pour avancer que ceux-ci n'auraient nullement redouté l'épreuve de force avec les Serbes. Alain Joxe explique leur adhésion à l'évitement du conflit et le ralliement implicite au camp du plus fort en mettant en avant « des tendances latentes constitutives de l'état d'esprit militaire français » (ibidem, p. 101) : la plupart des officiers français auraient été séduits par « les officiers professionnels de l'armée

⁴⁰ Contrairement à l'éducation reçue dans les écoles militaires qui exige de comprendre une mission dans son esprit et non dans sa lettre.

yougoslave mimant la vieille armée de tradition » et se seraient « plus facilement identifiés aux conquérants serbes qu'aux conquis bosniaques » (ibidem, p. 105).

Or, s'il est pertinent de percevoir une « peur de la guerre » dans l'attitude des responsables politiques européens, il l'est beaucoup moins d'en décharger les militaires français sous prétexte qu'ils sont attirés par la militarité des Serbes.

D'une part, comme nous le verrons en cinquième partie, cette attirance doit être nuancée par les circonstances dans lesquelles les casques bleus interviennent en Croatie et en Bosnie. Sur le terrain, la situation crée le larron : celui qui reçoit les casques bleus à coup de café, d'alcool ou avec un cuisseau d'agneau, qu'il soit qualifié de bosniaque ou de « bosgnoul », de serbe ou de « tcheknik » devient leur ami, celui qui les reçoit par des insultes ou par des coups de feu devient leur ennemi. D'autre part, au niveau tactique et microtactique, cette « peur de la guerre » s'applique parfaitement à l'attitude des casques bleus français de tout grade. On y observe une peur du combat : non pas là aussi une peur physique, tant les actes de courage sont nombreux, mais un choix consistant à éviter le combat, quitte à s'empoigner avec l'adversaire du moment ou à le braver du regard, une kalachnikov sur la poitrine. Cette peur se noue dans la peur de mal faire tant les contraintes sont prégnantes, dans celle de la « bavure », dans la peur de ne pas agir conformément à ce que mes chefs attendent de moi. C'est encore la peur des pertes humaines pour un enjeu dont on se demande s'il en vaut la peine ou celle des « médias » et de l'« opinion » perçus comme des entités menaçantes etc. Cette peur du combat est bien restituée par une observation de Marc Benda et Francis Crémieux qui rendent compte des « demi-tours » de leur petite unité devant des belligérants menaçants et qu'importe qu'ils soient serbes, croates ou bosniaques :

Ce n'est plus seulement l'Onu qui cède, l'Onu qui capitule, l'Onu qui fait demi-tour : à compter d'aujourd'hui, c'est également nous qui cédon, capitulons et faisons demi-tour. L'époque est subitement lointaine où, à Paris, nous défendions fermement et victorieusement nos positions contre des belligérants improvisés. A l'époque, dans la caserne de Vincennes, des sergents apprenaient à leurs hommes à plaquer au sol, à fouiller d'un air décidé, à emmener des prisonniers fictifs main en l'air et sous la menace des fusils. Ici, nous avons reculé devant des miliciens agissant comme des bandits de chemin (.). Et lorsqu'un soldat ordonne à un véhicule de l'Onu de faire demi-tour, c'est peut-être effectivement parce que la route est minée, c'est peut être pour une toute autre raison. Nous n'en savons rien et nous n'en saurons jamais rien (Benda et Crémieux, p. 97-98).

Probablement, cette peur renvoie t-elle à l'état profond d'une Armée de terre française qui depuis la fin de la guerre d'Algérie vit dans la crainte des histoires que peuvent provoquer ses aventures⁴¹.

2.1. La centralisation du commandement

L'un des indices et en même temps l'un des facteurs de cette peur du combat se lit dans l'extrême centralisation du commandement et de l'action. Quelle que soit la situation, sur l'aéroport de Sarajevo, l'ouverture du feu est centralisée par le centre opérationnel du Bataif 2. Au Bataif 4/V, une conduite à tenir est définie pour chaque type de mission, pour chaque incident : « C'était tellement compliqué que l'on ne s'y retrouvait pas » dit le lieutenant C. Dans certains bataillons, même en cas de *légitime défense*, il faut une autorisation de tir du commandant d'unité, voire du PC de bataillon pour toutes autres armes que les armes légères d'infanterie, pour les canons de 20 et de 90mm. Une telle limitation interdit à un peloton blindé par exemple d'utiliser immédiatement l'allonge de ses feux.

En juin 1995, au pied des monts Igman, lors d'attaques bosniaques sur la crête de Vidovac tenue par les Serbes, l'un des trois postes Onu de Krupac, Krupac 2 (KC2), implanté au pied de la crête de Vidovac et imbriqué dans les lignes bosniaques, « est à la fête » : il encaisse des tirs serbes qui tentent de neutraliser les unités bosniaques appuyant l'assaut de leurs fantassins sur Vidovac. Le 16 juin, une trentaine d'obus de mortier tombent autour de la position et un char tire huit obus directement sur le poste. Le lieutenant U qui commande les trois postes de Krupac note que l'un de ses postes « voit tirer le char, le voit se déplacer ». Il peut donc immédiatement neutraliser ce char. Il demande au bataillon l'autorisation de riposter au canon. Il n'aura jamais de réponses (*D'après journal intime lnt U, journées des 16 au 19 juin 1995*).

Cette centralisation du commandement s'observe également dans l'organisation et la conduite de certaines opérations. Sur sept ordres d'opération rédigés sous le timbre du Bataif 4/V en 1995, au moins trois concernent des éventualités d'action (évacuation du point de regroupement des armements de Poljine en mai) ou des actions (assaut de Verbanja puis évacuation du poste de Vogosca) qui, mobilisent la valeur d'un escadron renforcé ou d'un sous-groupement

⁴¹ Voir sur ce point, *Cultures et logiques militaires*, (A. Thiéblemont, dir.), Paris, Puf, 1999, notamment p 206-209).

tactique. Ces actions seraient de la responsabilité d'un capitaine commandant dans un autre contexte que celui de Sarajevo.

L'assaut de Verbanja qui est du niveau d'un sous-groupement tactique est coordonné d'un PC avancé – *tactique* – par le commandant de bataillon et non par l'un de ses capitaines. Dans une fiche d'enseignements tirés de cet assaut datée du 30 mai 1995 et à propos de l'organisation du commandement du bataillon durant l'action, l'officier opérations du Batinf 4/V traite du rôle qui a été le sien au PC arrière du bataillon « compte tenu de la *descente* des responsabilités sur ce théâtre d'opérations ».

Cette « *descente* des responsabilités » se concrétise bien souvent par la *descente* d'une autorité sur le terrain et par son engagement dans l'action des petites unités. Lors des offensives bosniaques d'octobre 1994 sur les monts Igman, le colonel commandant le Batinf 5 est présent sur le terrain, non pas pour conduire une action de bataillon mais pour tenter d'user de son personnage à l'intérieur de la zone de responsabilité de l'un de ses capitaines. Comme nous l'avons vu plus haut, avec deux groupes de chasseurs, il tente de poursuivre un commando bosniaque infiltré dans la zone et parvient à faire évacuer l'hôtel Igman occupé par deux cents bosniaques. Le même jour, dans la foulée, avec la valeur d'une section renforcée, il conduira une action sur le mont Bjelasnica pour faire évacuer un bunker occupé par une douzaine de Bosniaques. A la fin du mois, alors que les Bosniaques se sont encore infiltrés dans la zone démilitarisée et qu'ils attaquent les positions serbes sur les crêtes à l'est de la zone, le sergent EU témoigne à de nombreuses reprises de la présence de cet officier dans l'action : « Dimanche 23 octobre () Sur la piste de Sabici, le colonel se poste pour intercepter une éventuelle infiltration, puis nous nous rendons à Rakitnica où de violents combats semblent se dérouler ». Au moins à trois reprises, Frédéric Pons relate des affrontements locaux où un commandant de bataillon est là, présent, usant de son seul personnage pour tenter de régler un incident (Pons, notamment p 86-87, 106-107, 174 –175).

Tout se passe comme si certains commandants de bataillon éprouvaient le besoin de contrôler l'action en temps réel, comme si leur confiance était limitée dans les compétences de leurs subordonnés en cas d'incidents, ou encore – et ce n'est pas exclusif – comme s'ils pressentaient que sur ce champ de guerre archaïque leur bravoure et leur parole de chef pouvaient constituer une force suffisamment menaçante – ce qui se vérifie quelquefois –, comme s'ils estimaient enfin que leur honneur était de partager les situations dramatiques dans lesquelles se trouvent leurs unités.

Quelles que soient ses justifications et son bien fondé, cette extrême centralisation du commandement conduit à une dégénérescence de l'organisation tactique et renforce les inhibitions de bien des petites unités.

Des observations sur le trafic radio des petites unités illustrent le phénomène. Déjà en temps normal et quel que soit le contexte d'engagement les

communications sur un réseau qui relie un poste de commandement (PC) aux unités engagées n'ont rien de fluides. Dans les moments de crise, ce réseau peut être saturé. Des omissions, des distorsions dans les transmissions et dans l'interprétation des comptes rendus se produisent. Une demande urgente d'une unité au contact peut nécessiter des délais de réponse. Le silence des ondes peut devenir alors angoissant pour ceux qui attendent cette réponse. Le temps qui s'écoule n'a pas la même valeur pour ceux qui sont dans la tourmente et ceux qui sont à l'abri dans un PC. Evoquant son baptême du feu en septembre 1983 au sixième étage d'un immeuble dans Beyrouth le caporal-chef NA raconte « l'averse » de mitrailles qui tombe d'un coup, le capitaine avec son PP13 [*poste radio*] qui « rend compte au PC des Pins qu'on est en train de se faire tirer dessus » et qui demande l'autorisation de riposte : « On attendait l'autorisation de riposte (.) On se faisait pipi dessus (.) Et le PP13 qui nous abreuvait de silence (.) » (Entretien cal chef NA, juill. 2000). A cette saturation d'un réseau, peuvent s'ajouter des appréciations différentes d'une situation, selon que l'on est dans l'action ou que l'on en est éloigné. Dans *Les hommes de Dien Bien Phu*, Roger Bruge fait état à plusieurs reprises de ce que l'on peut appeler, au propre comme au figuré, « l'aveuglement » des PC qui, n'étant pas au contact, ont quelques difficultés à apprécier ce qui se passe effectivement sur le terrain. Les méprises sont alors lourdes de conséquences (Bruge, notamment p 356-358). Ce sont des situations parentes que connaissent des chefs de petites unités en Bosnie. La centralisation du commandement amplifie encore le phénomène. Dans nombre de cas, des chefs de section ou de peloton engagés dans une action sont directement reliés au PC de bataillon : la voie de commandement classique qui devrait normalement les relier à l'autorité d'un commandant de compagnie ou d'escadron est court-circuitée (Cf. IV^{ème} partie). Cette centralisation de l'action fait de ces petits chefs des pions suspendus au fil tenu d'une communication radio avec une autorité lointaine, dont les silences, les distorsions, les incompréhensions viennent encore renforcer ces propensions à l'attentisme que produisent les consignes restrictives qu'ils ont reçues. Le lieutenant C évoque le contact radio que l'un de ses camarades capturé par les Serbes lors de l'affaire des otages en 1995 eût avec son PC de bataillon quelques minutes avant qu'il rende les armes : – « On me tire dessus ... Conduite à tenir ? – (!!)... Confirmez que l'on vous tire dessus ! » (Entretien lnt C mai 2000). La véracité de cet échange n'a pu être vérifiée. Peu importe : même inexact ou transformé, ce récit traduit par lui-même un climat d'échanges entre des bataillons et des petites unités au contact, un climat qui a tendance à créer de l'attentisme plutôt que de la détermination. « Au cours de mon premier mandat, j'avais 15 Famas et j'étais arrêté par un loqueteux. Je rendais compte, et on me disait, « attendez ! », rapporte le lieutenant U qui coiffait les postes de Krupac au premier semestre 1995 (Entretien lnt U, mai 1999). Dans son journal intime, cet officier relate l'entretien qu'il a avec son commandant de bataillon à

Krupac le 19 juin 1995 et il évoque les coups de canon que son poste de KC2 a reçu quelques jours plus tôt (Cf. plus haut) :

Le colonel (.) fulmine en apprenant que le poste a été atteint de huit obus de char en direct, sans que nous ayons riposté (.) Je lui parle alors de la transmission de l'information au sein du bataillon (.) En effet dans un sens, je pense faire des comptes rendus précis, or l'exploitation qui en est faite génère des erreurs. Dans l'autre sens, il existe un gros problème dans les ordres que nous recevons. L'intention du chef ne nous a pas été communiquée. Nous avons besoin pour décider de savoir ce que le chef attend de nous (.) (Journal de marche du lnt U).

Certes, ces situations et ces problèmes ne sont pas généralisables dans tous les bataillons. Ces observations valent ici par les déstructurations de systèmes tactiques qu'elles révèlent. On se trouve en effet devant des systèmes d'actions éclatées et dépourvues de relations tactiques entre elles. Ces actions sont menées aux périphéries du système par des petites unités en prise directe sur un centre opérationnel qui entend les contrôler en temps réel. Des échelons intermédiaires – compagnies, escadrons – capables de trier et de hiérarchiser le flux des informations, des ordres et des demandes qui circulent entre les périphéries et le centre du système sont marginalisés. Une telle organisation est fragile. Si pour une raison ou une autre la communication – dans tous les sens du terme – entre le centre et les acteurs périphériques est perturbée et ne peut être prise en compte par des échelons intermédiaires trop marginalisés, ces acteurs périphériques prendront d'autant moins d'initiatives, que les conséquences de leur action ont été dramatisées et placées sous contrôle du centre. Ils auront tendance à ne pas prendre le risque – non pas physique ni tactique mais, à leurs yeux stratégique ou politique – d'actions de combat dont on leur dit qu'elles peuvent avoir des « conséquences graves ».

Même lorsque l'initiative de l'action par le feu est explicitement laissée aux petits chefs d'unité, cette extrême centralisation du commandement combinée au contexte général de rétention du feu peut créer des doutes, jusqu'à l'autocensure de l'ouverture du feu.

Selon ses dires cités précédemment, le commandant du Batinf 2/III avait précisé à ses subordonnés qu'en mission à l'extérieur de l'aéroport de Sarajevo ils avaient l'initiative du feu en cas de situation délicate. « On vous tire dessus, vous ripostez par un tir à tuer, on vous tire au-dessus, tir d'intimidation ! ». Or, nous avons rapporté plus haut l'action et les réflexions de l'un de ses chefs de section, le lieutenant Y, qui, le 15 août 1994, est accroché sérieusement par les Bosniaques sur le carrefour de Brezovaca dans les monts Igman. Ayant ouvert le feu pour se dégager, il s'interroge sur la justesse de sa réaction jusqu'à ce qu'il ait le contact avec son commandant de bataillon et que celui-ci approuve sa

réaction. Il n'a conscience de la liberté d'action qui lui avait été donnée qu'après avoir reçu cette approbation. Avant le déclenchement des feux, durant et après l'action, il a peur, une peur d'une toute autre nature que la peur physique : peur de mal faire, peur du jugement du chef.

C'est cette même nature de peur que l'on retrouve dans les réflexions du lieutenant U, lorsque, ayant été encerclé par les Serbes dans son poste de Krupac 1, il s'interroge par la suite sur le bien fondé des ordres qu'il a donnés le 30 mai 1995 au soir, alors qu'il envisage d'évacuer son poste et de traverser les lignes serbes de vive force (Cf. I^{ère} partie – Le drame). Rappelons-le, ces ordres impliquent d'ouvrir le feu au cas où les Serbes opposeraient une résistance. Mais dans un contexte de « renoncement », était-ce bien ce que ses chefs attendaient de lui ? Il aurait eu des pertes dans ses rangs. En avait-il le droit ? Quelle était la volonté des chefs ? « Ne pas verser le premier sang ! » Ce n'est que le 19 juin qu'il sera enfin rassuré à la suite d'un entretien avec son chef de corps :

Il [le chef de corps] m'informe également que l'ordre que j'ai reçu de lui dans la nuit du 30 au 31 mai 1995, qui me laissait toute liberté d'action pour une exfiltration, émanait directement du Général Smith commandant de la Forpronu en Bosnie. Il fallait au mieux conserver le poste, au moins s'exfiltrer en force. Cette information m'a beaucoup soulagé, car j'ai effectivement préparé une action de force, mais avec le recul je commençais à remettre en question l'appréciation de la situation et les décisions qui furent les miennes. Je ne sortais donc pas de mes attributions (Journal intime Int U).

« Je ne sortais pas de mes attributions ». Cette phrase est lourde de sens : de jeunes officiers français sont mis en situation de penser qu'ils sortent de leurs attributions s'ils engagent une action par le feu pour se dégager d'un encerclement qui les empêche de remplir leur mission.

Le JMO du Bataillon 4/V procure une dernière observation. En juin 1995, le bataillon « rappelle » par message à ses unités que « la protection des personnels prime l'observation » et que la « riposte immédiate avec moyens AC appropriés » est autorisée « en cas de prise à partie, si l'origine des tirs est avérée ». Il s'agit d'un « rappel » : s'il y a un rappel, c'est que cette décentralisation de l'ouverture du feu n'a pas partout été suivie d'effets et que des petits chefs d'élément hésitent encore à riposter aux armes anti-char sans l'autorisation du PC. Malgré ce message, en août 1995, un sous-officier qui est en poste à Zuc, aux périphéries nord de Sarajevo, et dont la section est plusieurs fois harcelé par les Bosno-serbes, va tarder à déclencher les feux de son canon de 20mm qui mettront fin à ce harcèlement :

Le 9 août, au cours de travaux de renforcement des défenses du

poste, des casques bleus de cette petite unité sont pris sous « un feu nourri venant des lignes serbes ». Des tirs de mortier encadrent le poste. Les bunkers serbes d'où partent les tirs sont repérés mais les casques bleus ne ripostent pas : « Après 3 heures d'attente, la tension étant retombée, j'ai pu reprendre les travaux (.) », écrit ce sous-officier dans son compte rendu. Le lundi 14 août, les casques bleus sont de nouveau « pris à partie ». Cette fois, le sous-officier fait riposter au fusil Mac Milan. Le calme revient. Nouvel harcèlement à la mitrailleuse le matin du 17 août et riposte aux fusils de précision. Dans la soirée, le poste subit encore des tirs d'automatiques. Le sous-officier ordonne alors des tirs à la mitrailleuse de 7.62mm et au canon de 20mm sur les bunkers serbes. Il détruit un bunker, endommage les autres. Il ne sera plus inquiété. (*D'après JMO Batain/4/V*).

Ce cas particulièrement intéressant illustre comment le respect du principe de *force minimum* – ou « proportionnée à l'agression » – intervient ici pour renforcer l'autocensure du feu. Ce sous-officier gradue ses réponses au risque de mettre en danger ses hommes : de la non réponse le 9 août malgré des « feux nourris », au canon de 20mm huit jours plus tard en passant par le fusil de précision Mac Millan et par le calibre de 12,7mm. Or dès le premier harcèlement provenant de bunkers repérés, ce chef de section est pourtant dans cette situation de « riposte immédiate » avec une arme anti-char « appropriée » – ici le canon de 20mm – que stipule le message du bataillon.

2.2. Pertes humaines, représailles et manipulations

Cette « peur du combat », c'est aussi la peur des pertes humaines, une préoccupation qui apparaît explicitement dans des entretiens, dans des journaux intimes de chefs de section, dans des directives de bataillon, avec ces phrases que nous avons déjà citées :

Il [le commandant de bataillon] était obnubilé par l'idée de ne pas y laisser des plumes : « Moi, je me donnerai tous les moyens pour assurer la sauvegarde de mes personnels ! », disait-il.

J'ai eu l'obsession de ramener mes hommes vivants.

J'avais l'impression que l'intention des chefs, c'était un problème de pertes. Si jamais j'ouvre le feu... ? Est-ce que c'est bien ce qu'on attend de moi ?

Vous ramener tous à la maison....

La protection des personnels prime l'observation.

La comparaison avec Dien Bien Phu peut apparaître incongrue. Sur ce thème, elle offre pourtant un contraste intéressant. Devant la commission d'enquête sur la bataille de Dien Bien Phu, en juin 1955, le général Langlais déclare : « (.) Il y avait une bataille qui se déroulait, on voulait qu'elle dure (.) Pour qu'elle dure, il fallait envoyer des hommes puisqu'on en consommait (*c'est nous qui soulignons*) une centaine par jour (.) ».

En Bosnie, et plus particulièrement à Sarajevo, la pensée et l'attitude des chefs militaires sont à l'antipôle de ce propos. L'étendard de la paix vaut-il la vie de casques bleus ? Leur vie prime la mission, surtout si celle-ci est insensée. Cela peut d'ailleurs conduire à l'absurde : craignant des pertes humaines, on redoute ça et là d'ouvrir le feu de peur de déclencher le combat et cette posture d'attente peut quelquefois mettre des vies en danger : « Si on provoque le tir, on provoque la riposte. Si j'ai des pertes, où est-ce que je m'arrête ? Ce n'est pas clair, c'est difficile à cerner (.) », déclare le lieutenant U dans un entretien déjà cité.

La mort redoutée de soldats français est sans doute à l'origine de ce débat qui en 1994 et 1995 va opposer l'Otan et la Forpronu sur le problème des frappes aériennes de rétorsion : bombarder les Serbes, c'est exposer des postes Onu à leurs représailles.

En effet, particulièrement dans le secteur de Sarajevo, le dispositif épars de postes imbriqués dans les lignes des belligérants – nous y revenons plus loin –, ne disposant d'aucune défense en profondeur, crée un sentiment d'extrême vulnérabilité. Cet éparpillement offre aux belligérants, et plus particulièrement aux Serbes, les possibilités de déplacer un rapport de forces d'un point à l'autre d'un secteur, voire du théâtre d'opérations, pour peser sur les décisions de la Forpronu : à une action de rétorsion menée, ici, à l'encontre des Serbes, ceux-ci peuvent, ailleurs, répondre par une attaque ou une par une pression :

Le 27 septembre 1994 (.) Une roquette a été tirée sur une Sagaie française, blessant le conducteur. A la demande des Français, l'Otan a frappé des positions serbes, un char a été détruit. La réaction ne s'est pas fait attendre. Des menaces très sérieuses lancées par les Serbes ont annoncé des tirs (.) si des avions de la Forpronu se posaient sur les pistes. Depuis, aucun avion n'arrive à Sarajevo (.) et les convois de ravitaillement sont bloqués aux check -points serbes sur la route qui mène à nos positions (Journal intime sgt EU).

Vendredi 7 avril 1995. Le matin, action du Frebat2, qui tient l'aéroport de Sarajevo, sur un check point serbe, pour rétablir la sûreté sur l'axe qui relie la ville à l'aéroport. En représailles, les Serbes tirent sur les véhicules appartenant à l'Onu. Toute sortie de la zone Igman est donc interdite aux véhicules non blindés. Cela pose des problèmes pour la logistique, car les approvisionnements viennent de Tito Barracks. (Journal intime lnt U).

Souvent infondée, la crainte des représailles va se propager dans les rangs des casques bleus pour atteindre probablement un point culminant durant l'été 1995 après l'affaire des otages. Une action locale serbe est souvent interprétée comme représailles. A la suite de tel ou tel événement, leur menace est latente, présente dans tous les esprits.

Le 20 juin 1995, lors d'une manœuvre montée par l'escadron du Batinf 4 pour surprendre « en flagrant délit » un engin serbe M18 qui tire sur l'un des postes du bataillon, le lieutenant N note :

(.) MEP [mise en place] à 3h du PLT [peloton] EMD [en mesure de...] tirer si le M18 se remet à allumer Hotonj : le pb est que les S [Serbes], si on leur détruit un char, savent où nous trouver pour péter des Sagaies et cela tout le monde en est conscient... Le jeu en vaut-il la chandelle alors qu'il n'y a que des dégâts matériels, je m'interroge réellement (.)

L'affaire se conclut par la destruction du M18. Mais, à tort ou à raison, le même jour, le lieutenant N interprète comme une « réaction » à cette action la prise à partie d'un poste du bataillon par des éléments bosno-serbes et le lendemain, la crainte des représailles est encore présente dans son escadron.

21 juin (.) Le capitaine a passé la nuit à Vogosca avec le peloton, craignant une action de représailles serbes. L'adjudant-chef R. a dispersé ses marsouins entre les deux postes d'observation et la cave, en mesure de faire face à une infiltration ou de résister à un tir d'artillerie (Journal de marche cne Z).

Toujours en juin 1995, au poste de Vogosca tenu par les pelotons de l'escadron du Batinf 4 au voisinage immédiat des Serbes, les tirs de rétorsion que la section de mortiers lourds (Sml) du 2^{ème} Rei – hélicoptée sur les monts Igman depuis le début du mois – effectuent sur les forces bosno-serbes suscitent les mêmes craintes. Alors qu'il va être relevé, le lieutenant C écrit :

Vendredi 30 juin (.) Vers 07h15, la section de mortiers lourds stationnée à Igman a riposté sur le canon serbe de 30mm qui tirait sur la piste logistique (.) Nous prenons quelques mesures de précaution (.) Nous craignons surtout des représailles contre la relève de Vogosca prévue ce matin (Journal intime lnt C.).

Le lieutenant N qui effectue la relève et qui, pourtant, au fil de la relation d'une expérience éprouvante manie fréquemment l'humour, laisse transparaître ça et là son angoisse durant ces premiers jours du mois de juillet 1995.

Samedi 1 juillet (.) La SML tire quasiment tous les jours sur les S. d'Illidza qui tirent sur les convois (l'escalade...même si Carl Bild x La Presse [général

commandant alors la Forpronu] *négoçient !* (.) *Lundi 3 juillet* (.) *La Sml a de nouveau tiré sur Illidža (où cela va-t-il nous mener, Dieu seul doit peut-être le savoir ?)*.

Ce poste de Vogosca sera évacué le 20 août par une manœuvre soigneusement préparée. A l'issue, le bataillon redoute « des représailles serbes » et on passe la nuit aux abris (D'après journaux du lnt N et du cne Z).

L'angoisse de représailles est également exprimée dans le JMO du bataillon dont les postes, au nord de Sarajevo sont particulièrement vulnérables. L'arrivée de la Force de réaction rapide ou l'opération « Force délibérée » lancée le 30 août 1995 pour dégager Sarajevo, loin de produire un soulagement dans les dispositifs, suscitent au contraire de nouvelles inquiétudes. Des mesures de sûreté sont renforcées, tant l'on redoute des actions de rétorsion de la part des Serbes.

5 juillet 1995 L'annonce de la menace faite par les Bosno-serbes de nouvelles prises d'otages sur la Forpronu est prise très au sérieux par le bataillon (.) La menace ira très certainement croissante au fur et à mesure que la FRR se rapprochera du théâtre des combats de Sarajevo.

23 juillet 1995 (.) La situation pourrait s'aggraver dans les prochains jours (.) Par ailleurs la duplicité des VRS fait que, malgré de possibles négociations en cours, les menaces de nouvelles prises d'otage sur les postes les plus exposés demeurent actuelles (.)

*6 septembre 1995 (.) Préoccupation du bataillon : suite aux *Airs strikes*, on peut craindre les représailles des Vrs (bombardements mortier, artillerie (.) sur les emprises du bataillon (.) (JMO Batinf 4/V).*

Le soupçon fondé ou non de « manipulation » incite aussi au silence des armes. Dans ce jeu à trois où chaque belligérant tente de jouer sur la Forpronu pour qu'elle rétroagisse sur l'autre belligérant, il est présent dans tous les esprits. A la suite du coup de main effectué dans les monts Igman en octobre 1994 par les Bosniaques sur le PC serbe de Klococevica, le sgt EU note dans son journal :

Samedi 8 octobre (.) A la télévision le midi, nous voyons la fusillade de Snijper Allée à Sarajevo. Les représailles serbes au carnage de Jeudi dernier ? Manipulation ? (.) Difficile de dire, mais ici, tout le monde est méfiant – Les Bosniaques sont des habitués des coups mesquins

Ce thème omniprésent soulèvera d'ailleurs bien des débats lors des bombardements du marché de Markthalle en février 1994 et surtout en août 1995.

En quelque sorte, on peut parler d'un contexte psychotique qui mine les esprits, jusqu'à probablement surestimer les capacités de représailles ou de manipulation des belligérants, alors que, comme nous l'avons vu en première partie, dès 1994, la communauté serbe est en crise et que le commandement militaire de la VRS ne maîtrise plus tout à fait ses unités. Fondées ou non – répétons-le – ces représentations des capacités des belligérants alimentent cette peur du combat.

Ces observations supposent bien sûr des exceptions. La peur de l'incident est plus prégnante sur le secteur de Sarajevo, davantage exposé que les autres secteurs aux nouveaux fronts de l'arrière des temps modernes : « fronts des médias, du politique ou de l'opinion » dont le militaire « redoute les attaques et qu'il lui faut séduire » (Thiéblemont p. 207). L'expression « caisse de résonance médiatique » qu'utilise un commandant de bataillon à propos du secteur de Sarajevo rend bien compte du phénomène.

Mais à ce point de notre analyse, ces observations n'en dessinent pas moins le système complexe de contraintes inhibitrices – bien sûr variables et plus ou moins prégnantes selon les bataillons et les secteurs d'opérations – qui pèse sur ce théâtre d'opérations. Ce système est certes produit initialement par des dynamiques politique, idéologique et juridique externes au militaire. Mais il se nourrit d'autres ingrédients : la peur légitime de la mort du soldat français au regard de l'enjeu, mais aussi la pensée d'une élite militaire prudente imprégnée d'une vision pacifique de son action et enfermée dans un cadre juridique qu'elle s'est elle-même forgée, jusqu'à secréter dans les rangs de l'Armée de terre la peur d'une défense légitime de la mission face aux belligérants hostiles.

Il faut maintenant introduire dans cette analyse le jeu très concret des dispositifs d'interposition adoptés par le commandement de la Forpronu. Dans le cas de certaines unités et plutôt là encore dans le secteur de Sarajevo, ces dispositifs imbriqués jouent en eux-mêmes un rôle inhibiteur qui renforce ce système de contraintes.

3. Un dispositif a-tactique

« Nous étions assiégés après avoir attendu de nous faire tirer dessus ! » (Entretien Int U, mai 1999). Cette phrase synthétise en quelques mots la situation de bien des unités de la Forpronu. Elle renvoie aux développements qui précèdent. En même temps, elle traduit une conception de l'action militaire qui substitue la bonne intention pacifique aux principes et aux comportements tactiques requis pour qu'une force armée agissant dans l'insécurité puisse remplir ses missions, quelle que soit leur nature.

3.1. Logique de paix et « théâtre d'ombres conceptuel »

Le sujet est abordé par le général Bachelet dans un article écrit au retour de son expérience bosniaque. Il qualifie de « théâtre d'ombres conceptuel » les « pseudo concepts » auxquels la pensée militaire du début des années 1990 recourt pour traiter ce que l'on appelle les « nouvelles missions ». ⁴²« Si l'on décide de passer à l'action militaire – écrit-il –, c'est que la diplomatie a épuisé ses moyens et que, pour atteindre le but recherché, il n'est plus désormais d'autre solution que de l'imposer par la force ». Ce passage à l'action de force, « au moins potentielle », suppose que soient respectés des principes tactiques « fondamentaux » dont on ne « peut s'affranchir impunément » : les principes de liberté d'action, de sûreté et de supériorité (Bachelet, p. 18-19).

Pour prendre la mesure des conditions tactiques dans lesquelles ont opéré les unités de la Forpronu, il nous faut revenir sur ces principes « très abstraits, mais éprouvés dans le réel, et inévitablement d'application difficile » (Montbrial, p. 534) qui régissaient jusqu'à notre époque l'action d'une force armée.

La liberté d'action en premier lieu, toujours relative, suppose une autonomie logistique et une certaine liberté de mouvement. Or, en Bosnie ou en Croatie, la vie courante de beaucoup d'unités est en partie dépendante des belligérants, ce qui offre à ceux-ci des moyens de pression et contredit quelque peu la volonté de neutralité affichée de la Forpronu. Les cas sont nombreux. A Kakanj, le BgBH est logé dans une usine sous contrôle du Hvo ; à Velika Kladusa, le BiB occupe là aussi une usine appartenant à Fikret Abdic ; des absences d'autonomie de la Forpronu sont observables en Croatie ou à Sarajevo :

Abdic est le potentat local, et les Casques bleus français de l'ONU sont ses locataires (.) Nous voilà déambulant dans une base de l'organisation mondiale, dont le terrain et les immeubles appartiennent au seigneur de la guerre locale (.) Il n'y a plus d'eau courante à la base. Elle nous était procurée par Abdic (.) (Benda et Crémieux p. 78-79 et p. 141).

Les troupes françaises disposent dans la base [Zemunik] de cette ancienne école de l'armée de l'air. Mais il n'y a plus d'eau ni d'électricité. Les Serbes remplissent les citernes. Les Français font venir de l'eau en brique. L'électricité est donnée par un groupe électrogène serbe fonctionnant quatre heures par jour. Les Français sont alimentés gratuitement par les Serbes dans un ordinaire tout à fait correct où ils sont servis à table, ce qui n'est pas le cas des militaires serbes (Notes cdt Y

⁴² En 1994, nous avons nous-même mis en cause « ce bourbier pacifico-dissuasif qui engluie la pensée militaire » et invité à « rompre radicalement avec ces discours et ces pratiques messianiques qui prétendent apporter la paix, le progrès ou la démocratie dans la brutalité des choses » et brandissent « l'étendard de la paix dans la violence déchaînée » (Thiéblemont, « Le vide stratégique », *Le Casoar*, janvier 1994).

p.14).

Mercredi 5 avril. Les sujets abordés sont l'approvisionnement en électricité de KC1 par les Serbes contre la livraison de 200l de gas-oil tous les 10 jours (.)

Mardi 11 avril. Première livraison de gas-oil aux Serbes pour la fourniture d'électricité secteur. 200l (...). C'est plus rentable que de faire fonctionner le groupe électrogène que nous conservons en moyen de secours (Journal intime Int U).

*Dimanche 28 mai (.) 1^{er} peloton – Toujours sur le check point de Vogosca (.)
Les Serbes pompent l'eau courante du poste (Journal de marche cne Z).*

Quant à la liberté de mouvement des unités de la Forpronu, elle est le plus souvent assujettie à la manœuvre politique ou tactique de l'un ou l'autre des belligérants ou par les décisions d'opportunité de seigneurs de la guerre locaux. Ce n'est pas faute pour les bataillons d'ouvrir des itinéraires – le BiB dans la poche de Bihac, le Batinf 2 vers Mostar ou le Batinf 4 vers la Bosnie orientale –, encore faut-il avoir les forces disponibles pour les maintenir ouverts, ce qui n'est pas le cas. En juillet et août 1995, même la liberté de mouvement de la Force de réaction rapide (Frr) entre sa base arrière de Trebicevo et les monts Igman est entravée par les Bosniaques au check point de Jablanica, au point de passage entre territoires contrôlés par les forces croates de Bosnie et ceux contrôlés par l'ABiH. L'humour décapant du légionnaire trouve là une belle occasion de s'exprimer et les deux dessins caricaturaux qui figurent aux pages suivantes livrent crûment leur jugement sur cette situation ubuesque. Ce n'est qu'à l'issue de l'opération « Force délibérée » en septembre 1995 que la menace de l'emploi de la force devenue crédible contraint les belligérants à accepter la liberté de mouvement de la Forpronu sur le territoire bosniaque.

En Bosnie, la Forpronu est d'autant plus privée de sa liberté d'action que son dispositif se moule sur la « territorialisation » du conflit – selon le terme déjà cité utilisé par Xavier Bougarel. Il épouse les contours des lignes de front et les enclaves que crée le conflit. Ce dispositif enclavé dans les lignes de front offre aux belligérants sa double vulnérabilité : celle qui résulte des divers mouvements entre les avants et les arrières de la Forpronu qui doivent franchir les lignes de front tenues par les belligérants et celle d'implantations de bataillons, d'unités ou de postes avancés qui ne disposent pas d'espaces de sûreté. Or, tout organisme, qu'il soit végétal, animal ou humain, évoluant en milieu hostile est confronté au problème de sa sûreté. Il a d'abord besoin d'anticiper une menace et d'en être *prévenu* par une sûreté dite *éloignée* dans le langage militaire : antennes tactiles, olfactives, dispositifs lointains statiques ou mobiles de *reconnaitances*, d'*éclairages*, etc. dans le cas militaire. Face à une agression qui se dévoile, il doit pouvoir éventuellement la retarder et s'y préparer en se ménageant un temps de réaction par un dispositif dit de sûreté

rapprochée : un peu à la manière de la sonnette⁴³ d'un appartement qui permet aux habitants d'accueillir l'hôte autrement qu'en simple appareil.

Extrait du carnet de témoignages du 2^{ème} Rei – Frr 1995
(Musée du souvenir du 2^{ème} Rei - Nîmes).

Extrait du carnet de témoignages du 2^{ème} Rei – Frr 1995
(Musée du souvenir du 2^{ème} Rei - Nîmes).

Ces espaces de sûreté sont inexistant dans les dispositifs de la Forpronu. C'est à cette grave déficience que le commandant du Batinf 4/IV fait allusion dans un texte cité en première partie, lorsqu'en 1995, il « rappelle » à ses supérieurs que « certaines mesures « tactiques » (.) permettant de contrôler une zone minimale de sécurité autour de nos postes » ne peuvent être appliquées (1^{ère} partie –VI Le drame et sa réparation). Reste alors à durcir la protection et la défense *immédiate* des postes et des hommes, à se forger une carapace : merlons, blockhaus, sacs de sable, gilets pare-balles et pare-éclats, plaques de blindage, etc.

Enfin, cette liberté d'action suppose de pouvoir concentrer des énergies et des forces, là où l'organisme se sent menacé, là où l'enjeu tactique, stratégique ou politique d'un rapport de force revêt une importance ou une signification particulière. C'est le principe de supériorité ou de concentration des forces. Or, l'application de ce principe est inexistant dans le cas de la Forpronu : « territorialisée », éclatée et peu mobile, elle ne dispose pas de forces réservées autres qu'aériennes qui puissent intervenir significativement en un point de son espace opérationnel.

La Forpronu n'est certes pas *en guerre*. Mais il y règne un état d'esprit qui considère que l'action des casques bleus étant pacifique, il est nullement besoin qu'elle s'accompagne des dispositifs de défense qui sont requis en situation d'insécurité.

Deux pléonasmes sont à ce titre significatif. L'expression « *armer* un poste » est fréquemment employée dans les écrits ou dans les entretiens, comme si un poste pouvait ne pas être armé. En réaction contre cet état d'esprit, certains officiers en viennent à parler de « militarisation des missions » pour bien marquer les mesures et dispositifs de sécurité qu'ils prennent pour assurer des mouvements quotidiens, tels que des ravitaillements en eau ou des escortes d'autorité : comme si autour d'eux, ils constataient que les missions n'étaient nullement conçues en termes militaires.

⁴³ Par analogie, le terme de « sonnette » désigne un petit poste avancé en avant d'un système défensif.

Autre exemple de cet état d'esprit : l'invocation d'une « logique de paix ». Marc Benda et Francis Crémieux rapportent ces paroles d'un commandant de bataillon lors d'un repas offert en 1994 par le Bib aux officiers du 5^{ème} Corps bosniaque : « La Forpronu ne veut pas être l'alliée du 5^o corps, elle veut être son amie. Certes, nous sommes dans une logique de paix, vous, vous êtes dans une logique de guerre, mais ce n'est pas forcément contradictoire » (Benda et Crémieux, p163).

Les deux logiques ne sont pas en effet contradictoires : sur ce théâtre d'opérations, la première sert la seconde. Jean-Marie Chenu écrit à ce propos que cette « conception du maintien de la paix s'inspire de la vision, optimiste et simple, que les pays scandinaves, influents au sein de l'Onu, se font des relations entre les Etats. Elle suppose que toutes les parties préfèrent la paix à la guerre et le dialogue à la violence. Cette approche quasi angélique était totalement inadaptée à la situation prévalant en ex-Yougoslavie depuis 1991 » (Chenu, p 66).

Censés apporter des espaces de paix et de négociations dans la guerre, les casque bleus, tous grades confondus, tarderont à comprendre, qu'introduits dans un champ guerre, ils ne sont que des objets par dessus ou au moyen duquel les belligérants poursuivent leur objectif de guerre.

C'est cette philosophie d'*hommes de bonne volonté* s'interposant physiquement entre deux adversaires aux prises pour les empêcher de s'entretuer qui détermine la mise en place d'un dispositif que l'on peut qualifier d'a-tactique. Celui-ci va se combiner aux facteurs précédemment analysés facteurs pour, ici, alimenter ou renforcer les inhibitions des petites unités et, pour, ailleurs, en être un facteur déterminant.

Il est regrettable que nous n'ayons aucune observation précise sur les procédures et sur la nature des décisions qui débouchent sur la mise en place d'un tel dispositif et, notamment, sur la localisation des postes avancés de l'Onu. Ceux-ci sont négociés avec les belligérants, par des représentants de l'Onu mais aussi par des militaires. Ce point non négligeable serait à préciser. En tout état de cause, ils sont acceptés par les divers échelons d'autorités militaires de la Forpronu qui en prennent ainsi la responsabilité. Venons-en à considérer les caractéristiques de ce dispositif à différents niveaux de responsabilité.

3.2. Dispersion et imbrication des dispositifs

Répétons-le encore, aucune des contraintes analysées dans cette partie n'agit séparément. Il faut les considérer ensemble et dans leurs interactions mutuelles.

A tous les niveaux de responsabilité, les deux notions de « dispersion » et d'« imbrication » caractérisent la nature de ce dispositif, la seconde notion se déclinant aussi bien du point de vue tactique que du point de vue logistique.

Mais ces caractéristiques sont plus ou moins prononcées selon les secteurs et les bataillons, selon les implantations et les postes. En outre, le terrain, la nature des missions, les objectifs de guerre des belligérants interviennent pour en renforcer ou non leurs effets sur la vulnérabilité des unités.

3.2.1. *Au niveau du théâtre d'opérations*

Pratiquement, chaque bataillon agit pour le compte de sa zone sans toujours prendre en considération ce que fait le voisin. Des coopérations et des renforcements de moyens ponctuels sont effectués de secteur à secteur ou de bataillon à bataillon mais la conjugaison d'actions de bataillons en un point du théâtre d'opérations est inexistante : la conception extrêmement « territorialisée » des dispositifs ôte toute capacité de concentrer des efforts sur un point de ce théâtre. A cela, se combine, comme nous l'avons vu, l'absence d'une force de réserve générale agissant au sol, rôle qu'en réalité tiendra la Frr en 1995. De la sorte, face à ce jeu de pressions auquel se livrent les belligérants, la Forpronu ne dispose pas d'un éventail de moyens stratégiques ou tactiques proportionnés à différents degrés d'enjeux. Pour réagir, elle n'a pratiquement qu'une seule alternative : les frappes aériennes ou la négociation, et plutôt la négociation, lorsque l'enjeu ne vaut pas les frappes ou que le dispositif tactique fait des casques bleus « les otages potentiels » des belligérants. Ceux-ci peuvent alors avoir beau jeu de toujours situer l'escalade de leur violence en dessous du seuil où le risque certain d'une frappe est encouru.

Le dispositif ainsi dispersé alimente la « logique de paix » : implicitement ou non, les généraux de la Forpronu se construisent un discours autour du pouvoir de la *négociation*, parce qu'ils sont contraints de rendre rationnels et logiques des dispositifs erratiques qui ne leur donnent guère de souplesse pour agir face à une « logique de guerre ». Ce discours s'impose et se diffuse dans les rangs. Conférant à la négociation un pouvoir autonome qu'elle n'a pas, il en fait une *force minimum*.

Les vulnérabilités logistiques de la Forpronu vont dans le même sens. Pour transiter des bases de débarquement ou d'approvisionnement – base logistique de la Forpronu à Zagreb, port de Split, base de Velika Kladusa dans la poche de Bihać, aéroport ou base de Tito-Barracks dans Sarajevo – vers des zones et positions tenues par les bataillons, il faut traverser des territoires et franchir des check points tenus par les belligérants. Les axes logistiques de la Forpronu offrent aux belligérants toute une gamme de pressions, jusqu'au blocus des monts Igman en décembre 1994 et à celui de Sarajevo en juillet 1995. A moins d'engager une épreuve de force pour dégager les axes logistiques et les

maintenir ouvert et de reconcevoir radicalement la conception initiale de cette intervention, ce dispositif général ne peut que nourrir la « logique de paix » et le pouvoir supposé de la négociation.

3.2.2. *Au niveau des secteurs et des bataillons*

Les contraintes des dispositifs adoptés initialement ont vraisemblablement joué très différemment selon les secteurs et les bataillons, selon la nature du terrain, selon le contexte politico-militaire ou les missions qui leur sont assignées ou qu'ils s'assignent. C'est vraisemblablement sur le secteur de Sarajevo – assiégé, enclavé par le relief et par la vulnérabilité des axes qui y donnent accès – que ces contraintes ont été le plus fortement ressenties.

Sur les monts Igman, durant l'hiver 94-95, le Bataillon 5 tient une zone de 120 à 130 km² entre les deux tenailles ouest et est du front bosno-serbe. Ses deux compagnies et son escadron sont répartis sur 22 emprises tenues par des compagnies, par des sections ou par des groupes qui assurent l'observation de leur zone, y tiennent des check points ou effectuent autour de ces emprises de nombreuses patrouilles pour interdire les infiltrations de Bosniaques en provenance de Sarajevo. La zone du bataillon est elle-même traversée par un couloir ouest-est tenu par l'ABiH qui isole du bataillon ses postes nord, Brezovica et Dupovici. Les liaisons entre les postes du bataillon et sa base arrière située dans Sarajevo à Tito Barracks empruntent nécessairement des axes franchissant les fronts bosniaques et bosno-serbes. On connaît la situation du Bataillon 2 imbriqué sur l'aéroport entre les fronts des deux belligérants (Cf. I^{ère} partie). Sur Sarajevo et sur ses périphéries, il existe en 1995 une trentaine de postes Onu – points d'observation, de regroupement d'armement, check points – dont plus de vingt sont tenus par le Bataillon 2 et le Bataillon 4. Pour effectuer les relèves de leurs postes situés au nord de Sarajevo, les unités du Bataillon 4 doivent emprunter des axes contrôlés par les belligérants ou placés sous leur feu :

Vendredi 16 juin (.) 3^{ème} peloton - Isolé à Vogosca depuis le début des combats car les Bosniaques bloquent les véhicules Onu aux deux check points.

Lundi 19 juin (.) Liaison du capitaine sur Vogosca (.) Au cours de cette liaison, le Vbl et le Vab sont pris à partie à la 7.62 à l'aller (.) au retour à la 14.5 (.)

Lundi 26 juin (.) A 15h30 un Vab et 2 bennes du génie amenant de la terre à Vogosca se font prendre à parti (.) Les tirs 14.5 et mortier (.) détruisent l'avant d'une benne, blessant à l'œil et au mollet le conducteur (Journal de marche du cne Z)

En septembre 1995, une dizaine de ces postes seront évacués – notamment les plus vulnérables au nord –, de façon à permettre l'opération « Force délibérée »

et à épurer ce dispositif dorénavant orienté vers la défense de l'aéroport et des accès ouest et sud-ouest de la ville et vers un effort d'interposition au sud.

Il en est au niveau des secteurs de la Forpronu et des bataillons comme il en est au niveau du théâtre d'opérations : chaque unité étant plus ou moins hypothéquée par le territoire qu'elle contrôle, il n'y a guère possibilité de conjuguer des forces dans l'espace de responsabilité d'un secteur ou d'un bataillon. A leur niveau, il n'y a pas d'unité d'intervention. En cas de gros coup, on prélève une compagnie, une section pour renforcer un bataillon (renforcement d'un bataillon canadien par une compagnie du Bib en 1993 pour mener une opération d'interposition entre Serbes et Croates entre Gospic et Médak, sections du Batinf 2 en renforcement du Batinf 5 lors des offensives bosniaques sur les monts Igman en octobre 1994) ou on bricole avec les éléments au repos ou en alerte d'un bataillon. C'est le cas pour la reprise du poste de Verbanja :

Rappelons que cette action est montée en moins de trois heures, ce qui donne au passage la mesure du potentiel de « réactivité » de quelques officiers et des unités de combat engagées. Les éléments qui participent à l'opération proviennent de six unités différentes : les trois compagnies d'infanterie du Batinf 4 fournissent respectivement, la section d'assaut – « la seule disponible » de l'une des compagnies –, un groupe de canon de 20mm en appui rapproché, et la section de relève qui prend à son compte le contrôle de l'objectif après l'assaut ; l'escadron du bataillon et celui du Batinf 2 fournissent trois pelotons blindés d'appui et de couverture ; enfin une section du génie provient de l'unité du génie du Batinf 4 (*D'après journal de marche du cne Z- partie annexée*).

Ce n'est qu'en juin 1995, devant une situation de plus en plus délicate, qu'une réserve d'intervention sera prévue au niveau du secteur de Sarajevo :

Vendredi 16 juin (.) Depuis hier soir, le capitaine a sous ses ordres un sous-groupement tactique prêt à intervenir au profit des 2ème et 5ème bataillon. Il est composé d'un peloton, d'une section d'infanterie, d'une section génie, d'un groupe de canon de 20mm, d'un groupe de 2 Milan (.) (Journal de marche cne Z).

Dans la poche de Bihac, le Bib est lui-même enclavé entre les territoires tenus par les Bosno-serbes au sud et ceux tenus par les forces séparatistes serbo-croates des Krajina au nord et à l'ouest. Mais il n'aura jamais vraiment de missions d'interposition. Dans les quelque 2000 km² de la poche, son dispositif est concentré sur les trois emprises de Velika Kladusa, Coralici et Bihac à partir desquelles il assure l'ouverture d'itinéraires, la protection de convois et

L'observation des fronts sur une douzaine de points d'observation. Certains de ces points d'observation sont eux-mêmes mobiles en fonction de l'évolution des fronts. Même en 1994, lors de l'offensive du V^{ème} Corps bosniaque contre les milices d'Abdic, les postes d'observation ne sont pas aussi imbriqués dans les lignes des belligérants que dans le secteur de Sarajevo, leur évacuation s'effectuant au fur et à mesure de l'avancée du front bosniaque. La notion d'imbrication paraît donc beaucoup moins pertinente pour ce secteur.

Avec ses cinq compagnies de combat, le Bataillon 1 contrôlant le cessez-le-feu entre l'Armée croate et les forces séparatistes serbo-croates de la République serbe autoproclamée de Krajina s'étale sur une zone de 2500km². Chaque unité a la responsabilité d'un secteur à contrôler. Bien que nos observations sur le Bataillon 1 soient trop peu fournies pour en trancher, il semble que son dispositif soit plus ou moins conforme aux trois caractéristiques mises en évidence : dispersion, imbrication, absence de force réservée. Sur l'aéroport de Zadar à Zemunik, d'après les notes du commandant Y, « les postes croates sont au bout de la piste » alors que les postes des casques bleus sont sur la ligne de front « à proximité des postes de miliciens [serbo-croates] ». « Les Français sont alimentés gratuitement par les Serbes dans un ordinaire (.) où ils sont servis à table, ce qui n'est pas le cas des militaires serbes » (Notes du cdt Y p. 14). Aux abords du pont de Maslenica, les postes de la compagnie dans laquelle Jacques Lorentz sert comme conducteur de poids lourd sont entre Croates et Serbes et lorsque les premiers reprendront leur offensive au début de l'année 1993, rien ne s'opposera à ce qu'ils occupent sans coup férir les postes des casques bleus.

3.2.3. *Au niveau des postes de petites unités*

Les postes d'observation ou les check points des bataillons sont tenus par des sections ou par des groupes de combat qui y sont parfois installés pour la durée de leur séjour. Dans la zone du Bataillon 5, c'est le cas de deux des trois petits postes de Krupac, au pied du mont Igman mais aussi des postes de Javorak, de Sabici et de Gradina : en 1994 ces trois postes ont été tenus respectivement par une section jusqu'à ce qu'en novembre une base de compagnie ait été installée. C'est aussi le cas en Krajina du sud en 1992 :

A Rovansjka, petit village sur la côte Adriatique à 30km au nord-est de Zadar, la 1^o section de la 2^o compagnie du 2^o Rima est installée à une portée de fusil des positions croates et serbes (.) En poste à Pozgradina, en zone rose n° 3, le sergent T (.) est chef d'un poste d'observation comprenant 9 personnels. Son correspondant est un lieutenant serbe, commandant de compagnie à Novigrad et responsable de trois villages sur une surface de 150km². (Notes cdt Y, p 22 et 25).

Nombre de ces postes sont « posés » sur le terrain entre les deux belligérants sans tenir compte des conditions de relief nécessaires à leur défense. Dans certains cas, le poste n'est initialement qu'un Vab, qu'un groupe de casques bleus en rase campagne qui, pour s'abriter des intempéries se construit une cabane, aménage une bâtisse dévastée proche du poste en récupérant du matériel alentour (Krupac 33 en 1995, Javorak en 1993, postes d'observation dans la poche de Bihac).

La fortification de ces postes se construit progressivement, au gré des agressions dont ils sont l'objet ou des initiatives : d'où une corvée permanente que tous les casques bleus ont connue, la fabrication de sacs de sable. Seules les mines éclairantes sont autorisées, de sorte que lorsque leur poste est imbriqué, directement au contact des belligérants, les chefs de poste n'ont pas la possibilité de mettre en place des réseaux de mines anti-personnelles interdisant des zones d'approche. Le ravitaillement de certains de ces postes est un problème constant. Le relief, le fort enneigement en hiver (Krupac 3, Bjelasnica) ou encore le contrôle par le feu ou par check points qu'exercent les belligérants (Vogosca, Poljine, Dupovici) rendent quelquefois leur accès difficile, ce qui amplifie leur vulnérabilité. De ce fait et bien qu'ils soient peu éloignés à vol d'oiseau d'une base arrière, ces postes peuvent être qualifiés d'isolés.

L'imbrication de nombre d'entre eux est assez bien résumée par cette notation d'un lieutenant : « Quand ce n'est pas l'un qui vous canarde, c'est l'autre » (Journal intime Int N juillet 1995). Toutefois ces observations ne suffisent pas à rendre compte de la variété des situations de ces postes. On peut en effet distinguer d'une part, des postes imbriqués, les uns adossés aux lignes de l'un des belligérants, les autres interposés entre deux lignes de front et d'autre part, des postes non imbriqués.

3.2.3.1. Postes imbriqués

A – Postes adossés à une ligne de front

On trouve notamment cette disposition dans la zone démilitarisée des monts Igman où des postes de section sont quelquefois à moins de trois cent mètres de postes bosno-serbes (au col de Javorak, à Sabici) ou bosniaques (Gradina). La situation des trois postes de Krupac (KC1, KC2, KC3) est à ce titre un cas d'école : posé sur des lignes de cessez-le-feu d'août 1993, chacun de ces postes est tactiquement instrumentalisé par l'un ou l'autre des belligérants et le dispositif qu'ils constituent à eux trois gêne toute velléité de réaction de l'officier français responsable de Krupac, à moins qu'il engage ses casques bleus dans un combat suicidaire (Cf. documents photographiques annexe III).

Rappelons qu'au printemps 1995, KC1 est implanté en bordure d'une mauvaise route qui monte vers Babindol. Le poste est constitué d'une enceinte barbelée

de 50x15m entourant un chalet et surplombé à une trentaine de mètres à l'est par un mouvement de terrain tenu par les Bosno-serbes. Sa fortification est inachevée. Les soldats serbes vont et viennent sur la route. Enclavé, peu protégé, pas renseigné, faiblement équipé, ce poste est essentiellement symbolique : « Ce poste entend tout, mais ne voit rien ou presque. C'est un peu lassant... », note le lieutenant U, le 17 juin 1995. Celui-ci n'a aucun pouvoir d'action hors de son enceinte, aucune visibilité, aucun espace de sûreté permettant d'anticiper une attaque.

Commentaire [T2]: Photographies K.

(.) Les conditions d'ouverture du feu sont limitées à notre enceinte. Je n'avais pas à intervenir à l'extérieur. Tout ce qui est en dehors de notre enceinte, je n'étais pas mandaté pour agir (.) On voit passer tous les jours des Serbes sur la route. Et quelquefois, ils portent des mines. Et un jour, on s'aperçoit qu'ils posent des mines sur la route. Je rends compte. « Pas de panique, n'y touchez pas ! ». On ne veut pas durcir notre attitude. On ne les provoque pas. Il n'y avait pas de volonté du bataillon. (Entretien Int U mai 1999).

KC2 est plus au sud sur la route de Babindol, enserré par les lignes bosniaques, au pied de la crête de Vidovac, tenue par les Serbes. En face de KC1 à l'ouest, KC3 au sommet d'une carrière est adossé aux lignes bosniaques : il s'agit en réalité de trois positions – KC 31, 32, 33 serbes. Le haut de cette carrière est une position importante pour les Bosniaques : ils dominent le village de Krupac et la route de Sarajevo à Trnovo, un axe logistique serbe. Or KC3 dont la mission est « de contrôler la zone de la carrière (.) et d'empêcher tout tir de harcèlement des Bosniaques sur la route et sur le village (.) » est doublement fragilisé : par la faiblesse des moyens qui y sont consacrés et par le dispositif lui-même.

Au début du mandat du Batinf 5/III, KC1 et KC2 sont tenus à demeure par le peloton blindé du lieutenant U. Pour tenir KC3 et ses trois positions, il est renforcé d'un groupe à l'effectif variable de douze à quinze hommes. Durant les premiers mois du mandat, ce groupe est relevé périodiquement par de petits éléments provenant des différentes unités du bataillon, y compris de l'Ucl. Pour l'occasion, cette unité de soutien est contrainte de mettre sur pied un groupe de fortune composé de spécialistes qui découvrent la vie en campagne et n'ont aucune formation de combattants :

Journée du samedi 8 avril 1995 (.) Dans l'après-midi, relève sur KC3, prise par l'Ucl. Ils arrivent avec 6 heures de retard (.) et ne fournissent que 0/2/10. Le chef de groupe est un sergent-chef mécanicien plein de bonne volonté, mais les différents services de Tito-Barracks ont envoyé les personnels dont ils voulaient se débarrasser pendant une semaine... Et vive l'Armée française (.)

Journée du samedi 15 avril 1995 (.) Je suis obligé de me substituer au chef de

groupe (.) car même les savoir-faire élémentaires de la vie en campagne ne sont pas connus, et je ne parle pas des savoir-faire de combat ou de topo... (Journal intime Int U).

Il faudra attendre la fin du mois d'avril et quelques incidents pour qu'un groupe de combat soit détaché à demeure sur KC3. Au début de l'année 1995, la position la plus exposée – KC33 – n'est matérialisée que par un Vab. Un petit poste y sera aménagé par le génie au cours des mois suivants. Les casques bleus voisinent carrément avec les Bosniaques qui, en mars 1995, commencent à réoccuper progressivement leur ligne de front après la trêve de l'hiver 1994.

Journée du lundi 3 avril (.) C'est cette position [KC33] qui est la plus difficile à tenir. Elle est au contact immédiat (5 mètres) des Bosniaques, qui ont déjà par deux fois tenté un coup de force avec la menace des armes anti-char sur ce poste. Celle-ci ne comprend en tout et pour tout qu'un Vab, qui sert tout à la fois de logis, d'abri et de poste de combat. C'est bien sur une situation transitoire en attendant d'autres négociations (.) (Journal intime Int U).

Aucun moyen de chauffage dans le Vab. Les barbelés des lignes bosniaques sont à dix mètres. On se dit bonjour tous les matins. Les sergents se connaissent...Ils sont capables de dire si l'unité a changé (Entretien Int U mai 1999).

Le dispositif des postes de Krupac est tel, que chacun des belligérants peut utiliser à son profit et de diverses manières l'imbrication de chacun des postes. Tantôt, ce sont les Bosniaques qui tirent sur les Serbes en pariant sur l'idée que ceux-ci ne riposteront pas, de crainte d'atteindre les casques bleus. Ainsi, à plusieurs reprises, au premier semestre 1995, des tireurs bosniaques harcèlent les Serbes à partir des positions de la carrière. Le 22 avril, ils tirent à la mitrailleuse sur un autobus roulant sur la route logistique et blessent deux civils. Les Serbes s'en prennent à la « permissivité » des casques bleus, protestent auprès de la Forpronu, accompagnant leur protestation de tirs de mortiers autour de KC33 :

Journée du vendredi 12 mai 1995 (.) J'ai un entretien avec le lieutenant [serbe] Zorane. Il tient le langage suivant : « Les Bosniaques espèrent que la proximité de leurs postes avec les vôtres nous empêchera de régler à notre manière le problème de sniping que vous ne pouvez pas résoudre par la votre. Ils se trompent et nous ne répondrons plus de votre sécurité sur ce site » (Journal intime Int U).

Mais à moins d'en venir au combat rapproché, les casques bleus de KC3 n'ont d'autres moyens que la bonne parole pour neutraliser les Bosniaques qui par ailleurs font pression sur eux par des poses de mines.

*Journée du samedi 1^{er} juillet 1995 (.) L'imbrication est complète [sur KC33]
(.) Quand les snipers se mettent en place le chef de groupe prend contact avec eux
pour essayer de les dissuader de tirer sur les civils ; tactique qui peut sembler
dérisoire, mais qui portait ses fruits avant que les Bosniaques ne changent l'unité
qui tient ce mouvement de terrain. Maintenant, ils passent outre (.) (Ibidem).*

Tantôt, ce sont les Serbes qui tirent sur les Bosniaques en s'abritant derrière KC1. En juin et juillet 1995, les Bosniaques développent des offensives autour de Krupac et prennent pied sur la crête de Vidovac. Comme lors de leurs attaques de l'automne 1994, les lignes de front autour de Krupac se déplacent sans que le secteur Forpronu de Sarajevo réagisse. « Il y a une dynamique de l'interposition : finalement on est interposé au lieu de s'interposer...[c'est nous qui soulignons] Il n'y a pas la volonté d'imposer » (Entretien Int U mai 1999). Des positions proches de KC1, les Serbes prennent à partie les lignes bosniaques en direction de KC2 ou de KC3, recherchant la « couverture » du poste Onu :

*Dimanche 11 juin (.) Les Serbes ont demandé que le poste soit réinstallé 200m
au sud de la position actuelle (.) Je pense qu'ils veulent ainsi nous faire remplir
une mission de couverture à leur profit (.)*

*Jeu 20 juillet 1995 (.) Les Serbes mettent en place un VCI M 980 [blindé
soviétique canon de 20mm] sur le mouvement de terrain immédiatement à
l'ouest de KC1 (.) Cela pose un problème de sécurité pour le poste en raison de
l'imbrication que cela cause. En effet, si les Bosniaques ratent leur cible de
quelques centimètres ils tapent dans le poste (.) Là encore, nous passons une partie
de la journée en alerte rouge dans les abris (.)*

*Samedi 22 juillet (.) L'avancée des Bosniaques les [deux M980] oblige à se
placer non plus à côté du poste, mais derrière. Ces engins tirent donc au canon de
20mm au ras du toit du chalet. La situation est inconfortable et dangereuse, car je
ne crois pas aux scrupules des Bosniaques s'ils doivent tirer au mortier.
L'évacuation de KC1 et de KC3 est très sérieusement envisagée par le bataillon
montant et le HQ du secteur de Sarajevo (Ibidem).*

Le 20 juillet, après avoir effectué ses tirs sur les lignes bosniaques, le blindé serbe M980 quitte sa position et arrache au passage une partie du réseau de barbelés du poste Onu. Et le lieutenant U de noter : « Nous leur prêtons les outils et ils remettent le réseau de barbelés en place ! C'est le monde à l'envers ! » L'incident est révélateur. Au moins dans ce contexte, on ne peut invoquer quelque duplicité de la part des Serbes ou leur mépris des casques bleus. Ils sont tout simplement dans une logique de combat : le poste leur offre un excellent masque. Et à leur tour, les Bosniaques s'irritent de la passivité des casques bleus :

Journée du vendredi 21 juillet (.) L'adjudant P prend contact avec les Bosniaques, ceux-ci sont très agacés par l'imbrication entre les deux M980 de Krupac et le poste de KC1 (Ibidem).

Tout cela ne va pas sans exposer ces trois postes aux échanges de feux de tous calibres entre belligérants. Une idée de la densité des échanges d'artillerie dans ce secteur et à cette époque est donnée par une notation du lieutenant U : « Journée du dimanche 18 juin (.) Journée de calme relatif. Seulement 150 obus tirés sur les lignes serbes dans notre secteur ». Directement ou non, les trois postes sont sous les trajectoires d'obus ou de mitrailles :

Journée du vendredi 16 juin 1995 (.) Au même moment, un char tire 8 obus sur le poste de KC2 (.) Aujourd'hui, c'est donc KC2 qui est à la fête, en plus des 8 tirs directs qu'ils ont encaissés, une trentaine de coups de mortier sont tombés à proximité de leur position (.)

Journée du lundi 3 juillet 1995 (.) Également échange de tirs aux armes de gros calibres entre les postes bosniaques imbriqués avec KC3 (.) et les postes serbes sur le mouvement de terrain à l'est (.) les coups tombent à 50m à l'est de KC1 et à moins de 50m de KC33. Au total, 200 sont tirés (.)

Journée du mercredi 19 juillet 1995 (.) Nombreux tirs d'armes de gros calibres des deux bords (.) dont certains sont très proches de KC21 et KC2. Le poste de KC32 reçoit un tir direct. Leur douche de campagne est transformée en cratère. Un personnel est blessé (Ibidem).

Le dispositif de Krupac est un véritable piège. Certes, lors du précédent mandat, une épreuve de force a été engagée avec les Bosniaques installés sur la carrière. Le sergent EU y fait allusion dans son journal de marche :

11 octobre [1994] (.) Hier, dans le secteur tenu par les chars du 2°RCH, un tireur isolé raflait sur des femmes civiles serbes. Une Sagaie a aussitôt détruit le poste de combat qui se trouvait sur un mamelon opposé (.) Tous les postes de combats bosniaques ont été dynamités et rasés par les bulldozers du Génie.

24 octobre (.) Les engins du génie qui détruisaient des abris bosniaques ont essuyé des tirs d'armes automatiques. Malgré les accords passés avec les autorités bosniaques sur le terrain, cela reste difficile de faire évacuer la zone UNPA. Le colonel étant sur place, les casques bleus ont aussitôt riposté (.) le colonel tente de régler le problème en discutant avec les Bosniaques.

Mais depuis et dès la fin de l'hiver 1994 -95, les Bosniaques ont réoccupé les positions. Ainsi, en admettant même que l'officier responsable de Krupac puisse librement déclencher ses feux sur les Serbes ou sur les Bosniaque, ses postes étant « interposés » plutôt que s'interposant, « otages potentiels » de l'un

ou l'autre des belligérants, il n'a d'autres forces que la négociation pour remplir sa mission. A moins d'accepter résolument l'épreuve de force et de mettre Bosnienne ou Serbes en situation d'enchérir, avec le risque de ramener des cercueils « à la maison ». Rappelons encore son débat. L'enjeu en vaut-il la peine...? « Verser le premier sang »...? Mais combien de pertes...? Est-ce que mes chefs veulent cela...? Une plongée dans l'inconnu sans les repères que procure l'organisation du combat sur des contextes tactiques classiques, le risque de mourir, de faire mourir des gamins de vingt ans pour Sarajevo...? « Vous ramener tous à la maison...! » Autant d'interrogations plus ou moins explicites, plus ou moins avouées qui hantent cet officier au printemps 1995, avec en réponse, l'évitement et la négociation.

Le 20 juillet, après que l'encerclement de son poste ait été levé, le lieutenant U note dans son journal : « Le colonel passe sur KC1 et sur KC2. Il confirme la mission de KC1 : « être le symbole de la détermination de l'Onu » !

Aux nuances près de la configuration des lieux et des positions des belligérants, ce sont les mêmes natures de dispositifs et d'effets qui se retrouvent dans les postes de regroupement de l'armement (Pra) de Poljine ou de Lukavica par exemple et qui conduiront aux prises d'otages de mai 1995 (Voir I^{ère} partie).

B – Postes interposés entre deux lignes de front

Ce sont des dispositifs qui s'observent plus particulièrement dans Sarajevo après le cessez-le-feu de février 1994, à Debelo Brdo, au cimetière juif et à Verbanja, à Zuc, Hotonj, Vogosca. La distance qui sépare les lignes de front serbes et bosniaques peut être si courte que les hommes de chaque camp peuvent s'apostropher. Le poste Onu est au milieu. C'est notamment le cas à Vogosca, poste tenu par le Batinf 4 de mars 1994 au 20 août 1995 (Cf. croquis annexe II- 6).

Mercredi 9 août 1995 (.) La nuit vers 00h, les Bosniaques faisaient énormément de bruit dans le garage, un Serbe a crié qqch [quelque chose] et ils ont éteint les projecteurs une 10 aine [dizaine] de minutes...le cri faisait vraiment voisin qui se plaint de ne pas pouvoir dormir...C'est vraiment surréaliste comme situation. (Journal intime Int N).

Au printemps 1995, ce poste est tenu par les pelotons de l'escadron du Batinf 4 qui s'y relève selon une périodicité en principe hebdomadaire. Le poste Onu est installé dans une ancienne auberge à environ 4 kilomètres de Zetra, la base de l'escadron, en bordure nord d'une route qui relie les faubourgs nord-est de Sarajevo à Vogosca. Initialement, le poste avait une mission de contrôle de passage (*crossing*) entre les lignes de cessez-le-feu mais en 1995 plus personne n'y passe. Il « s'apparente à un château fort assiégé » : c'est l'expression qu'emploie le lieutenant N qui en décrit la situation à son successeur dans un dossier daté

du 21 juillet 1995. L'auberge est située « au bord d'un petit cours d'eau derrière lequel se trouve une ancienne usine Volkswagen » que tiennent les Bosno-serbes. « Au plus près, ils sont à une quinzaine de mètres ». « De l'autre côté de la route se trouve un ancien garage (.) que les Bosniaques tiennent ! Le poste est donc totalement imbriqué entre les deux parties. C'est donc assez bruyant quand les voisins font du bruit !! Néanmoins cette situation inconfortable du point de vue tactique (pas d'allonge pour les tubes, intrusion possible des deux belligérants (.) représente paradoxalement un avantage dans la mesure où ni les Sierra ni les Bravos [pour ni les Serbes ni les Bosniaques] ne peuvent se permettre de laisser le poste à l'autre. Notre présence les arrange plus ou moins. Ainsi c'est un des postes les moins pris à parti de toute la zone (.) »

Au vu de différentes observations recueillies sur ce poste, cette dernière impression relativement optimiste donne peut-être la mesure de la situation sur les autres postes du secteur. Il est vrai que d'après le journal intime de cet officier, le poste est plus ou moins calme selon les périodes, au point que parfois « on a du mal à croire que nous sommes en guerre et en plus sur la ligne de front ». Mais la tombée de la nuit amène son « petit parfum d'angoisse » : « c'est peut-être pour cette nuit ! » L'angoisse varie en fonction des quartiers de lune : la pleine lune rassure, la nuit noire crée de l'anxiété. Les sentinelles sont sur le qui vive. Et comme du côté serbe ou bosniaque, on craint quelque coup fourré de l'ennemi, elles « se font allumer » dès qu'elles se portent à un endroit où les belligérants n'ont pas l'habitude de les apercevoir. Les alertes sont fréquentes. Elles sont provoquées par le déclenchement de combats sur le front, par des menaces de représailles ou encore par l'incident anodin : un casque bleu venant de participer à l'assaut de Verbanja hurlant dans son cauchemar, un chien errant déclenchant une mine éclairante. « En deux minutes tout le monde est équipé » (D'après journaux intimes des lnts N et C et journal de marche cne Z). Ce poste que le lieutenant N considère comme le moins exposé de la zone du bataillon n'est pas épargné et par ailleurs l'itinéraire qui le relie à Zetra est fréquemment harcelé par les belligérants :

Mardi 23 mai (.) 1^{er} peloton.- A 4h25 affrontement entre Bosniaques et Serbes de part et d'autres du poste Onu pendant 20 minutes (.) Quelques impacts sur les postes (Journal de marche cne Z).

Vendredi 16 juin (.) A 04h15 du matin, de violents combats se déclenchent sur toute la ligne de confrontation, dans un 1^{er} temps aux abords immédiats du poste (.) puis sur la ligne de crête au sud (.) Des tirs Mo (mortier) ont lieu ss [sans] arrêt à qq 10aines [dizaine] de mètres derrière le poste. Ms [mais] peu de répliques bosniaques, heureusement pour le poste. En effet à (.) Zuc et (.) Hotonj, les postes UN sont pris à partie : 3 blessés et 1 Vab détruit (.) cette situation est difficile ds [dans] la mesure où ns sommes là pour compter les coups en priant (.) de ne pas trop en recevoir. C'est très éprouvant (.) (Journal intime lnt N)

Mercredi 12 juillet (.) 3° peloton Retour de Vogosca après une nuit de veille et d'inquiétude face aux Serbes (Journal de marche cne Z)

Mercredi 19 juillet (.) 3 obus de mortier de 82 bosniaques sont tirés sur notre poste (.) Par chance aucun explose (.) le sergent D. qui était assis sur le banc devant la maison (.) a reçu des éclats de terre lorsque l'obus s'est planté (Journal de marche lnt N)

Vendredi 21 juillet (.) Le poste continue de subir des tirs de mortiers bosniaques de 82. Ceux-ci chercheraient à neutraliser les lisières entre le poste et l'usine serbe ? Bien évidemment certains tombent dans le poste (Ibidem).

Vendredi 16 août Tirs sporadiques (.) surtout lorsque la sentinelle passe sur le pont. Les Serbes doivent être aux aguets et craignent une infiltration bosniaque par la rivière (Ibidem).

Lundi 26 juin (.) A 15h30, un Vab et deux bennes du Génie (.) se font prendre à partie dans un premier temps devant le cimetière de Barre par du petit calibre (7,62 et 14,5) puis dans un deuxième temps à hauteur de (.) Là les tirs 14,5 et mortiers endommagent le pare-brise du Vab, détruisent l'avant d'une benne, blessant à l'œil et au mollet le conducteur (Journal de marche cne Z).

Le poste de Vogosca sera évacué le 20 août 1995.

3.2.3.2. Postes non imbriqués

Il s'agit plus particulièrement de postes d'observation mais aussi de check points mis en place dans les zones démilitarisées : Bjelasnica ou Brezovaca sur les monts Igman, postes d'observation ou check points aux périphéries ou au centre de la poche de Bihac, etc. Les systèmes défensifs de ces postes présentent les mêmes caractéristiques que le type précédent. Initialement, ils n'en ont pas : un Vab, une *Sagaie*, une section ou un peloton prennent position sur un mouvement de terrain pour une durée variable allant jusqu'à une semaine. Si la position est maintenue, la vie quotidienne et tactique s'organise progressivement, à partir de rien, d'une mesure abandonnée, d'une ancienne installation olympique.

A la différence des types précédents, généralement ces postes ne sont pas à portée de fusil des lignes de front. Certains ont des vues et de l'espace. C'est le cas des postes 10, 13, 14 au sud de la poche de Bihac, dominant la vallée de l'Una et les lignes de front entre les Bosno-serbes et le V^{ème} Corps de l'ABiH (D'après journal de marche major RE). D'autres n'ont aucune visibilité :

En l'occurrence, chacune des positions est située de telle manière que l'observation est extrêmement difficile. Le point de contrôle 51 est coincé entre deux collines, 52 est dans une plaine dégagée, enfoncée dans une grande cuvette entourée de lignes de crêtes. 53 est au centre d'un hameau parce que des tirs un peu proches ont fait

descendre nos prédécesseurs de toutes les hauteurs. De ces trois postes, la visibilité est nulle. 52 est censé également être un point de contrôle, mais personne n'y passe jamais en voiture, parce qu'une route non contrôlée permet de le contourner (Crémieux et Benda p. 85).

Leur système défensif est plus ou moins élaboré. Sur le mont Bjelasnica, il est pratiquement inexistant. Lorsque à l'automne 1994, la position est menacée, un élément du 1^{er} Régiment parachutiste d'infanterie de marine (Rpima) appartenant au Commandement des opérations spéciales y séjourne quelques jours pour former au combat rapproché les chasseurs qui la tiennent (D'après journal intime du cal REI).

On observe une différence notable entre le dispositif de postes de la poche de Bihac et celui du secteur de Sarajevo. Comme nous l'avons noté, dans la poche de Bihac, les postes sont rarement imbriqués. Certes, la situation politico-militaire et ses incidences tactiques ne sont pas les mêmes. Les missions du BiB ne supposent pas d'interposition entre les différents belligérants, tout juste le contrôle d'une zone démilitarisée au nord-est dans la petite région de Bos-Bojna entre territoires tenus par les forces serbo-croates de Slavonie et territoire bosniaque. En août 1994, les postes 51, 52, 53 installés en bordure de cette zone ont été évacués, sans doute pour ne pas être pris dans l'offensive du V^{ème} Corps contre les miliciens d'Abdic et pratiquement cette zone est aux mains des Serbo-croates : Marc Benda et Francis Crémieux notent qu'elle « garde le nom de démilitarisée, y compris dans les comptes rendus officiels (.) mais même les véhicules blindés de l'Onu n'osent plus s'y aventurer (.) » et ils relatent quelques incidents illustrant ce renoncement (Benda et Crémieux p. 146-152). En fait, c'est essentiellement pour assurer sa mission de protection des convois humanitaires – qui suppose d'être renseigné sur les itinéraires pénétrant dans la poche ou la traversant – que le bataillon est amené progressivement à mettre en place un dispositif d'observation des lignes de front aux périphéries de sa zone, et entre *Nordistes* et *Sudistes*. Par ailleurs, il n'y aura pas de cessez-le-feu dans ce secteur, avec ce que cela implique de paris sur les attitudes pacifiques des belligérants et de mise en place de casques bleus en interposition. D'où une certaine mobilité du dispositif, les postes étant évacués au fur et à mesure des évolutions des lignes de front.

Du point de vue strictement tactique et indépendamment de toutes autres considérations, cette situation paraît induire une conception plus manœuvrière du dispositif : des recueils de postes sont anticipés, préparés, effectués ou non. On y utilise les capacités de la cavalerie blindée qui est en mesure de *jalonner* ou de *freiner* les mouvements des belligérants pour couvrir ces recueils :

Nous avons abandonné en quelque semaines deux de nos postes. Accompagnés d'une dizaine de Sagaie, nous avons démonté PO52 et PO53. Il était trop risqué

*d'y laisser des hommes et du matériel (Benda et Crémieux, p 112).
29 juin (.) 10H00 recueil de PO52. Jalonnement (.) 14H00 Exercice de recueil
de PO 53. Jalonnement (.) 30 juin Offensive des Sudistes. Le peloton est en alerte
prêt à dégager PO51 (.) 27 juillet (.) – 11h10 – Mise en alerte du peloton :
Mission « 2° peloton en mesure d'appuyer la reprise de R1 ou de détruire R1 sur
ordre qui a été évacué sous les tirs mortiers nordistes – 16h00 Fin d'alerte : RAS
(l'ONU a encore baissé son pantalon) (.) 5 septembre 1994 (.) 19h00 Alerte
Doi ; mission : « A partir de Stijena, être en mesure de recueillir PO10 19h04
Le peloton au complet (.) prêt à partir. L'attente durera toute la nuit (.)
(Journal de marche major RE).*

Ces pratiques tactiques ne s'observent pas sur le secteur de Sarajevo, sauf lorsqu'au cours de l'été 1995, il deviendra nécessaire d'évacuer les postes les plus imbriqués. Au cours de leurs différents mouvements, les casques bleus français opérant dans la poche de Bihac ont très certainement connu les mêmes incidents, les mêmes tensions, les mêmes sentiments de renoncement que leurs camarades des autres secteurs. La mobilité du dispositif a pu leur donner un sentiment de renoncement. Mais cette mobilité les a sans doute aussi préservés des épreuves physiques et psychiques qu'ont subies leurs camarades du secteur de Sarajevo lorsqu'ils étaient isolés sur des positions imbriquées dans les lignes des belligérants.

Ces deux parties se proposaient comprendre les contextes dans lesquels les casques bleus français ont opéré en Croatie et en Bosnie. Il nous fallait pour cela dépasser les analyses trop institutionnelles qui ont été faites de l'engagement de la Forpronu et des malheurs de ses soldats en casques bleus, éviter les contresens introduits par ces analyses.

Notre première partie met en évidence les incidences tactiques d'une absence de politique et de stratégie, due non pas à l'absence de volonté politique, mais à l'absence de consensus sur les voies et les moyens d'une intervention militaire comme l'a notamment très bien démontré Frank Debié. Elle met notamment en perspective le jeu des idéologies pacifistes qui ont sous-tendu et légitimé des prises de décision, une culture militaire française ethnocentrique qui n'a pas su appréhender les dynamiques internes de ce conflit balkanique ainsi que les stratégies et les logiques de guerre induites par ces dynamiques.

La seconde partie insiste sur des conditions d'engagement qui liées à l'état de l'Armée de terre au début des années 1990 et sur les énergies qui ont eu dû être dépensées dans beaucoup de bataillons pour constituer, préparer, acheminer les formations. Elle tente de démonter les engrenages et les mécanismes qui ont conduit des élites militaires françaises à une « peur du combat » et à épouser une « logique de paix », au nom de laquelle elles ont accepté de jeter le soldat français dans la guerre à partir d'un dispositif a-tactique dont les contraintes ont à leur tour « surlégitimé » cette « logique de paix ». Privant les unités de leur liberté d'action et de leurs capacités de réaction, ce dispositif ne pouvait que nourrir l'argument de la négociation, à moins de prendre le risque de l'épreuve de force et de la mort du soldat français. Ce fut Verbanja, comme une révolte de combattants refusant de continuer à subir.

En filigrane de cette analyse, apparaît toutefois un contexte intellectuel Qui nourrit la pensée militaire française depuis deux ou trois décennies. Cette pensée a été progressivement, subtilement, imprégnée par les mouvements d'idées pacifistes ou de non violence qui émergent à la fin des années 1960. Elle a opéré au début des années 1980 une collusion entre ces idéologies et celles issues d'une vision doctrinale et manichéenne de la dissuasion nucléaire. Le regard menaçant de l'opinion et des médias aidant, ne voulant plus prendre le risque de faire des histoires comme par le passé, cette pensée s'est ainsi forgé une conception *pacifico-dissuasive* de l'action militaire privant la force armée des moyens de sa force. Analysant en 1993 les mécanismes de cette collusion entre pacifisme et dissuasion, nous écrivions alors : « Censé dissuader les agresseurs pour rétablir la paix, il [*le corps militaire*] sera contraint à la « non bataille » dans une conception pacifique et « légitimement défensive » de son intervention. Il lui sera assigné une ligne rouge (.) au delà de laquelle ses actions de sûreté

éloignées seront interdites, et en deçà de laquelle il est admis – pas toujours – qu’il puisse riposter »⁴⁴.

⁴⁴ Thiéblemont A., Actions extérieures : le vide stratégique, *Le Casoar*, janvier 1994 p.29-35.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
L'étude d'expériences opérationnelles d'unités de combat dans la période contemporaine	5
RICHESSE ET DIVERSITE DES EXPERIENCES OPERATIONELLES DE L'ARMEE FRANCAISE.....	5
L'OBJET : LE NIVEAU MICROTACTIQUE.....	7
LE CONCEPT DE <i>TOTALITE</i>	8
LA PRISE EN COMPTE DE CONTEXTES.....	11
LA NATURE DES SOURCES D'OBSERVATION.....	14
LA QUETE ET L'EXPLOITATION DES SOURCES.....	17
INTRODUCTION	21
REMISE EN CAUSE DU PROJET INITIAL.....	21
LE CORPUS.....	23
PRESENTATION DES DONNEES.....	26
HOMMAGES.....	27
PREMIERE PARTIE	29
Les conditions politiques et militaires de l'engagement des bataillons Français	29
<i>I L'échec européen et les incidences des accords de cessez le feu en Croatie (cf. carte annexe II-1)</i>	29
<i>II L'engrenage humanitaire et la conférence de Londres</i>	36
1. L'aéroport de Sarajevo (cf. croquis annexe II - 3).....	39
2. La Conférence de Londres – Août 1992.....	42

III . <i>Les bataillons français dans des conflits locaux</i>	43
1. Le BG BH dans l'affaire de Kakanj (cf. carte annexe II-2).....	43
2. La poche de Bihac (cf. carte en annexe II -1).....	47
IV <i>L'année 1993 – les bataillons français dans Sarajevo</i>	51
1. Les incidences du plan Owen (cf. carte en annexe II-3 et 4).....	51
2. La prolifération des forces armées politico-mafieuses	54
3. La montée sur les monts Igman (cf. carte en annexe II-4 et 5)	58
V. <i>L'année 1994 : l'extension du dispositif de la Forpronu à Sarajevo et l'offensive bosniaque sur les monts Igman (cf. cartes annexes II –3- 4 et 5)</i>	62
1. L'ultimatum de février 1994 : un nouvel engrenage	63
2. Sur les monts Igman.....	68
VI. <i>Printemps 1995 : le drame et sa réparation</i>	72
1. Otages potentiels.....	73
2. Le drame.....	74
3 La réparation.....	81
VII. <i>Le tournant de l'été 1995</i>	84
1. Les premiers signes du durcissement de l'action internationale et les retournements de la situation militaire	84
2. Le siège de Sarajevo à son paroxysme	86
3. Vers les accords de Dayton	90
DEUXIEME PARTIE	99
Les conditions tactiques de l'engagement	99
I. <i>L'organisation tactique des bataillons</i>	99
1 La constitution des bataillons	100
1.1. La composition des bataillons.....	100
1.2. La mise sur pied des bataillons	102
1.2.1. Régiments professionnels et groupements tactiques	104
1.2.2. Régiments d'appelés et bataillons de marche.....	107
1.2.3. Les formations de marche dans l'Armée de terre	109
1.3. La mise sur pied des bataillons en premier mandant : le cas du bataillon de Génie de Bosnie-Herzégovine.....	112
2. La préparation opérationnelle des bataillons	117
2.1. La phase d'instruction individuelle.....	119
2.2. Reconnaissance préalable et recueil d'informations	122
2.3. Entraînements collectifs et camp de cohésion.....	123
3. L'acheminement des troupes sur le théâtre d'opérations et l'exécution des relevés	126

3.1. L'acheminement sur le théâtre d'opérations	127
3.1.1. Bataillons en premier mandat	127
3.1.2. Les mouvements de relève	130
3.2. L'exécution de la relève	132
<i>II. L'engagement : un echeveau de contraintes</i>	<i>136</i>
1. Les règles d'engagement de l'Onu.....	137
1.1. Les règles prescrites par la FORPRONU	137
1.2. Des interprétations restrictives	140
1.2.1. Légitime défense	144
1.2.2. Force minimum ou minimale	146
1.2.3. « Visuel ! ».....	153
2. La peur du combat	156
2.1. La centralisation du commandement	158
2.2. Pertes humaines, représailles et manipulations	163
3. Un dispositif a-tactique.....	167
3.1. Logique de paix et « théâtre d'ombres conceptuel ».....	168
3.2. Dispersion et imbrication des dispositifs.....	171
3.2.1. Au niveau du théâtre d'opérations	172
3.2.2. Au niveau des secteurs et des bataillons	173
3.2.3. Au niveau des postes de petites unités	175
<u>3.2.3.1. Postes imbriqués</u>	176
A – Postes adossés à une ligne de front	176
B – Postes interposés entre deux lignes de front	181
<u>3.2.3.2. Postes non imbriqués</u>	183